



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIV^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1979

Publication mensuelle

Même si le rythme d'accroissement du volume du produit national brut des Etats-Unis est revenu de 5 p.c. environ en 1977 à quelque 4 p.c. en 1978, il reste encore supérieur à celui des pays de la Communauté Economique Européenne, cependant passé de 2,3 à 2,8 p.c. Au Japon, il semble que l'expansion économique a été un peu plus forte en 1978 qu'en 1977.

Cette disparité entre le rythme de croissance des Etats-Unis et celui de l'ensemble des autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, se reflète dans les évolutions respectives de l'emploi, des prix et du compte extérieur de ces différentes zones. Le taux de chômage s'est accru dans presque tous les pays d'Europe et au Japon; il a, au contraire, continué à se réduire aux Etats-Unis; cette amélioration reflète non seulement une demande soutenue, mais aussi un progrès très lent de la productivité. L'évolution de celle-ci a contribué au relèvement des coûts américains par unité produite; de plus, la dépréciation du cours du dollar a provoqué une hausse des prix des produits importés et, enfin, certains produits agricoles indigènes ont renchéri. Dès lors, l'inflation s'est accentuée, alors que le mouvement inverse était enregistré dans beaucoup de pays de la Communauté Economique Européenne.

Les balances des transactions courantes reflètent, plus encore que le taux de chômage ou les prix intérieurs respectifs, les divergences d'évolution conjoncturelle entre pays. Alors que les grands pays européens qui avaient encouru des déficits courants importants pendant les années 1974 à 1976, les ont corrigés en 1977 ou 1978 et que les pays qui étaient en surplus courant ont, à l'exception de ceux du Benelux, consolidé ou renforcé leur position, les Etats-Unis ont accumulé, sur l'ensemble des années 1977 et 1978, un déficit courant de plus de 30 milliards de dollars, équivalant à peu près au surplus que le Japon a réalisé au cours des mêmes années. Cependant, malgré ces tensions bilatérales à l'intérieur du groupe, l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a retrouvé en 1978 un équilibre courant; en 1977, le déficit était encore de 27 milliards de dollars; la contrepartie de cette amélioration réside dans une contraction des deux tiers du surplus des

pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et dans un élargissement du déficit des autres pays en voie de développement.

L'incidence, sur les cours de change, des déséquilibres courants de balances des paiements, a été accentuée, en 1978, par des mouvements de capitaux déstabilisateurs. Quatre monnaies ont été l'objet, sur les marchés des changes, de pressions assez puissantes pour provoquer, en dépit d'interventions massives des banques centrales, des variations substantielles des cours : le yen, le franc suisse et le mark allemand dans le sens de la hausse et le dollar des Etats-Unis dans le sens de la baisse.

La croissance économique de la Belgique a suivi, un peu en retrait, celle des grands pays européens. L'augmentation réelle du produit national brut est passée de 1,2 p.c. en 1977 à un peu plus de 2 p.c. en 1978. Encore cette légère accélération du taux de croissance d'une année à l'autre dans notre pays est-elle partiellement attribuable à l'expansion des services publics, réalisée par la mise au travail accrue de chômeurs dans les administrations publiques et par l'instauration du cadre spécial temporaire. Le profil conjoncturel semble toutefois s'être légèrement redressé au second semestre, au cours duquel on a enregistré un accroissement de la production lié à une reprise de la demande étrangère de biens intermédiaires et de matériaux de construction.

Mesurées en volumes, c'est-à-dire à prix constants, les grandes catégories de dépenses intérieures accusent les changements suivants de 1977 à 1978. Les investissements et la consommation publics progressent de façon assez nette. L'ensemble des dépenses des ménages ne bénéficie plus que d'une expansion ralentie : la consommation a progressé moins que le produit national brut de 1978; la construction de logements a diminué. Les investissements en capital fixe des entreprises ont marqué une reprise, après trois années de régression : ils continuent toutefois d'être plus particulièrement orientés vers le secteur des services dits « marchands » — c'est-à-dire autres que les services publics gratuits — et celui de l'électricité, tandis qu'ils se sont à nouveau réduits dans l'ensemble des industries manufacturières proprement dites, où subsistent de larges capacités de production inutilisées. Au total, la demande intérieure, en ce compris la constitution de stocks, s'est accrue moins que le produit national brut en 1978; par conséquent, mesurées également à prix constants, les livraisons nettes de biens et de services à l'étranger se sont améliorées.

La production a progressé moins que la productivité dans l'ensemble des secteurs primaire et secondaire, de sorte que les effectifs occupés par ceux-ci se sont à nouveau réduits; cette contraction avait déjà été observée au cours des trois années précédentes, même pendant le raffermissement conjoncturel de 1976. Cette diminution de l'emploi a été compensée pour moitié par l'expansion de la population employée dans le secteur des services « marchands » et pour moitié par l'augmentation de l'emploi dans les services de l'Etat au sens large. Ainsi, par solde, l'emploi est resté stable en 1978, comme en 1977. L'aggravation du chômage au cours de chacune de ces deux années a donc été égale à l'accroissement de la population active totale; en 1978, elle a affecté moins que précédemment les travailleurs d'âges extrêmes — c'est-à-dire les plus jeunes et les plus âgés — en raison probablement de l'incidence des dispositions prises par le Gouvernement en matière d'organisation de stages et de prépension; dans l'effectif des chômeurs complets à aptitude normale, la proportion des femmes est encore voisine des deux tiers.

La persistance d'excédents de demandes d'emplois sur les offres, les difficultés structurelles rencontrées par certains secteurs industriels et l'atténuation, due notamment à l'appréciation du franc belge, des impulsions à la hausse des prix venant de l'étranger, sont des facteurs qui ont contribué à ralentir considérablement le rythme de progression des salaires dans l'industrie. Le gain moyen brut par heure prestée des ouvriers de l'industrie et des transports a progressé de 6,2 p.c. de septembre 1977 à septembre 1978, contre 9,6 p.c. pendant les douze mois précédents; le rythme n'avait plus été aussi modéré depuis dix ans; quand on exprime ce même gain brut en termes réels, on constate que sa progression moyenne, pour l'année 1978, a été à peu près égale à celle du volume du produit national brut, alors qu'elle l'avait dépassée l'année précédente. Quant à la masse salariale, exprimée aussi en termes réels, qui a été payée aux ouvriers de l'industrie toujours au travail, son accroissement aurait été moindre que celui du gain horaire, en raison de la réduction du nombre d'heures prestées dans l'industrie de la construction.

Dans l'hypothèse probable où ses termes de l'échange ne se seront pas détériorés, l'industrie aura accru légèrement sa marge bénéficiaire unitaire en 1978, comme en 1977.

Les disparités, entre la Belgique et l'étranger, des coûts courants par unité produite, corrigées pour éliminer les variations de cours de change, paraissent avoir de nouveau évolué favorablement.

A l'instar de celle des coûts salariaux, la hausse des prix à la consommation s'est aussi ralentie : elle a été de 3,9 p.c. de décembre 1977 à décembre 1978, contre 6,3 p.c. pendant les douze mois précédents. La progression s'est rapprochée de celle qui a été enregistrée en République Fédérale d'Allemagne, qui reste cependant inférieure; elle est du même ordre de grandeur qu'aux Pays-Bas, mais plus faible que dans les autres pays de la Communauté.

Au chapitre des paiements extérieurs, on enregistrerait une réduction du déficit de la balance des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Calculé sur la base des transactions — c'est-à-dire à l'exclusion des mouvements de capitaux dus aux variations des délais de paiement —, le solde négatif serait revenu de 30 milliards pour les neuf premiers mois de 1977 à 13 milliards environ pour la même période de 1978, la dernière pour laquelle on dispose de statistiques apurées des mouvements de capitaux. Ce redressement, localisé essentiellement dans la balance courante de la Belgique, est dû à la forte contraction du déficit laissé par les opérations d'importations et d'exportations de marchandises. Par conséquent, les pressions qui, à partir du milieu de l'année, se sont exercées sur le franc belge, n'étaient pas la conséquence d'une détérioration fondamentale, mais bien d'éléments saisonniers et surtout de mouvements de capitaux provoqués par des facteurs psychologiques. La Banque dut intervenir pour maintenir le cours de change dans les limites prévues par les accords de Bâle. Au cours des mois de juillet à octobre, le recours aux réserves de change, par ailleurs renforcées par des emprunts du Trésor à l'étranger, a atteint 52 milliards; c'est la réduction des avoirs en francs belges de non-résidents auprès des organismes monétaires, avoirs qui s'étaient fortement gonflés au premier semestre, qui a contribué le plus à cette perte de réserves; les autres facteurs qui ont agi dans le même sens sont la détérioration saisonnière de la balance courante, l'accroissement des créances commerciales nettes sur l'étranger et la constitution, par des résidents, de dépôts à l'étranger ou en monnaies étrangères auprès d'organismes monétaires de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Après le réaligement, le 16 octobre, des cours-pivots à l'intérieur du « serpent », qui a déterminé une réévaluation formelle du mark allemand de 2 p.c. par rapport au franc belge, les tensions sur les marchés des changes se sont progressivement apaisées; les réserves de change de la Banque ont pu être reconstituées à concurrence de 12 milliards. Pour l'ensemble de l'année, elles n'ont diminué que de 16 milliards, puisqu'elles s'étaient accrues de 24 milliards au premier semestre.

La crise de change a aggravé les difficultés que rencontraient les pouvoirs publics, au premier semestre déjà, pour financer leur déficit. Malgré une augmentation des recettes fiscales et parafiscales qui a pu être maintenue à peu près au même rythme que l'année précédente, grâce notamment au double prélèvement des centimes additionnels communaux, et malgré un ralentissement du rythme de progression des dépenses, les besoins nets de financement des pouvoirs publics se sont encore accentués en 1978 : ils ont représenté 7,2 p.c. du produit national brut, contre 7 p.c. l'année précédente. Au premier semestre, pour assurer son financement qui est particulièrement lourd pendant cette période de l'année, le Trésor avait dû, non seulement utiliser de façon presque continue sa marge de crédit direct auprès de la Banque, mais aussi faire régulièrement jouer le mécanisme par lequel celle-ci octroie un concours spécial au Fonds des Rentes pour permettre à cet organisme de souscrire des certificats de trésorerie. En raréfiant l'offre sur les marchés de fonds à court terme, la crise de change de juillet-octobre a intensifié, à certains moments, le recours indirect du Trésor à la Banque : non seulement le premier a vendu à celle-ci des devises d'une valeur de 12 milliards qu'il a empruntées à l'étranger, mais il a aussi fait appel au mécanisme précité du concours spécial; la limite que le Conseil de régence de la Banque fixe à ce concours est passée par un maximum de 50 milliards à la suite d'une majoration décidée en juillet pour des raisons saisonnières; c'est à la fin de septembre seulement que cette limite a pu être ramenée à 30 milliards.

Toutefois, au cours de la dernière crise de change, comme au cours des crises précédentes, la compensation, dans les actifs de la Banque, des sorties de devises, ne s'est pas faite, par solde, par un financement du Trésor; c'est le recours des intermédiaires financiers aux avances de la Banque et au réescompte auprès d'elle qui s'est amplifié et ce mouvement s'est produit bien avant que ne soit imposé aux intermédiaires financiers le maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.

Le coût de ce concours octroyé par la Banque n'a été relevé que très légèrement, soit de 0,52 p.c. entre la fin de juin et la fin de septembre; à ce moment, le taux pondéré de l'escompte et des avances était de 6,02 p.c. Au moment où des tensions sont apparues sur les marchés des changes, la Banque poursuivait, en effet, une politique de repli des taux d'intérêt, matérialisée par un abaissement de ses taux officiels, revenus de 9 p.c. au moment de la crise de change de décembre 1977 à 5,50 p.c. en mars 1978, et par des adaptations concomitantes de ses taux spéciaux. Cette politique était menée, non pas tellement dans l'espoir de stimuler les investissements

des entreprises puisqu'ils sont peu sensibles au seul incitant du coût du crédit, que dans le but d'alléger les charges financières qui grevaient les résultats desdites entreprises. La dernière crise de change se révéla avoir une double origine : la première, dans le temps, était un accès de faiblesse évident et prolongé du dollar des Etats-Unis vis-à-vis du mark allemand, poussé vers le haut; la seconde, renforçant puis relayant la première, était une spéculation sur les modifications de cours qui seraient éventuellement associées à la création, prévue pour le 1^{er} janvier 1979, d'un système monétaire européen. Cette dernière spéculation se fondait ainsi sur des perspectives qui n'étaient pas à un terme extrêmement court et cette particularité avait des implications pour la politique monétaire; d'une part, la crise était, à ses débuts, peu intense, de sorte qu'il n'était pas nécessaire d'user immédiatement de grands moyens pour la contenir; d'autre part, elle risquait de durer quelques mois et, pendant toute cette période, les mesures qui seraient prises pour la combattre contrarieraient l'objectif précité de réduire les charges financières des entreprises. Il n'était donc ni utile, ni souhaitable, d'agir trop rapidement; dès lors, c'est en octobre seulement que fut mis en place un dispositif, qui n'a d'ailleurs pas été maintenu au-delà de son échéance, prévue pour la fin de l'année, destiné à freiner le recours, par les entreprises, aux crédits susceptibles de financer la constitution de créances à court terme sur l'étranger; ce dispositif, agissant sur la disponibilité de ces crédits, renforçait en même temps les effets des relèvements des taux de la Banque; ces majorations ont porté le taux moyen pondéré des concours de la Banque aux intermédiaires financiers à 7,24 p.c. au début de novembre.

La Banque s'est efforcée de limiter ce renchérissement aux compartiments des marchés de fonds où la hausse était nécessaire; elle y est parvenue, comme lors de la crise de change précédente, de la fin de 1977. Elle a poussé à la hausse les taux du marché monétaire; ceux-ci n'intéressent pas les épargnants, mais, indirectement, ils influencent le coût des crédits à court terme des banques; celui-ci, de même que le taux des prêts interbancaires, est susceptible d'exercer une influence sur les mouvements internationaux de fonds à court terme. Les taux du marché monétaire sont particulièrement sensibles : non seulement ils reflètent de façon amplifiée les altérations de la masse des offres et des demandes de liquidités dans d'autres compartiments, plus vastes, mais ils subissent des pulsions particulières, comme, par exemple, le resserrement saisonnier des liquidités aux approches de l'échéance de fin d'année. Ce sont les tensions provoquées par celle-ci qui ont ralenti, voire retardé, après le retour au calme sur le

marché des changes, le mouvement de repli de ceux des taux qui avaient subi la hausse. Du côté des ressources des intermédiaires financiers, seul le taux bonifié aux gros dépôts — détenus essentiellement par de grandes entreprises, résidentes ou non — a réagi à la hausse ; tous les autres taux créditeurs, qui intéressent un public peu agissant sur les marchés des changes, sont demeurés inchangés; du côté des actifs de ces intermédiaires, seuls les taux à court terme ont été majorés, en particulier, on l'a vu, ceux que paient, d'une part, le Trésor, d'autre part, les entreprises, pour le financement de leurs fonds de roulement.

En ce qui concerne les taux à long terme, que l'action monétaire de la Banque affecte relativement peu, il était évident que, même après la baisse intervenue en 1977 et au premier semestre de 1978, ils demeuraient fort élevés par référence à des périodes antérieures, si l'on tenait compte de la situation conjoncturelle et de l'infléchissement de la hausse des prix : les taux réels redevenaient largement positifs. La Banque le fit remarquer à plusieurs reprises, tout en exprimant l'avis que ces taux, qui présentent beaucoup d'importance pour la construction d'habitations, pour certaines exportations et pour la rentabilité des entreprises, pourraient être abaissés. Cependant, les dernières émissions de l'année des pouvoirs publics se firent à des taux plus élevés que ceux auxquels ils se trouvaient ramenés à la fin du premier semestre. Lorsque furent connues les conditions, encore plus favorables pour le souscripteur, de l'emprunt de l'Etat de janvier 1979, l'ensemble des taux créditeurs des intermédiaires financiers furent relevés à leur tour; les majorations s'étendirent à toute l'échelle, en ce compris les termes les plus courts. La Banque a exprimé le vœu que ces hausses ne soient pas appliquées de façon mécanique aux taux débiteurs; elle espère, en outre, que le repli du coût des fonds pourra être organisé dans les prochains mois.

D'une façon générale, les évolutions sur les marchés des changes ont posé, partout, aux autorités monétaires des problèmes de choix que d'aucuns auraient pu croire résolus depuis le flottement des monnaies.

Politique monétaire,
cours de change
et inflation.

Le haut niveau d'activité économique et l'apparition de déficits courants substantiels de la balance des paiements, aux Etats-Unis, ne s'étaient pas accompagnés, au cours de l'année 1977 et des premiers mois de 1978, d'un relèvement très marqué des taux d'intérêt. L'accélération de la hausse des prix y avait, au contraire, fait apparaître des rendements réels à court terme de moins en moins intéressants, voire négatifs. Dans certains pays d'Europe, au contraire, où le compte courant de la balance des paiements

devenait de plus en plus positif, la décélération du taux d'inflation au cours des mêmes périodes ne s'était pas traduite par un abaissement correspondant des taux d'intérêt. Aussi, les écarts nominaux de taux d'intérêt en faveur du dollar se sont-ils révélés tout à fait inadéquats, compte tenu des anticipations relatives à l'évolution des balances courantes et des prix, pour susciter des mouvements de capitaux compensant le déficit courant américain, et éviter une adaptation des cours de change. Ces écarts de taux ont au contraire provoqué des déplacements internationaux de fonds, qui ont accentué l'incidence, sur les cours de change, des déficits courants des Etats-Unis et des surplus courants d'autres pays.

Les fluctuations de cours de change qui en ont résulté ont été bien au-delà de ce qu'aurait requis l'évolution des disparités dans la position compétitive des économies concernées : elles reflétaient, en effet, d'une part, des déséquilibres courants qui étaient en partie la résultante de décalages conjoncturels et, d'autre part, des flux de capitaux déstabilisateurs. Lorsque ces évolutions ont atteint, pendant certaines périodes, des proportions qui n'étaient plus acceptables, soit parce que la baisse du cours du dollar venait accentuer aux Etats-Unis des pressions inflationnistes résultant de facteurs intérieurs, soit parce que les hausses des cours des monnaies d'autres pays risquaient d'avoir des effets déstabilisateurs sur certaines activités de ces pays, des mesures ont été prises pour essayer de les enrayer. Celles-ci ont consisté en de légères adaptations de taux d'intérêt et surtout en achats de dollars contre monnaie nationale par des banques centrales. Ces achats, qui ont dépassé, pour l'ensemble des trois premiers trimestres, le montant du déficit courant des Etats-Unis, n'ont empêché ni la continuation de la dépréciation du dollar, ni celle de l'appréciation des monnaies fortes. Ces enchaînements ne se sont arrêtés, puis légèrement renversés, qu'au début de novembre, après que les Etats-Unis eurent, d'une part, conclu avec leurs principaux partenaires commerciaux des accords de crédits réciproques entre banques centrales et, d'autre part, pris une série de mesures d'ordre intérieur de nature à rendre plus intéressants les placements aux Etats-Unis et à combattre l'inflation : parmi ces mesures figurent notamment une hausse assez substantielle des taux d'intérêt, comme en témoigne celle du taux d'escompte porté au niveau exceptionnel de 9,50 p.c., ainsi qu'une recommandation de limiter les accroissements de salaires et autres revenus, et, encore, l'annonce d'une réduction du déficit budgétaire.

Fondamentalement, les développements intervenus en 1978 et au cours des années précédentes démontrent qu'il est dangereux de laisser aux seules

forces du marché le soin de financer les déséquilibres courants ou de corriger ceux-ci par des adaptations de cours de change, que ces déséquilibres résultent ou non d'évolutions fondamentales. Une fois qu'ils sont déclenchés, les mouvements de cours en entraînent d'autres, alimentés par des mouvements de capitaux, car ceux-ci se sont révélés être presque toujours déstabilisateurs.

Qu'il s'agisse d'un déficit ou d'un surplus, lorsque le déséquilibre courant est fondamental, il ne peut être éliminé sans une politique intérieure de régulation de la demande et des revenus, sauf à admettre des entraînements réciproques entre le cours de change et l'inflation, « vicieux » lorsqu'ils vont dans le sens continu de la dépréciation et accentuent le rythme d'inflation, ou « vertueux » lorsqu'ils réduisent ce dernier par le moyen d'appréciations successives. C'est ce type de politique de redressement que des pays européens, le Royaume-Uni et l'Italie en particulier, ont appliquée après que les espoirs qu'ils avaient placés dans le pouvoir rééquilibrateur des seuls cours de change, ont été plusieurs fois déçus. Non seulement ces pays se sont imposé une politique budgétaire, monétaire et des revenus rigoureuse, pendant la période de temps requise pour opérer, vers l'étranger, le transfert de ressources réelles nécessaire à l'élimination de leur déficit courant, mais en outre, par la suite, ils ont pratiqué une politique contracyclique prudente, afin de ne pas compromettre le redressement acquis de leur situation extérieure.

Lorsque le déséquilibre courant n'est pas fondamental, mais accidentel, ou qu'il est dû à une non-synchronisation de l'évolution conjoncturelle des divers pays — et ce déphasage est favorable en soi parce qu'il empêche l'emballlement des prix mondiaux des matières premières —, de bonnes raisons militent en faveur d'un financement de ce déficit; en effet, ses origines ne justifient pas qu'il soit combattu par des politiques de régulation de la demande ou qu'on cherche à l'éliminer par des adaptations des cours de change, dangereuses parce qu'elles risquent de devenir incontrôlables. Le type de financement est évidemment à choisir : il peut être préférable d'adapter les taux d'intérêt à court terme de manière à provoquer des flux de capitaux rééquilibrateurs ou, au contraire, de recourir à un financement officiel, c'est-à-dire des interventions des autorités, régularisant l'offre sur les marchés des changes. De telles interventions présupposent, dans le chef des pays en déficit, l'existence de réserves de change et de facilités de crédit suffisantes, et, dans le chef des pays en surplus, la mise à la disposition des autorités monétaires des instruments nécessaires pour neutraliser, au

besoin, l'incidence, sur la liquidité des intermédiaires financiers, de l'accroissement des actifs extérieurs de la banque centrale. L'une et l'autre de ces méthodes de financement, soit par les marchés en réponse à des politiques de taux d'intérêt, soit par le recours à des facilités de crédit, nécessitent en outre une coordination ou une coopération monétaires internationales efficaces.

Les relations entre la politique monétaire, le cours de change et l'inflation se compliquent encore lorsque, en sus ou même en l'absence de déséquilibres courants, se produisent des déplacements internationaux de fonds. Dans l'environnement économique actuel, c'est-à-dire aussi longtemps que subsisteront, face à l'internationalisation croissante des économies et des marchés financiers, des monnaies et des politiques nationales, il est impossible, sous peine d'entraver tout le fonctionnement de nos économies, d'éviter que des capitaux se déplacent pour bénéficier de rendements plus élevés ou d'appréciations attendues de cours de change, quelque déstabilisateurs que ces mouvements de capitaux puissent être. Or, il est évident que ne peuvent coexister à la fois une liberté, de fait ou de droit, des mouvements de capitaux, une fixité des cours de change, une stabilité des réserves de change et une autonomie de la politique monétaire. Dès lors, un choix doit être fait entre trois variables d'ajustement : le cours de change, le taux d'intérêt et les réserves de change; il faut décider laquelle de ces variables il est possible ou préférable de subordonner aux autres, autrement dit laquelle a les fluctuations les moins préjudiciables à l'économie.

Une petite économie très ouverte, aussi bien en ce qui concerne les produits et services que les capitaux, ne peut se désintéresser de son cours de change et le laisser fluctuer au gré des déplacements de fonds. Ainsi, il a été démontré à suffisance que, dans un pays comme la Belgique, où le contenu d'importations de la demande finale est très élevé et où il existe, en outre, des pratiques de liaison quasi automatique de la plupart des revenus à l'évolution des prix, une baisse du cours de change se traduirait très rapidement par une évolution parallèle à la hausse de l'ensemble des prix et des coûts dans l'économie. Dans certaines circonstances, les hausses de coûts et de prix pourraient même dépasser le pourcentage initial de chute des cours. Inversement, un petit pays, même s'il a un surplus courant important de sa balance des paiements, ne pourrait subir des appréciations excessives de sa monnaie dues à des mouvements de capitaux sans que celles-ci modifient, d'une manière non économi-

quement justifiée, la répartition des activités et de l'emploi à l'intérieur du pays. Il y a donc une raison profonde à cette préoccupation de coopération monétaire internationale dont témoignent la plupart des petits pays. Ils accrochent ou essaient d'accrocher leur monnaie à une autre ou à un ensemble d'autres. A cette fin, ils adhèrent à une zone de taux de change fixes, ou bien ils s'efforcent, de façon autonome, de stabiliser le cours de leur monnaie par rapport à une autre ou à un panier d'autres, qu'ils choisissent en fonction de l'importance qu'ont, pour eux, comme partenaires commerciaux, les pays auxquels appartiennent ces monnaies, ou en fonction de la politique économique que ces pays suivent. Ainsi, dans le cas de la Belgique, si les accords institutionnels du « serpent » n'avaient pas existé, la politique de change n'aurait pas pu être très différente de ce qu'elle a été. Les autorités auraient, en effet, dû veiller à ce que le cours moyen pondéré de la monnaie, non seulement ne se déprécie pas mais, bien plus, évolue de façon à protéger le pays contre les inflations importées : cette condition n'aurait pas été réalisée si le cours moyen pondéré du franc belge était resté simplement stable, c'est-à-dire s'il avait évolué en partie en fonction des cours des monnaies fortes, sans doute, mais aussi, fatalement, en fonction des cours de monnaies faibles, entraînées à la dérive par des poussées d'inflation intérieure. De toute façon, le maintien d'un cours moyen pondéré qui évite à l'économie nationale la propagation des inflations étrangères, ne pouvait être assuré que si les autorités choisissaient comme point d'ancrage, pour le franc belge, un panier de monnaies qui auraient été approximativement celles de nos partenaires du « serpent ».

Mais, dans ces économies ouvertes, les réserves de change et les facultés de crédit peuvent être insuffisantes pour faire face aux pressions que les mouvements de capitaux sont capables d'exercer sur le cours de la monnaie. La masse de fonds que les agents économiques peuvent déplacer d'une monnaie à l'autre peut être un multiple des réserves, même si la monnaie nationale n'est pas détenue largement à l'étranger. Le fonctionnement d'un double marché des changes, comme en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, n'abrite pas entièrement les réserves des déplacements de fonds, puisque le marché réglementé, sur lequel la banque centrale intervient, englobe les importants mouvements de capitaux liés aux opérations commerciales. C'est donc essentiellement par des mesures de politique monétaire — politique de taux d'intérêt à court terme appuyée, le cas échéant, par des actions quantitatives sur le crédit — que ces pays peuvent résoudre le problème posé par les mouvements de capitaux. Cette

option implique que la politique des taux d'intérêt à court terme serve en priorité, quand il le faut, à la réalisation des objectifs de la politique de change; c'est-à-dire qu'en période de crise de change, le conflit de principe entre objectifs intérieur et extérieur de la politique de taux doit être résolu au profit du second. Cette priorité sera d'autant plus justifiée que, dans les différents pays, les déplacements internationaux de capitaux répondent mieux et plus vite que les dépenses intérieures aux impulsions venant des variations des taux d'intérêt à court terme. Il est notoire, actuellement, dans la plupart des pays, que les diverses catégories de dépenses des entreprises et des particuliers se modifient essentiellement en fonction de facteurs tout autres que le taux d'intérêt à court terme.

Les problèmes qui se posent aux petites économies ouvertes se posent aussi, mais dans des termes un peu différents, aux économies plus grandes et plus fermées. Dans ces économies aussi, il y a des liaisons entre politique monétaire, cours de change et taux d'inflation, mais les effets de ces interactions peuvent être plus lents à se manifester; dès lors, il a paru moins périlleux de différer les choix qui devaient assurer la stabilité de l'élément dont les fluctuations sont le plus déséquilibratrices pour l'économie. Cette faculté que certains pays ont eue, ou ont cru avoir, de rester, plus longtemps que d'autres, indifférents à l'évolution des cours de change de leur monnaie, n'a pas été de nature à faciliter la coordination internationale, pourtant indispensable, des politiques suivies. A la longue, il est cependant apparu à l'évidence que même l'économie la plus grande et la plus fermée ne pouvait se désintéresser complètement du cours de sa monnaie et que l'instabilité des cours des grandes monnaies comportait plus d'inconvénients graves que d'avantages pour l'ensemble de la communauté internationale.

*Le flottement
des monnaies.*

Dès lors, après quelque six années de flottement plus ou moins généralisé des monnaies, il n'est pas inutile de soumettre à nouveau à un examen critique l'argumentation classique en faveur de ce système. Certes, le remplacement progressif d'un régime de taux de change fixes par un régime de cours flottants n'a pas été décidé à la suite d'une délibération collective concluant à la nécessité de substituer à un système déficient, un autre dont la doctrine démontrait la supériorité. La mutation s'est opérée sous la pression des circonstances et notamment des tensions qui s'étaient accumulées sur les marchés des changes par suite du déficit courant américain et en conséquence d'évolutions économiques divergentes,

tensions qui ne pouvaient plus être contenues par les mécanismes de financement instaurés à Bretton Woods. Mais l'abandon des anciennes règles a été accepté dans beaucoup de cas d'autant plus facilement que le nouveau système était présenté comme apte à ajuster le déséquilibre extérieur d'une manière plus indolore, une illusion que contribuaient à entretenir les critiques formulées dans la littérature économique à l'encontre des parités fixes.

L'argumentation doctrinale contre ces dernières reposait le plus souvent sur les trois thèmes suivants. Le régime de stabilité des cours facilite la spéculation; les mécanismes d'ajustement qu'il suppose agissants ne jouent plus correctement; il contraint les politiques monétaires à sacrifier l'équilibre intérieur à celui des paiements avec l'étranger.

En premier lieu, dans un régime de parités fixes, les modifications de celles-ci sont nécessairement d'une certaine ampleur et, par conséquent, elles rétribuent considérablement le spéculateur avisé qui a parié correctement; quant au risque du spéculateur non avisé, il est généreusement limité aux écarts, faibles, entre les cours maximum et minimum d'intervention. Ainsi, la spéculation est encouragée et, avec elle, les crises de change et, par crainte de celles-ci, naît une prédilection du système pour les dévaluations et/ou les politiques restrictives : un pays qui a épuisé ses réserves et facilités de crédit n'a d'autre issue que de dévaluer sa monnaie ou d'adopter des mesures restrictives, ou les deux; à l'inverse, un pays qui accumule des réserves et qui est à même d'en neutraliser l'incidence sur la liquidité intérieure, peut ne modifier, ni la parité de sa monnaie, ni sa politique économique. On montrait qu'il en serait tout autrement dans un régime de flottement. Ici, le coût des erreurs de prévision ne serait pas limité et la mauvaise spéculation serait gravement pénalisée et par conséquent beaucoup plus timorée; ou bien alors, les spéculations qui aggraveraient les effets d'un déficit observé des paiements extérieurs trouveraient un contrepois dans une spéculation de sens inverse, stabilisatrice, qui, elle, escompterait la correction automatique des détériorations temporaires et agirait en conséquence sur les marchés des changes. Par solde, la spéculation en régime de cours flottants serait moins déstabilisatrice qu'en régime de parités fixes.

Le deuxième faisceau de critiques des parités fixes trouvait son origine dans la constatation que, dans nos économies, les revenus étaient devenus rigides à la baisse. Cette rigidité, en empêchant un abaissement des prix

et une contraction des dépenses intérieures dans les pays en déficit, ne permettait pas à ceux-ci de dégager les surplus exportables, les ressources réelles concurrentielles, dont la vente à l'étranger était nécessaire pour corriger le déficit. Les pays en cause pâtissaient finalement d'un accroissement du chômage, dû à la disparition des activités non compétitives; ils étaient obligés d'opérer une dévaluation substantielle de leur monnaie. En bref, la combinaison de ce manque de flexibilité des revenus à la baisse et du maintien de parités fixes avait pour effet de prolonger les déséquilibres; ceux-ci finissaient par imposer des modifications profondes de parité qui entraînaient elles-mêmes des mesures de rétorsion chez les partenaires commerciaux; la croissance et les échanges s'en trouvaient ralentis. Puisque la structure des salaires et des prix intérieurs n'était plus flexible à la baisse, il convenait de choisir, pour les relations commerciales avec l'étranger, le système des cours fluctuants qui permettait des adaptations souples d'un seul prix, celui de la monnaie nationale.

Le troisième type d'argument contre le système des parités fixes était centré sur le manque d'autonomie des politiques économique et monétaire qu'il impliquait. Ce système, qui mettait les réserves de change fortement à contribution, du moins dans les pays en déficit, déterminait, sans latitude, le sens de ces politiques. En outre, les changes fixes n'étaient pas l'instrument qui permettait de concilier, au niveau international, les relations entre la croissance et les prix, cependant fort différentes d'un pays à l'autre. Et, dès lors, le régime des cours flottants apparaissait comme préférable : il supprimait le désagrément de l'obligation d'agir pour mettre en équilibre les paiements extérieurs, puisque cet équilibre serait toujours assuré automatiquement par la variation des cours; libérées de cette contrainte extérieure, les autorités pourraient poursuivre les objectifs internes qu'elles jugeraient le plus appropriés. Certes, les protagonistes des cours flottants n'ont jamais affirmé que la liberté d'action des autorités devenait illimitée. En effet, par son pouvoir — présumé sans faille — de réajuster rapidement les déséquilibres courants, le système des cours flottants devait ôter aux pays la faculté de vivre longtemps au-dessus ou au-dessous de leurs moyens; il ne serait plus possible de prolonger un déséquilibre entre demande intérieure et ressources : l'apparition d'un déficit, par exemple, déclencherait un transfert de ressources réelles au profit de l'étranger, induit des mouvements de cours, et ce correctif exercerait un effet de contraction sur les ressources restant disponibles pour satisfaire la demande intérieure; sans doute, dans la situation de plein emploi des années 1960, les tenants de cette doctrine reconnaissaient que les autorités ne pouvaient

se désintéresser de cette contraction; mais, au total, ils estimaient que les responsables de la politique économique auraient disposé d'une marge de manœuvre plus large qu'en régime de parités fixes.

Les faits se sont chargés de montrer que ces assertions auraient dû s'entourer de beaucoup de réserves.

Il est évident que la spéculation n'a pas été stabilisatrice. Les cours de certaines monnaies ont subi des fluctuations amples, parfois brusques, souvent sans que les conditions économiques fondamentales des pays en question se soient modifiées de façon importante. De semblables mouvements ne peuvent s'expliquer que par l'action d'anticipations à sens unique et d'effets d'entraînement exercés par le comportement de quelques-uns sur l'ensemble des opérateurs. En fait, quel que soit le régime des changes en vigueur, ces comportements semblent être fortement influencés par les déséquilibres du solde courant de la balance des paiements, quelle qu'en soit la cause; cette observation ne s'applique toutefois pas au cas de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Les anticipations de hausse des prix, basées sur l'évolution récente de ces derniers, semblent aussi être devenues, depuis quelques années, un élément moteur des agitations spéculatives. Une fois déclenchées, les réactions en chaîne qui entraînent les cours ne s'arrêtent le plus souvent qu'après des variations très substantielles à la hausse ou à la baisse, ou bien alors après une reprise en mains par les autorités qui manifestent, par des interventions massives et des mesures de politique monétaire, leur détermination d'arrêter le glissement des rapports de change.

Le flottement des monnaies n'a pas davantage confirmé ses qualités de palliatif de la rigidité des coûts à la baisse et donc de force qui ramène rapidement les balances de paiements courants à l'équilibre. Les faits ont infirmé, au fil des ans, les deux hypothèses sur lesquelles avaient été bâtis les plaidoyers arguant des vertus curatives des cours flottants. La première hypothèse était que les bénéficiaires de revenus seraient victimes de l'illusion monétaire : confrontés à des hausses de prix, ils accepteraient de conserver des rémunérations nominales inchangées ou partiellement redressées. Or, des expériences, il appert que le renchérissement des produits importés, consécutif aux hausses de devises, s'est transmis rapidement — comme toute majoration autonome de prix d'ailleurs — à l'ensemble des coûts et des prix d'une économie, même dans les cas où il n'existait pas de liaison formelle des revenus à l'évolution des prix.

Aussi les différentiels de prix, créés par des variations des cours de change, sont-ils de courte durée ou ne conservent-ils qu'une faible importance. La deuxième hypothèse était que ces différentiels de prix et les variations conséquentes des termes de l'échange engendreraient des ajustements en volume des demandes tels qu'ils compensent et même au-delà l'incidence, sur la balance des transactions courantes, de ces modifications des termes de l'échange. Cet argument essentiel, si souvent invoqué à l'appui de toutes les manipulations de cours, est aussi battu en brèche par l'expérience des faits : en réalité, même lorsqu'un différentiel de prix a pu se maintenir, les réactions des volumes demandés ont été bien moins fortes et moins rapides que celles que l'on avait pronostiquées à l'aide de calculs économétriques dont les données estimées étaient, malheureusement, flattées. Au total, les propriétés thérapeutiques des variations de cours de change pour les économies souffrant de déséquilibres extérieurs se sont révélées moins évidentes que les retombées de ces variations sur les prix intérieurs, surtout dans les économies ouvertes.

Ainsi, la réalité des dernières années suggère l'observation empirique que les fluctuations de cours, plutôt que de résoudre les problèmes posés, en ont suscité de nouveaux, et qu'elles ont été particulièrement sujettes à être amplifiées par la spéculation lorsque les marchés étaient laissés à eux-mêmes. D'ailleurs, il est patent que, dans tous les pays industrialisés, les autorités ont conservé ou finalement repris le contrôle des cours de leurs monnaies. L'espoir que l'autonomie de choix des autorités serait accrue par le flottement a donc été déçu. L'avis commence même à être exprimé que cette autonomie pourrait bien être plus limitée, en fin de compte, dans un régime de change fluctuant.

Il reste que l'ordre international de Bretton Woods a fait place à un chaos où chaque pays peut décider, avec une trop grande indépendance, de passer du flottement à la stabilisation précaire des cours de sa monnaie ou vice versa.

Cependant, il serait impossible de revenir, fût-ce par étapes, à un système international dans lequel les pays s'engageraient à maintenir des parités fixes et à ne les modifier qu'exceptionnellement, sans qu'il soit tenu compte des causes profondes de l'ébranlement, puis de l'effondrement, de celui qui a fonctionné pendant un quart de siècle après la guerre. L'analyse objective des origines de cet accident confirmerait sans doute, en les généralisant, les enseignements qui se dégagent des vicissitudes

des changes fluctuants. Il apparaîtrait ainsi clairement qu'aucune organisation des relations monétaires internationales ne peut correctement assurer le fonctionnement continu et régulier des paiements, partant, le développement des échanges entre nations, et, finalement, la prospérité de chacune de celles-ci, si ces nations, y compris et surtout les plus grandes, ne s'astreignent pas à la discipline des équilibres intérieurs, à défaut de laquelle il n'existe aucune sauvegarde protégeant des déséquilibres extérieurs prolongés, fauteurs de désorganisations essentielles.

Ayant pris conscience des risques d'une politique de flottement et sachant, en outre, que l'intégration de leurs économies se conciliait mal avec des actions discrétionnaires décidées en toute autonomie par chaque partenaire, les pays membres de la Communauté Economique Européenne sont convenus d'instaurer entre eux un dispositif institutionnel destiné à coordonner davantage les relations de change entre leurs monnaies.

*Projet d'un
système monétaire
européen.*

Certes, les pays de la Communauté s'étaient déjà efforcés de réaliser entre eux une zone de stabilité monétaire. En avril 1972, l'accord dit « de Bâle », intervenu entre les banques centrales ensuite d'une décision des autorités communautaires, avait réduit l'écart instantané maximum entre les cours de change des monnaies concernées de 4,5 à 2,25 p.c., soit une marge égale à celle qui était appliquée vis-à-vis du dollar des Etats-Unis. Sans doute, cet accord avait été maintenu lorsqu'avait débuté, en mars 1973, la période actuelle de flottement plus généralisé des monnaies. Mais les vicissitudes de leur situation économique et de leurs comptes extérieurs, accentuées par le renchérissement du pétrole, avaient amené successivement plusieurs pays à suspendre leur participation à l'accord de Bâle. En 1978, seuls parmi les membres de la Communauté, la République Fédérale d'Allemagne, les pays du Benelux et le Danemark appliquaient encore l'accord dit « du serpent ».

Le Conseil Européen, réuni à Brème les 6 et 7 juillet, a estimé que les redressements opérés dans la situation extérieure de plusieurs pays créaient les conditions favorables à un effort d'élargissement et de renforcement de la zone de taux de change fixes constituée par les monnaies du « serpent ». A Bruxelles, les 4 et 5 décembre, le Conseil a pris les décisions de principe nécessaires à la création d'un Système Monétaire Européen.

Comme dans le cas du « serpent », le Système Monétaire Européen sera constitué de monnaies qui seront liées entre elles par des taux de change fixes, mais ajustables, et qui flotteront conjointement vis-à-vis des monnaies tierces. Mais la nouvelle construction sera basée sur une unité monétaire européenne, appelée « Ecu », formée d'un panier de monnaies dont les poids seront déterminés en fonction de critères économiques. Le rôle de l'Ecu sera multiple : il servira de numéraire, de point de référence pour détecter les divergences entre monnaies communautaires et de dénominateur commun des dettes et créances des banques centrales vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire; c'est en Ecus que seront libellés les actifs de réserve constitués auprès de ce dernier, qui seront appelés eux-mêmes « Ecus »; ceux-ci naîtront notamment lors de l'apport au Fonds, par les banques centrales, d'un cinquième de leurs réserves en or et en dollars.

Les cours-pivots des diverses monnaies détermineront la grille des parités réciproques, autour desquelles seront fixées les marges de fluctuation permises et donc les cours d'intervention obligatoire. Aux limites des marges de fluctuation autorisées, les interventions s'effectueront, comme dans le « serpent », par la vente de la ou des monnaies communautaires fortes, contre l'achat de la ou des monnaies communautaires faibles. Ces interventions seront appuyées, au moment où elles s'effectueront, par des crédits réciproques en Ecus à très court terme, qui pourront être relayés par des concours à court et à moyen terme, dont le volume aura été sensiblement augmenté. Le nouveau système innovera considérablement en introduisant un indicateur de divergence dont le rôle sera de provoquer des réactions de politique des pays membres. Le franchissement du « seuil de divergence » convenu pour une monnaie obligera le pays concerné à prendre des mesures destinées à atténuer les tensions sur les marchés des changes ou/et à entrer en consultation avec ses partenaires. Ainsi, le nouveau mécanisme pourrait être de nature à rendre plus symétriques les contraintes qui pèsent sur les différents pays, puisqu'il déclenchera ses effets aussi bien pour les monnaies orientées à la hausse que pour celles qui subiront des baisses.

Pour que ce projet, ambitieux, lorsqu'il sera réalisé, produise des effets durables, il sera indispensable que le fonctionnement de cette vaste zone de changes fixes soit étayé par des politiques économiques marquées de la volonté de subordonner les actions nationales à l'œuvre communautaire. Certes, les évolutions conjoncturelles ne seront jamais parfaitement

synchrones à l'intérieur de la Communauté et il n'est peut-être pas souhaitable qu'elles le soient. Des déséquilibres temporaires perturberont donc sans aucun doute les marchés des changes nationaux; lorsqu'ils seront dus à l'action de variables conjoncturelles ou accidentelles, il conviendra qu'ils puissent être financés plutôt que combattus. Mais il est tout aussi évident que si les politiques économiques de chacun des pays de la Communauté devaient différer fondamentalement entre elles, trop longtemps, dans leur inspiration et leurs objectifs, et si les politiques de change vis-à-vis des monnaies flottantes devaient se contredire, les valeurs interne et externe des monnaies des partenaires ne pourraient jamais qu'évoluer de façon incohérente; la zone de stabilité monétaire n'aurait plus de stable que le nom.

Cette cohésion nécessaire des politiques ne sera pas facilement atteinte aussi longtemps que ces politiques seront arrêtées dans les divers pays par des gouvernants qui ont à répondre de leurs décisions, en premier chef, devant des instances nationales, et notamment des électors nationaux. Les arrangements techniques qui peuvent être pris pour promouvoir l'unification monétaire de l'Europe ne sont finalement que des moyens de concourir à des objectifs plus larges, plus fondamentaux et à plus long terme. Ces objectifs ne peuvent être fixés et atteints qu'avec le consensus, exprimé en toute clarté et renouvelé au cours des réalisations, des autorités politiques supérieures d'Etats autonomes. C'est dire que l'instauration, voulue par le Conseil Européen, d'un système monétaire coordonné, adjuvant reconnu comme nécessaire de l'intégration économique, postule, en toute logique, de la part de ces autorités une volonté de rapprochement, prémices d'une forme d'union politique entre les pays de la Communauté.

En attendant que se consolident les fondations politiques de cette zone de stabilité monétaire européenne, celle-ci ne survivra, dans les années qui viennent, que si chaque pays veut et peut procéder aux ajustements internes nécessaires pour préserver fondamentalement son équilibre externe. Celui-ci ne constitue d'ailleurs pas une contrainte artificielle que les autorités s'imposeraient par souci de manifester leur esprit communautaire. Ce sont les faits qui exigent le maintien de cet équilibre externe, dans chacun des pays membres, d'autant plus impérieusement que ces pays sont petits. En tout état de cause, que les pays agissent dans un esprit de coopération internationale ou qu'ils soient mus par des préoccupations purement nationales, il n'y a pas d'échappatoire de longue durée à cet impératif de l'équilibre extérieur. Il n'y a notamment pas d'issue indolore

du côté des manipulations de cours. En effet, ou bien les ajustements fondamentaux se font en temps opportun et leur réussite épargne les aléas d'une modification des taux de change; ou bien les ajustements sont ajournés et ces attermolements rendent inévitable une modification des taux de change, dont le succès est fonction de mesures d'accompagnement, lesquelles ne font que réaliser, avec retard, les ajustements nécessaires.

Les ajustements
fondamentaux
en Belgique.

Certains ajustements fondamentaux doivent s'inscrire, dans les années à venir, au premier rang des préoccupations de tous ceux qui sont dépositaires d'une part de responsabilité économique dans notre pays.

A cet égard, les progrès substantiels déjà réalisés dans la lutte contre l'inflation sont très satisfaisants, encore que le mérite en revienne partiellement aux circonstances conjoncturelles.

Ces mêmes circonstances ont, par contre, différé l'assainissement des finances publiques, dont la nécessité a été soulignée dans maints milieux, à de nombreuses occasions. Recommandations et déclarations d'intention n'ont pas empêché que les dépenses des pouvoirs publics continuent de progresser plus vite que le produit national et que l'impasse budgétaire de ces pouvoirs soit passée de 6,6 p.c. dudit produit national, en 1976, à 7,2 p.c. en 1978, malgré un nouvel alourdissement de la charge fiscale et parafiscale. La forte progression des dépenses et de l'impasse témoigne de ce que l'effet, sur le niveau de l'activité, des fonds dépensés n'a pas été significatif et oblige à s'interroger sur le « coût d'opportunité » de certaines de ces dépenses et sur l'efficacité de leur contenu. Cette analyse pourrait prendre appui sur un effort nécessaire de vérification, à l'aide des faits, des doctrines reçues en matière d'action anticyclique des politiques budgétaires.

Ces considérations et le danger que présenterait la prolongation, en période de reprise, des évolutions des dernières années, ont amené le Gouvernement à donner à l'assainissement des finances publiques un caractère prioritaire; il a annoncé sa volonté de limiter la croissance des dépenses du pouvoir central et le projet de budget qui avait été déposé pour l'exercice 1979 témoignait d'un premier effort dans cette direction. Toutefois, cette tentative serait vidée d'une partie de sa signification si ses résultats, partiels, avaient pour pendant une aggravation du déficit des autres secteurs de l'Etat, sécurité sociale et pouvoirs locaux.

En ce qui concerne le budget de 1978, les crédits supplémentaires nécessaires, notamment pour payer les allocations de chômage, ont été compensés par une compression des dépenses de différents départements. En ce qui concerne le futur, la loi de réformes économiques et budgétaires (loi anticrise) du 5 août 1978 prévoyait un certain nombre d'assainissements spécifiques, à réaliser le plus souvent par arrêtés royaux pris en vertu de pouvoirs spéciaux. Parmi ces arrêtés, ceux qui devaient apporter diverses réformes en matière de sécurité sociale n'ont pu être pris par le Gouvernement avant le 31 décembre 1978, comme le voulait la loi dans beaucoup de cas. Ces réformes s'imposent cependant car les subsides à la sécurité sociale constituent depuis plusieurs années l'un des principaux éléments du gonflement des dépenses de l'Etat et, en l'absence de réformes, il en serait fatalement de même à l'avenir. Il demeure également indispensable que soient respectées les normes fixées par la loi anticrise pour le budget de 1979 : ces normes visent à stabiliser le volume des dépenses non liées à la crise économique et à restructurer les dépenses totales de l'Etat au profit de celles qui sont de nature à favoriser la rénovation industrielle.

Des efforts de rénovation du tissu des activités s'imposent pour une double raison. D'une part, certains secteurs économiques importants qui avaient été générateurs de croissance fournissent des biens pour lesquels la demande mondiale est en régression relative ou qui sont à présent produits par des zones géographiques jouissant d'avantages comparatifs de coûts. D'autre part, il est absolument certain que la demande d'emplois, liée à l'évolution de la population active, s'accroîtra au cours des prochaines années; absorber cette demande additionnelle en développant outre mesure les services non marchands aggraverait, à moyen terme, dans le régime économique actuel, les charges qui pèsent sur les autres secteurs. Une nouvelle politique industrielle doit donc être appliquée. Ses grandes lignes ont été définies dans un rapport gouvernemental adressé au Parlement. Parmi les options principales de cette politique, on peut relever la restructuration et la modernisation des secteurs traditionnels en fonction de la nouvelle division internationale du travail, la spécialisation par la diversification vers des produits « élaborés » à valeur ajoutée élevée relativement à leur masse et d'un contenu technologique important, l'élargissement des marchés d'écoulement des produits et la promotion et la réorientation de la recherche industrielle appliquée.

Des objectifs prioritaires ont ainsi été définis; les moyens concrets de les réaliser doivent encore être précisés : ils sont théoriquement nombreux,

la gamme des actions concevables allant du simple octroi d'incitants fiscaux jusqu'à la création d'entreprises publiques. Quelles que soient les mesures qui seront finalement retenues, l'essentiel pour réaliser efficacement la politique envisagée est qu'il existe entre elles une réelle cohérence, c'est-à-dire qu'elles soient intégrées dans une stratégie d'ensemble. Celle-ci requiert nécessairement des choix entre plusieurs possibilités d'action et entre plusieurs méthodes de réalisation. C'est ainsi qu'il convient de sélectionner, pour les moderniser et les développer, des activités ayant les plus grandes chances de succès, tout en admettant qu'on ne peut maintenir en vie à tout prix des entreprises peu compétitives et sans avenir; de même, certaines actions peuvent être efficaces à condition d'être menées sur une échelle suffisamment large, c'est-à-dire nationale ou, de plus en plus souvent, européenne.

Le redressement économique nécessaire demande donc que toutes les forces économiques et sociales conjuguent leurs efforts dans l'intérêt de tous.

Le 24 janvier 1979.

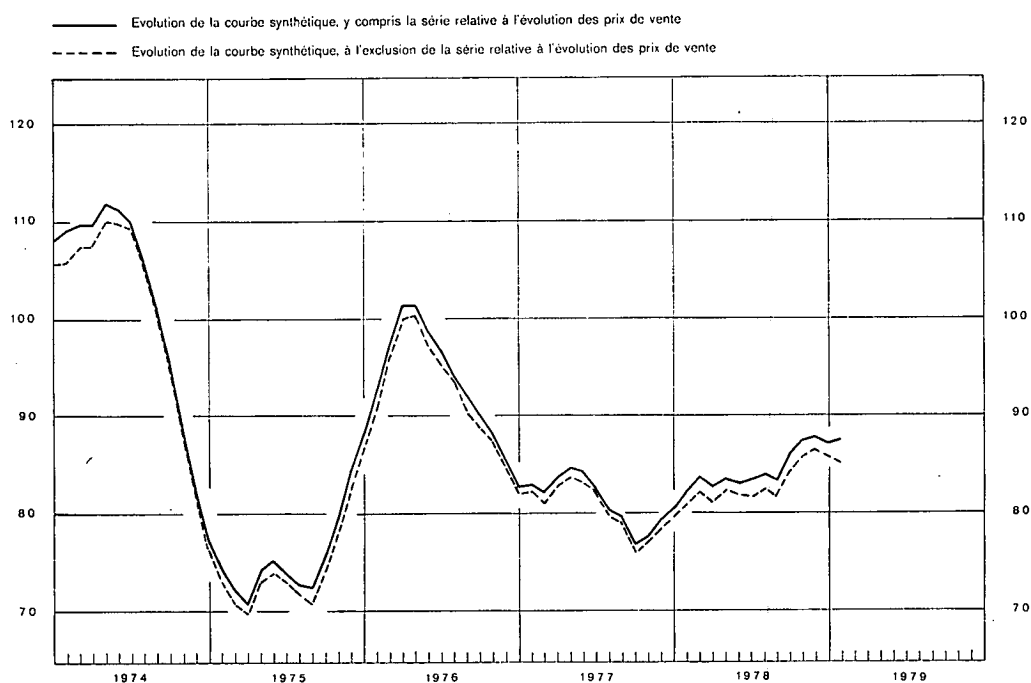
MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 31 janvier 1979

L'évolution toujours satisfaisante du marché des changes permet à la Banque Nationale de Belgique de poursuivre sa politique d'abaissement des taux d'intérêt à court terme. Le taux d'escompte pour les effets imputés sur le sous-plafond B et le taux des avances dans les limites du quota mensuel, qui avaient déjà été ramenés de 8,50 à 8 p.c. le 18 janvier dernier, sont réduits à 7,50 p.c. avec effet le 1^{er} février 1979.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1979



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, comprenant l'indicateur concernant l'évolution des prix, a augmenté en janvier 1979 de 0,19 point; elle a atteint ainsi 87,36 points, contre 87,17 en décembre.

La présentation de la courbe qui fait abstraction de l'indicateur des prix (trait interrompu) a, au contraire, diminué de 85,79 à 85,08 points.

Les indicateurs relatifs à l'industrie manufacturière ont reflété, dans l'ensemble, une amélioration de la conjoncture, mais les indicateurs concernant la construction et le commerce de gros ont évolué dans un sens défavorable par rapport au mois de décembre.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Balance résumée	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur les rétrécissement des marges	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
1. Production agricole	III - 1	a) Chiffres annuels	X - 2a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 2b
IV. — Industrie.		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	4. Cours de change effectifs	X - 4
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. Encours des créances et des dettes :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	a) au 31 décembre 1975	XII - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b	b) au 31 décembre 1976	XII - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1976	XII - 2
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1975	XII - 3a
a) Indices des ventes	V - 3a	b) au 31 décembre 1976	XII - 3b
b) Ventes à tempérament	V - 3b	4. Mouvements des créances et des dettes en 1976 (totaux sectoriels)	XII - 4
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
a) Base 1971 = 100 et base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes)	VII - 4a	b) Total	XIII - 4b
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
1. Tableau général	VIII - 1	b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	— Destination économique apparente	XIII - 6
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	— Forme et localisation	XIII - 7
b) Indices du volume	VIII - 4b	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine, par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
5. Orientation géographique	VIII - 5		

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la	

CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b.

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique :	
a) des banques jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977	XVIII - 3a
b) des banques à partir du 2 novembre 1977.....	XVIII - 3b
c) des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne privées	XVIII - 3c

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.G.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-4, X-4, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3b et c et XIX-3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.836
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.081 ³	6.116	6.151	6.183	6.234	6.283	6.327	
dont : Hommes	3.028 ³	3.049	3.069	3.088	3.119	3.148	3.172	
Femmes	3.053 ³	3.067	3.082	3.095	3.115	3.135	3.155	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966
dont : Agriculture	173	162	151	144	139	136	128	122
Industries extractives et manufacturières	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078
Bâtiments et construction	298	299	287	285	292	293	297	298
Transports	237	245	252	260	266	268	265	265
Commerce, banques, assurances et services	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906
Chômeurs complets ²	69	67	84	87	94	168	224	257
Ouvriers frontaliers	55	53	52	51	49	44	41	40

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	368,1	418,7	468,4	543,0	660,3	762,4	845,4	927,7
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	22,4	23,6	24,9	29,9	32,3	35,8	38,7	41,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	187,5	214,7	233,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	139,3	159,9	189,6	213,5	255,8	313,2	357,9	393,1
5. Corrections et compléments	25,9	28,5	33,0	36,4	43,4	40,8	52,5	59,8
Ajustement statistique	- 4,5	- 5,4	1,6	1,3	1,5	-16,6	4,1	- 4,4
<i>Total ...</i>	635,6	722,9	831,6	956,2	1.150,0	1.323,1	1.513,3	1.651,6
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	29,6	32,4	46,0	49,7	41,3	46,6	54,8	44,8
2. Professions libérales ¹	32,3	34,9	40,0	46,2	53,1	61,8	70,9	78,7
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	139,5	141,6	148,5	159,6	171,9	186,6	204,3	225,5
4. Revenu des sociétés de personnes ²	10,8	10,7	11,9	14,1	15,2	12,7	14,5	15,1
Ajustement statistique	- 1,5	- 1,6	0,5	0,3	0,4	- 3,8	0,9	- 1,0
<i>Total ...</i>	210,7	218,0	246,9	269,9	281,9	303,9	345,4	363,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	60,9	67,5	73,6	87,6	116,5	130,7	156,4	178,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	44,1	44,1	45,2	46,5	51,8	60,2	61,2	70,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	36,6	41,1	43,2	50,2	63,5	61,5	69,3	73,8
<i>Total ...</i>	141,6	152,7	162,0	184,3	231,8	252,4	286,9	322,1
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	31,2	25,3	34,6	47,2	44,9	14,9	32,7	29,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	30,9	36,3	41,6	54,6	64,4	70,1	72,7	76,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-12,7	-14,2
<i>Total ...</i>	12,1	8,4	3,8	1,5	6,0	6,6	3,1	5,2
G. Intérêts de la dette publique	-43,1	-46,4	-51,8	-59,2	-73,2	-82,5	-98,2	-119,3
Revenu national net au coût des facteurs	1.019,0	1.117,2	1.268,7	1.454,5	1.705,8	1.888,5	2.155,9	2.328,7
H. Amortissements	124,6	138,7	150,5	163,5	195,2	214,2	232,3	252,6
Revenu national brut au coût des facteurs	1.143,6	1.255,9	1.419,2	1.618,0	1.901,0	2.102,7	2.388,2	2.581,3
I. Impôts indirects	165,2	177,2	185,4	206,4	240,5	260,9	308,1	335,0
J. Subventions	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-25,0	-27,5	-35,6	-39,3
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

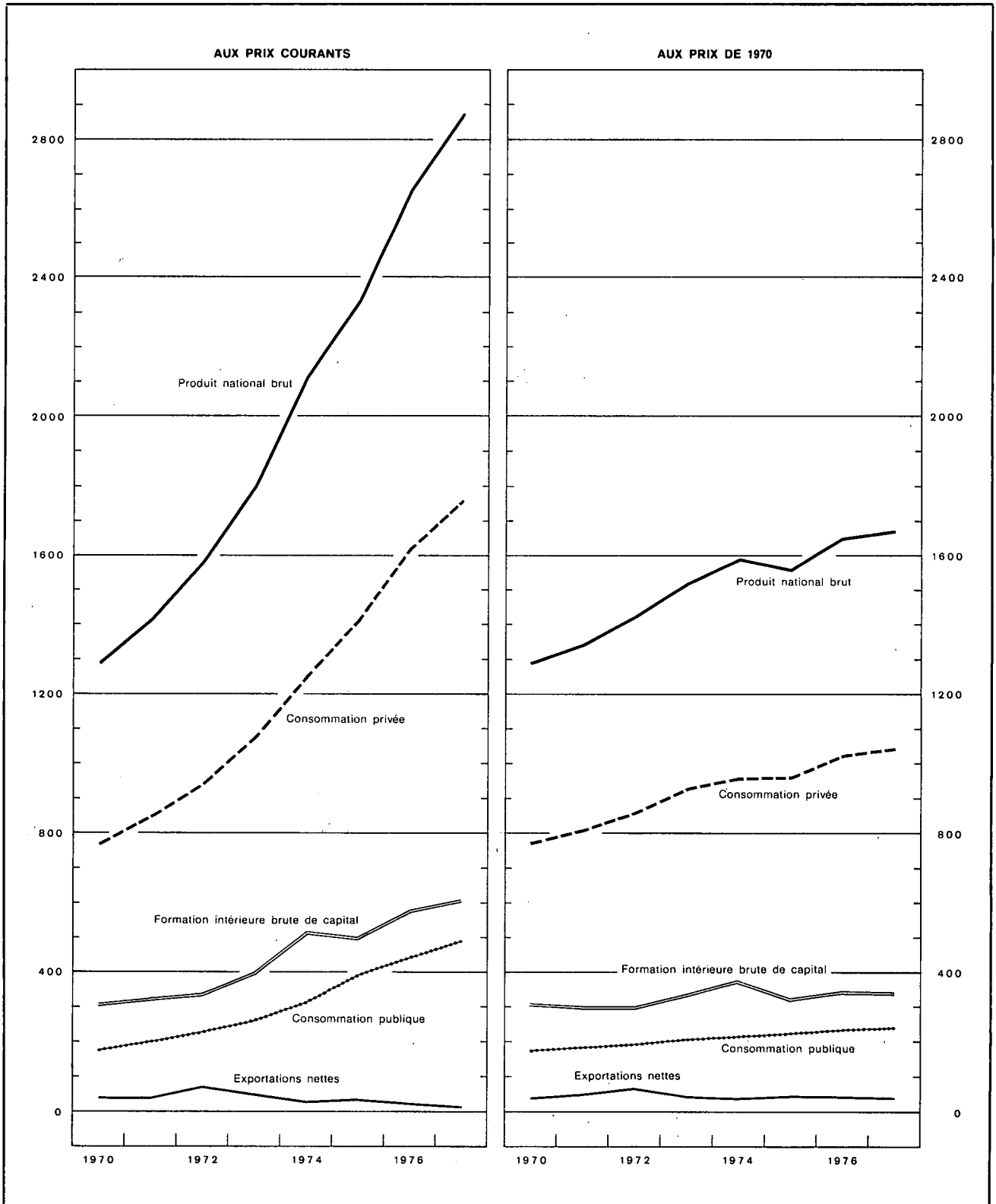
Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	46,0	49,3	63,5	69,1	61,8	68,0	75,8	69,2
2. Industries extractives	12,0	13,5	13,1	11,7	15,6	18,6	17,7	17,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	75,7	79,5	88,1	95,4	108,9	122,0	135,9	144,2
b) Textiles	27,6	29,2	32,2	34,5	36,5	32,8	41,3	36,9
c) Vêtements et chaussures	16,5	17,9	20,8	20,5	23,9	24,0	24,7	24,3
d) Bois et meubles	18,1	19,8	23,2	26,3	29,3	29,4	35,3	37,4
e) Papier, impression, édition	20,6	22,3	23,8	27,6	34,9	35,6	35,9	35,9
f) Industrie chimique et activités connexes	38,8	42,6	48,5	54,1	69,8	62,6	71,0	77,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	21,2	22,0	24,1	27,4	30,2	29,1	38,1	46,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	43,4	35,4	38,8	56,2	77,7	37,4	49,7	47,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	110,7	116,3	129,4	147,0	168,6	180,0	202,7	206,3
j) Industries non dénommées ailleurs	38,9	39,9	46,8	55,2	66,3	74,0	89,4	100,2
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>411,5</i>	<i>424,9</i>	<i>475,7</i>	<i>544,2</i>	<i>646,1</i>	<i>626,9</i>	<i>724,0</i>	<i>756,9</i>
4. Construction	88,6	95,1	102,2	118,6	147,3	166,4	195,0	215,0
5. Electricité, gaz et eau	29,4	36,0	40,0	44,7	52,2	69,7	78,2	81,4
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	222,9	264,4	286,8	324,0	382,6	414,7	482,0	512,6
b) Services financiers et assurances	41,1	44,0	52,5	63,9	75,4	86,5	107,4	117,8
c) Immeubles d'habitation	61,3	64,2	68,8	73,9	85,8	101,3	108,9	123,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>325,3</i>	<i>372,6</i>	<i>408,1</i>	<i>461,8</i>	<i>543,8</i>	<i>602,5</i>	<i>698,3</i>	<i>754,2</i>
7. Transports et communications	92,6	105,2	119,5	137,6	173,5	186,3	213,3	233,2
8. Services	285,0	323,4	371,6	430,5	500,8	594,8	681,6	764,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	3,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-26,6	-35,4	-38,6
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	-10,2	-14,1	-20,7	-26,1	-26,5	-27,7	-28,1
Ajustement statistique	- 0,7	3,1	- 0,5	- 1,1	- 3,9	21,0	- 3,2	9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.280,9	1.403,3	1.566,8	1.780,7	2.092,0	2.305,5	2.621,7	2.838,8
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6	39,0	38,2
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	185,4	194,2	210,8	231,3	264,4	291,1	333,3	347,3
2. Boissons	40,9	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,0	79,5
3. Tabac	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,6
4. Vêtements et effets personnels ...	65,8	74,4	82,7	92,3	108,5	113,9	131,0	138,7
5. Loyers, taxes, eau	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,9	168,7
6. Chauffage et éclairage	39,5	41,4	46,5	52,5	64,8	80,9	88,7	94,8
7. Articles ménagers durables	72,1	87,4	97,9	119,9	145,7	148,0	173,7	186,9
8. Entretien de la maison	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	62,3	70,3	78,6
9. Soins personnels et hygiène	60,4	68,2	79,7	95,9	113,7	139,3	160,4	181,2
10. Transports	73,9	80,9	95,5	108,0	125,6	150,1	177,7	195,5
11. Communications : P.T.T.	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,6
12. Loisirs	66,0	74,9	84,8	96,2	107,9	121,0	137,9	156,1
13. Enseignement et recherches	1,7	1,8	2,0	2,1	2,6	3,2	3,4	3,7
14. Services financiers	20,0	21,5	26,5	33,2	38,7	42,2	55,3	61,1
15. Services divers	5,2	6,0	7,0	8,3	9,6	10,4	12,9	14,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	55,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,4
Ajustement statistique	2,0	2,8	- 1,1	- 0,4	1,4	- 0,4	- 1,4	- 3,2
<i>Total ...</i>	<i>769,0</i>	<i>848,1</i>	<i>945,8</i>	<i>1.082,4</i>	<i>1.255,9</i>	<i>1.414,1</i>	<i>1.618,5</i>	<i>1.760,9</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	125,1	142,4	167,9	193,9	232,2	283,2	323,4	357,1
2. Achats courants de biens et services	40,3	48,1	51,9	55,8	63,7	82,5	92,1	103,5
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
4. Loyer payé	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,9
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5	4,1	5,0
6. Amortissement mobilier et matériel	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6
<i>Total ...</i>	<i>175,3</i>	<i>201,8</i>	<i>232,3</i>	<i>263,4</i>	<i>313,2</i>	<i>387,1</i>	<i>440,3</i>	<i>490,5</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	7,5	6,1	8,3	10,8	12,9	12,2	14,3	15,5
2. Industries extractives	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0
3. Industries manufacturières	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	85,0
4. Construction	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	11,1	11,5
5. Electricité, gaz et eau	15,7	19,6	23,7	19,4	23,4	35,7	33,7	35,2
6. Commerce, banques, assurances ...	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	63,1
7. Immeubles d'habitation	71,8	61,8	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	200,9
8. Transports et communications ...	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	56,7	57,6	61,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	79,1	92,5	98,2
10. Autres services	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9
11. Variations de stocks	19,6	18,5	10,0	25,1	46,3	- 12,8	9,8	8,7
Ajustement statistique	0,8	1,1	- 0,4	- 0,1	0,6	- 0,2	- 0,5	- 1,1
<i>Total ...</i>	<i>307,5</i>	<i>325,4</i>	<i>338,4</i>	<i>399,7</i>	<i>515,7</i>	<i>500,0</i>	<i>578,8</i>	<i>610,4</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4	181,3	201,6
2. Exportations de biens et services .	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,8	1.336,3
Exportations totales ...	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.238,6	1.430,1	1.537,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8	142,3	163,4
4. Importations de biens et services .	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.359,3
Importations totales ...	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,9	1.407,0	1.522,7
Exportations nettes ...	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 34,7	+ 23,1	+ 15,2
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	102	104	106	110	108	111	110
2. Boissons	100	106	113	124	122	129	131	133
3. Tabac	100	104	108	112	111	105	104	100
4. Vêtements et effets personnels ...	100	108	115	120	127	123	133	132
5. Loyers, taxes, eau	100	103	106	109	111	114	117	120
6. Chauffage et éclairage	100	100	115	127	126	137	144	150
7. Articles ménagers durables	100	113	122	143	159	151	170	176
8. Entretien de la maison	100	103	105	110	113	111	117	122
9. Soins personnels et hygiène	100	108	117	132	140	151	159	168
10. Transports	100	101	113	118	122	131	140	147
11. Communications : P.T.T.	100	105	108	111	115	113	123	129
12. Loisirs	100	105	110	118	122	126	134	136
13. Enseignement et recherches	100	103	105	108	111	113	116	119
14. Services financiers	100	104	123	143	145	138	154	161
15. Services divers	100	111	124	138	141	139	158	167
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	106	111	137	142	153	151	157
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	97	96	116	122	132	127	136
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>112</i>	<i>121</i>	<i>125</i>	<i>126</i>	<i>133</i>	<i>136</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	104	112	119	124	126	132	134
2. Achats courants de biens et services	100	109	112	112	111	128	134	143
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	110	116	121	134	144	158	173
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>134</i>	<i>139</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	100	74	95	114	121	106	119	123
2. Industries extractives	100	110	117	93	88	70	60	62
3. Industries manufacturières	100	98	91	97	116	105	88	77
4. Construction	100	68	70	89	79	69	92	91
5. Electricité, gaz et eau	100	116	136	106	108	150	133	132
6. Commerce, banques, assurances ...	100	118	124	138	139	126	134	141
7. Immeubles d'habitation	100	79	83	103	120	115	133	134
8. Transports et communications ...	100	110	119	138	133	150	144	147
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	114	119	99	90	95	102	99
10. Enseignement	100	101	104	102	108	123	132	141
11. Autres services	100	114	116	126	154	135	160	185
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>98</i>	<i>110</i>	<i>122</i>	<i>105</i>	<i>113</i>	<i>112</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	108	113	150	236	214	209	216
2. Exportations de biens et services .	100	106	117	134	143	130	143	148
Exportations totales ...	100	107	117	136	151	138	149	154
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	108	105	152	253	221	205	220
4. Importations de biens et services .	100	105	114	136	146	132	147	153
Importations totales ...	100	105	113	137	154	139	152	158
Produit national brut aux prix du marché	100,0	104,2	110,4	117,5	123,2	120,8	127,8	129,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service de Conjoncture (IRES). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1976 4 ^e trimestre	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1977 1 ^{er} trimestre	86,5	115,4	58,4	260,3	17,8	7,4	6,2	6,5	5,5	13,3	3,6
2 ^e trimestre	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
3 ^e trimestre	79,2	123,0	57,2	259,4	22,9	52,1	7,0	8,1	6,1	9,3	3,4
4 ^e trimestre	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1978 1 ^{er} trimestre	98,1	139,5	53,9	291,5	25,2	10,2	8,3	8,0	7,1	11,8	3,1
2 ^e trimestre	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
3 ^e trimestre	82,7	140,5	47,4	270,6	30,6	54,7	8,9	9,4	7,6	13,2	5,0
4 ^e trimestre	99,5	146,0	47,1	292,6	31,0	29,0	10,1	10,5	8,7	13,4	5,1
1978 Janvier	102,7	139,7	57,0	299,4	24,2	11,5	8,2	8,3	7,1	11,2	3,0
Février	98,0	139,5	53,4	290,9	24,9	10,1	8,3	8,2	7,2	10,1	3,2
Mars	93,5	139,2	51,4	284,1	26,4	9,0	8,4	7,5	7,0	14,1	3,0
Avril	89,6	139,9	50,8	280,3	27,6	8,4	8,7	7,2	7,0	11,8	3,1
Mai	86,7	140,3	49,7	276,7	28,9	8,1	8,8	7,0	7,1	14,4	3,7
Juin	79,7	136,6	48,4	264,7	29,0	12,3	8,6	7,0	6,9	17,5	4,5
Juillet	83,5	140,9	48,3	272,7	30,3	47,1	8,7	8,5	7,0	10,3	4,5
Août	82,9	140,5	47,1	270,5	30,7	59,0	8,6	9,5	7,6	12,9	4,9
Septembre	81,8	140,2	46,6	268,6	30,7	58,0	9,4	10,4	8,2	16,3	5,6
Octobre	90,3	142,7	46,9	279,9	30,8	44,1	9,9	10,6	8,7	16,1	4,7
Novembre	103,6	146,3	47,2	297,1	31,1	25,1	10,2	10,6	9,0	13,0	5,5
Décembre	104,6	149,1	47,2	300,9	31,0	17,7	10,2	10,1	8,7	11,0	5,1
1979 Janvier	103,5	152,2	47,4	303,1	30,4	13,6	10,2	9,4	8,5	13,3	5,5

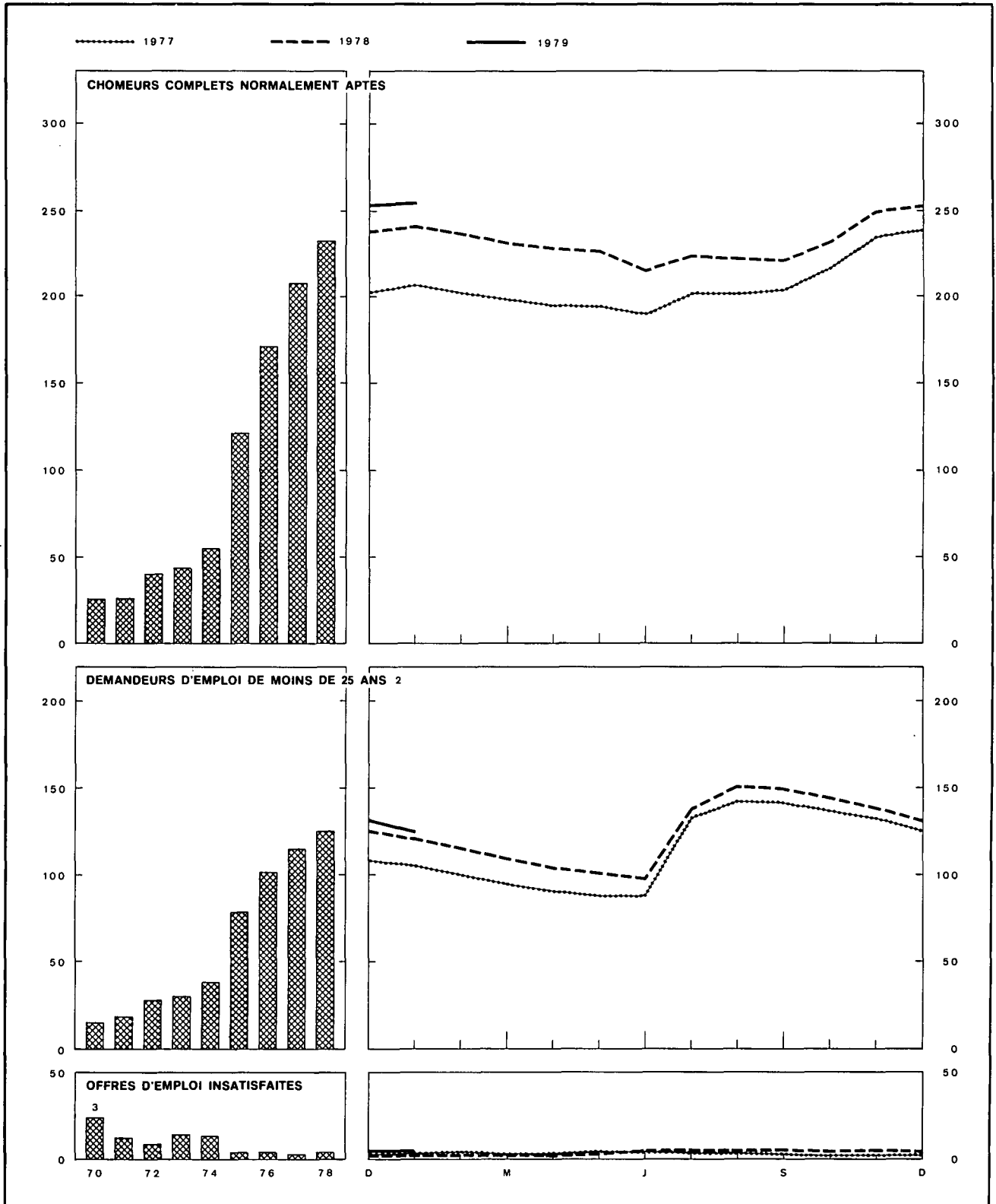
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	181	193	204	193	190	176	195	177
Autres céréales panifiables	26	32	30	25	22	15	24	26
Céréales non panifiables	255	232	228	230	224	210	202	204
Betteraves sucrières	90	93	101	104	105	120	96	94
Autres plantes industrielles	11	16	11	11	12	13	13	13
Pommes de terre	46	42	37	43	40	36	38	41
Autres plantes et racines tuberculifères ..	34	31	28	27	27	27	25	23
Prés et prairies	795	782	768	761	752	742	735	728
Cultures maraîchères	25	25	24	27	29	30	27	29
Cultures fruitières	20	19	18	17	16	16	15	13
Divers	57	64	72	72	80	95	99	111
Total ...	1.540	1.529	1.521	1.510	1.497	1.480	1.469	1.459
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	708	878	916	976	1.004	677	891	742
Avoine	194	278	244	246	222	228	129	115
Orge	525	588	637	716	699	426	610	676
Autres céréales	123	168	149	156	142	123	128	144
Betteraves sucrières	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343
Pommes de terre	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	995	967	964	1.000	1.005	994	989	982
Autres bovidés	1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.005
Porcs	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.886
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	695	729	753	798	884	848	837	842

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3	1,5	0,1
Poissons ronds	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8	17,9	19,5
Poissons plats	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2	8,5	9,1
Autres	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3	3,0	2,7
Crustacés et mollusques	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7

¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

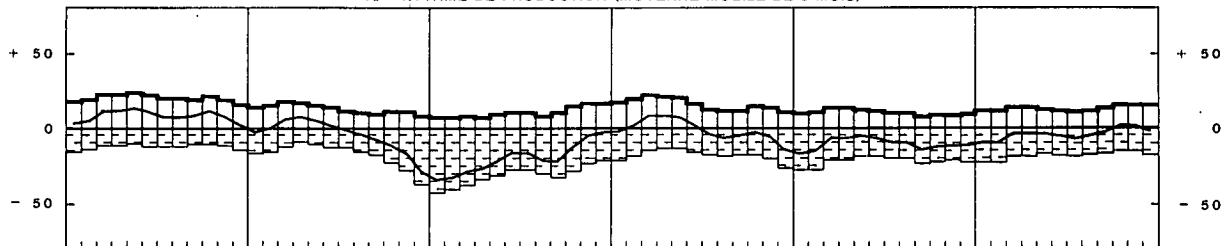


Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions A, B et C

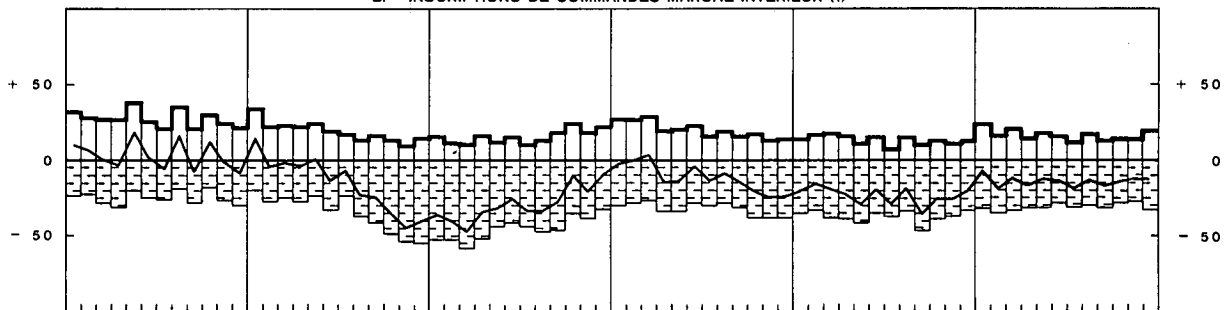
Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions A, B et C

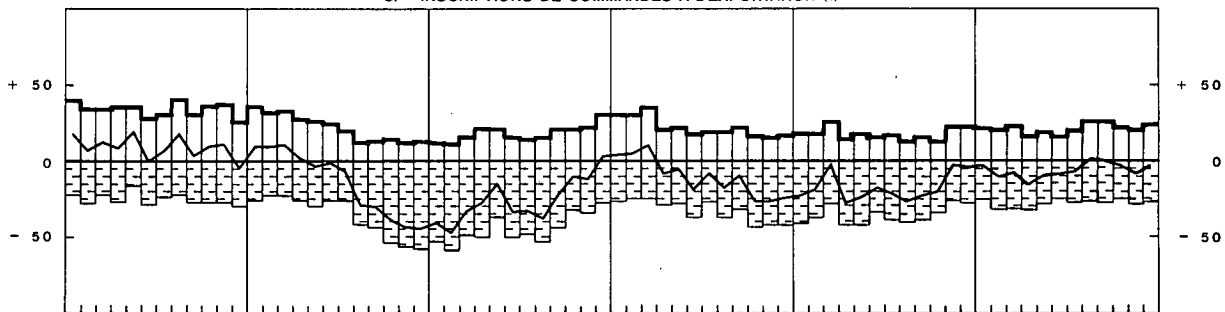
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



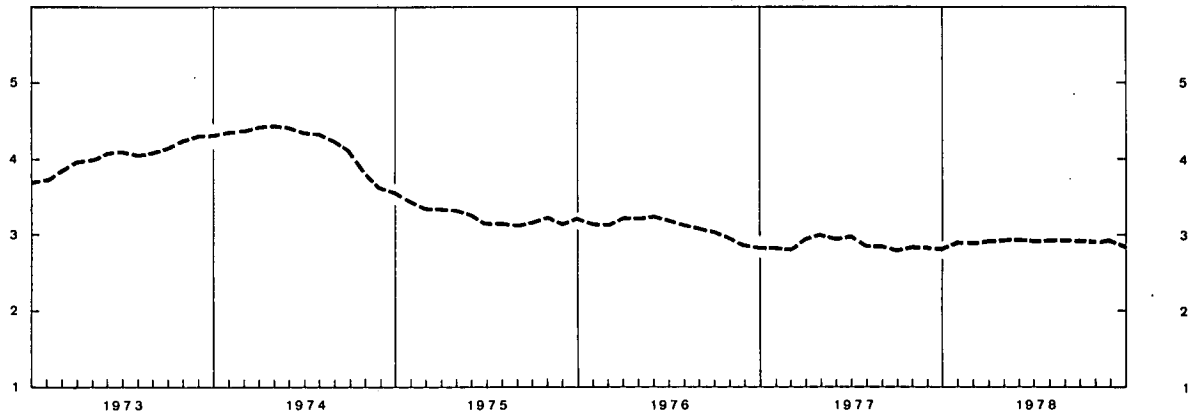
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

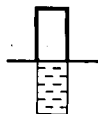


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



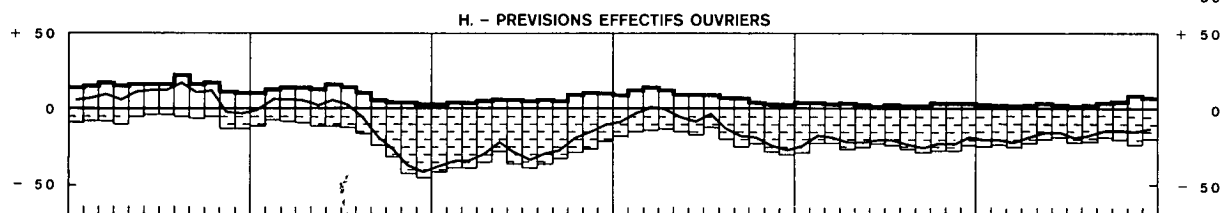
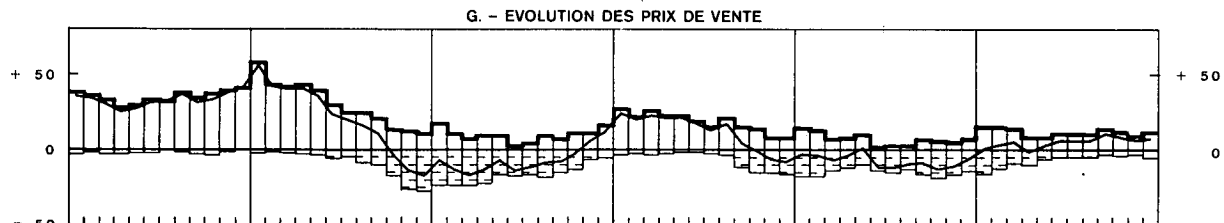
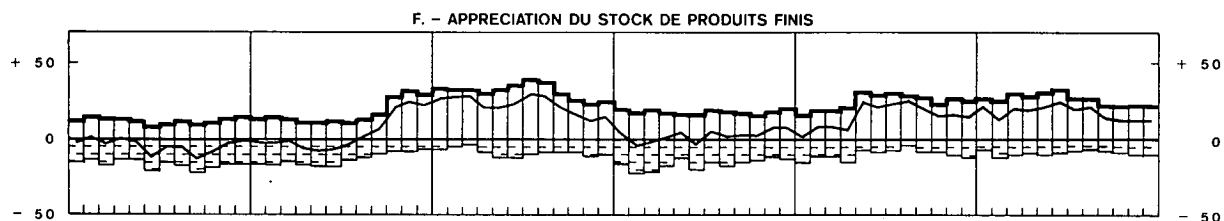
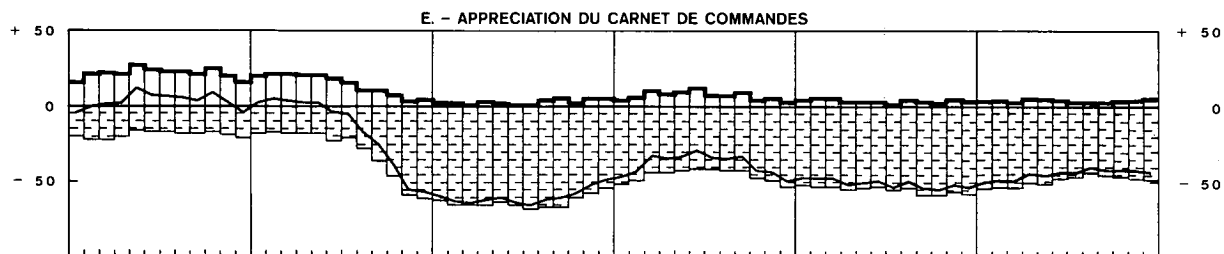
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

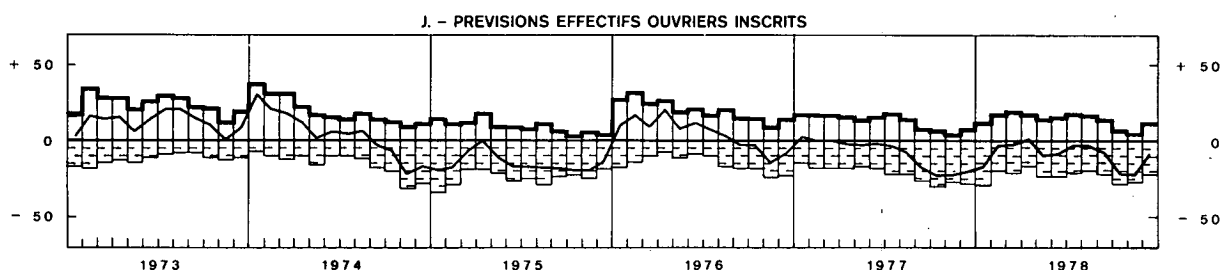
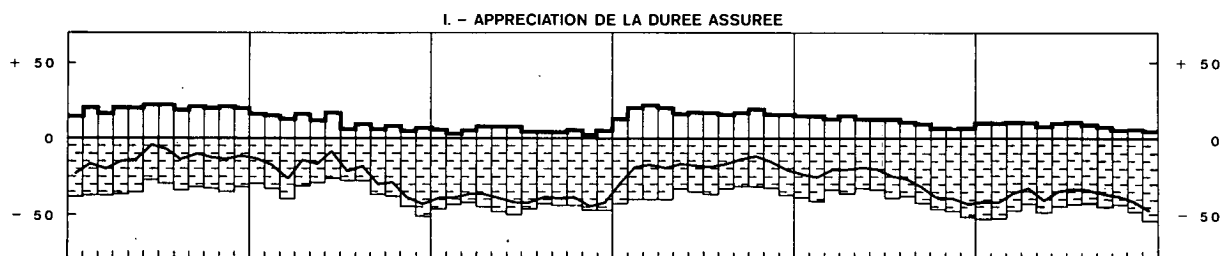
Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION Travaux de gros œuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1977	1978				1977	1978				1977	1978			
	Déc.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Déc.	Déc.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Déc.	Déc.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Déc.
Ensemble des industries	- 53	- 44	- 41	- 42	- 43	- 55	- 49	- 43	- 42	- 40	+ 15	+ 23	+ 19	+ 14	+ 14
I. Biens de consommation	- 47	- 30	- 41	- 45	- 49	- 51	- 35	- 36	- 39	- 42	+ 27	+ 17	+ 26	+ 24	+ 27
II. Biens d'investissement	- 40	- 51	- 46	- 51	- 53	- 39	- 45	- 40	- 39	- 42	+ 2	+ 28	+ 18	+ 12	+ 18
III. Biens intermédiaires	- 67	- 48	- 39	- 37	- 36	- 60	- 53	- 43	- 41	- 37	+ 7	+ 20	+ 17	+ 7	0
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 72	- 60	- 54	- 51	- 54	- 69	- 53	- 53	- 53	- 56	+ 45	+ 36	+ 36	+ 31	+ 26
dont : Laine	- 78	- 62	- 59	- 65	- 71	- 75	- 55	- 31	- 59	- 62	+ 45	+ 24	+ 31	+ 29	+ 18
Coton	- 83	- 73	- 57	- 37	- 34	- 78	- 60	- 61	- 51	- 52	+ 58	+ 52	+ 48	+ 39	+ 37
Habillement et bonneterie	- 64	- 54	- 47	- 51	- 52	- 74	- 46	- 41	- 45	- 40	+ 23	+ 25	+ 23	+ 14	+ 13
dont : Bonneterie	- 66	- 68	- 58	- 70	- 74	- 62	- 76	- 69	- 70	- 69	+ 30	+ 29	+ 12	+ 10	+ 8
Habillement	- 63	- 50	- 42	- 46	- 44	- 76	- 40	- 34	- 38	- 34	+ 20	+ 24	+ 26	+ 16	+ 15
Cuir et chaussures	- 89	- 61	- 57	- 60	- 83	- 78	- 65	- 61	- 60	- 84	+ 25	+ 9	+ 19	- 3	- 31
dont : Production de cuir	- 60	- 56	- 55	- 45	- 72	- 59	- 64	- 50	- 47	- 80	+ 42	+ 28	+ 24	+ 14	+ 7
Chaussures	- 99	- 63	- 59	- 66	- 87	- 95	- 66	- 71	- 71	- 88	+ 13	+ 3	+ 18	- 10	- 44
Transformation du bois	- 70	- 76	- 67	- 63	- 58	- 61	- 73	- 64	- 43	- 45	+ 16	+ 53	+ 39	+ 49	+ 56
Meubles	- 61	- 51	- 58	- 61	- 71	- 60	- 68	- 49	- 52	- 65	+ 60	+ 62	+ 51	+ 71	+ 79
Papiers et cartons	- 76	- 53	- 49	- 52	- 64	- 69	- 56	- 39	- 73	- 73	- 13	+ 12	+ 22	+ 23	+ 13
dont : Production de papier et carton	- 96	- 46	- 35	- 31	- 62	- 92	- 55	- 31	- 77	- 82	- 13	+ 10	+ 27	+ 37	+ 15
Transformation de papier et carton	- 63	- 59	- 59	- 66	- 64	- 10	- 62	- 58	- 62	- 52	- 11	+ 15	+ 18	+ 11	+ 11
Transformation de matières plastiques	- 34	+ 2	- 11	- 19	- 26	- 31	+ 2	+ 4	- 6	- 6	+ 17	+ 2	- 5	- 9	+ 8
Industrie chimique	- 1	- 2	0	+ 4	+ 5	0	- 1	0	+ 4	+ 5	+ 2	+ 3	+ 2	0	0
Raffinerie de pétrole	- 65	- 4	- 21	+ 6	+ 12	- 66	- 24	- 3	- 4	- 14	- 10	- 21	- 10	+ 5	- 14
Matériaux de construction, céramique, verre ..	- 14	- 17	- 17	- 21	- 38	+ 1	- 1	+ 10	+ 9	- 10	+ 24	+ 16	+ 20	+ 10	+ 19
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	- 10	- 14	- 13	- 19	- 37	+ 12	+ 9	+ 19	+ 19	- 3	+ 16	+ 9	+ 12	- 1	+ 10
Verre creux	- 55	- 19	- 60	- 37	- 52	- 55	- 53	- 36	- 41	- 50	+ 97	+ 66	+ 83	+ 99	+ 98
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 97	- 66	- 45	- 42	- 35	- 77	- 78	- 56	- 50	- 37	- 30	+ 30	+ 20	- 2	- 6
Articles métalliques de consommation	- 52	- 47	- 52	- 69	- 70	- 50	- 30	- 57	- 79	- 96	+ 30	+ 32	+ 44	+ 40	+ 40
dont : Cycles et motocycles	- 95	- 14	- 70	- 48	- 55	- 100	- 7	- 71	- 100	- 100	+ 95	+ 20	+ 60	+ 59	+ 36
Matériel d'équipement général	- 68	- 67	- 51	- 65	- 66	- 67	- 62	- 52	- 58	- 57	+ 40	+ 41	+ 27	+ 38	+ 42
Machines non électriques d'équipement	- 52	- 59	- 54	- 47	- 40	- 53	- 66	- 65	- 48	- 39	+ 37	+ 33	+ 24	+ 14	+ 17
dont : Machines agricoles	+ 4	- 97	- 95	- 8	- 19	- 6	- 100	- 96	+ 3	- 8	+ 47	+ 55	+ 48	- 5	- 4
Machines-outils	- 48	- 48	- 51	- 45	- 5	- 57	- 57	- 71	- 54	- 31	+ 34	+ 34	+ 37	+ 39	+ 46
Moteurs, compresseurs, pompes ..	- 36	- 52	- 45	- 44	- 41	- 35	- 36	- 42	- 38	- 37	+ 40	+ 16	+ 15	+ 15	+ 20
Machines textiles	- 82	- 88	- 80	- 74	- 41	- 84	- 89	- 91	- 74	- 41	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	- 49	- 38	- 37	- 37	- 37	- 60	- 41	- 41	- 36	- 41	+ 42	+ 54	+ 55	+ 31	+ 3
Construction électrique d'équipement	- 55	- 70	- 71	- 76	- 76	- 53	- 71	- 69	- 74	- 74	+ 16	+ 48	+ 14	+ 16	+ 19
Assemblage d'automobiles	- 10	+ 39	- 24	- 32	- 32	- 10	+ 20	- 24	- 31	- 31	0	- 38	- 4	+ 6	+ 27
dont : Voitures de tourisme	- 10	+ 39	- 24	- 32	- 32	- 10	+ 20	- 24	- 31	- 31	0	- 38	- 4	+ 6	+ 27
Construction navale, matériel ferroviaire	- 5	- 72	- 70	- 71	- 70	- 74	- 73	- 73	- 75	- 74	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 19	- 99	- 95	- 99	- 100	- 100	- 98	- 97	- 100	- 100	-	-	-	-	-

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1978				1978				1978				1978							
	Janv.	Mai	Sept.	Déc.	Janv.	Mai	Sept.	Déc.	Janv.	Mai	Sept.	Déc.	Janv.	Mai	Sept.	Déc.	Janv.	Mai	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	4	3	3	4	90	91	85	85	1	0	2	2	2	3	6	5	+ 60	+ 53	+ 50	+ 52
I. Biens de consommation	8	5	2	3	84	87	77	76	1	0	1	2	0	1	11	9	+ 45	+ 29	+ 43	+ 48
II. Biens d'investissement	4	4	4	3	89	88	86	87	1	0	2	3	4	4	5	2	+ 50	+ 50	+ 50	+ 52
III. Biens intermédiaires	1	2	4	7	94	93	89	90	1	1	2	2	2	3	3	4	+ 72	+ 49	+ 48	+ 50
Industrie textile (bonneterie exclue)	0	2	9	6	87	88	75	82	3	2	8	3	4	5	8	7	+ 66	+ 56	+ 47	+ 57
dont : Laine	0	1	1	0	95	94	84	93	3	0	14	2	3	5	14	4	+ 69	+ 56	+ 58	+ 65
Coton	1	1	14	11	86	90	75	74	1	6	5	5	1	1	4	7	+ 77	+ 64	+ 35	+ 51
Habillement et bonneterie	2	2	2	11	86	76	83	74	2	0	3	5	1	3	9	4	+ 48	+ 50	+ 50	+ 56
dont : Bonneterie	8	8	0	7	86	87	90	90	5	1	0	2	1	0	10	0	+ 54	+ 71	+ 66	+ 78
Habillement	0	0	3	12	86	72	81	69	1	0	4	6	1	4	8	5	+ 47	+ 42	+ 43	+ 49
Cuir et chaussures	20	0	8	33	73	92	92	66	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 53	+ 50	+ 36	+ 57
dont : Production de cuir	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 28	+ 15	+ 13	+ 72
Chaussures	26	0	11	44	64	89	89	55	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 62	+ 61	+ 44	+ 53
Transformation du bois	33	28	33	0	61	66	56	92	0	0	0	0	2	2	2	2	+ 46	+ 56	+ 26	+ 47
Meubles	2	5	8	0	74	85	79	84	4	0	2	2	1	0	2	1	+ 45	+ 3	+ 42	+ 46
Papiers et cartons	0	1	1	5	98	93	91	84	0	3	1	0	0	0	6	10	+ 74	+ 46	+ 46	+ 42
dont : Production de papier et carton	0	4	5	13	96	91	85	64	0	0	0	0	0	0	10	23	+ 80	+ 5	+ 26	+ 13
Transformation de papier et carton	1	0	0	0	99	94	95	99	0	6	1	1	0	0	3	1	+ 70	+ 76	+ 60	+ 64
Transformation de matières plastiques	0	0	3	15	92	78	72	70	0	0	0	0	8	22	14	15	+ 58	+ 10	- 12	- 8
Industrie chimique	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+100	+ 99	+100
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre .	15	9	5	4	73	86	76	82	2	0	0	0	11	12	15	8	+ 25	+ 28	+ 26	+ 23
dont : Matériaux de construction, cérami-	12	10	5	5	73	74	73	80	3	0	0	0	12	14	17	9	+ 22	+ 24	+ 22	+ 19
que pour le bâtiment, verre plat .	23	0	0	0	77	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 29	+ 51	+ 53	+ 53
Verre creux	0	0	0	0	100	99	99	94	0	0	1	4	0	0	0	2	+ 77	+ 77	+ 46	+ 45
Sidérurgie et première transformation des	19	2	0	*	80	98	100	100	0	0	0	*	1	2	0	*	+ 34	+ 31	+ 80	+ 80
métaux ferreux	0	0	*	0	95	91	*	0	0	0	0	*	0	9	*	0	+ 56	+ 63	*	+ 53
Articles métalliques de consommation	1	5	5	8	99	94	86	88	0	0	0	0	0	0	1	0	+ 59	+ 56	+ 49	+ 67
dont : Cycles et motocycles	3	0	1	3	91	90	95	87	0	1	1	3	2	2	2	0	+ 59	+ 68	+ 58	+ 48
Matériel d'équipement général	0	0	0	0	100	100	100	58	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 56	+ 99	+100	+100
Machines non électriques d'équipement	8	0	0	0	92	92	94	94	0	0	0	0	8	0	0	0	+ 84	+ 79	+ 76	+ 37
dont : Machines agricoles	0	0	0	0	88	88	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 61	+ 78	+ 37	+ 49
Machines-outils	0	0	0	11	91	59	90	89	0	0	0	0	9	9	10	0	+ 50	+ 18	+ 52	+ 39
Moteurs, compresseurs, pompes ...	33	33	0	0	67	67	33	53	0	0	0	0	0	0	45	31	+ 61	+ 45	- 12	+ 17
Machines textiles	0	0	11	2	91	91	88	87	0	0	11	11	0	0	0	0	+ 58	+ 60	+ 71	+ 74
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	0	0	0	0	100	100	55	55	0	0	0	0	0	0	24	24	+ 10	+ 10	+ 8	+ 8
Construction électrique d'équipement	0	0	0	0	100	100	55	55	0	0	0	0	0	0	24	24	+ 10	+ 10	+ 8	+ 8
Assemblage d'automobiles	0	0	0	0	100	99	100	100	0	1	0	0	0	0	0	0	+ 54	+ 38	+ 69	+ 69
dont : Voitures de tourisme	0	0	0	0	100	98	100	100	0	2	0	0	0	0	0	0	+ 52	+ 59	+ 97	+ 97
Construction navale, matériel ferroviaire	0	0	0	0	100	98	100	100	0	2	0	0	0	0	0	0	+ 52	+ 59	+ 97	+ 97
dont : Construction navale	0	0	0	0	100	98	100	100	0	2	0	0	0	0	0	0	+ 52	+ 59	+ 97	+ 97

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévission de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1977	1978			1977	1978				
	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre	
Ensemble des industries	2,84	2,94	2,94	2,94	2,97	- 21	- 22	- 16	- 13	- 12
I. Biens de consommation	2,36	2,50	2,41	2,43	2,35	- 19	- 19	- 18	- 14	- 11
II. Biens d'investissement	4,99	4,81	4,67	4,65	4,74	- 26	- 29	- 22	- 16	- 15
III. Biens intermédiaires	1,53	1,84	1,98	1,98	2,04	- 19	- 20	- 10	- 10	- 13
Industrie textile (bonneterie exclue)	1,88	2,07	2,19	2,27	2,33	- 39	- 31	- 18	- 30	- 32
dont : Laine	1,43	1,77	1,97	1,78	1,84	- 42	- 33	- 32	- 48	- 42
Coton	2,13	2,31	2,47	2,77	2,82	- 51	- 35	- 4	- 13	- 20
Habillement et bonneterie	2,02	2,21	1,97	2,06	2,00	- 37	- 31	- 29	- 25	- 24
dont : Bonneterie	1,77	1,86	1,74	1,88	1,71	- 44	- 33	- 38	- 49	- 42
Habillement	2,10	2,33	2,05	2,12	2,10	- 35	- 30	- 27	- 17	- 18
Cuir et chaussures	0,99	1,42	1,20	1,19	1,06	- 38	- 42	- 12	- 23	- 9
dont : Production de cuir	1,43	1,71	1,79	1,62	1,43	- 25	- 29	- 28	- 18	- 23
Chaussures	0,84	1,33	1,00	1,05	0,93	- 43	- 45	- 7	- 24	- 4
Transformation du bois	1,32	1,05	1,09	1,10	1,02	- 15	- 33	- 28	- 43	- 38
Meubles	1,50	1,38	1,48	1,51	1,42	- 22	- 18	0	- 10	- 27
Papiers et cartons	0,99	1,24	1,21	1,22	1,37	- 23	- 29	- 27	- 14	- 8
dont : Production de papier et carton	1,07	1,51	1,33	1,39	1,82	- 20	- 22	- 17	+ 1	+ 24
Transformation de papier et carton	0,94	1,04	1,12	1,09	1,05	- 25	- 33	- 35	- 25	- 32
Transformation de matières plastiques	2,17	2,77	2,68	2,55	2,39	+ 10	+ 11	- 7	+ 2	+ 6
Industrie chimique	—	—	—	—	—	0	- 2	+ 1	+ 5	+ 6
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	- 10	- 18	+ 4	+ 1	+ 4
Matériaux de construction, céramique, verre	2,48	2,54	2,52	2,28	2,25	- 23	- 30	- 19	- 17	- 18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,41	2,48	2,44	2,20	2,15	- 23	- 29	- 14	- 13	- 15
Verre creux	3,02	3,01	3,07	2,88	2,92	- 23	- 40	- 62	- 56	- 46
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,33	1,77	2,03	2,04	2,14	- 25	- 24	- 11	- 11	- 14
Articles métalliques de consommation	1,77	2,10	1,80	1,57	1,62	- 3	- 18	- 47	- 30	- 17
dont : Cycles et motocycles	1,80	2,60	1,78	1,72	1,98	- 49	- 15	- 67	- 21	+ 4
Matériel d'équipement général	3,29	3,28	3,48	3,91	4,04	- 25	- 25	- 18	- 15	- 16
Machines non électriques d'équipement	4,30	4,30	4,12	3,98	4,20	- 6	- 25	- 25	- 16	- 7
dont : Machines agricoles	5,95	5,87	5,91	5,75	5,69	- 47	- 79	- 95	- 71	- 53
Machines-outils	4,23	4,32	4,51	4,50	5,18	+ 29	- 11	- 41	- 13	+ 8
Moteurs, compresseurs, pompes	5,53	5,20	4,27	4,08	4,02	+ 5	- 24	- 10	+ 4	- 2
Machines textiles	4,31	4,22	4,66	4,61	5,51	- 44	- 55	- 37	- 55	- 13
Appareils électroménagers, radio, télévision	6,06	6,47	6,41	6,59	6,17	- 46	- 14	+ 2	+ 15	+ 21
Construction électrique d'équipement	6,34	2,37	6,34	6,16	6,05	- 38	- 23	- 19	- 10	- 9
Assemblage d'automobiles	2,39	2,36	2,45	2,45	2,42	+ 13	- 1	- 14	- 3	+ 13
dont : Voitures de tourisme	2,39	2,36	2,45	2,45	2,42	+ 13	- 1	- 14	- 3	+ 13
Construction navale, matériel ferroviaire	15,62	13,13	11,64	11,79	12,23	- 63	- 64	- 67	- 40	- 55
dont : Construction navale	12,87	10,03	8,41	6,81	6,55	- 85	- 85	- 85	- 64	- 90

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ¹				
	1977	1978			1977	1978				
	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre
Ensemble des industries	- 18	- 16	- 17	- 13	- 12	+ 11	+ 14	+ 15	+ 14	+ 19
I. Biens de consommation	- 7	- 19	- 19	- 13	- 9	+ 20	+ 19	+ 16	+ 13	+ 16
II. Biens d'investissement	- 23	- 20	- 21	- 21	- 20	+ 13	+ 9	+ 11	+ 18	+ 24
III. Biens intermédiaires	- 19	- 12	- 12	- 10	- 10	- 4	+ 14	+ 18	+ 12	+ 15
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 22	- 15	- 9	- 19	- 20	- 19	+ 2	- 3	+ 2	0
dont : Laine	- 20	- 11	- 12	- 30	- 28	- 24	- 15	- 19	- 28	- 27
Coton	- 28	- 12	- 1	- 10	- 15	- 36	+ 12	+ 5	+ 28	+ 14
Habillement et bonneterie	- 14	- 21	- 23	- 10	- 2	+ 30	+ 18	+ 19	+ 17	+ 27
dont : Bonneterie	- 12	- 10	- 18	- 35	- 32	+ 39	+ 15	+ 14	+ 10	+ 18
Habillement	- 15	- 26	- 26	- 1	+ 7	+ 27	+ 19	+ 21	+ 20	+ 33
Cuir et chaussures	- 26	- 14	- 25	- 43	- 35	+ 47	0	+ 20	+ 18	+ 31
dont : Production de cuir	- 42	- 46	- 69	- 65	- 65	+ 6	- 16	+ 12	+ 13	+ 25
Chaussures	- 20	- 3	- 11	- 35	- 24	+ 60	+ 5	+ 23	+ 20	+ 33
Transformation du bois	- 15	- 32	- 22	- 30	- 16	+ 15	+ 10	+ 24	+ 19	+ 36
Meubles	- 21	- 23	- 13	- 9	- 16	+ 22	+ 36	+ 25	+ 13	+ 7
Papiers et cartons	- 21	- 13	- 21	- 16	- 17	- 19	+ 1	+ 34	+ 48	+ 53
dont : Production de papier et carton	- 32	- 20	- 26	- 19	- 9	- 16	+ 15	+ 52	+ 62	+ 58
Transformation de papier et carton ...	- 14	- 7	- 16	- 15	- 23	- 22	- 9	+ 21	+ 38	+ 50
Transformation de matières plastiques	+ 15	+ 20	+ 5	+ 14	+ 6	0	+ 11	+ 9	+ 13	+ 10
Industrie chimique	0	- 1	- 1	0	0	- 1	- 2	- 1	+ 1	+ 3
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 16	- 16	- 14	- 20	- 14	+ 13	0	+ 7	+ 15	+ 20
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 18	- 16	- 15	- 22	- 16	+ 7	- 4	+ 3	+ 8	+ 11
Verre creux	0	- 26	0	+ 6	0	+ 55	+ 39	+ 44	+ 67	+ 97
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 28	- 17	- 18	- 19	- 7	+ 26	+ 22	+ 28	+ 11	+ 14
Articles métalliques de consommation	+ 27	- 20	- 31	- 23	- 15	+ 40	+ 20	+ 17	+ 31	+ 41
dont : Cycles et motocycles	0	- 7	- 16	- 32	- 22	+ 35	0	+ 15	+ 11	+ 11
Matériel d'équipement général	- 24	- 9	- 9	- 16	- 11	+ 5	+ 9	+ 9	+ 24	+ 30
Machines non électriques d'équipement	- 30	- 26	- 24	- 18	- 20	+ 20	+ 5	+ 12	+ 23	+ 29
dont : Machines agricoles	- 89	- 71	- 90	- 9	- 39	+ 61	+ 9	+ 23	+ 45	+ 36
Machines-outils	- 4	- 32	- 7	- 20	- 20	+ 38	+ 9	+ 28	+ 55	+ 55
Moteurs, compresseurs, pompes	- 33	- 30	- 30	- 24	- 29	+ 29	- 7	+ 15	+ 24	+ 13
Machines textiles	- 23	- 47	- 63	- 63	- 30	- 44	- 44	- 33	- 17	+ 49
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 59	- 32	- 30	- 25	- 31	- 25	0	0	- 18	- 26
Construction électrique d'équipement	- 18	- 17	- 26	- 19	- 26	+ 6	+ 28	+ 14	+ 11	+ 34
Assemblage d'automobiles	+ 25	- 15	- 21	- 9	+ 3	+ 10	+ 25	+ 7	0	0
dont : Voitures de tourisme	+ 25	- 15	- 21	- 9	+ 3	+ 10	+ 25	+ 7	0	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 26	- 53	- 57	- 48	- 53	+ 47	+ 32	+ 32	+ 34	+ 23
dont : Construction navale	- 41	- 38	- 70	- 81	- 88	+ 42	+ 19	+ 19	+ 21	+ 1

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1978	100,0	96,7	3,3	60,2	14,7	13,7	11,4	
1971	103	103	99	102	103	107	97	102
1972	109	110	96	108	108	115	104	108
1973	116	118	80	115	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	123	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	118	121	68	115	118	125	125	100
1977	118	121	64	115	122	120	125	102
1978 p	120	124	58	118	122	119	124	105
1976 4 ^e trimestre	123	126	71	120	123	126	133	102
1977 1 ^{er} trimestre	122	126	69	119	121	131	130	104
2 ^e trimestre	120	123	68	118	124	121	122	103
3 ^e trimestre	108	112	54	104	116	110	117	100
4 ^e trimestre	121	125	64	118	125	117	130	103
1978 1 ^{er} trimestre	121	125	60	119	119	124	129	101
2 ^e trimestre p	120	124	62	118	123	121	123	104
3 ^e trimestre p	109	113	46	106	114	109	113	100
4 ^e trimestre p	129	134	64	130	132	123	129	113
1978 Janvier	119	123	61	118	116	118	125	100
Février	115	119	53	112	111	120	126	98
Mars	129	133	67	126	129	133	136	107
Avril p	120	124	61	117	120	123	125	104
Mai p	117	121	59	116	121	113	118	105
Juin p	123	126	65	121	128	128	126	102
Juillet p	87	91	29	86	98	73	96	97
Août p	112	116	51	108	119	114	111	103
Septembre	128	133	58	125	124	139	134	100
Octobre p	134	138	67	133	134	136	133	114
Novembre p	131	135	67	132	136	118	132	112
Décembre p	124	128	57	125	125	114	122	111
1979 Janvier p								110

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabri- cations métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1978 ¹	28,1	12,7	2,8	2,2	13,1	8,0	6,9	5,4	5,4	5,0	4,0	2,9	1,1	1,4
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	114	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977	124	89	90	149	146	125	85	112	155	174	98	112	120	129
1978	<i>p</i> 125				151	126	82	111	167	171	97	116	111	134
1976 4 ^e trimestre	131	93	95	155	145	133	96	108	160	190	97	114	110	125
1977 1 ^{er} trimestre	130	91	95	155	152	117	96	108	162	188	108	116	125	129
2 ^e trimestre	122	94	91	166	153	122	88	121	152	181	98	114	111	131
3 ^e trimestre	115	83	81	128	132	122	68	110	135	156	95	104	125	130
4 ^e trimestre	131	88	91	146	146	137	86	112	170	172	88	114	120	128
1978 1 ^{er} trimestre	128	100	96	159	152	114	86	101	171	177	106	115	103	132
2 ^e trimestre	<i>p</i> 124	94	88	128	<i>p</i> 151	127	84	119	157	180	93	120	111	134
3 ^e trimestre	<i>p</i> 114	92	80	128	<i>p</i> 138	122	<i>p</i> 71	108	147	<i>p</i> 153	96	101	<i>p</i> 106	131
4 ^e trimestre	<i>p</i> 132				161	142	89	117	193	175	91	128	123	139
1977 Décembre	128	90	91	150	147	133	89	101	178	180	79	104	129	123
1978 Janvier	125	99	93	164	152	108	85	101	177	167	95	112	96	135
Février	125	94	93	156	144	106	82	89	159	164	106	109	103	127
Mars	133	107	102	156	161	128	91	113	177	199	118	123	111	136
Avril	<i>p</i> 124	106	92	79	147	120	83	123	164	177	98	115	106	130
Mai	<i>p</i> 119	95	86	147	153	123	76	108	158	166	84	108	122	135
Juin	<i>p</i> 128	82	85	158	<i>p</i> 152	137	93	127	150	196	99	136	105	137
Juillet	<i>p</i> 93	76	<i>p</i> 46	102	<i>p</i> 112	106	47	84	131	88	53	73	<i>p</i> 121	128
Août	<i>p</i> 113	91	92	124	<i>p</i> 150	128	70	118	145	179	101	111	<i>p</i> 121	133
Septembre	<i>p</i> 137	107	102	157	<i>p</i> 154	131	<i>p</i> 95	122	165	<i>p</i> 193	135	117	<i>p</i> 75	132
Octobre	<i>p</i> 137	119		170	160	145	95	131	182	186	109	140	120	135
Novembre	<i>p</i> 135	116		180	162	149	86	128	195	168	79	129	126	137
Décembre	<i>p</i> 125				163	131	87	92	203	170	83	117	123	144

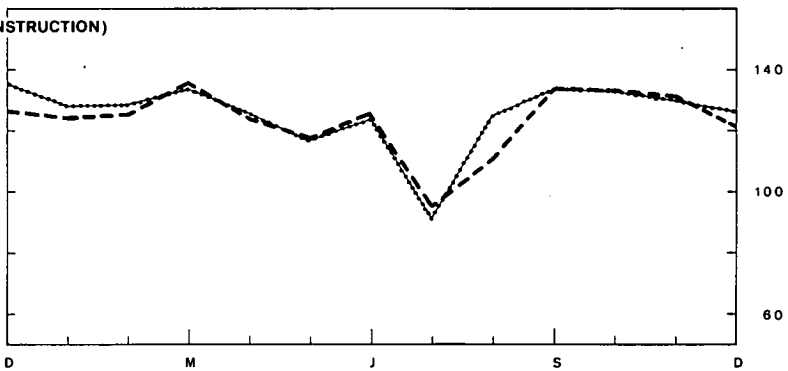
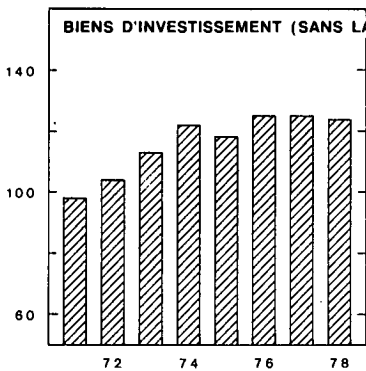
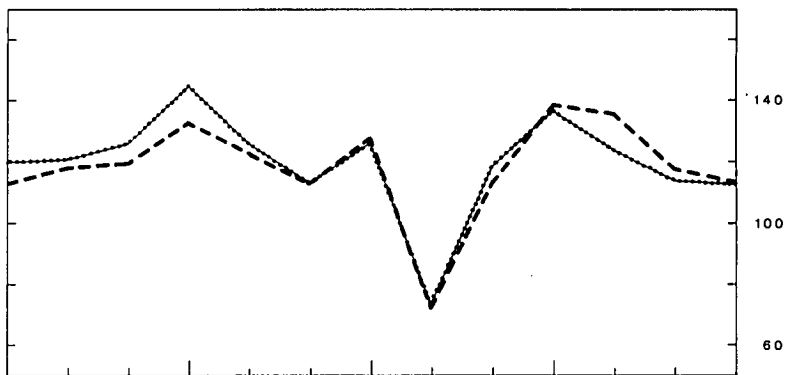
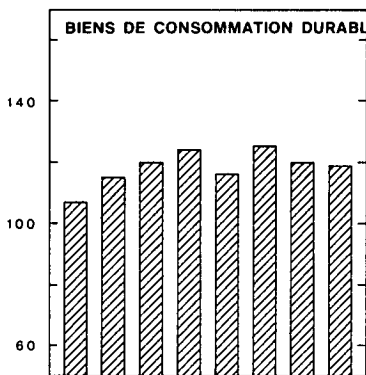
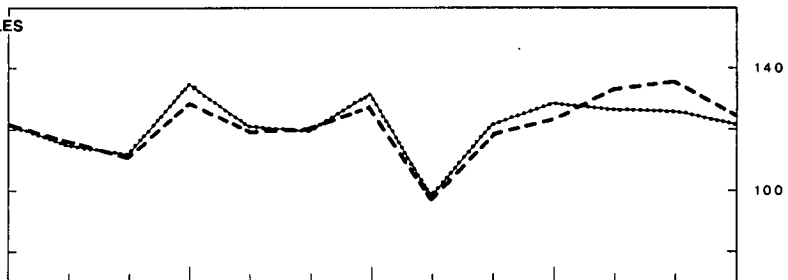
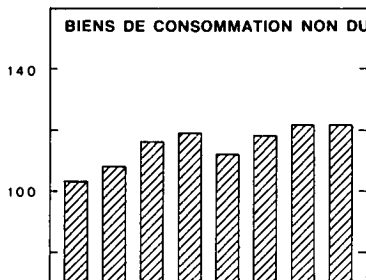
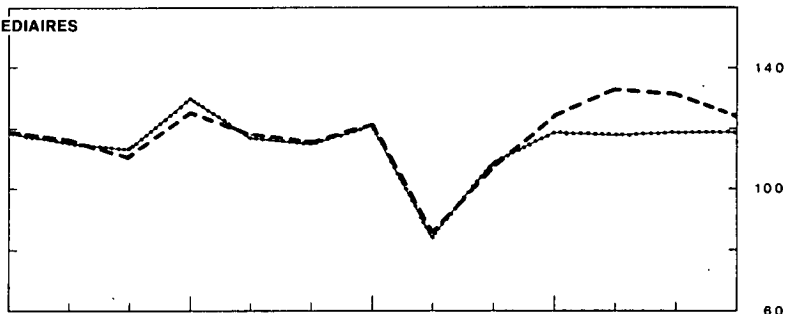
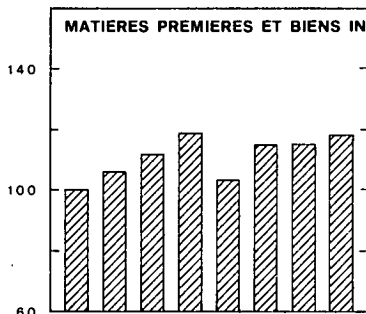
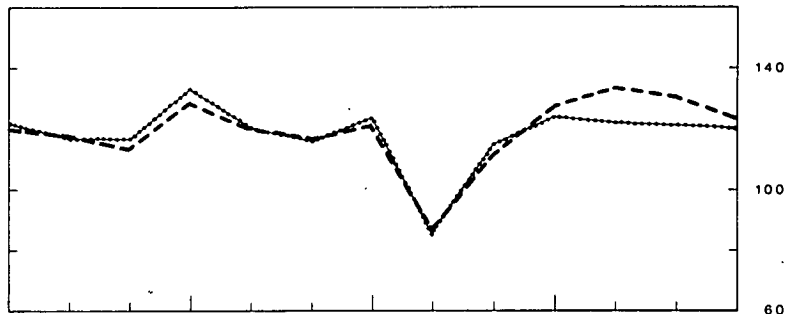
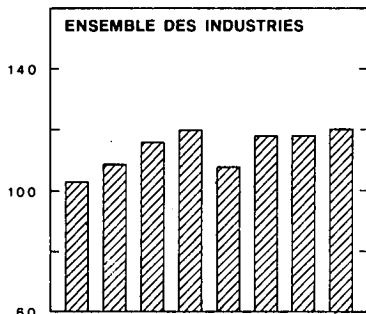
¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,1 p.c. et 0,2 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

..... 1977

----- 1978



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731
1978									549		4.030
1976 4 ^e trimestre	2.722	2.091	252	892	778	1.132	487	515	622	1.106	3.854
1977 1 ^{er} trimestre	3.092	2.031	247	919	732	1.199	474	480	669	1.011	3.897
2 ^e trimestre	2.754	1.674	251	696	563	923	485	471	625	1.137	3.664
3 ^e trimestre	3.109	1.318	264	506	398	714	448	458	464	1.093	3.258
4 ^e trimestre	2.988	1.875	253	843	615	1.117	449	458	599	1.155	4.106
1978 1 ^{er} trimestre	2.560	2.101	244	989	712	1.223	457	480	609	1.112	4.124
2 ^e trimestre	2.759	1.591	268	630	518	854	486	508	571	1.130	3.798
3 ^e trimestre	2.538	1.374	259	538	398	678	475	p 473	414	p 1.005	3.539
4 ^e trimestre									602		4.658
1977 Décembre	3.212	2.008	240	894	675	1.245	444	436	623	1.252	4.290
1978 Janvier	2.375	2.074	238	1.038	648	1.366	459	473	633	1.082	4.268
Février	2.546	2.146	221	1.045	729	1.197	424	453	555	1.044	3.826
Mars	2.758	2.082	273	883	760	1.106	489	515	640	1.209	4.278
Avril	2.639	1.844	250	868	552	1.007	496	540	581	1.156	3.951
Mai	3.031	1.485	280	534	501	849	517	550	539	1.058	3.818
Juin	2.606	1.445	273	487	502	707	444	435	592	1.175	3.626
Juillet	2.826	1.050	252	398	274	617	438	416	346	951	3.157
Août	2.994	1.502	272	565	444	650	481	481	390	1.008	3.469
Septembre	1.793	1.569	254	652	475	767	505	p 523	506	p 1.056	3.990
Octobre	2.892	1.814	252	615	706	890	547	p 565	621	p 1.382	4.378
Novembre	3.048	2.228	270	908	812	1.136		p 573	627	p 1.243	4.699
Décembre									559		4.897

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburant (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburant (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	p 1.050	p 784				
1976 4 ^e trimestre	967	703	16,8	33,2	50,0	48,2
1977 1 ^{er} trimestre	996	671	15,4	31,7	47,1	45,6
2 ^e trimestre	972	780	16,3	31,1	47,4	47,2
3 ^e trimestre	881	682	12,9	24,6	37,5	37,7
4 ^e trimestre	906	744	18,3	32,5	50,8	50,8
1978 1 ^{er} trimestre	1.053	808	16,1	32,2	48,3	46,0
2 ^e trimestre	1.013	681	p 15,3	p 31,8	p 47,1	p 49,2
3 ^e trimestre	935	762	p 14,4	p 27,7	p 42,1	p 40,5
4 ^e trimestre	p 1.201	p 885				
1978 Janvier	1.045	817	15,4	32,8	48,2	44,8
Février	1.000	730	16,6	31,2	47,8	44,1
Mars	1.114	876	16,3	32,7	49,0	49,2
Avril	1.104	831	14,7	29,9	44,6	46,6
Mai	1.102	521	13,9	32,1	46,0	45,7
Juin	834	690	17,2	33,5	50,7	55,6
Juillet	829	590	p 9,8	p 19,8	p 29,6	p 28,3
Août	907	774	p 15,2	p 31,2	p 46,4	p 40,6
Septembre	1.068	923	p 18,0	p 32,2	p 50,2	p 52,7
Octobre	1.241	947	p 14,6	p 31,8	p 46,4	p 56,3
Novembre	1.194	858				
Décembre	p 1.166	p 851				
1979 Janvier	p 1.068					

IV . 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1971	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1978	5,5					0,7					
1976 4 ^e trimestre	6,7	7,7	3.809	5,8	2.897	0,6	0,5	1.701	0,4	1.500	—
1977 1 ^{er} trimestre	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 ^e trimestre	6,2	7,5	4.040	6,1	3.285	0,6	0,6	3.018	0,4	1.571	—
3 ^e trimestre	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 ^e trimestre	5,1	5,9	3.116	6,0	3.183	0,5	0,5	1.901	0,6	1.961	—
1978 1 ^{er} trimestre	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 ^e trimestre	6,0	6,7	3.647	6,2	3.518	0,7	0,6	2.219	0,5	2.155	—
3 ^e trimestre	4,9	5,9	3.029	5,2	2.959	0,7	0,7	3.116	0,6	1.721	—
4 ^e trimestre	5,3					0,7					
1977 Décembre	5,2	5,8	3.169	6,1	2.914	0,5	0,5	1.548	0,6	2.021	93
1978 Janvier	4,8	6,1	3.297	6,3	2.936	0,5	0,6	2.213	0,5	2.197	93
Février	5,5	7,3	3.926	6,3	3.391	0,5	0,5	1.857	0,6	2.106	90
Mars	7,1	7,8	3.997	7,1	3.891	0,6	0,5	1.552	0,5	2.016	90
Avril	5,5	6,4	3.462	6,2	3.378	0,7	0,6	2.239	0,4	1.601	90
Mai	6,1	6,8	3.754	6,1	3.482	0,7	0,6	1.947	0,5	1.739	89
Juin	6,5	6,8	3.726	6,3	3.693	0,8	0,7	2.470	0,6	3.126	89
Juillet	5,6	5,8	2.904	3,8	2.221	0,8	0,7	2.608	0,5	1.210	88
Août	4,5	6,4	3.367	5,7	3.208	0,7	0,7	2.282	0,5	1.358	87
Septembre	4,5	5,3	2.817	6,0	3.448	0,6	0,5	4.459	0,7	2.566	87
Octobre	5,4	5,5	3.153	4,8	2.845	0,7	0,6	1.755	0,5	1.236	88
Novembre	6,1	5,1	2.894	4,2	2.155	0,7	0,5	1.745	0,4	1.478	88
Décembre	4,3					0,6					

¹ Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.

² Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.

³ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	105	112	+ 6,7	105	111	+ 5,7	106	111	+ 4,7
2 ^e trimestre	107	110	+ 2,8	110	109	- 0,9	107	110	+ 2,8
3 ^e trimestre	108	110	+ 1,9	109	107	- 1,8	109	110	+ 0,9
4 ^e trimestre	110	110	...	110	109	- 0,9	110	111	+ 0,9
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 ^{er} trimestre	112	111	- 0,9	111	108	- 2,7	111	111	...
2 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	109	108	- 0,9	110	111	+ 0,9
3 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	107	108	+ 0,9	110	114	+ 3,6
4 ^e trimestre	110			109			111		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	107	112	+ 4,7	100	108	+ 8,0	107	121	+ 12,7
2 ^e trimestre	108	111	+ 2,8	103	108	+ 4,9	111	113	+ 1,1
3 ^e trimestre	110	110	...	103	108	+ 4,9	113	112	- 1,2
4 ^e trimestre	110	109	- 0,9	105	107	+ 1,9	118	109	- 7,3
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 ^{er} trimestre	112	110	- 1,8	108	109	+ 0,9	121	115	- 4,7
2 ^e trimestre	111	113	+ 1,8	108	112	+ 3,7	113	113	+ 0,3
3 ^e trimestre	110	113	+ 2,7	108	112	+ 3,7	112	114	+ 1,8
4 ^e trimestre	109			107			109		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	104	107	+ 2,9	106	114	+ 7,5	105	108	+ 2,7
2 ^e trimestre	106	108	+ 1,9	107	117	+ 9,3	112	111	- 0,4
3 ^e trimestre	107	105	- 1,9	110	117	+ 6,4	104	102	- 2,3
4 ^e trimestre	108	107	- 0,9	112	123	+ 9,8	105	106	+ 1,0
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 ^{er} trimestre	107	107	...	114	127	+ 11,4	108	114	+ 6,4
2 ^e trimestre	108	107	- 0,9	117	129	+ 10,3	111	115	+ 3,2
3 ^e trimestre	105	108	+ 2,9	117	126	+ 7,7	102	110	+ 8,5
4 ^e trimestre	107			123			106		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Agence économique et*

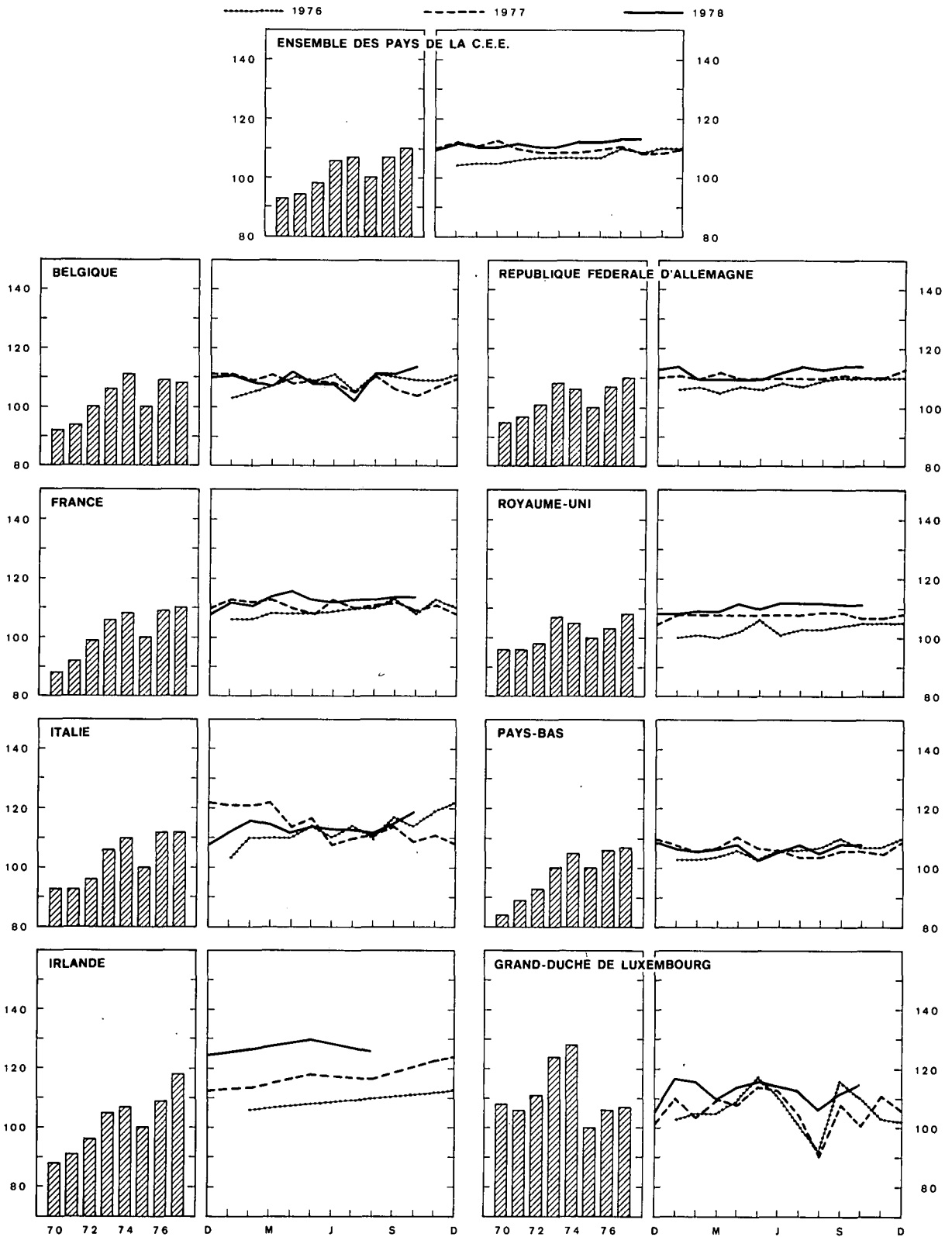
financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Nombre de voyageurs-km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)	(milliers de tonnes)						
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1974	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	639 ²	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1976 3 ^e trimestre	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
4 ^e trimestre	677	559	4.817	1.435	1.027	300,9	56,9
1977 1 ^{er} trimestre	681	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 ^e trimestre	697	550	4.993	1.355	1.032	322,7	55,8
3 ^e trimestre	581 ²	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
4 ^e trimestre	596	566	5.069	1.369	1.013	316,8	63,0
1978 1 ^{er} trimestre	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
2 ^e trimestre	604	580	5.193	1.344	1.094	350,1	60,9
3 ^e trimestre	587	548	4.828	1.251	1.055	476,6	77,2
1977 Novembre	590	558	5.013	1.319	952	304,7	63,3
Décembre	584	571	5.021	1.341	990	299,8	60,8
1978 Janvier	598	584	5.194	1.344	1.122	314,8	54,5
Février	572	527	4.772	1.253	1.009	271,4	52,9
Mars	593	593	5.403	1.407	1.225	351,5	64,2
Avril	591	575	5.043	1.374	1.208	351,7	57,6
Mai	604	580	5.406	1.412	1.140	319,0	57,7
Juin	617	586	5.130	1.245	934	379,5	67,3
Juillet	581	522	4.304	1.213	938	488,6	78,4
Août	583	511	4.694	1.205	1.003	484,6	78,9
Septembre	597	610	5.487	1.335	1.224	456,6	74,3
Octobre	619	705	6.244	1.618	1.300	374,7	71,0
Novembre	591	647	5.769	1.451	1.218	352,1	66,2

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² A partir de juillet 1977, trafic rail seulement, l'exploitation des services d'autobus étant transférée à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) ²	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1976 3 ^e trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
4 ^e trimestre ..	5.416	3.510	2.502	792	981	374	1.934	652	151	8.705	508
1977 1 ^{er} trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
2 ^e trimestre ..	5.957	3.171	2.641	774	953	326	2.088	665	139	8.997	504
3 ^e trimestre ..	5.661	3.181	2.734	730	884	281	2.159	668	118	8.193	456
4 ^e trimestre ..	5.556	2.813	2.950	642	923	217	2.043	555	142	8.253	491
1978 1 ^{er} trimestre ..	7.843 ²	2.798	2.411	973	944	252	2.145	675	170	7.968	477
2 ^e trimestre ..	8.263			982			2.163			8.731	520
3 ^e trimestre ..							2.328			8.250	470
1977 Octobre	5.784	2.599	3.028	605	1.401	278	2.074	437	162	8.600	507
Novembre	5.120	2.637	2.875	593	694	146	2.016	492	139	8.344	490
Decembre	5.763	3.203	2.946	728	674	226	2.039	737	124	7.814	477
1978 Janvier	7.772 ²	2.390	2.435	882	668	342	2.235	694	144	7.917	464
Février	7.327	2.782	2.263	920	1.006	132	2.044	636	187	7.275	450
Mars	8.430	3.222	2.484	1.118	1.159	283	2.155	694	178	8.712	517
Avril	7.862	2.705	2.561	828	744	263	1.976	184	125	8.509	508
Mai	8.297	2.889	2.084	1.172	652	146	2.373	698	134	8.261	498
Juin	8.631			947			2.140			9.423	555
Juillet	8.697			1.118			2.187			7.491	423
Août							2.448			8.690	477
Septembre ...							2.349			8.568	511
Octobre							2.221			9.380	542

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.
² A partir de janvier 1978, milliers de tonnes-registre brutes.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1970	2.236	1.662	92	132	109	87	43
1971	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1976 3 ^e trimestre	5.909	4.674	128	453	164	242	61
4 ^e trimestre	679	376	42	43	41	42	33
1977 1 ^{er} trimestre	480	232	36	34	29	33	27
2 ^e trimestre	2.268	1.602	77	162	114	123	54
3 ^e trimestre	5.801	4.631	117	400	147	242	63
4 ^e trimestre	702	381	42	48	43	46	39
1978 1 ^{er} trimestre	611	370	32	38	36	38	21
2 ^e trimestre	1.858	1.311	62	127	94	99	41
3 ^e trimestre	5.160	4.107	87	394	144	196	58
1977 Octobre	845	409	50	72	67	69	52
Novembre	617	319	44	35	37	38	37
Décembre	643	415	31	38	25	30	27
1978 Janvier	425	207	30	31	27	28	26
Février	411	218	29	31	26	26	17
Mars	996	686	37	52	55	60	20
Avril	918	556	56	48	65	57	29
Mai	2.129	1.543	69	154	95	105	36
Juin	2.526	1.833	60	178	121	135	58
Juillet	7.780	6.266	86	697	175	309	66
Août	6.014	4.932	114	374	163	184	52
Septembre	1.685	1.124	62	111	94	94	56
Octobre	775	363	45	76	61	66	42

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	103	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977	196	205	93	302	254	196	204	270	258	225	138
1976 3 ^e trimestre	185	184	96	262	239	191	173	241	224	206	132
4 ^e trimestre	210	223	101	299	258	203	229	285	257	234	147
1977 1 ^{er} trimestre	185	180	91	274	230	183	175	245	251	209	130
2 ^e trimestre	204	201	94	303	252	197	219	270	270	231	142
3 ^e trimestre	184	201	90	293	257	192	185	258	241	215	131
4 ^e trimestre	212	239	94	337	275	212	236	308	272	246	149
1978 1 ^{er} trimestre	p 191	193	84	310	240	p 197	p 180	p 251	p 268	p 221	p 133
2 ^e trimestre	p 210	214	87	328	258	p 209	p 215	p 284	p 282	p 241	p 145
3 ^e trimestre	p 188	215	82	320	266	p 204	p 185	p 262	p 249	p 223	p 134
1977 Novembre	192	216	86	303	249	194	203	266	253	222	134
Décembre	244	294	105	384	318	241	273	385	307	284	171
1978 Janvier	p 179	189	85	307	232	p 189	p 180	p 232	p 249	p 211	p 127
Février	p 180	180	80	294	225	p 188	p 145	p 246	p 261	p 209	p 125
Mars	p 213	211	88	331	263	p 213	p 216	p 275	p 293	p 244	p 146
Avril	p 205	204	85	322	249	p 203	p 224	p 262	p 274	p 235	p 141
Mai	p 210	213	87	325	256	p 208	p 211	p 291	p 280	p 240	p 144
Juin	p 216	225	90	337	268	p 217	p 210	p 299	p 293	p 248	p 149
Juillet	p 174	214	83	310	263	p 194	p 175	p 247	p 235	p 211	p 127
Août	p 183	204	84	310	262	p 205	p 156	p 258	p 244	p 217	p 130
Septembre	p 207	227	78	339	273	p 213	p 224	p 282	p 268	p 242	p 144
Octobre	p 206	216	84	340	255	p 207	p 234	p 282	p 266	p 240	p 143
Novembre	p 197	228	80	331	256	p 203	p 206	p 271	p 269	p 232	p 138

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)			Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)			Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)					
	Total	Financement par		Total	Financement par		Total	Financement par				
		vendeurs	banques		organismes de financement ou particuliers	vendeurs		banques	organismes de financement ou particuliers	vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 ^e semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 ^{er} semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 ^e semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9
1978 1 ^{er} semestre ...	1.488	741	320	427	69,0	14,8	30,7	23,5	24,0	6,0	9,9	8,1

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164
2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 ^{er} semestre	60	43	1	16	436	128	63	245
2 ^e semestre	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 ^{er} semestre	49	33	4	12	691	160	166	365
2 ^e semestre	63	27	4	32	903	154	201	548

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités ci-dessus (aménagement, commerce, artisanat, industries, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 ^{er} semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	75	14	6	162	65	6	473	17
Crédits accordés (milliards de francs)												
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 ^{er} semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
2 ^e semestre ...	20,6	1,9	0,2	0,4	10,0	1,0	0,2	0,2	0,2	1,9	3,7	0,9
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6
2 ^e semestre ...	100,0	9,2	0,9	2,1	48,3	4,6	1,0	1,2	1,1	9,3	17,8	4,5

Y . 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

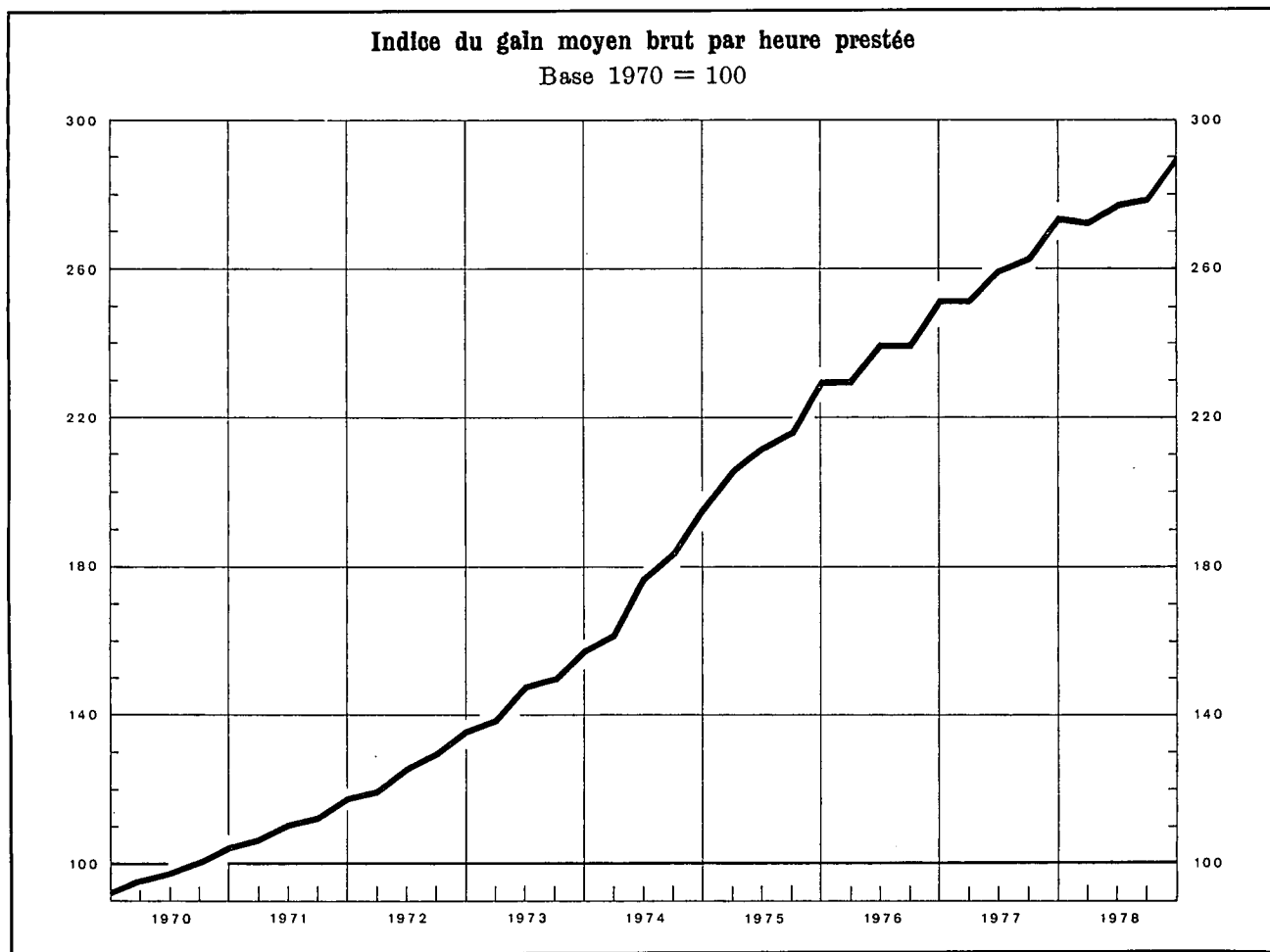
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 ²	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1976 4 ^e trimestre ²	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1977 1 ^{er} trimestre	32	2	301	11.562	3.689	11.564	3.990	2.722	428	14.286	4.418
2 ^e trimestre	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
3 ^e trimestre	30	2	245	11.909	3.838	11.911	4.083	2.409	396	14.320	4.479
4 ^e trimestre	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1978 1 ^{er} trimestre	29	2	309	13.687	4.096	13.689	4.405	2.466	419	16.155	4.824
2 ^e trimestre	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
3 ^e trimestre	26	2	266	13.370	3.736	13.372	4.002	2.186	440	15.558	4.442
4 ^e trimestre	26	2	285	15.153	3.808	15.155	4.093	2.337	450	17.492	4.543
1978 Janvier	30	2	262	13.635	3.884	13.637	4.146	2.548	405	16.185	4.551
Février	30	2	349	12.487	4.058	12.489	4.407	2.256	399	14.745	4.806
Mars	29	2	318	14.939	4.345	14.941	4.663	2.594	454	17.535	5.117
Avril	29	2	247	12.847	3.556	12.849	3.803	2.243	387	15.092	4.190
Mai	29	2	316	15.379	4.648	15.381	4.964	2.576	448	17.957	5.412
Juin	27	2	287	14.368	4.149	14.370	4.436	2.539	482	16.909	4.918
Juillet	27	1	303	13.183	4.116	13.184	4.419	2.238	451	15.422	4.870
Août	27	2	250	13.297	3.390	13.299	3.640	2.151	455	15.450	4.095
Septembre	26	2	244	13.631	3.704	13.633	3.948	2.169	413	15.802	4.361
Octobre	26	2	275	15.166	3.520	15.168	3.795	2.485	465	17.653	4.260
Novembre	26	2	283	15.034	3.929	15.036	4.212	2.231	427	17.267	4.639
Décembre	26	1	295	15.260	3.977	15.261	4.272	2.296	458	17.557	4.730
1979 Janvier	26	2	284	16.210	4.473	16.212	4.757	2.423	493	18.635	5.250

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
² Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)* — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977	262	249	263	270	259,9	257,0	235,5	222,6
1978	p 280	p 265	p 281		276,2	271,2	249,9	234,5
1976 Décembre	252	235	247	258	244,9	243,3	223,9	212,4
1977 Mars	252	241	254	259	252,4	251,0	229,4	217,2
Juin	260	247	261	268	258,3	255,2	233,0	220,6
Septembre	263	252	265	271	262,2	258,9	237,5	224,3
Décembre	274	256	270	282	266,8	263,1	242,1	228,4
1978 Mars	p 273	p 258	p 273	p 282	270,2	266,2	244,5	229,9
Juin	p 278	p 264	p 280	p 287	275,4	270,0	248,4	233,2
Septembre	p 279	p 266	p 283	p 287	277,7	272,3	250,9	235,1
Décembre	p 291	p 272	p 288		281,4	276,7	255,7	239,6

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre	1978 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	211,79	220,25	235,75	241,81	246,13
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	167,81	174,50	183,19	189,37	195,21
Total des industries extractives	192,17	199,45	211,15	217,63	223,43
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	187,43	194,47	203,68	211,00	
Raffinage de pétrole	241,42	255,77	265,45	274,41	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	213,28	—	—	—	
Production et première transformation des métaux	189,34	200,99	210,06	217,57	
Industrie des produits minéraux non métalliques	160,83	168,57	180,13	188,22	
Industrie chimique	173,28	180,46	196,55	202,87	
Production de fibres artificielles et synthétiques	178,66	182,82	201,23	191,48	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport)	154,23	160,02	171,94	174,84	
Construction de machines et de matériel mécanique	161,97	167,56	176,79	183,22	
Construction électrique et électronique	156,16	160,52	169,32	173,48	
Construction d'automobiles et pièces détachées	185,30	188,41	200,79	203,29	
Construction d'autre matériel de transport	174,60	180,13	193,18	194,46	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	143,41	147,94	158,25	164,09	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	146,90	153,17	161,69	170,51	
Industrie textile	131,64	135,63	144,12	145,47	
Industrie du cuir	123,06	130,70	137,57	145,60	
Industrie des chaussures et de l'habillement	110,50	112,74	120,27	122,59	
Industrie du bois et du meuble en bois	143,56	147,43	159,90	163,09	
Industrie du papier, imprimerie et édition	161,48	167,25	175,92	179,74	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	148,62	153,67	163,56	170,34	
Total des industries manufacturières	154,10	159,68	169,83	174,59	180,09
dont : hommes	166,24	172,73	183,37	188,69	
femmes	118,92	121,85	130,60	133,39	
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	163,16	172,29	185,49	190,50	195,86
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	157,05	163,28	173,98	178,88	182,84

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre	1978 avril
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	48.122	48.203	53.438	52.698	
Total des industries extractives	46.312	46.769	51.387	51.308	53.530
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	46.922	47.611	51.523	53.287	
Raffinage de pétrole	56.214	57.121	62.819	64.057	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude ²	54.539	44.816	49.788	51.812	
Production et première transformation des métaux	47.122	49.082	52.550	53.621	
Industrie des produits minéraux non métalliques	39.820	41.138	43.532	45.739	
Industrie chimique	43.564	44.829	48.108	49.809	
Production de fibres artificielles et synthétiques	53.287	55.300	59.199	58.871	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	38.815	40.486	43.192	43.966	
Construction de machines et de matériel mécanique	40.019	42.017	43.837	45.231	
Construction électrique et électronique	40.779	42.054	44.920	46.384	
Construction d'automobiles et pièces détachées	43.469	45.066	48.227	48.619	
Construction d'autre matériel de transport	42.990	43.831	46.588	47.818	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	36.873	38.769	41.697	42.539	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	36.608	38.285	40.492	42.038	
Industrie textile	35.161	36.528	38.346	39.809	
Industrie du cuir	36.597	37.854	39.894	39.758	
Industrie des chaussures et de l'habillement	28.677	29.918	30.716	32.578	
Industrie du bois et du meuble en bois	33.165	35.374	36.564	38.220	
Industrie du papier, imprimerie et édition	38.384	40.023	42.266	43.299	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	38.407	40.404	42.830	44.752	
Total des industries manufacturières	40.058	41.470	44.020	45.344	47.079
dont : hommes	44.326	45.958	48.741	50.140	
femmes	26.098	27.191	29.002	30.087	
Bâtiment et génie civil	37.696	39.320	41.715	42.888	46.013
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	39.886	41.422	44.018	45.288	47.166

¹ Hommes et femmes.

² A partir d'octobre 1976, données relatives au personnel total de la branche.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (I.R.E.S.)*. — *Rapport annuel de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5; novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1978	260,9	226,7	305,9	255,1	328,3	525,6	219,4	206,9
1976 4 ^e trimestre	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1977 1 ^{er} trimestre	295,1	223,0	303,2	276,3	315,1	493,8	246,9	190,2
2 ^e trimestre	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
3 ^e trimestre	269,3	206,2	296,8	260,8	312,6	511,4	213,6	185,2
4 ^e trimestre	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,3
1978 1 ^{er} trimestre	250,5	219,3	302,4	266,1	318,5	526,8	206,5	189,1
2 ^e trimestre	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
3 ^e trimestre	259,5	226,5	302,4	241,0	329,5	524,4	221,1	210,0
4 ^e trimestre	270,5	238,3	318,3	255,3	346,2	529,6	239,6	235,8
1978 Janvier	252,2	217,9	303,2	268,8	318,5	527,1	204,4	189,9
Février	249,1	220,0	302,8	268,3	318,0	526,4	205,9	188,7
Mars	250,0	219,9	301,1	261,0	318,8	527,0	209,0	188,6
Avril	258,0	220,2	299,5	261,4	316,4	522,3	206,5	188,3
Mai	263,1	223,1	300,8	259,6	318,9	520,8	211,7	192,9
Juin	268,4	225,0	300,7	253,9	321,3	521,0	212,4	198,0
Juillet	256,6	223,0	296,3	234,0	323,7	521,5	217,0	200,8
Août	257,5	226,2	301,4	236,2	330,2	525,4	222,9	210,1
Septembre	264,5	230,3	309,5	252,9	334,5	526,4	223,4	219,0
Octobre	271,0	237,7	319,1	259,5	345,4	528,3	238,7	235,5
Novembre	271,3	238,9	318,9	255,6	346,8	529,2	238,7	237,9
Décembre	269,2	238,3	317,1	250,7	346,4	531,2	241,4	234,0
1979 Janvier	267,7	242,0	324,1	250,3	356,6	547,8	242,2	243,2

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : *Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.*

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
						Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidé-rurgie	Métaux non-ferreux
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	166,9
1978	190,2	293,5	222,7	260,6	276,1	291,9	615,6	223,8	305,6	187,8	267,7	231,5	204,3	174,1
1976 4 ^e trimestre	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6
1977 1 ^{er} trimestre	174,4	377,1	209,8	203,3	228,4	220,0	599,4	252,6	263,3	234,0	278,1	198,5	166,6	160,5
2 ^e trimestre	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4
3 ^e trimestre	157,2	355,3	180,3	209,8	240,9	239,9	616,0	206,7	278,2	225,3	267,7	198,1	171,0	151,1
4 ^e trimestre	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9
1978 1 ^{er} trimestre	182,5	334,7	195,9	243,7	270,3	283,0	620,7	210,9	282,7	176,9	257,5	202,9	177,5	160,1
2 ^e trimestre	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2
3 ^e trimestre	188,9	259,9	226,4	270,0	273,1	294,5	612,9	227,2	303,7	185,4	269,7	241,9	206,4	176,6
4 ^e trimestre	200,1	274,9	245,5	276,6	291,3	306,8	615,3	240,9	350,2	211,6	286,8	263,9	247,2	198,1
1978 Janvier	179,4	346,4	188,4	237,4	268,6	281,1	621,8	208,8	274,9	176,9	257,9	200,9	175,2	163,8
Février	182,9	341,8	190,5	242,9	268,9	283,0	620,2	210,3	281,3	176,9	257,0	202,0	178,4	159,0
Mars	185,2	316,0	208,7	250,8	273,5	285,0	620,2	213,6	291,8	176,9	257,5	206,0	178,9	157,6
Avril	190,0	311,9	218,2	249,5	273,0	284,7	613,6	210,7	286,9	176,9	258,0	204,2	179,2	156,7
Mai	189,5	308,2	223,1	249,4	267,1	281,6	612,9	218,3	283,6	176,9	255,0	216,5	188,3	160,8
Juin	188,9	292,8	226,6	257,0	268,6	282,7	612,9	219,0	286,8	176,9	257,4	231,4	191,9	166,3
Juillet	187,9	246,3	222,1	268,4	272,0	284,1	612,9	222,2	295,8	185,4	265,3	228,8	194,5	167,7
Août	188,1	251,3	219,7	270,3	272,7	297,9	612,9	229,8	303,2	185,4	271,5	240,9	204,6	177,4
Septembre	190,7	282,1	237,3	271,3	274,6	301,5	612,9	229,7	312,2	185,4	272,2	256,1	220,2	184,8
Octobre	196,5	285,8	243,9	277,8	295,0	308,5	612,9	241,2	353,8	205,3	287,3	271,1	238,8	201,1
Novembre	200,8	275,9	247,5	273,2	289,4	305,4	615,3	240,7	339,6	211,1	284,1	267,2	257,2	197,3
Décembre	202,9	263,2	245,0	278,7	289,7	306,3	617,7	240,7	357,4	218,3	289,1	253,7	245,3	196,0
1979 Janvier	204,3	252,5	258,6	301,5	292,9	310,3	630,2	237,5	371,1	228,3	300,6	253,6	257,2	204,2

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des États-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois étades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1971	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8
1977	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7	153,1	151,9	145,3
1978	147,8	145,9	157,0	136,4	148,4	154,3	140,4	168,8	133,7	152,1	137,3	165,8	150,8	149,2	146,5
1976 4 ^e trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	138,3	154,7	153,2	151,8	142,5
1977 1 ^{er} trimestre ..	152,5	160,4	154,5	166,4	150,7	153,6	149,0	176,0	133,9	155,7	139,6	159,2	156,6	154,2	144,9
2 ^e trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9	154,8	152,6	145,1
3 ^e trimestre ..	149,6	154,3	161,0	148,6	148,6	153,7	141,6	172,0	132,7	153,7	137,2	161,0	151,6	150,5	145,5
4 ^e trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,9	149,4	150,3	145,6
1978 1 ^{er} trimestre ..	146,3	145,7	161,2	132,7	146,6	153,0	136,5	166,9	131,4	152,1	137,3	163,6	147,5	147,5	145,5
2 ^e trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4	149,8	148,2	146,2
3 ^e trimestre ..	147,9	144,1	155,2	134,6	149,1	154,7	141,4	168,7	134,5	152,9	136,8	167,1	152,2	149,7	146,8
4 ^e trimestre ..	149,7	147,9	154,1	142,3	150,4	155,2	144,7	172,8	135,9	150,9	138,7	167,1	153,6	151,3	147,7
1977 Décembre	147,5	148,9	164,4	135,8	147,4	152,7	138,2	170,0	132,9	150,8	136,5	162,9	148,2	149,8	145,3
1978 Janvier	146,7	146,4	161,1	133,9	146,9	152,7	137,8	167,9	132,2	152,4	137,1	162,9	148,3	148,2	145,2
Février	145,8	144,6	161,8	130,2	146,3	152,8	135,9	166,5	130,7	151,8	137,3	163,0	147,0	146,9	145,4
Mars	146,4	146,2	160,6	133,9	146,7	153,4	135,8	166,2	131,3	152,0	137,4	164,8	147,3	147,2	145,9
Avril	147,1	146,4	157,9	136,4	147,5	153,9	138,0	166,8	132,4	152,3	137,7	164,8	149,2	147,6	146,3
Mai	147,3	146,6	158,9	136,0	147,6	154,2	138,7	166,8	133,4	152,5	135,6	164,8	149,5	148,5	145,8
Juin	147,3	144,9	155,5	135,8	148,1	154,4	139,8	167,1	133,4	153,4	135,7	166,7	150,7	148,5	146,3
Juillet	147,5	144,5	157,1	133,7	148,4	154,5	140,2	167,0	133,7	153,6	135,7	167,1	151,4	148,8	146,4
Août	147,5	141,5	153,8	130,9	149,2	154,6	141,9	168,9	134,5	153,2	136,6	167,1	152,5	149,8	146,8
Septembre	148,9	146,5	154,7	139,2	149,6	154,9	142,3	170,2	135,3	151,8	138,0	167,1	152,5	150,7	147,2
Octobre	148,6	144,0	152,0	136,9	150,0	155,1	143,5	171,9	136,0	150,2	138,3	167,1	153,2	151,1	147,3
Novembre	149,9	148,6	154,6	143,1	150,4	155,1	145,0	172,6	136,1	151,1	138,8	167,1	153,4	151,6	147,8
Décembre	150,6	151,0	155,7	146,8	150,7	155,4	145,5	173,8	135,7	151,3	138,9	167,1	154,3	151,3	148,1

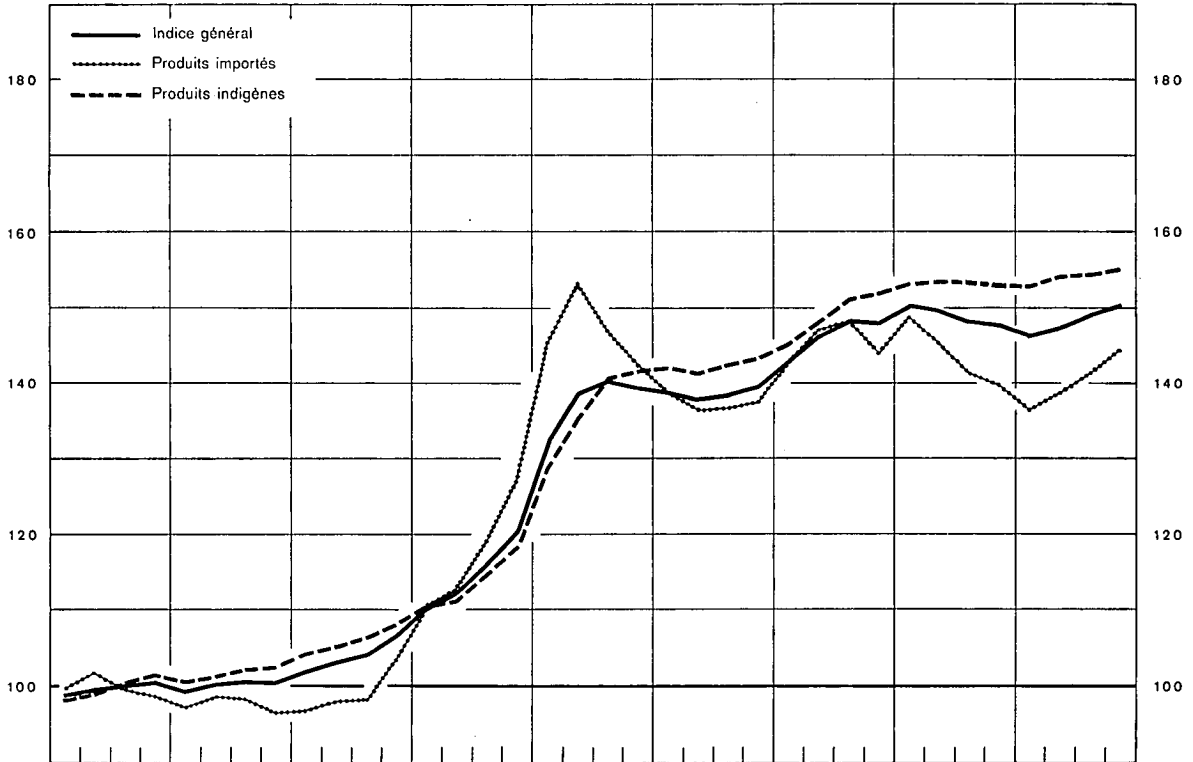
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

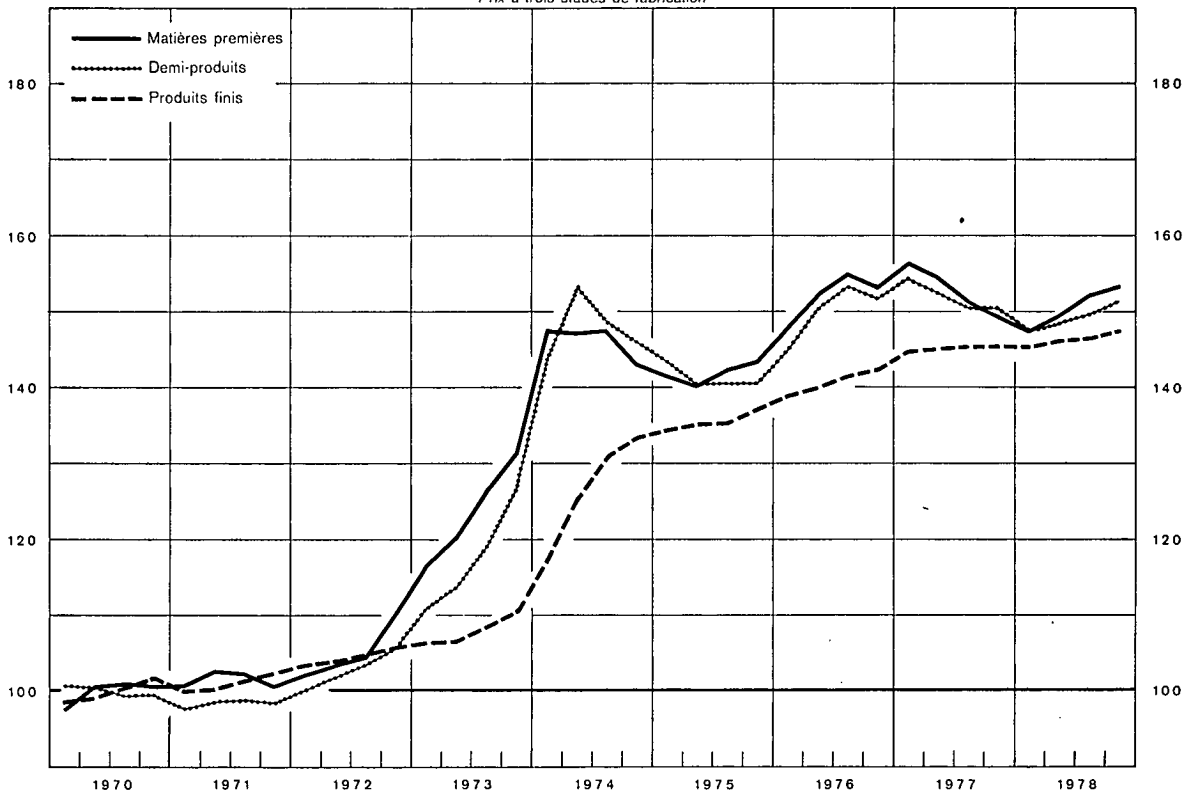
Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES
Prix à trois stades de fabrication

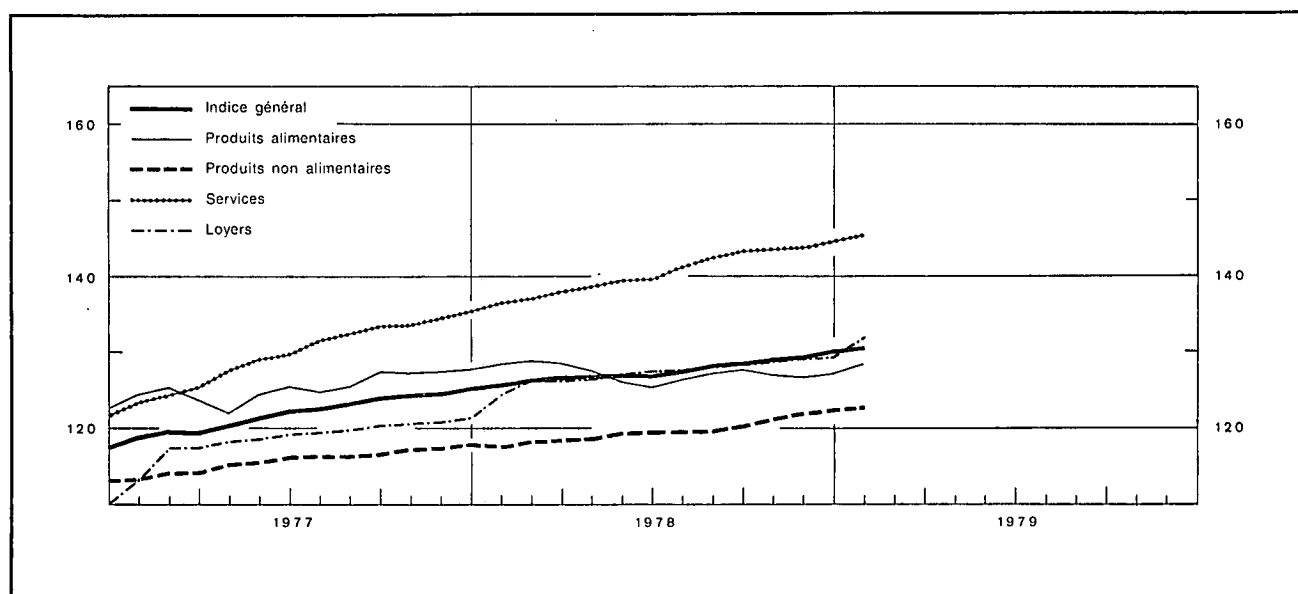


VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers					
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
Base 1971 = 100¹										
1971	100,00	100,00	100,00	100,00	—					
1972	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973	112,78	115,15	107,58	117,28	—					
1974	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52					
	1978	1979	1978	1979	1978	1979				
1 ^{er} trimestre	126,32		128,60		118,18		137,19		125,68	
2 ^e trimestre	126,92		126,34		119,39		139,33		127,06	
3 ^e trimestre	128,25		127,18		119,98		142,33		128,22	
4 ^e trimestre	129,58		126,98		121,94		144,16		129,11	
Janvier	125,88	130,86	128,37	128,48	117,85	122,87	136,52	145,49	124,44	131,99
Février	126,38		128,85		118,17		137,04		126,45	
Mars	126,70		128,59		118,51		138,00		126,16	
Avril	126,80		127,49		118,90		138,67		126,67	
Mai	126,97		126,03		119,53		139,61		127,06	
Juin	126,98		125,50		119,75		139,70		127,46	
Juillet	127,68		126,52		119,80		141,22		127,74	
Août	128,26		127,19		119,88		142,51		128,22	
Septembre	128,82		127,84		120,27		143,26		128,69	
Octobre	129,12		126,96		121,16		143,76		128,96	
Novembre	129,52		126,91		122,01		143,90		129,10	
Décembre	130,09		127,08		122,64		144,82		129,28	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

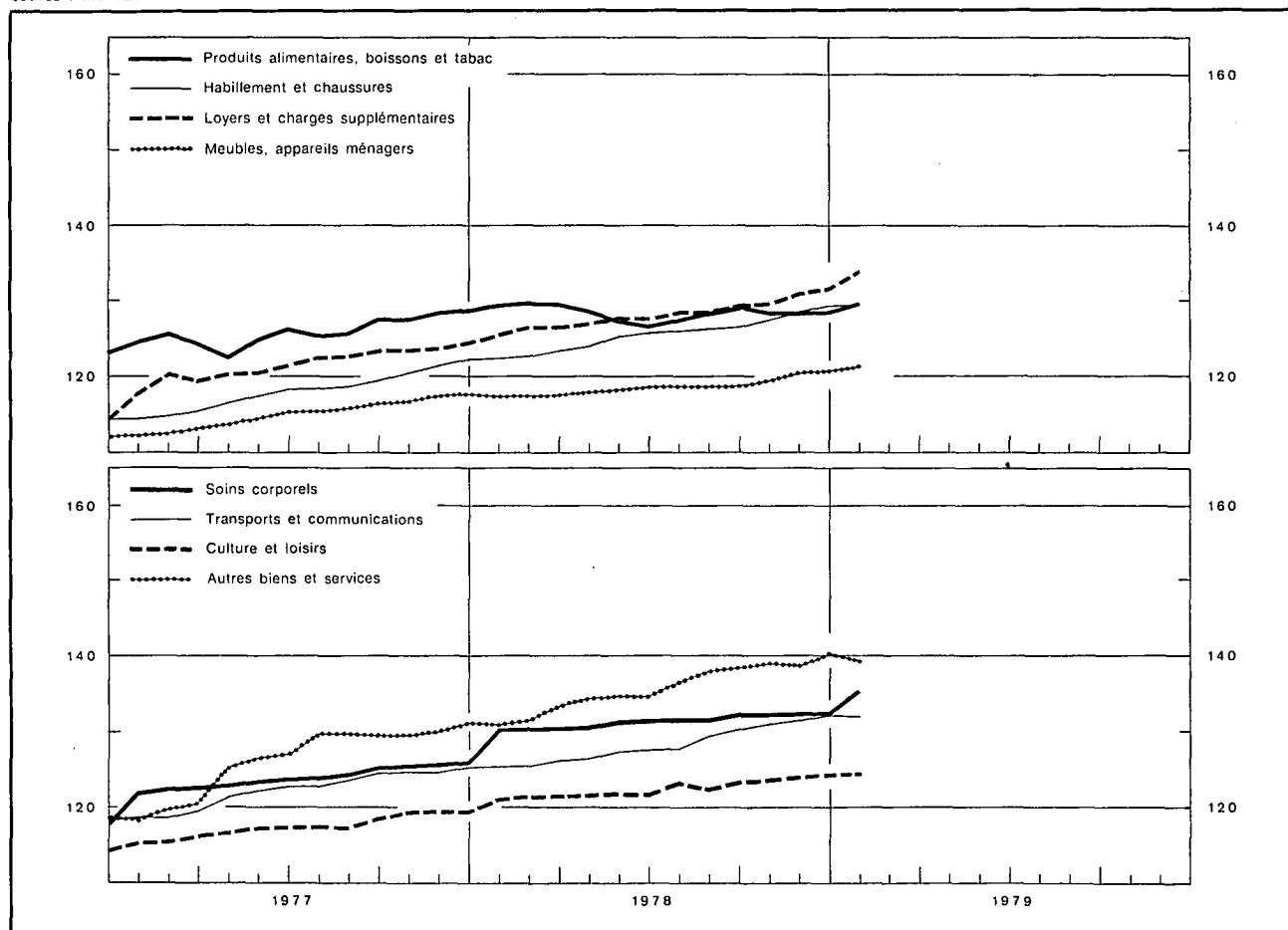
suit : l'indice général à 1,870; les produits alimentaires à 1,843; les produits non alimentaires à 1,304; les services à 1,458.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1976 4 ^e trimestre	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1977 1 ^{er} trimestre	119,57	125,00	114,97	119,33	112,62	122,50	119,07	115,81	119,70
2 ^e trimestre	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
3 ^e trimestre	123,34	126,41	118,79	122,78	115,82	124,53	123,70	117,87	129,82
4 ^e trimestre	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1978 1 ^{er} trimestre	126,32	129,69	122,74	126,23	117,43	130,45	125,62	121,36	131,94
2 ^e trimestre	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
3 ^e trimestre	128,25	128,45	126,21	128,75	118,82	132,01	129,20	123,02	137,56
4 ^e trimestre	129,58	128,43	128,44	130,88	120,23	132,44	131,55	123,99	139,32
1978 Janvier	125,88	129,43	122,14	125,64	117,28	130,26	125,21	121,06	130,99
Février	126,38	129,93	122,66	126,54	117,39	130,48	125,59	121,46	131,61
Mars	126,70	129,71	123,43	126,52	117,62	130,60	126,07	121,56	133,22
Avril	126,80	128,67	124,05	127,03	118,01	130,75	126,36	121,74	134,30
Mai	126,97	127,29	125,18	127,92	118,34	131,49	127,34	121,98	134,93
Juin	126,98	126,79	125,93	127,93	118,68	131,61	127,66	121,91	134,77
Juillet	127,68	127,76	125,99	128,52	118,75	131,87	127,90	123,11	136,43
Août	128,26	128,44	126,16	128,58	118,77	131,84	129,46	122,56	137,96
Septembre	128,82	129,16	126,48	129,14	118,94	132,32	130,23	123,38	138,28
Octobre	129,12	128,38	127,54	129,81	119,61	132,40	131,07	123,77	138,97
Novembre	129,52	128,37	128,52	130,99	120,31	132,42	131,49	124,05	138,77
Décembre	130,09	128,53	129,26	131,85	120,76	132,49	132,09	124,15	140,22
1979 Janvier	130,86	129,87	129,46	134,04	121,11	135,62	131,98	124,56	139,32

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37.
Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

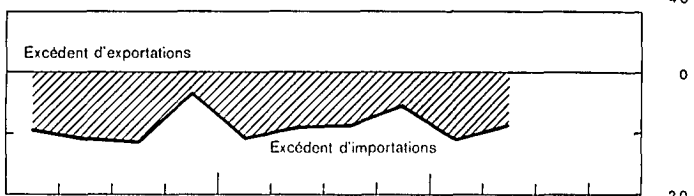
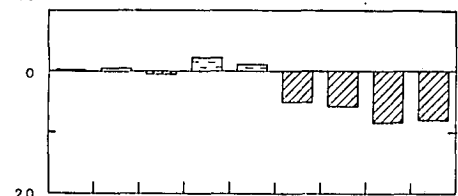
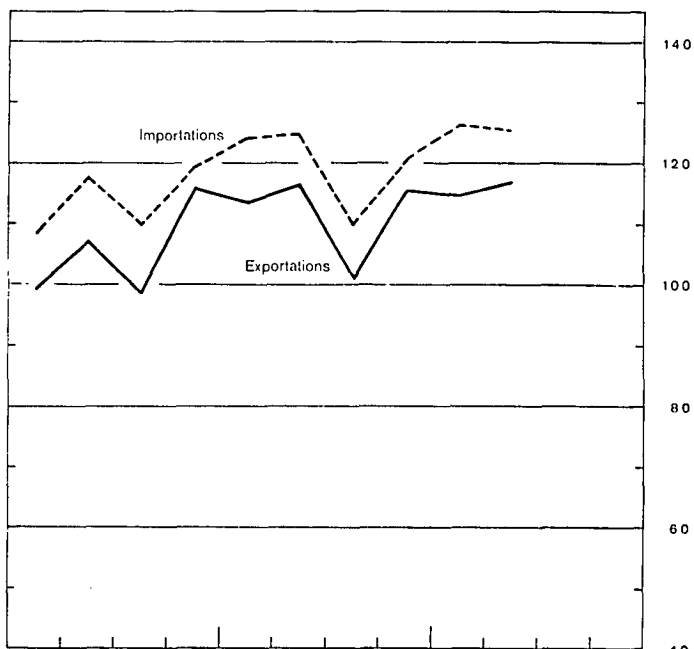
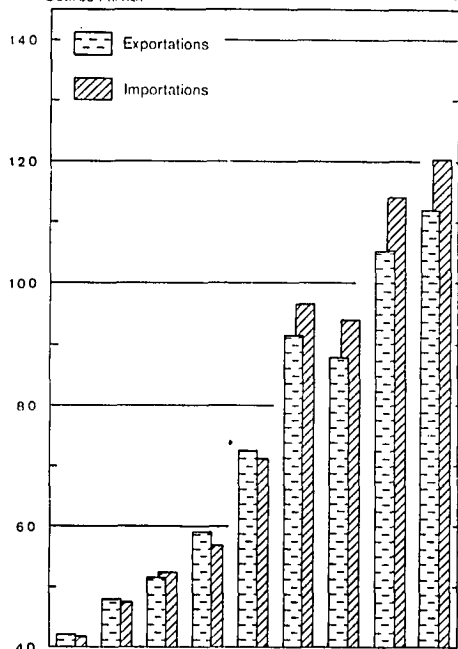
Statistiques Economiques belges 1960-1970. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

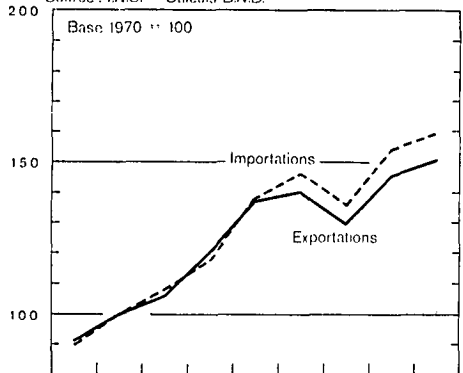
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

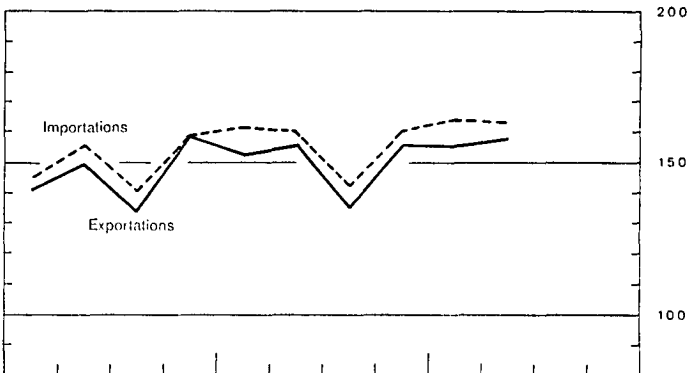
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

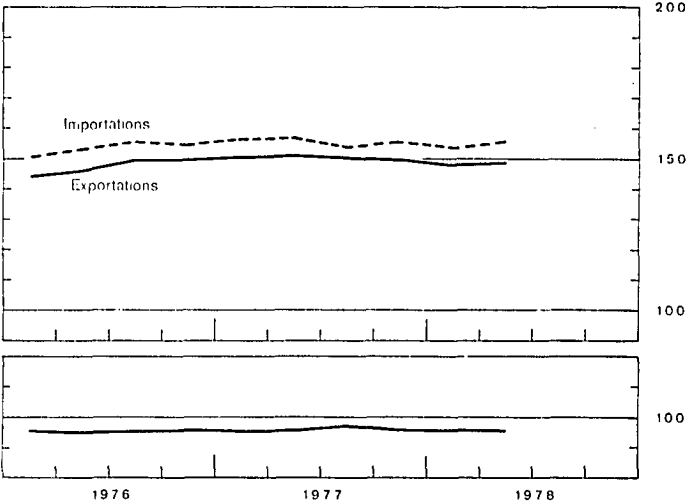
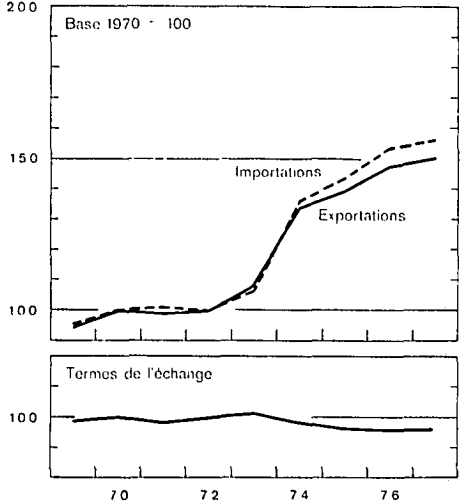


INDICES DU VOLUME

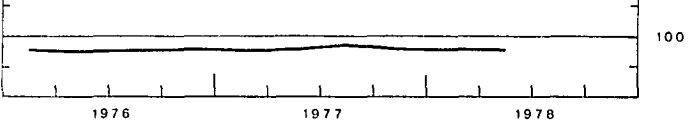
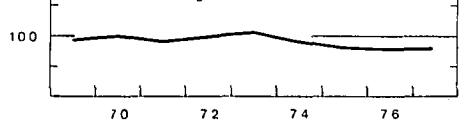


INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



Termes de l'échange



VIII. - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1976 3 ^e trimestre	110,0	98,8	- 11,2	90	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 ^e trimestre	119,6	116,3	- 3,3	97	159,4	159,0	155,2	150,1	96,7
1977 1 ^{er} trimestre	124,4	113,8	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 ^e trimestre	125,3	116,6	- 8,7	93	160,7	156,0	157,3	151,5	96,3
3 ^e trimestre	110,2	101,7	- 8,5	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 ^e trimestre	122,7	116,2	- 6,5	95	160,5	156,5	156,2	150,3	96,2
1978 1 ^{er} trimestre	126,8	115,8	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 ^e trimestre	127,5	117,6	- 9,9	92	163,4	157,7	156,4	149,6	95,7
3 ^e trimestre	117,5	108,5	- 9,0	92	150,4	140,6	156,4	151,0	96,7
1977 11 premiers mois	120,5	111,2	- 9,3	92					
12 mois	120,7	112,1	- 8,6	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978 1 ^{er} mois	123,2	113,1	- 10,1	92					
2 premiers mois	123,4	110,9	- 12,5	90					
3 premiers mois	126,8	115,8	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
4 premiers mois	125,7	115,9	- 9,8	92					
5 premiers mois	125,9	115,1	- 10,8	91					
6 premiers mois	127,1	116,7	- 10,4	92	164,1	156,7	155,4	149,1	95,9
7 premiers mois	124,3	115,2	- 9,1	93					
8 premiers mois	123,8	112,7	- 11,1	91					
9 premiers mois	123,9	114,0	- 9,9	92	159,5	151,3	155,7	149,7	96,1
10 premiers mois	125,5	116,3	- 9,2	93					
11 premiers mois	125,8	116,9	- 8,9	93					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	35,44	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	2,80	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	56,66
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,81	1,46	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,21	1,89	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1976 3 ^e trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82
4 ^e trimestre ..	74,67	23,36	3,08	7,28	4,49	1,43	0,45	1,18	0,35	2,38	0,59	8,88	2,63	4,31	7,26	2,23	4,78	27,91	3,66	5,24	2,33	16,57	13,52	1,34	117,45
1977 1 ^{er} trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,58	13,85	1,25	121,18
2 ^e trimestre ..	78,15	22,57	3,12	7,11	7,10	1,39	0,52	1,25	0,31	2,65	0,53	10,07	2,15	3,87	8,15	2,41	4,95	29,02	3,82	5,70	2,28	17,22	14,44	1,10	122,71
3 ^e trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62
4 ^e trimestre ..	76,48	23,16	2,73	6,92	6,64	1,41	0,41	1,12	0,29	2,57	0,57	10,11	1,43	4,40	7,40	2,17	5,15	29,15	4,33	5,54	2,46	16,82	14,18	1,15	120,96
1978 1 ^{er} trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	5,00	2,47	19,57	14,05	1,22	124,73
2 ^e trimestre ..	78,27	22,98	2,82	6,66	7,75	1,58	0,48	1,22	0,32	2,90	0,53	7,63	2,76	4,17	8,89	2,50	5,07	30,58	4,58	5,32	2,60	17,95	15,21	1,42	125,48
3 ^e trimestre ..	71,12	20,54	2,31	5,84	7,47	1,27	0,34	1,05	0,24	2,44	0,45	8,48	2,50	3,66	7,95	2,15	4,43	29,07	4,31	4,91	2,43	17,43	14,22	1,18	115,60

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1976		1977				1978		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	165,2	163,4	164,5	165,0	159,3	161,4	160,0	161,9	161,6
Biens de consommation ...	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	142,1	143,4	147,8	147,4	151,2	150,4	149,9	147,1	150,3
Biens d'équipement	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	136,1	135,1	135,3	136,1	137,5	139,0	134,7	138,0	141,5
Ensemble ...	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	156,2	156,1	155,2	157,1	157,3	154,5	156,2	154,3	156,4	156,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	153,6	149,0	142,1	139,9	136,1	132,4	133,1	138,6	147,3
Fabrications métalliques ...	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	144,6	150,2	151,7	153,0	154,9	155,5	155,2	155,2	156,3
Métaux non ferreux	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	110,7	105,9	103,9	106,1	99,2	94,0	90,8	90,0	94,2
Textiles	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	132,9	133,4	135,1	136,2	137,1	136,9	136,4	133,6	136,3
Produits chimiques	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	152,4	151,3	151,6	147,1	146,3	147,4	142,3	148,0	146,6
Industrie houillère	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	137,8	150,2	186,7	187,9	177,3	177,9	170,3	181,6	180,7
Industrie pétrolière	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	313,5	311,9	306,0	310,9	302,6	298,0	290,4	285,0	289,8
Verres et glaces	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	120,9	120,7	120,0	125,1	128,4	125,9	125,1	123,4	120,4
Produits agricoles	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	147,2	146,9	150,9	151,1	152,1	153,4	150,6	148,0	152,1
Ciments	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	165,0	167,6	172,9	169,3	167,0	169,3	171,5	173,7	176,2
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	149,7	151,3	159,6	154,6	156,4	154,8	158,4	161,2	167,5
Carrières	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	145,0	143,2	146,9	143,4	148,7	149,5	153,9	154,2	160,7
Céramiques	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	193,7	198,3	200,8	199,6	202,1	203,1	194,9	204,6	217,5
Bois et meubles	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	143,9	144,3	150,8	157,5	159,5	162,4	151,5	153,9	158,6
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	146,9	144,1	150,2	152,9	148,2	139,4	148,1	146,1	148,1
Papier et livres	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	150,1	149,0	150,1	147,3	147,3	148,2	143,6	142,5	143,3
Tabacs manufacturés	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	140,5	144,3	150,0	150,3	146,7	150,5	151,7	151,2	158,3
Caoutchouc	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	147,4	149,1	149,0	147,5	152,4	153,4	150,7	152,7	155,7
Industries alimentaires	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	144,0	148,5	148,0	149,6	147,8	143,8	139,4	141,6	136,1
Divers	100,0	127,5	119,3	129,2	168,6	175,8	197,6	241,7	187,9	211,5	230,0	245,8	238,7	250,4	254,8	252,6	247,0
Ensemble ...	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	150,5	150,1	150,1	150,9	151,5	150,6	150,3	148,5	149,6	151,0
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,4	96,2	96,7	96,1	96,3	97,5	96,2	96,2	95,7	96,7

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978		1979				1980		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	129,4	144,2	145,8	144,7	127,7	145,4	146,4	144,3	131,0
Biens de consommation ...	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	183,2	208,4	216,3	211,2	190,8	210,4	224,7	223,6	209,0
Biens d'équipement	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	133,6	160,9	162,3	165,3	142,9	160,4	162,3	171,9	154,5
Ensemble ...	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	158,8	141,3	159,4	162,2	160,7	142,9	160,5	164,7	163,4	150,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	96,1	103,0	100,6	104,4	89,5	104,1	111,0	109,4	98,9
Fabrications métalliques ...	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	140,3	180,4	172,1	171,9	144,4	173,4	168,8	180,9	143,5
Métaux non ferreux	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	112,3	142,6	136,1	143,5	117,0	134,9	142,4	120,8	116,1
Textiles	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	117,3	149,9	147,0	137,0	116,2	139,9	138,5	134,7	117,2
Produits chimiques	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	189,4	206,5	211,0	219,4	199,7	216,1	240,0	228,5	214,5
Industrie houillère	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	70,1	74,8	44,4	50,5	27,2	39,6	39,5	45,5	44,1
Industrie pétrolière	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	190,8	162,7	149,7	169,5	173,0	193,1	132,2	151,3	181,1
Verres et glaces	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	101,5	127,1	119,2	118,0	98,6	123,6	118,1	124,1	108,6
Produits agricoles	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	147,4	181,7	170,1	173,6	148,7	167,1	180,2	169,3	163,1
Ciments	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	120,8	121,9	130,5	174,0	153,0	151,9	153,7	171,7	167,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	122,4	126,7	118,9	139,1	118,9	134,0	124,3	145,7	120,1
Carrières	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	111,4	135,0	117,3	133,6	116,4	122,8	102,3	115,7	108,7
Céramiques	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	112,5	126,9	124,0	151,5	135,8	166,4	143,8	187,0	140,7
Bois et meubles	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	146,7	207,9	177,6	169,3	135,6	177,8	173,9	183,5	149,0
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	105,7	112,4	104,8	114,6	94,0	103,5	98,4	104,9	86,7
Papier et livres	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	135,8	157,2	151,0	161,1	133,7	156,9	152,9	161,7	150,1
Tabacs manufacturés	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	166,0	207,1	180,4	185,0	201,0	205,1	220,8	208,1	151,1
Caoutchouc	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	179,1	230,8	231,7	245,7	209,9	246,3	223,3	249,9	218,9
Industries alimentaires	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	185,3	185,6	184,8	197,1	205,6	211,8	209,7	217,3	221,1
Divers	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	123,8	148,0	131,5	133,5	108,5	118,9	119,3	120,7	105,9
Ensemble ...	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	151,2	134,8	159,0	152,8	156,0	136,0	156,5	155,7	157,7	140,6

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII . 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	16,03	15,08	- 0,95
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1976 3 ^o trimestre	23,80	23,69	- 0,11	16,29	19,67	+ 3,38	18,02	16,62	- 1,40
4 ^o trimestre	27,16	25,44	- 1,72	18,91	23,51	+ 4,60	21,89	20,45	- 1,44
1977 1 ^{er} trimestre	27,14	25,34	- 1,80	20,47	23,00	+ 2,53	22,36	19,36	- 3,00
2 ^o trimestre	27,01	26,05	- 0,96	19,63	22,63	+ 3,00	21,31	19,73	- 1,58
3 ^o trimestre	23,89	23,34	- 0,55	16,39	17,95	+ 1,56	18,25	17,05	- 1,20
4 ^o trimestre	29,21	25,80	- 3,41	20,25	21,99	+ 1,74	19,83	19,20	- 0,63
1978 1 ^{er} trimestre	28,82	26,22	- 2,60	20,44	22,32	+ 1,88	21,68	18,29	- 3,39
2 ^o trimestre	29,51	26,93	- 2,58	21,57	22,80	+ 1,23	20,26	19,95	- 0,31
3 ^o trimestre	26,99	24,28	- 2,71	18,37	19,51	+ 1,14	17,25	17,78	+ 0,53
1977 11 premiers mois	26,66	24,95	- 1,71	19,10	21,26	+ 2,16	20,52	18,73	- 1,79
12 mois	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1978 1 ^{er} mois	27,09	25,51	- 1,58	19,09	21,76	+ 2,67	21,45	17,62	- 3,83
2 premiers mois	27,71	24,31	- 3,40	19,56	21,50	+ 1,94	21,79	17,35	- 4,44
3 premiers mois	28,82	26,22	- 2,60	20,44	22,32	+ 1,88	21,68	18,29	- 3,39
4 premiers mois	28,78	26,37	- 2,41	20,70	22,28	+ 1,58	21,38	18,60	- 2,78
5 premiers mois	28,71	26,18	- 2,53	20,68	22,34	+ 1,66	20,96	18,82	- 2,14
6 premiers mois	29,16	26,57	- 2,59	21,01	22,56	+ 1,55	20,97	19,12	- 1,85
7 premiers mois	28,48	26,11	- 2,37	20,70	22,35	+ 1,65	20,14	18,60	- 1,54
8 premiers mois	28,18	25,84	- 2,34	20,00	21,35	+ 1,35	20,06	18,56	- 1,50
9 premiers mois	28,44	25,81	- 2,63	20,13	21,54	+ 1,41	19,73	18,67	- 1,06
10 premiers mois	28,93	26,46	- 2,47	20,51	22,02	+ 1,51	19,82	19,04	- 0,78
11 premiers mois	29,11	26,76	- 2,35	20,70	22,14	+ 1,44	19,87	19,24	- 0,63
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1976 3 ^o trimestre	4,51	4,50	- 0,01	6,86	6,03	- 0,83	70,44	72,54	+ 2,10
4 ^o trimestre	4,50	5,78	+ 1,28	7,98	7,80	- 0,18	81,45	84,99	+ 3,54
1977 1 ^{er} trimestre	4,91	5,89	+ 0,98	8,66	7,23	- 1,43	84,43	82,65	- 1,78
2 ^o trimestre	4,98	4,84	- 0,14	10,28	7,92	- 2,36	84,25	83,05	- 1,20
3 ^o trimestre	4,63	3,97	- 0,66	9,33	7,07	- 2,26	73,56	71,05	- 2,51
4 ^o trimestre	4,62	4,92	+ 0,30	9,32	8,46	- 0,86	84,27	82,47	- 1,80
1978 1 ^{er} trimestre	5,14	5,20	+ 0,06	10,73	8,78	- 1,95	87,89	82,71	- 5,18
2 ^o trimestre	4,88	5,12	+ 0,24	10,94	8,47	- 2,47	88,44	84,79	- 3,65
3 ^o trimestre	5,04	4,47	- 0,57	10,23	7,51	- 2,72	79,01	75,24	- 3,77
1977 11 premiers mois	4,82	4,85	+ 0,03	9,54	7,55	- 1,99	81,64	79,25	- 2,39
12 mois	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1978 1 ^{er} mois	4,88	4,63	- 0,25	11,10	8,17	- 2,93	84,60	80,01	- 4,59
2 premiers mois	4,89	4,75	- 0,14	10,33	8,46	- 1,87	85,32	78,37	- 6,95
3 premiers mois	5,14	5,20	+ 0,06	10,73	8,78	- 1,95	87,89	82,71	- 5,18
4 premiers mois	5,06	5,13	+ 0,07	10,55	8,78	- 1,77	87,52	83,05	- 4,47
5 premiers mois	4,99	5,08	+ 0,09	10,85	8,61	- 2,24	87,29	82,77	- 4,52
6 premiers mois	5,09	5,16	+ 0,07	10,83	8,63	- 2,20	88,17	83,75	- 4,42
7 premiers mois	5,01	5,13	+ 0,12	10,53	8,36	- 2,17	86,03	82,23	- 3,80
8 premiers mois	5,04	4,88	- 0,16	10,69	8,23	- 2,41	85,16	80,52	- 4,64
9 premiers mois	5,02	4,93	- 0,09	10,63	8,25	- 2,38	85,12	80,91	- 4,21
10 premiers mois	5,10	5,11	+ 0,01	10,72	8,42	- 2,30	86,28	82,75	- 3,53
11 premiers mois	5,11	5,27	+ 0,16	10,76	8,45	- 2,31	86,73	83,59	- 3,14

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	4,15	2,90	- 1,25	0,48	0,35	- 0,13	2,22	0,80	- 1,42
1971	3,34	3,44	+ 0,10	0,57	0,31	- 0,26	2,35	0,81	- 1,54
1972	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1976 3 ^e trimestre	6,71	3,47	- 3,24	1,82	0,66	- 1,16	10,58	3,90	- 6,68
4 ^e trimestre	7,54	4,35	- 3,19	1,84	0,50	- 1,34	9,10	5,21	- 3,89
1977 1 ^{er} trimestre	7,35	4,36	- 2,99	1,83	0,47	- 1,36	10,78	5,10	- 5,68
2 ^e trimestre	8,40	5,00	- 3,40	2,23	0,56	- 1,67	9,49	5,83	- 3,66
3 ^e trimestre	6,37	4,78	- 1,59	1,77	0,47	- 1,30	10,07	5,18	- 4,89
4 ^e trimestre	6,94	4,72	- 2,22	1,86	0,50	- 1,36	10,22	5,91	- 4,31
1978 1 ^{er} trimestre	6,97	5,04	- 1,93	2,24	0,67	- 1,57	8,49	5,89	- 2,60
2 ^e trimestre	7,49	4,64	- 2,85	2,19	0,72	- 1,47	8,62	5,64	- 2,98
3 ^e trimestre	6,99	4,86	- 2,13	1,95	0,68	- 1,27	8,89	5,20	- 3,62
1977 11 premiers mois	7,31	4,72	- 2,59	1,92	0,51	- 1,41	10,08	5,54	- 4,54
12 mois	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1978 1 ^{er} mois	7,19	5,11	- 2,08	1,77	0,61	- 1,16	7,74	6,77	- 0,97
2 premiers mois	6,77	5,11	- 1,66	2,26	0,59	- 1,67	8,08	5,65	- 2,43
3 premiers mois	6,97	5,04	- 1,93	2,24	0,67	- 1,57	8,49	5,89	- 2,60
4 premiers mois	6,71	4,84	- 1,87	2,22	0,66	- 1,56	8,42	5,80	- 2,62
5 premiers mois	6,95	4,76	- 2,19	2,19	0,66	- 1,53	8,64	5,62	- 3,02
6 premiers mois	7,23	4,84	- 2,39	2,22	0,69	- 1,53	8,55	5,76	- 2,79
7 premiers mois	7,09	4,95	- 2,14	2,13	0,67	- 1,46	8,50	5,76	- 2,74
8 premiers mois	7,12	4,75	- 2,37	2,11	0,66	- 1,45	8,96	5,62	- 3,34
9 premiers mois	7,15	4,85	- 2,30	2,13	0,69	- 1,44	8,67	5,57	- 3,10
10 premiers mois	7,27	4,95	- 2,32	2,11	0,70	- 1,41	8,69	5,72	- 2,97
11 premiers mois	7,30	4,92	- 2,38	2,10	0,72	- 1,38	8,76	5,74	- 3,02

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralément planifiés		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1970	39,61	43,46	+ 3,85	6,93	3,85	- 3,08	0,79	0,81	+ 0,02
1971	44,91	46,56	+ 1,65	6,30	4,08	- 2,22	0,96	0,79	- 0,17
1972	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	- 0,03
1973	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976	95,65	92,48	- 3,17	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1976 3 ^e trimestre	88,82	86,40	- 2,42	19,17	8,83	- 10,34	1,96	2,72	+ 0,76
4 ^e trimestre	100,57	101,61	+ 1,04	17,09	10,95	- 6,14	1,92	2,96	+ 1,04
1977 1 ^{er} trimestre	103,29	99,31	- 3,98	18,90	11,02	- 7,88	2,04	2,58	+ 0,54
2 ^e trimestre	105,02	100,78	- 4,24	17,77	12,20	- 5,57	2,57	2,68	+ 0,11
3 ^e trimestre	90,56	86,91	- 3,65	17,32	11,64	- 5,68	2,26	2,27	+ 0,01
4 ^e trimestre	103,28	99,74	- 3,54	17,10	13,24	- 3,86	2,26	2,23	- 0,03
1978 1 ^{er} trimestre	107,70	99,30	- 8,40	16,59	12,74	- 3,85	2,42	2,62	+ 0,20
2 ^e trimestre	108,72	100,83	- 7,89	16,30	12,73	- 3,57	2,26	2,94	+ 0,70
3 ^e trimestre	97,56	90,80	- 6,76	15,91	12,46	- 3,45	2,07	2,52	+ 0,45
1977 11 premiers mois	100,50	96,03	- 4,47	17,67	11,89	- 5,78	2,28	2,40	+ 0,12
12 mois	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1978 1 ^{er} mois	104,45	96,54	- 7,91	16,04	13,01	- 3,03	2,64	2,41	- 0,23
2 premiers mois	104,84	95,02	- 9,82	16,12	12,39	- 3,73	2,34	2,33	- 0,01
3 premiers mois	107,70	99,30	- 8,40	16,59	12,74	- 3,85	2,42	2,62	+ 0,20
4 premiers mois	107,06	99,19	- 7,87	16,19	12,82	- 3,37	2,32	2,73	+ 0,41
5 premiers mois	107,02	98,80	- 8,22	16,37	12,57	- 3,80	2,36	2,68	+ 0,32
6 premiers mois	108,21	100,06	- 8,15	16,44	12,74	- 3,70	2,34	2,79	+ 0,45
7 premiers mois	105,63	98,45	- 7,18	16,18	12,84	- 3,34	2,29	2,72	+ 0,43
8 premiers mois	104,61	96,26	- 8,35	16,65	12,51	- 4,14	2,22	2,68	+ 0,46
9 premiers mois	104,66	96,97	- 7,69	16,26	12,64	- 3,62	2,25	2,69	+ 0,44
10 premiers mois	106,07	99,10	- 6,97	16,47	13,03	- 3,44	2,30	2,75	+ 0,45
11 premiers mois	106,69	100,01	- 6,68	16,75	13,14	- 3,61	2,28	2,82	+ 0,54

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1970.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977		
							Recettes	Dépenses	Soldo
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 14,0	+ 39,2	+ 29,4	- 6,6	- 30,0	- 68,6	1.153,0	1.268,5	- 115,5
1.12 Travail à façon	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	52,8	11,9	+ 40,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	25,7	—	+ 25,7
1.2 Frets ²	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	66,4	58,4	+ 8,0
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	1,4	2,1	- 0,7
1.4 Autres frais de transport	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	31,3	28,8	+ 2,5
1.5 Déplacements à l'étranger	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	41,8	67,9	- 26,1
1.6 Revenus d'investissements	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	172,8	153,6	+ 19,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	32,5	9,8	+ 22,7
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	15,5	9,7	+ 5,8
1.82 Autres	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	116,9	102,5	+ 14,4
Total 1 ...	+ 42,4	+ 69,6	+ 60,5	+ 39,8	+ 30,7	+ 17,4	1.710,1	1.713,2	- 3,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	15,8	22,3	- 6,5
2.2 Transferts publics	- 10,1	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	28,2	44,6	- 16,4
Total 2 ...	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	- 19,0	44,0	66,9	- 22,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	—	0,6	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	3,8	1,7	+ 2,1
3.12 Avoirs	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	...	1,7	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	3,8	4,0	- 0,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁶	+ 6,2	- 9,8	- 2,2	+ 10,8	+ 15,3	- 10,1	11,8	—	+ 11,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	1,7	2,3	- 0,6
4.22 Intermédiaires financiers du sect. public	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	4,3	0,6	+ 3,7
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	—	18,1	- 18,1
4.2312 Investissements directs ...	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	7,0	19,7	- 12,7
4.2313 Immeubles	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	2,2	6,1	- 3,9
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	—	17,1	- 17,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	5,0	—	+ 5,0
4.2322 Investissements directs ...	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	45,0	5,0	+ 40,0
4.2323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	7,0	1,3	+ 5,7
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 0,8	+ 5,0	+ 2,8	+ 1,0	+ 4,7	+ 9,0	2,5	—	+ 2,5
Total 4 ...	- 2,4	- 29,8	- 16,5	+ 5,5	+ 8,9	- 2,5	86,5	70,2	+ 16,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	+ 4,4	11,2	—	+ 11,2
Total 1 à 5 ...	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	- 2,8	1.855,6	1.854,3	+ 1,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	—	—	+ 9,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	—	—	- 3,7
6.212 Monnaies étrangères ⁷	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	—	—	- 1,9
6.22 Organismes divers	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	—	—	...
6.23 B.N.B. ⁷	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	—	—	- 2,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris, en 1971, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁶ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁷ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1976		1977				1978 p		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	-29,4	- 2,2	-21,4	-33,2	-39,6	-21,3	-16,8	-25,2	-20,5
1.12 Travail à façon	+ 6,0	+ 5,6	+ 9,5	+10,5	+ 9,3	+11,6	+ 7,0	+14,4	+ 9,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 5,8	+ 4,9	+ 6,0	+ 4,9	+ 8,6	+ 6,2	+ 4,6	+ 3,9	...
1.2 Frets ²	+ 1,9	+ 2,4	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,2
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	...
1.5 Déplacements à l'étranger	- 9,1	- 3,5	- 3,8	- 7,3	-12,1	- 2,9	- 5,7	- 6,7	-13,0
1.6 Revenus d'investissements	+ 5,3	+ 7,3	+ 4,6	+ 3,3	+ 6,2	+ 5,1	+ 7,7	+ 2,7	+ 5,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 4,7	+ 3,3	+ 5,4	+ 5,7	+ 5,6	+ 6,0	+ 5,9	+ 6,1	+ 7,1
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,3	+ 1,2
1.82 Autres	+ 4,5	+ 4,4	+ 3,6	+ 3,1	+ 5,2	+ 2,5	+ 3,5	+ 3,4	+ 0,1
<i>Total 1 ...</i>	- 9,2	+24,1	+ 7,5	- 8,9	-11,8	+10,1	+ 9,9	+ 2,2	- 9,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,3	- 1,5	- 1,3	- 1,7	- 1,8	- 1,7	- 2,0	- 1,8	- 1,0
2.2 Transferts publics	- 2,6	- 3,0	- 1,8	- 4,2	- 5,8	- 4,6	- 5,0	- 3,2	- 3,0
<i>Total 2 ...</i>	- 3,9	- 4,5	- 3,1	- 5,9	- 7,6	- 6,3	- 7,0	- 5,0	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	...
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 4,3	- 1,6	+ 8,1
3.12 Avoirs	- 0,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1	- 0,9	- 0,2	- 0,8	...	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 1,0	- 1,2	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8	+ 6,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	+ 1,5	- 6,8	- 3,0	+ 4,8	+ 8,3	+ 1,7	- 7,1	- 3,5	- 5,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation									
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4	- 0,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Val. mobilières	- 1,8	- 4,0	- 2,0	- 6,0	- 4,1	- 6,0	- 4,1	- 2,9	- 6,9
4.2312 Invest. directs	- 0,9	- 3,5	- 0,8	- 7,1	+ 0,5	- 5,3	- 0,9	- 4,7	- 1,6
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,9	- 1,4	- 1,5	- 1,4
4.2314 Autres	- 8,7	- 3,2	- 0,7	- 0,8	- 7,1	- 8,5	+ 0,6	- 5,9	- 7,5
4.232 Investis. et placements étrang. en U.E.B.L. :									
4.2321 Val. mobilières	- 0,2	+ 0,3	...	+ 2,2	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,3	+ 1,5
4.2322 Invest. directs	+ 5,7	+15,3	+ 8,7	+13,1	+ 9,1	+ 9,1	+ 7,6	+ 7,5	+10,7
4.2323 Immeubles	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,7	+ 1,0
4.2324 Autres	- 1,4	+ 3,6	+ 5,8	- 3,2	+ 1,0	- 1,1	+ 4,2	- 5,6	+ 0,2
<i>Total 4 ...</i>	- 5,2	+ 5,6	+11,8	+ 3,6	+ 8,3	- 7,4	+ 1,2	-15,6	-12,9
5. Erreurs et omissions	+ 7,0	+ 1,6	- 3,7	+ 6,9	- 3,8	+11,8	+ 0,8	+ 1,1	- 1,9
Total 1 à 5 ...	-12,3	+25,6	+12,5	- 4,2	-15,1	+ 8,1	+ 8,3	-19,1	-21,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges									
	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,8	- 1,9	- 5,4
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ..	+20,0	-13,1	- 0,3	-17,0	-11,8	+25,4	-10,1	- 4,8	+15,5
6.212 Monnaies étrangères ⁶ ..	+ 2,5	+ 6,8	+ 8,3	- 1,1	-11,9	+ 2,8	+ 1,0	-12,0	- 3,2
6.22 Organismes divers	- 0,5	+ 0,8	+ 1,2	- 1,6	- 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 1,5	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	-35,1	+30,3	+ 2,4	+13,0	+ 3,5	-21,2	+13,4	+ 1,1	-28,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>									
	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles (milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1978			1978		
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Opérations sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations ¹	317,4	342,6	-25,2	286,2	306,7	-20,5
1.12 Travail à façon	17,9	3,5	+14,4	13,3	4,3	+ 9,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,9	—	+ 3,9	...	—	...
1.2 Frets ²	18,0	15,7	+ 2,3	17,1	14,9	+ 2,2
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,5	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	8,5	8,3	+ 0,2	8,2	8,2	...
1.5 Déplacements à l'étranger	12,4	19,1	- 6,7	11,9	24,9	-13,0
1.6 Revenus d'investissements	54,6	51,9	+ 2,7	52,1	47,0	+ 5,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	8,8	2,7	+ 6,1	9,6	2,5	+ 7,1
1.8 Autres :						
1.81 Travailleurs frontaliers	3,9	2,6	+ 1,3	3,6	2,4	+ 1,2
1.82 Autres	28,9	25,5	+ 3,4	28,0	27,9	+ 0,1
<i>Total 1 ...</i>	<u>474,6</u>	<u>472,4</u>	<u>+ 2,2</u>	<u>430,3</u>	<u>439,3</u>	<u>- 9,0</u>
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	4,5	6,3	- 1,8	4,5	5,5	- 1,0
2.2 Transferts publics	6,4	9,6	- 3,2	8,0	11,0	- 3,0
<i>Total 2 ...</i>	<u>10,9</u>	<u>15,9</u>	<u>- 5,0</u>	<u>12,5</u>	<u>16,5</u>	<u>- 4,0</u>
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat ³ :						
3.11 Engagements :						
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	...	...
3.112 Autres opérations	0,3	1,9	- 1,6	9,4	1,3	+ 8,1
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	1,6	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics :						
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	<u>0,3</u>	<u>2,1</u>	<u>- 1,8</u>	<u>9,4</u>	<u>2,9</u>	<u>+ 6,5</u>
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ⁵	—	3,5	- 3,5	—	5,0	- 5,0
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,4	- 0,4	...	0,1	- 0,1
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	0,4	...	+ 0,4	0,3	4,1	- 3,8
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	2,9	- 2,9	—	6,9	- 6,9
4.2312 Investissements directs .....	...	4,7	- 4,7	0,6	2,2	- 1,6
4.2313 Immeubles	0,6	2,1	- 1,5	0,5	1,9	- 1,4
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	5,9	- 5,9	—	7,5	- 7,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiffres nets)	0,3	—	+ 0,3	1,5	—	+ 1,5
4.2322 Investissements directs	8,2	0,7	+ 7,5	11,5	0,8	+10,7
4.2323 Immeubles	1,3	0,6	+ 0,7	1,5	0,5	+ 1,0
4.2324 Autres (chiffres nets)	—	5,6	- 5,6	0,2	—	+ 0,2
<i>Total 4 ...</i>	<u>10,8</u>	<u>26,4</u>	<u>-15,6</u>	<u>16,1</u>	<u>29,0</u>	<u>-12,9</u>
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,1	—	+ 1,1	—	1,9	- 1,9
Total 1 à 5 ...	<u>497,7</u>	<u>516,8</u>	<u>-19,1</u>	<u>468,3</u>	<u>489,6</u>	<u>-21,3</u>
6. Financement du total :						
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges ...						
	—	—	- 1,9	—	—	- 5,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 4,8	—	—	+15,5
6.212 Monnaies étrangères ⁶	—	—	-12,0	—	—	- 3,2
6.22 Organismes divers	—	—	- 1,5	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	+ 1,1	—	—	-28,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>						
	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 0.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 4. — BALANCE RESUMEE DES PAIEMENTS
 Soldes trimestriels cumulés et soldes mensuels les plus récents
 (milliards de francs)

	1977		1978 p	
	3 premiers trimestres	octobre-novembre	3 premiers trimestres	octobre-novembre
1. Opérations courantes :				
1.1 Opérations sur marchandises	- 45,4	+ 5,5	- 23,6	-----
1.2 Services	+ 32,2	+ 9,5	+ 26,7	+ 6,4
1.3 Transferts	- 16,6	- 3,4	- 16,0	- 3,3
Total 1 ...	- 29,8	+ 11,6	- 12,9	- 3,3
2. Mouvement des crédits commerciaux ¹	+ 10,1	- 4,5	- 15,6	
3. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers	+ 13,6	- 6,8	- 11,7	- 0,9
4. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	- 0,1	...	+ 8,1	+ 8,4
5. Erreurs et omissions	- 0,6	+ 9,3	...	+ 8,5
Total 1 à 5 ...	- 6,8	+ 9,6	- 32,1	+ 12,7
6. Financement du total :				
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+ 8,7	+ 1,5	- 4,5	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :				
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :				
6.211 Francs belges et luxembourgeois	- 29,1	+ 14,5	+ 0,6	- 3,4
6.212 Monnaies étrangères ³	- 4,7	+ 0,6	- 14,2	+ 7,7
6.22 Organismes divers	- 0,6	+ 0,7	+ 0,3	+ 3,2
6.23 B.N.B. ³	+ 18,9	- 7,7	- 14,3	+ 0,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—

¹ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique G.

² Autres que les organismes principalement monétaires.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1974	1975	1976	1977	1977		1978 p		
					3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+39,8	+30,7	+17,4	- 3,1	-11,8	+10,1	+ 9,9	+ 2,2	- 9,0
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	-14,6	-21,5	-19,0	-22,9	- 7,6	- 6,3	- 7,0	- 5,0	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8	+ 6,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,0	- 1,6	- 0,8	- 0,3	- 1,1	- 0,1	+ 0,8
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	- 7,5
4. Mouvement des crédits commerciaux :									
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	-10,1	- 6,4	-10,9	-17,6	+ 4,0	-15,7	...	- 3,0	+ 2,8
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+10,8	+15,3	-10,1	+11,8	+ 8,3	+ 1,7	- 7,1	- 3,5	- 5,0
5. Mouvement des autres capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
5.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 5,3	- 6,4	+ 7,6	+ 4,5	...	- 9,1	+ 8,3	-12,1	- 9,3
5.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
5.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
5.211 Créances en monnaies étrangères	-21,7	-57,0	-23,0	-19,4	- 3,2	-10,7	- 2,4	+ 2,5	-14,1
5.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-13,9	- 3,2	-15,8	-82,0	- 5,2	-72,2	+15,2	+11,9	-26,0
5.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
5.221 Endettement en monnaies étrangères	+14,1	+52,5	+14,6	+29,6	+ 1,0	+17,0	+ 4,7	+ 1,6	+ 9,2
5.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,5	- 5,0	+24,0	+87,8	+ 9,5	+62,0	-12,5	- 0,3	+24,1
6. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
6.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 6,5	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+ 4,0	-18,4	+16,5	+ 8,7	-22,4
6.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	-10,0	+ 9,8	- 9,6	- 8,5	- 3,2	+ 5,8	- 2,9	- 1,2	+ 0,3
7. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
7.1 Augment. (-) ou diminit. (+) de la position au comptant ³	- 8,5	- 5,3	- 8,8	- 8,2	+ 4,8	- 6,4	+ 0,2	+ 9,2	+ 4,9
7.2 Augment. (-) ou diminit. (+) de la position à terme	+12,4	- 1,2	+ 1,4	+ 2,7	- 1,1	+ 4,4	+ 0,2	-10,4	+ 1,6
8. Erreurs et omissions :									
8.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 3,7	+11,2	+ 4,4	+11,2	- 3,8	+11,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,5
8.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	+ 1,2	+ 6,9	- 0,9	- 1,6	- 0,4	+ 2,1
Total 1 à 8 ...	+13,4	+18,8	-24,6	- 8,6	+ 1,6	-27,3	+24,6	- 0,6	-45,5
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
9.1 Encaisse en or .....	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,2	...	...	...
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	- 0,9	- 1,8	- 0,8	- 1,6	- 2,5	- 1,3
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M.	- 3,5	...	...	-23,9	...	-23,9	+23,6	...	-28,1
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
9.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+17,7	+13,9	-26,2	+15,9	+ 5,3	- 3,9	+ 2,9	+ 2,3	- 7,6
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+15,3	+ 1,2	+12,0	...	...	...	...	...	- 7,5
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
9.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	- 0,1	- 1,9	+ 1,1	- 0,3	- 0,4	- 1,0
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	-14,3	- 0,8	-12,0	...	...	...	...	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 4.1.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
Paiements d'importations										
1970	23,8	18,3	9,4	6,0	8,1	3,1	0,1	68,8	21,5	9,7
1971	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1976 6 premiers mois	25,1	18,3	10,4	8,6	5,7	1,9	0,4	70,4	24,4	5,2
9 premiers mois	25,3	18,4	10,2	8,4	5,1	1,9	0,3	69,6	25,2	5,2
1977 3 premiers mois	26,8	18,2	10,0	8,5	3,8	1,8	0,3	69,4	26,1	4,5
6 premiers mois	27,0	17,8	9,9	8,6	3,7	1,8	0,3	69,1	26,3	4,6
9 premiers mois	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
1978 3 premiers mois	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
6 premiers mois	28,2	18,8	11,1	8,6	4,4	2,0	0,4	73,5	21,5	5,0
9 premiers mois	27,6	18,9	11,3	8,5	4,4	2,0	0,3	73,0	22,0	5,0
Recettes d'exportations										
1970	45,7	17,7	7,7	6,7	2,6	0,7	...	81,1	14,9	4,0
1971	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1976 6 premiers mois	48,2	17,4	11,1	6,5	1,9	1,3	...	86,4	11,5	2,1
9 premiers mois	47,6	17,7	11,3	6,5	1,9	1,2	0,2	86,4	11,4	2,2
1977 3 premiers mois	46,5	16,2	10,8	6,8	2,2	1,4	0,1	84,0	13,5	2,5
6 premiers mois	46,1	16,0	10,7	6,8	2,1	1,5	0,2	83,4	14,0	2,6
9 premiers mois	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7
1978 3 premiers mois	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8
6 premiers mois	44,7	17,1	11,6	7,3	2,2	1,3	0,2	84,4	12,7	2,9
9 premiers mois	44,1	17,0	12,1	7,3	2,3	1,3	0,2	84,3	12,8	2,9

¹ Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XI.IIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes moné-

taires » de la partie « Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIIIe année, vol. I, no 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIIIe année, tome I, no 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIIIe année, tome II, no 3 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977 ». — LIVe année, Tome I no 1 : « Réformes des données publiées au Chapitre IX ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 janvier 1979

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 couronne danoise	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	15,3665	16,0740	14,18	14,8325	5,4445	5,6950
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,221	6,508	—	—	0,90225	0,94375	0,34645	0,36235
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	1,0596	1,10835	—	—	0,375425	0,3927
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	17,5585	18,3665	2,7596	2,8866	2,54645	2,66365	—	—

X - 2a. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire
1971 ²	49,65	{ 13,66 ¹ 14,21 ³	—	9,00	120,00	7,97	49,04	{ 13,80 ¹ 13,99 ³	9,62	{ 11,54 ¹ 12,15 ³	71,38	6,63	{ 191,99 ¹ 199,07 ³	6,97	11,89	174,50	100,01
1971 ⁴	46,92	14,07	—	8,49	116,64	7,67	46,61	13,95	9,36	11,83	68,21	6,45	194,00	6,84	11,30	172,52	93,79
1971 ⁵	45,19	13,81	—	8,64	115,24	7,61	45,20	13,83	9,27	11,57	68,67	6,38	191,03	6,74	10,93	167,08	90,22
1972	44,01	13,80	—	8,73	{ 114,62 ⁶ 105,88 ⁷	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03
1973 ⁸	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10
1973 ⁹	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69
1973 ¹⁰	38,05	{ 14,23 ¹¹ 15,17 ¹²	—	8,76	93,72	6,53	38,03	{ 13,75 ¹³ 14,48 ¹⁴	8,87	12,37	66,36	6,46	{ 194,99 ¹⁵ 205,99 ¹⁶	{ 6,74 ¹⁷ 7,11 ¹⁸	10,15	160,66	76,10
1974	38,95	15,06	13,39	{ 8,68 ¹⁹ 8,07 ²⁰	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61
1976	38,60	{ 15,34 ²¹ 15,31 ²²	13,04	{ 8,76 ²³ 7,93 ²⁴	69,85	4,67	39,17	14,61	{ 8,89 ²¹ 8,76 ²²	15,45	{ 65,76 ²⁵ 56,91 ²⁶	{ 6,42 ²¹ 6,25 ²²	215,39	{ 7,10 ²¹ 7,00 ²²	10,01	128,71	{ 78,49 ²⁷ 44,25 ²⁸
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	{ 8,71 ²⁹ 8,21 ³⁰ 7,31 ³¹	14,95	{ 52,88 ³² 42,00 ³³	{ 6,24 ²⁹ 5,98 ³⁰ 5,76 ³¹	216,99	{ 6,98 ²⁹ 6,81 ³⁰ 6,47 ³¹	{ 9,64 ³⁴ 8,67 ³⁵	{ 114,34 ³⁶ 90,69 ³⁷	41,84
1978	31,49	{ 15,65 ³⁸ 15,77 ³⁹	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	{ 5,72 ³⁸ 5,68 ³⁹	216,97	{ 6,38 ⁴⁰ 5,98 ⁴¹ 5,89 ⁴² 5,81 ⁴³	{ 8,19 ⁴⁰ 7,58 ⁴⁴	{ 79,30 ⁴⁵ 68,45 ⁴⁶	{ 39,56 ⁴⁷ 31,12 ⁴⁸ 29,21 ⁴⁹

1 Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.
 2 Moyenne du 1er janvier au 13 août 1971.
 3 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971. Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.
 4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.
 5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.
 6 Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.
 7 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.
 8 Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.
 9 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.
 10 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
 11 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
 12 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
 13 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
 14 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
 15 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
 16 Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.
 17 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
 18 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
 19 Moyenne du 1er au 13 janvier 1974.
 20 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.
 21 Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.
 22 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.
 23 Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.
 24 Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

25 Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.
 26 Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.
 27 Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.
 28 Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.
 29 Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.
 30 Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.
 31 Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.
 32 Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.
 33 Moyenne du 16 juillet au 31 décembre 1977.
 34 Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.
 35 Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.
 36 Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.
 37 Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.
 38 Moyenne du 1er janvier au 13 octobre 1978.
 39 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1978.
 40 Moyenne du 1er janvier au 10 février 1978.
 41 Moyenne du 13 février au 13 octobre 1978.
 42 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.
 43 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.
 44 Moyenne du 13 février au 31 décembre 1978.
 45 Moyenne du 1er janvier au 5 mai 1978.
 46 Moyenne du 8 mai au 31 décembre 1978.
 47 Moyenne du 1er janvier au 31 octobre 1978.
 48 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1er au 9 novembre.
 49 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

X - 2b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire
1976 4 ^e trim.	36,89	{ 15,36 ¹ 15,31 ²	12,58	7,40	61,02	4,28	37,18	14,66	{ 8,81 ¹ 8,76 ²	15,09	54,10	{ 6,40 ¹ 6,25 ²	215,80	{ 7,05 ¹ 7,00 ²	9,63	117,71	42,64
1977 1 ^{er} trim.	36,75	15,35	12,90	7,39	62,99	4,16	35,68	14,69	8,71	14,58	53,45	6,24	216,07	6,98	9,65	{ 114,34 ³ 94,86 ⁴	42,50
2 ^e trim.	36,16	15,32	13,15	7,30	62,17	4,08	34,36	14,65	{ 8,72 ⁵ 8,27 ⁶	14,41	52,41	{ 6,26 ⁵ 6,01 ⁶	215,44	{ 6,98 ⁵ 6,85 ⁶	{ 9,17 ⁷ 8,89 ⁸	93,63	42,01
3 ^e trim.	35,64	15,43	13,40	7,29	61,88	4,04	33,32	14,54	{ 8,13 ⁹ 7,38 ¹⁰	14,87	{ 51,52 ¹¹ 41,98 ¹²	{ 5,94 ⁹ 5,80 ¹⁰	217,23	{ 6,74 ⁹ 6,53 ¹⁰	8,73	90,93	41,58
4 ^e trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26
1978 1 ^{er} trim.	32,27	15,55	13,59	6,79	62,22	3,74	29,01	14,51	6,96	16,72	40,14	5,68	216,32	{ 6,38 ¹³ 5,96 ¹⁴	{ 8,19 ¹⁵ 7,59 ¹⁶	80,15	39,41
2 ^e trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	{ 76,88 ¹⁹ 72,04 ²⁰	39,79
3 ^e trim.	31,63	15,75	16,42	7,21	61,05	3,77	27,68	14,55	7,08	18,87	42,04	5,74	218,34	5,98	7,67	69,77	40,02
4 ^e trim.	29,60	{ 15,76 ²¹ 15,77 ²⁵	15,56	6,89	58,68	3,56	25,12	14,54	6,81	18,20	41,88	{ 5,69 ²¹ 5,68 ²⁷	215,91	{ 5,94 ²¹ 5,89 ²⁸ 5,81 ²⁶	7,42	64,87	{ 38,13 ²⁹ 31,12 ³⁰ 29,21 ³¹
1978 Janv. ...	32,84	15,51	13,64	6,96	63,50	3,77	29,83	14,47	7,04	16,52	40,73	5,69	216,17	6,38	8,18	81,88	39,88
Févr. .	32,30	15,56	13,46	6,68	62,66	3,76	29,02	14,51	6,96	16,97	40,07	5,69	216,60	{ 6,37 ¹³ 5,97 ¹⁴	{ 8,21 ¹³ 7,57 ¹⁴	80,56	39,39
Mars ...	31,66	15,57	13,68	6,72	60,44	3,70	28,16	14,56	6,88	16,69	39,59	5,66	216,21	5,94	7,60	77,95	38,93
Avril	31,78	15,59	14,36	6,94	58,86	3,71	27,85	14,60	6,92	16,73	39,70	5,67	216,60	5,93	7,60	76,86	39,15
Mai ...	32,88	15,60	14,55	7,07	59,74	3,78	29,43	14,59	7,07	16,75	40,55	5,77	217,05	6,04	7,69	{ 77,00 ¹⁷ 72,52 ¹⁸	39,96
Juin ..	32,69	15,69	15,27	7,14	60,05	3,81	29,16	14,63	7,09	17,35	41,19	5,80	218,24	6,05	7,64	71,67	40,18
Juillet .	32,37	15,76	16,22	7,29	61,31	3,82	28,79	14,60	7,13	17,96	41,72	5,78	218,77	6,00	7,71	71,24	40,47
Août ...	31,50	15,74	16,68	7,23	61,03	3,76	27,64	14,53	7,09	18,82	42,06	5,72	218,31	5,98	7,66	69,65	40,01
Sept. ...	31,06	15,76	16,35	7,12	60,81	3,74	26,67	14,51	7,02	19,78	42,31	5,72	217,94	5,96	7,63	68,50	39,59
Oct.	29,08	{ 15,76 ²¹ 15,78 ²²	15,82	6,90	58,34	3,58	24,59	14,51	6,78	18,89	41,60	{ 5,69 ²¹ 5,67 ²²	216,41	{ 5,94 ²¹ 5,86 ²²	7,39	65,45	38,13
Nov. ...	29,95	15,72	15,61	6,87	58,67	3,55	25,54	14,52	6,84	17,87	42,07	5,69	214,94	5,91	7,46	64,75	{ 31,12 ²³ 29,41 ²⁴
Déc. ...	29,81	15,83	15,20	6,90	59,09	3,54	25,28	14,60	6,80	17,77	42,00	5,68	216,38	{ 5,91 ²⁵ 5,81 ²⁶	7,42	64,33	29,18
1979 Janv. .	29,15	15,78	14,76	6,87	58,46	3,49	24,51	14,61	6,71	17,46	41,72	5,69	215,44	5,76	7,36	62,55	{ 28,57 ²⁵ 18,84 ³³

1 Moyenne du 1^{er} au 15 octobre 1976.

2 Moyenne du 13 octobre au 31 décembre 1976.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

4 Moyenne du 1^{er} au 31 mars 1977.

5 Cours du 1^{er} avril 1977.

6 Moyenne du 4 avril au 30 juin 1977.

7 Moyenne du 1^{er} au 4 avril 1977.

8 Moyenne du 5 avril au 30 juin 1977.

9 Moyenne du 1^{er} juillet au 26 août 1977.

10 Moyenne du 29 août au 30 septembre 1977.

11 Moyenne du 1^{er} au 8 juillet 1977.

12 Moyenne du 11 juillet au 30 septembre 1977.

13 Moyenne du 1^{er} au 10 février 1978.

14 Moyenne du 13 au 28 février 1978.

15 Moyenne du 1^{er} janvier au 10 février 1978.

16 Moyenne du 13 février au 31 mars 1978.

17 Moyenne du 1^{er} au 5 mai 1978.

18 Moyenne du 8 au 31 mai 1978.

19 Moyenne du 1^{er} avril au 5 mai 1978.

20 Moyenne du 8 mai au 30 juin 1978.

21 Moyenne du 1^{er} au 13 octobre 1978.

22 Moyenne du 16 au 31 octobre 1978.

23 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

24 Moyenne du 28 au 30 novembre 1978.

25 Moyenne du 1^{er} au 11 décembre 1978.

26 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

27 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

28 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

29 Moyenne du 1^{er} au 31 octobre 1978.

30 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

31 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

32 Cours du 2 janvier 1979.

33 Moyenne du 3 au 31 janvier 1979.

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)		
1971 2	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 3	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 4	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 5	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 6	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 7	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1976 4 ^e trimestre	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1977 1 ^{er} trimestre	36,75	36,82	36,90	+ 2,93	+ 2,82
2 ^e trimestre	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
3 ^e trimestre	35,64	35,72	35,76	+ 0,23	+ 0,22
4 ^e trimestre	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1978 1 ^{er} trimestre	32,27	32,27	32,36	+ 0,18	+ 0,07
2 ^e trimestre	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
3 ^e trimestre	31,63	32,46	32,53	- 1,24	- 1,82
4 ^e trimestre	29,60	30,57	30,62	- 0,57	- 1,68
1978 Janvier	32,84	32,84	32,93	+ 1,19	+ 0,95
Février	32,30	32,29	32,35	+ 0,13	+ 0,01
Mars	31,66	31,65	31,74	- 0,85	- 0,79
Avril	31,78	31,81	31,88	- 1,79	- 1,76
Mai	32,88	32,96	33,04	- 2,09	- 2,06
Juin	32,69	32,81	32,86	- 2,72	- 2,71
Juillet	32,37	32,79	32,86	- 2,55	- 2,52
Août	31,50	32,40	32,50	- 0,29	- 1,23
Septembre	31,06	32,21	32,26	- 0,95	- 1,74
Octobre	29,08	30,72	30,74	+ 1,60	- 0,99
Novembre	29,95	30,65	30,74	- 1,73	- 2,15
Décembre	29,81	30,31	30,33	- 1,92	- 2,00
1979 Janvier	29,15	29,66	29,70	- 2,49	- 2,26

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

3 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

4 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

5 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

6 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

7 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1971	99,6	99,7	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972	103,5	104,0	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,0	106,3	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,4	107,2	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,1	108,9	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,5	110,7	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977	116,8	117,3	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1978	121,9	122,3	114,9	78,6	153,1	158,9	98,6	63,9	55,7	124,5	98,3	198,6	114,8	108,3
1976 4 ^e trimestre	115,4	116,1	111,0	88,0	139,1	116,9	98,4	60,4	61,1	120,8	113,4	160,5	117,3	119,9
1977 1 ^{er} trimestre	115,1	116,1	111,1	88,0	140,0	120,3	98,5	62,7	59,4	121,2	112,8	155,4	116,6	119,1
2 ^e trimestre	116,3	117,4	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
3 ^e trimestre	117,0	118,1	112,4	86,8	144,0	129,0	99,0	62,7	58,6	121,5	104,4	161,5	113,1	116,2
4 ^e trimestre	117,4	118,5	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1978 1 ^{er} trimestre	121,2	122,6	116,0	81,9	152,6	141,0	95,9	66,3	56,7	125,2	98,0	190,8	114,1	111,7
2 ^e trimestre	120,4	121,7	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	188,1	115,0	107,7
3 ^e trimestre	119,6	121,0	113,0	76,6	150,5	171,5	100,3	63,3	55,7	122,4	98,2	207,0	113,4	105,8
4 ^e trimestre	123,2	125,1	116,3	75,2	158,0	171,2	99,2	63,6	54,4	126,1	98,8	208,6	116,6	108,0
1978 Janvier	120,0	121,4	115,0	82,4	150,1	139,3	97,6	66,9	56,4	123,8	97,6	187,0	112,8	114,5
Février	121,5	122,8	116,3	82,2	153,1	139,4	94,2	66,9	57,0	125,3	98,1	195,3	114,3	111,5
Mars	122,2	123,7	116,7	81,2	154,6	144,3	95,8	65,0	56,6	126,4	98,2	190,1	115,1	109,0
Avril	121,6	123,1	115,7	80,5	153,2	150,8	98,5	62,6	56,1	125,6	98,1	188,9	115,1	107,8
Mai	120,0	121,4	114,1	81,6	150,6	148,7	98,8	62,4	56,2	124,0	98,1	185,1	115,1	108,0
Juin	119,5	120,8	113,3	80,0	150,1	156,5	99,2	62,2	56,2	123,6	98,0	190,2	114,8	107,4
Juillet	118,6	120,1	112,3	77,9	149,4	166,5	100,7	63,0	56,0	122,2	97,9	195,0	113,4	105,5
Août	119,5	121,1	112,9	76,0	150,4	175,1	100,5	63,3	55,5	122,4	98,3	207,1	113,1	105,9
Septembre	120,2	121,9	113,7	76,0	151,7	172,9	99,6	63,5	55,6	122,6	98,5	219,0	113,7	106,1
Octobre	123,3	125,3	116,6	73,9	158,2	175,9	99,6	63,4	55,0	125,6	98,8	217,4	116,9	108,5
Novembre	123,3	125,2	116,1	75,7	157,3	171,2	98,6	63,4	54,1	126,2	98,9	204,7	116,4	108,2
Décembre	123,0	125,1	116,2	76,0	158,5	166,5	99,5	64,1	54,1	126,4	98,7	203,7	116,6	107,3
1979 Janvier	^p 124,1	^p 127,0												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Lille année, tome I, no 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».*

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹
1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE
RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : *Ministère des Finances.*

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976	657,1	711,4	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	-131,6
1977 3 premiers mois	146,4	237,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	-114,4
6 premiers mois	327,0	452,5	-125,5	4,3	47,8	- 43,5	-169,0
9 premiers mois	523,5	633,1	-109,6	6,5	71,1	- 64,6	-174,2
12 mois	747,8	822,9	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	-161,7
1978 1 ^{er} mois	68,9	96,8	- 27,9	0,8	9,2	- 8,4	- 36,3
2 premiers mois	124,5	195,1	- 70,6	1,6	15,8	- 14,2	- 84,8
3 premiers mois	181,3	281,4	-100,1	2,4	25,4	- 23,0	-123,1
4 premiers mois	265,7	361,0	- 95,3	3,1	33,2	- 30,1	-125,4
5 premiers mois	329,2	449,0	-119,8	3,8	39,8	- 36,0	-155,8
6 premiers mois	400,7	538,3	-137,6	4,8	50,2	- 45,4	-183,0
7 premiers mois	506,9	624,1	-117,2	5,6	60,4	- 54,8	-172,0
8 premiers mois	569,1	688,5	-119,4	6,5	70,4	- 63,9	-183,3
9 premiers mois	630,8	759,4	-128,6	7,5	78,2	- 70,7	-199,3
10 premiers mois	724,4	834,9	-110,5	8,5	87,2	- 78,7	-189,2
11 premiers mois	784,6	887,5	-102,9	9,3	96,2	- 86,9	-189,8
12 mois	879,3	960,3	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	-178,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis 1978 les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortisse- ments de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (18) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(8)	(4) = (1) + (2) + (8)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
12 mois	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9
1977 3 premiers mois	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9
6 premiers mois	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1
9 premiers mois	-174,2	+ 6,1	- 35,3	-203,4	...	-203,4	+151,4	+ 8,7	+ 51,3	+ 4,1	...	- 12,1	+ 52,0
11 premiers mois	-177,3	+ 0,9	- 43,7	-220,1	...	-220,1	+178,7	+ 12,1	+ 36,5	+ 4,9	...	- 12,1	+ 41,4
12 mois	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres			
1978 1 ^{er} mois	- 36,3	+ 3,2	- 6,9	- 40,0	...	- 40,0	+ 2,0	- 3,1	- 2,8	+ 33,5	+ 10,4	...	+ 38,0
2 premiers mois	- 84,8	+ 4,2	- 10,0	- 90,6	...	- 90,6	+ 58,7	...	- 2,2	+ 27,7	+ 6,4	...	+ 31,9
3 premiers mois	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	+ 66,4
4 premiers mois	-125,4	+ 10,5	- 17,8	-132,7	...	-132,7	+ 66,1	...	+ 10,0	+ 46,0	+ 10,8	...	+ 66,6
5 premiers mois	-155,8	+ 5,7	- 21,8	-171,9	...	-171,9	+115,3	...	+ 14,6	+ 35,6	+ 6,6	...	+ 56,6
6 premiers mois	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 34,2	+ 42,9	+ 9,1	...	+ 85,8
7 premiers mois	-172,0	+ 9,2	- 31,3	-194,1	...	-194,1	+114,3	...	+ 32,7	+ 41,8	+ 5,7	...	+ 79,8
8 premiers mois	-183,3	+ 6,8	- 35,7	-212,2	...	-212,2	+114,3	...	+ 23,3	+ 66,7	+ 6,7	...	+ 97,9
9 premiers mois	-199,3	+ 7,8	- 40,9	-232,4	...	-232,4	+164,9	...	+ 25,9	+ 33,7	- 0,9	+ 7,6	+ 67,5
10 premiers mois	-189,2	+ 8,9	- 47,2	-227,5	...	-227,5	+164,8	...	+ 17,6	+ 29,5	+ 2,0	+ 12,5	+ 62,7
11 premiers mois	-189,8	- 0,4	- 52,3	-242,5	...	-242,5	+164,8	...	+ 20,7	+ 43,3	- 1,5	+ 12,5	+ 77,7

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépendes budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 16,7	+108,7	+ 0,6
1976 9 premiers mois	-155,9	+ 4,7	-151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 70,9	+150,9	+ 0,3
12 mois	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 45,4	+123,4	+ 9,7
1977 3 premiers mois	-114,4	+ 7,6	-106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 73,0	+104,9	+ 1,9
6 premiers mois	-169,0	+ 7,8	-161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 86,1	+157,0	+ 4,2
9 premiers mois	-174,2	+ 2,7	-171,5	+119,9	- 6,1	+ 60,8	+174,6	- 3,1
11 premiers mois	-177,3	- 3,4	-180,7	+139,8	- 6,7	+ 50,6	+183,7	- 3,0
12 mois	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	- 6,7	+ 44,2	+172,2	- 4,8
1978 1 ^{er} mois	- 36,3	+ 3,7	- 32,6	- 5,4	...	+ 28,6	+ 23,2	+ 9,4
2 premiers mois	- 84,8	+ 4,4	- 80,4	+ 48,5	+ 0,1	+ 23,6	+ 72,2	+ 8,2
3 premiers mois	-123,1	+ 5,0	-118,1	+ 51,6	- 0,2	+ 57,9	+109,3	+ 8,8
4 premiers mois	-125,4	+ 9,6	-115,8	+ 49,1	- 0,2	+ 58,0	+106,9	+ 8,9
5 premiers mois	-155,8	+ 3,6	-152,2	+ 95,7	- 0,2	+ 51,3	+146,8	+ 5,4
6 premiers mois	-183,0	+ 7,5	-175,5	+ 89,9	- 0,2	+ 76,5	+166,2	+ 9,3
7 premiers mois	-172,0	+ 5,8	-166,2	+ 86,6	- 0,2	+ 69,5	+155,9	+ 10,3
8 premiers mois	-183,3	+ 3,4	-179,9	+ 82,3	- 0,2	+ 79,8	+161,9	+ 18,0
9 premiers mois	-199,3	+ 4,5	-194,8	+127,7	- 0,3	+ 44,4	+171,8	+ 23,0
10 premiers mois	-189,2	+ 4,4	-184,8	+122,7	- 0,4	+ 36,2	+158,5	+ 26,3
11 premiers mois	-189,8	- 5,4	-195,2	+118,1	- 0,4	+ 44,7	+162,4	+ 32,8

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

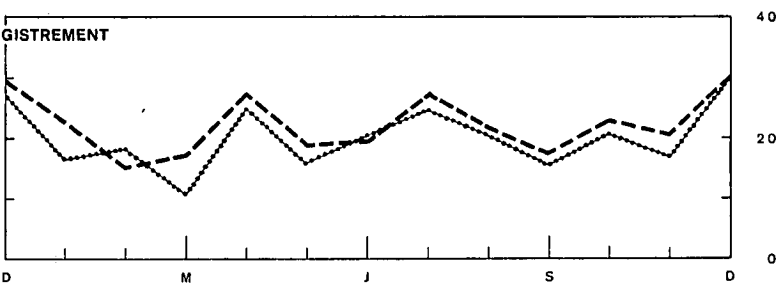
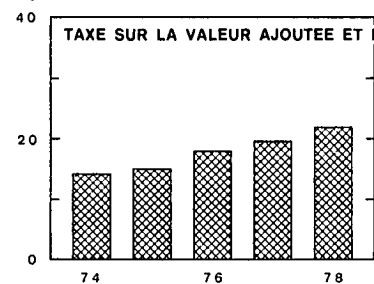
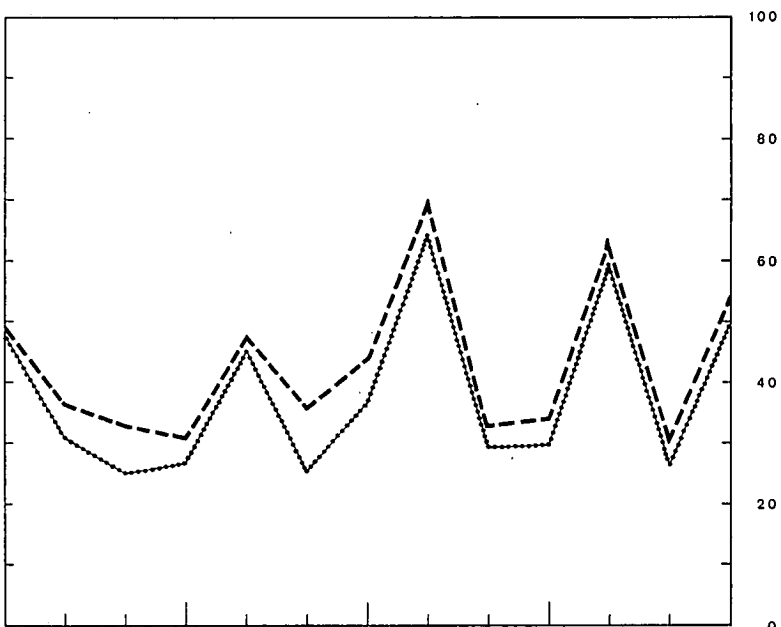
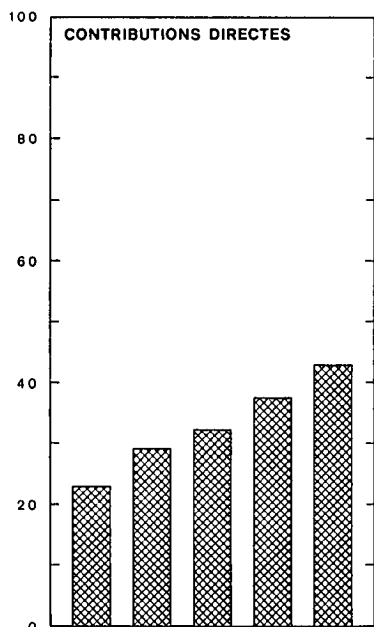
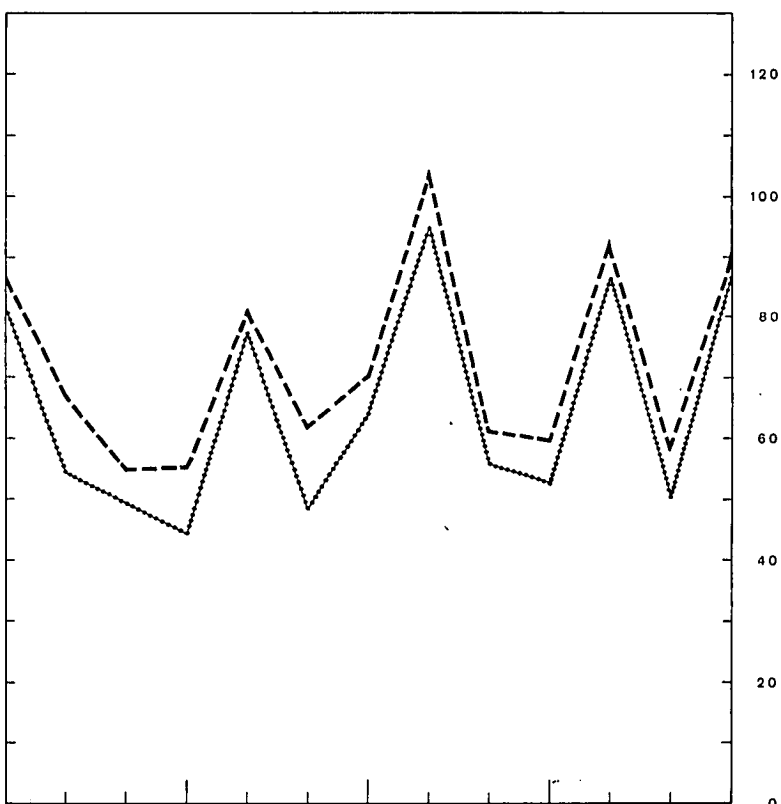
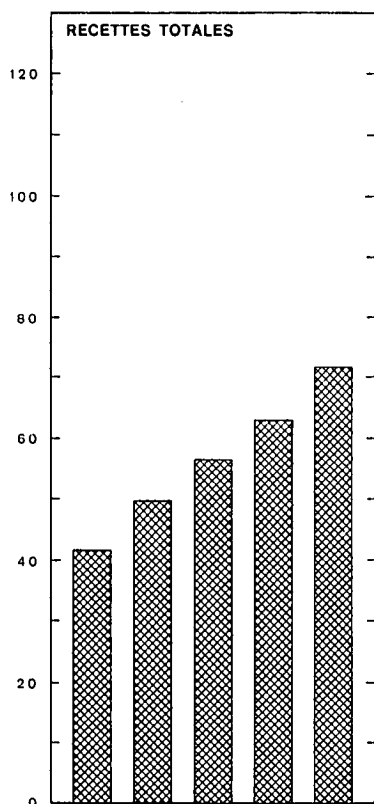
XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois

----- 1977

----- 1978



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	173,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1977	448,2	72,1	236,7	757,0	104,0	7,9	764,9
1978	514,0	73,4	264,9	852,3	108,8	9,5	861,8
1976 4 ^e trimestre	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	243,5
1977 1 ^{er} trimestre	82,7	17,5	45,9	146,1	2,5	2,0	148,1
2 ^e trimestre	107,2	18,6	61,7	187,5	23,9	1,9	189,4
3 ^e trimestre	122,7	17,4	61,2	201,3	29,9	2,1	203,4
4 ^e trimestre	135,6	18,6	67,8	222,1	47,7	1,9	224,0
1978 1 ^{er} trimestre	101,1	18,3	56,3	175,7	1,6	2,3	178,0
2 ^e trimestre	127,5	18,2	66,7	212,4	24,1	2,0	214,4
3 ^e trimestre	136,9	19,0	67,3	223,2	31,0	2,7	225,9
4 ^e trimestre	148,5	17,9	74,6	241,0	52,0	2,5	243,5
1977 Décembre	49,3	7,1	29,9	86,3	20,4	0,7	87,0
1978 Janvier	36,7	6,8	23,1	66,6	0,9	0,8	67,4
Février	33,1	5,6	15,7	54,4	...	0,7	55,1
Mars	31,3	5,9	17,5	54,7	0,7	0,8	55,5
Avril	47,5	5,8	27,7	81,0	22,0	0,6	81,6
Mai	36,3	6,5	18,9	61,7	0,3	0,6	62,3
Juin	43,7	5,9	20,1	69,7	1,8	0,8	70,5
Juillet	69,9	6,1	27,5	103,5	29,2	0,8	104,3
Août	33,0	5,8	22,0	60,8	0,3	0,9	61,7
Septembre	34,0	7,1	17,8	58,9	1,5	1,0	59,9
Octobre	63,4	5,2	23,2	91,8	28,3	0,9	92,7
Novembre	31,3	6,2	21,0	58,5	0,8	0,8	59,3
Décembre	53,8	6,5	30,4	90,7	22,9	0,8	91,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Il est à noter que certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds

Spécial des Communes et aux Communautés Européennes. Les recettes ne comprennent pas les droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1978 ²		1977 : Décembre ²		1978 : Décembre	
	Recettes effectuées	Évaluations	Recettes effectuées	Évaluations	Recettes effectuées	Évaluations
A. Recettes courantes :						
I. Contributions directes	514,0	534,9	49,3	59,2	53,8	60,4
précompte immobilier	1,5	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	41,2	37,5	1,9	1,9	2,4	2,3
versements anticipés	108,8	125,5	20,4	23,4	22,9	25,5
impôts de sociétés (rôles)	7,0	5,0	0,8	1,6	0,7	0,7
impôts de personnes physiques (rôles)	50,0	41,0	3,4	5,3	3,3	3,2
précompte professionnel	293,5	311,7	20,8	24,7	22,7	26,5
divers	12,0	12,8	1,9	2,2	1,7	2,1
II. Douanes et accises	71,7	73,6	7,1	6,7	6,5	6,6
III. T.V.A. et enregistrement	264,6	299,9	29,9	32,4	30,4	35,2
B. Recettes en capital	9,5	9,7	0,7	0,7	0,8	0,9
Total ...	859,8	918,1	87,0	99,0	91,5	103,1
Différence par rapport aux évaluations ...	- 58,3		- 12,0		- 11,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les recettes affectées qui à partir de 1978 sont réintégrées dans le budget (cf. note ³ du tableau XI-4).

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le ann-c, vol. I, no 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,8	—	—	—	5,6	155,9	—	10,5	—	15,9	0,8	189,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	19,8	—	—	—	—	309,1	—	2,1	—	6,3	—	337,3	
	Obligations	58,2	—	—	—	—	9,9	—	22,4	32,8	—	—	123,3	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	1,0	—	—	340,6	83,1	311,2	—	—	736,2
	Divers	—	7,0	8,6	—	79,0	—	—	—	0,6	31,2	0,1	—	126,5
	(Actions et parts)	(430,5)	(4,1)	(0,9)	—	(0,1)	(...)	(3,1)	(—)	(2,1)	(8,2)	(...)	(...)	(449,0)
	Total ...	78,0	8,1	8,6	—	80,0	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	0,8	1.512,8
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,3	0,5	—	0,9	—	1,9	—	3,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	0,8	0,7	—	2,0	—	14,0	—	17,8
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,6	—	—	—	—	—	5,6
	Obligations accessibles à tout placeur	26,5	2,5	—	0,2	0,3	0,6	15,5	1,8	14,7	8,8	1,7	—	72,6
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	0,1	0,5	12,1	—	8,7	6,7	5,5	2,7	36,5
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	3,8	—	—	0,6	0,2	43,7	—	48,3
Divers	28,4	—	7,6	0,4	—	5,1	—	—	—	—	—	6,1	47,6	
(Actions et parts)	(1,1)	—	(23,7)	(14,0)	(...)	—	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(41,9)	
	Total ...	55,2	2,5	7,6	0,8	0,4	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	8,8	232,0
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,5	0,6	—	4,6	—	2,6	70,1	—	—	—	28,4	—	111,8
	Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,3	—	6,7	14,2	6,0	28,2	—	14,6	—	70,1
	Obligations accessibles à tout placeur	223,2	5,1	—	3,0	7,7	2,3	238,0	10,0	100,2	81,6	36,6	—	707,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,9	64,0	—	10,8	1,5	1,1	—	79,5
	Divers	—	1,2	—	—	—	3,1	4,3	—	10,2	3,3	0,8	—	24,0
	Total ...	228,7	7,2	—	7,9	10,8	14,6	390,6	16,0	149,4	86,4	53,1	28,4	993,1
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	29,2	—	—	—	24,7	—	53,9
	Obligations accessibles à tout placeur	51,1	0,2	—	0,5	0,2	0,3	30,9	4,4	19,9	14,6	5,1	—	127,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	7,8	—	17,5	1,7	4,6	0,4	32,0
	Autres emprunts à plus d'un an	—	9,2	—	—	—	—	—	—	19,7	—	168,8	—	197,7
Divers	4,2	1,0	7,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	12,6	
	Total ...	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	0,4	424,1
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	0,7	0,5	—	2,2
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	1,4	—	1,9	0,4	—	4,1
	Réserves de sécurité sociale	39,3	—	—	—	—	—	10,5	—	—	—	—	—	49,8
Divers	60,5	—	3,6	—	—	—	0,3	6,2	—	3,4	—	12,8	86,8	
	Total ...	99,8	—	3,6	—	0,4	10,8	8,7	—	6,0	0,9	12,8	—	143,0
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	0,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,7	58,3	—	4,7	—	9,1	3,1	75,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	141,8	—	—	—	—	—	141,8
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	687,9	—	—	—	—	—	687,9
	Obligations	15,8	—	—	0,1	0,1	—	39,5	—	2,5	6,0	—	—	64,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	—	26,3	—	—	—	—	—	41,9
	Divers	—	5,3	12,8	—	1,7	—	5,2	—	0,6	—	—	—	25,6
(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(7,0)	(—)	(0,1)	(1,6)	(—)	(9,4)	
	Total ...	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	0,7	959,6	—	7,8	6,0	9,1	3,1	1.037,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	584,3	5,9	1,4	35,0	2,5	—	...	9,0	1,5	0,7	...	640,3	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	2,7	5,9	2,8	2,1	—	1,2	...	14,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	797,4	—	—	—	—	—	—	797,4
	Autres dépôts en devises à un an au plus	23,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	23,0
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	220,5
	Autres dépôts à un an au plus	173,7	0,1	—	...	0,2	—	—	—	8,3	...	0,7	...	183,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	115,4	—	115,4
	Dépôts à plus d'un an	30,7	...	—	—	0,7	—	0,1	31,5
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	57,6	—	—	...	—	—	0,1	—	0,1	0,4	—	...	58,2
	Divers	0,2	...	0,3	—	0,1	76,3	76,9
(Actions et parts)	(24,7)	...	(0,2)	...	...	—	(2,2)	(—)	(0,6)	(0,8)	—	...	(28,5)
Total ...	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	76,3	2.160,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	0,1	—	...	—	...	0,2	0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,9	—	—	...	—	2,9	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	9,1	—	10,2	—	0,8	20,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	0,5	3,3	
	Total ...	—	—	2,8	...	—	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	0,6	26,5
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	23,1	0,3	...	0,4	4,9	—	...	7,4	1,5	0,1	37,7
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	...	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	...	0,2	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	402,6	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	402,6
	Autres dépôts à un an au plus	32,1	2,1	0,4	1,2	5,7	4,9	—	0,1	13,0	0,8	...	60,3	
	Dépôts à plus d'un an	56,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	56,1	
	Bons de caisse à un an au plus	23,7	...	—	...	...	—	0,5	—	...	...	...	24,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	102,0	...	—	—	2,6	—	0,8	0,9	0,1	...	106,4
	Réserves mathématiques	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4
Divers	14,5	...	0,2	7,2	...	0,1	0,1	...	...	...	0,2	18,9	41,2
(Actions et parts)	(3,1)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,3)	(0,3)	—	—	(5,7)	
Total ...	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	5,0	3,5	...	0,9	21,3	2,6	19,0	730,2	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	71,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,7	
	Réserves mathématiques	282,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	282,3	
	Divers	35,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,3	37,8
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,9)
Total ...	389,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
Intermédiaires financiers publiques de crédit (11)	Monnaie	6,0	...	—	0,1	...	—	0,1	...	—	0,2	...	6,4	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,2	0,1	...	1,6	—	0,1	5,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	—	—	0,2	—	10,4	0,2	2,1	12,9	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	55,5	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	55,5
	Autres dépôts à un an au plus	14,0	4,9	—	14,9	9,8	0,7	5,8	—	0,1	1,5	1,0	52,7	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	44,6	...	...	...	...	—	1,6	—	1,5	0,7	...	48,4
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	4,0	—	—	—	0,6	...	4,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	251,1	0,5	...	0,9	6,3	—	35,4	1,8	37,5	24,6	8,1	...	366,2
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	3,2	4,1	9,9	—	32,9	19,2	3,7	6,8	79,8
	Divers	8,2	...	23,5	3,2	...	—	0,2	...	0,4	25,9	61,4
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)	
Total ...	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	32,8	692,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			13,0	...	...	8,2	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	—	127,5
	(13) = (1) + (12)	Total des créances	3.046,8	60,3	84,2	69,0	134,4	859,5	2.195,8	28,7	752,4	358,6	697,5	185,3	8.472,5

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indétérminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,3	—	—	—	3,8	182,1	—	14,6	—	7,6	3,9	212,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances	22,3	—	—	—	—	—	370,6	—	4,2	—	9,7	—	406,8
	Obligations	61,7	—	—	—	0,1	—	10,6	—	24,6	—	38,5	—	135,5
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	1,9	—	—	—	400,8	90,3	363,9	—	857,2
	Divers	—	7,3	8,8	—	86,3	—	—	—	0,2	3,9	0,2	—	106,7
(Actions et parts)	(455,0)	(4,9)	(2,1)	—	(0,1)	(...)	(2,5)	(—)	(2,3)	(9,9)	(...)	(...)	(...)	(476,8)
	Total ...	84,0	7,9	8,8	—	88,3	3,8	563,3	—	444,4	132,7	381,4	3,9	1.718,5
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,2	0,7	—	1,5	—	2,1	—	4,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	1,5	1,3	—	—	—	9,6	—	12,7
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	9,1	—	—	—	—	—	9,1
	Obligations accessibles à tout placeur	39,0	2,4	—	0,2	0,2	0,4	16,2	1,8	17,2	9,4	1,6	—	88,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	—	0,4	12,2	—	10,7	6,8	5,3	3,3	38,9
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	3,8	—	—	0,5	0,2	48,7	—	53,3
	Divers	21,1	0,1	9,1	0,3	—	4,8	—	—	—	—	—	10,6	46,0
(Actions et parts)	(1,1)	—	(25,9)	(14,7)	(...)	(...)	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(...)	(44,8)
	Total ...	60,4	2,5	9,1	0,8	0,2	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	13,9	252,9
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	6,3	—	—	4,4	—	5,0	77,5	—	—	—	—	34,5	127,7
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	14,7	49,2	7,4	20,7	—	23,8	—	115,9
	Obligations accessibles à tout placeur	258,2	5,2	—	4,1	9,3	1,8	260,2	7,8	118,9	88,0	37,0	—	790,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,4	58,9	—	10,9	1,3	1,1	—	73,8
	Divers	—	1,4	—	—	—	14,9	4,1	—	11,5	7,3	0,7	—	40,9
	Total ...	264,5	6,8	—	8,6	24,2	23,9	449,9	15,2	162,0	96,6	62,6	34,5	1.148,8
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	33,4	—	—	—	30,5	—	63,9
	Obligations accessibles à tout placeur	61,8	0,2	—	0,5	0,2	0,2	32,9	3,4	23,2	11,7	5,2	—	139,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	8,9	—	16,6	1,5	5,6	0,6	33,2
	Autres emprunts à plus d'un an	—	8,8	—	—	—	—	—	—	23,3	—	195,9	—	228,0
Divers	5,6	1,1	8,1	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	15,5	
	Total ...	67,4	10,1	8,1	0,5	0,2	0,2	75,3	3,4	63,1	13,2	237,9	0,6	480,0
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	0,5
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	3,5	—	5,1	1,8	0,4	—	11,2
	Réserves de sécurité sociale	15,3	—	—	—	—	—	10,9	—	—	—	—	—	26,2
Divers	69,9	—	1,6	—	—	—	0,8	6,9	—	3,4	—	—	88,9	
	Total ...	85,2	—	1,6	—	0,4	11,2	10,9	—	5,1	5,2	0,4	6,8	126,8
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,6	—	—	—	—	—	1,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,5	67,1	—	6,8	—	12,5	0,5	87,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,9	—	—	—	—	—	149,9
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	720,9	—	—	—	—	—	720,9
	Obligations	13,6	—	—	0,1	0,1	—	35,4	—	2,4	5,5	—	—	57,1
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,9	—	—	—	29,9	—	—	—	—	—	42,8
	Divers	—	5,5	13,9	—	1,7	—	4,6	—	0,7	—	—	—	26,4
	(Actions et parts)	—	(0,3)	(0,4)	—	—	(—)	(7,2)	(—)	(0,1)	(2,7)	(—)	(...)	(...)	(10,7)
	Total ...	13,6	5,5	26,8	0,1	1,8	0,5	1.009,4	—	9,9	5,5	12,5	0,5	1.086,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Total													
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	617,3	6,6	1,4	41,9	2,3	—	—	10,7	2,8	1,1	...	684,1	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	7,5	7,4	1,7	—	0,8	...	17,4	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	856,4	—	—	—	—	...	856,4	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	31,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	31,4	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	253,9	
	Autres dépôts à un an au plus	227,9	...	—	...	0,3	—	—	6,5	...	1,9	...	236,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	146,5	—	—	—	...	146,5	
	Dépôts à plus d'un an	28,8	...	—	...	—	—	1,3	—	0,1	...	...	30,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	73,4	—	—	...	—	—	0,1	—	0,4	0,5	...	74,4	
	Divers	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	...	86,1
	(Actions et parts)	(27,6)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(...)	(0,6)	(0,7)	...	(31,4)	
	Total ...	1.233,0	6,6	1,7	41,9	2,6	863,9	155,3	...	19,4	3,3	4,1	86,1	2.417,9
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	...	—	...	—
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	3,7	—	...	—	3,7
Certificats à un an au plus		—	—	—	0,2	—	0,6	10,2	—	4,4	—	0,3	15,7	
Divers		—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	0,4	3,2	
Total ...	—	—	2,8	0,2	—	0,6	13,9	—	4,4	—	0,3	0,4	22,6	
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	28,8	0,4	6,1	—	...	3,2	0,6	0,1	39,2
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	...	...	...	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	...	...	...	0,4
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	458,6	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	458,6
	Autres dépôts à un an au plus	34,1	2,6	0,2	1,5	4,2	5,9	—	1,0	19,1	0,8	...	69,4	
	Dépôts à plus d'un an	61,0	...	—	...	...	...	—	—	...	...	...	61,0
	Bons de caisse à un an au plus	26,2	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	26,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	126,3	...	—	...	...	...	3,5	—	0,6	0,6	0,1	131,1
	Réserves mathématiques	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	
	Divers	11,9	...	0,4	9,9	...	0,2	0,3	...	...	...	29,3	52,0
(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,1)	(0,2)	—	(6,1)		
Total ...	747,9	2,6	0,6	11,8	10,3	6,1	4,3	...	1,6	22,9	1,5	29,4	839,0	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	79,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	79,8	
	Réserves mathématiques	306,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	306,5	
	Divers	5,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	1,6	7,9
(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(3,0)		
Total ...	392,2	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	394,2
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	7,4	...	—	0,8	...	...	...	—	0,3	...	...	8,5
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,1	—	0,2	...	0,9	—	0,3	0,1	1,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	4,0	—	12,3	0,3	3,4	20,0
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	72,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	72,1
	Autres dépôts à un an au plus	16,9	6,1	...	15,7	9,1	1,9	5,5	—	0,2	2,6	0,4	58,4	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	47,7	...	...	...	...	...	0,4	—	0,1	0,4	0,4	49,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	1,0	3,9	—	...	...	0,4	5,3
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	289,5	0,5	...	1,0	5,8	7,1	37,3	1,8	43,1	23,3	7,8	417,2	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	2,7	5,2	11,8	—	40,3	18,2	3,1	6,5
	Divers	2,8	...	28,4	...	...	0,9	...	—	0,3	...	0,8	34,3
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,8)		
Total ...	436,5	6,6	28,4	17,6	17,6	16,3	62,9	1,8	97,2	45,1	16,6	40,9	787,5	
Secteurs imités et ajustements (12)			16,5	...	...	7,7	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	—	148,5
(13) = (1) à (12)	Total des créances	3.384,7	65,1	88,3	81,5	153,3	937,6	2.457,0	24,7	863,5	356,0	792,5	218,6	9.422,8

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,5	—			- 1,8	+26,2	—	+ 4,1		- 8,3	+ 3,1	+ 22,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 2,5						+61,5	—	+ 2,1		+ 3,4	...	+ 69,5	
	Obligations	+ 3,5					+ 2,1 ¹	+ 0,7	—	+ 2,2	+ 5,8	...	...	+ 14,3
	Autres emprunts à plus d'un an					+ 0,9			—	+60,2	+ 7,2	+52,7	...	+121,0	
	Divers		+ 0,3	+ 0,2		+ 7,4	+41,4		—	- 0,4	-27,4	+ 0,1	...	+ 21,6	
	(Actions et parts)	(+20,3)	(+ 0,8)	(+ 1,2)		(...)	(- 1,5) ¹	(- 0,6)	(-)	(+ 0,2)	(+ 1,7)	(...)	(...)	(+ 22,1)	
	Total ...	+ 6,0	- 0,2	+ 0,2		+ 8,3	+ 41,7	+ 88,4	—	+68,2	-14,4	+47,9	+ 3,1	+249,2	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses			—			- 0,1	+ 0,2	—	+ 0,6		+ 0,1	...	+ 0,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances						+ 0,7	+ 0,6	—	- 2,0		- 4,4	...	- 5,1	
	Certificats à un an au plus							+ 3,5	—				...	+ 3,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	+12,5	- 0,1		+ 0,1	- 0,2	- 0,2	+ 0,7	...	+ 2,5	+ 0,6	- 0,1	...	+ 15,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur						- 0,1	+ 0,1	...	+ 2,0	+ 0,1	- 0,2	+ 0,6	+ 2,5	
	Autres emprunts à plus d'un an								—	- 0,1		+ 5,1	...	+ 5,0	
	Divers	- 7,3	+ 0,1	+ 1,5	- 0,1		- 0,3		—				+ 4,5	- 1,6	
	(Actions et parts)	(...)		(+ 2,2)	(...)	(...)		(...)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 2,3)	
	Total ...	+ 5,2		+ 1,5		- 0,2		+ 5,1		+ 3,0	+ 0,7	+ 0,5	+ 5,1	+ 20,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,8	- 0,6	—	- 0,2		+ 2,4	+ 7,4					+ 6,1	+ 15,9	
	Certificats à un an au plus			—	- 0,2		+ 11,1	+35,0	+ 1,4	- 7,5		+ 9,1	...	+ 48,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	+35,0			+ 1,1	+ 1,7	- 0,5	+22,2	- 2,2	+18,8	+ 6,3	+ 0,4	...	+ 82,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur						- 0,5	- 5,1			- 0,1		...	- 5,7	
	Divers		+ 0,2			+11,8	- 0,1	- 0,2		+ 1,3	+ 4,0		...	+ 17,0	
	Total ...	+35,8	- 0,4	—	+ 0,7	+13,5	+ 12,4	+59,3	- 0,8	+12,6	+10,2	+ 9,5	+ 6,1	+158,9	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)														
	Acceptations, effets commerciaux et promesses							- 0,6						- 0,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 4,2				+ 5,8		+ 10,0	
	Obligations accessibles à tout placeur	+10,7			+ 0,1			+ 1,9	- 1,0	+ 3,3	- 2,9			+ 12,1	
	Obligations non accessibles à tout placeur							+ 1,1		- 0,9	- 0,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 1,2	
	Autres emprunts à plus d'un an		- 0,5							+ 3,6		+27,2		+ 30,3	
	Divers	+ 1,4	+ 0,2	+ 1,0								+ 0,3		+ 2,9	
	Total ...	+12,1	- 0,3	+ 1,0	+ 0,1			+ 6,6	- 1,0	+ 6,0	- 3,1	+34,3	+ 0,2	+ 55,9	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses														
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 0,4						+ 0,4	
	Certificats à un an au plus							- 1,0			- 0,7	- 0,5		- 2,2	
	Obligations accessibles à tout placeur														
	Obligations non accessibles à tout placeur								+ 2,2		+ 5,0	- 0,1		+ 7,1	
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,6					+ 0,4 ²							+ 3,0	
	Divers	+ 9,4		- 2,0				+ 0,7					- 6,0	+ 2,1	
	Total ...	+12,0		- 2,0			+ 0,4	+ 2,3		+ 5,0	- 0,8	- 0,5	- 6,0	+ 10,4	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)													+ 1,0	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses						- 0,2	+ 1,0					+ 3,5	- 2,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 8,1		+ 2,1				+ 11,5	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ³							+30,9						+ 30,9	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 3,6												+ 3,6	
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+22,7												+ 22,7	
	Obligations	+12,9 ⁴						- 4,1		- 0,1	- 0,5			+ 8,2	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique			+ 0,4					+ 3,5					- 3,1	+ 0,8
	Divers	+39,8	+ 0,2	+ 1,1					- 0,5		+ 0,1				+ 40,7
	(Actions et parts)	(- 0,5) ⁴	(+ 0,1)	(...)				(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 1,2)	(-)	(...)	(+ 0,9)
	Total ...	+79,0	+ 0,2	+ 1,5			- 0,2	+47,6		+ 2,1	- 0,5	+ 3,5	- 5,7	+127,5	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Total												
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	+32,9	+ 0,7	...	+ 6,9	- 0,1	.....	.....	+ 1,8	+ 1,3	+ 0,3	.....	+ 43,8
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 4,8	+ 1,5	- 2,8	- 0,4	—	- 0,4	+ 2,7	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 60,9	—	—	—	—	—	+ 60,9	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 8,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 8,4
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+33,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 33,4
	Autres dépôts à un an au plus	+54,3	- 0,1	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	- 1,9	.....	+ 1,2	+ 53,6
	Engagements non rangés ailleurs .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+31,1	.....	.....	.....	.....	+ 31,1
	Dépôts à plus d'un an	- 1,9	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	+ 1,3
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+15,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 0,1	.....	+ 16,2
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 9,8	+ 10,1
	(Actions et parts)	(+ 2,8)	.....	(...)	.....	.....	.....	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	.....	(+ 2,9)
	Total ...	+142,9	+ 0,6	...	+ 6,9	...	+ 65,7	+33,2	- 2,8	- 0,2	+ 1,4	+ 1,4	+ 9,8	+258,9
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	- 0,1	- 0,2	- 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,7
		Certificats à un an au plus	—	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 5,8	- 0,5	+ 4,3
Divers .....		—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total ...		—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,5	+ 1,9	—	- 5,8	—	- 0,5	- 0,2	- 3,9
Intermédiaires financiers (9)	Monnaie	+ 5,7	- 0,3	...	...	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	- 4,2	- 0,9	+ 1,5
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	+ 0,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+56,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 56,0
	Autres dépôts à un an au plus	+ 2,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	- 1,5	+ 1,0	.....	.....	+ 0,9	+ 6,1	.....	+ 9,1
	Dépôts à plus d'un an	+ 5,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,0
	Bons de caisse à un an au plus	+ 2,5	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,5	.....	.....	.....	.....	+ 2,0
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+24,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	.....	- 0,2	- 0,3	.....	+ 24,7
	Réserves mathématiques	- 0,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4
	Divers	- 2,6	.....	+ 0,2	+ 2,7	.....	+ 0,1	+ 0,2	.....	.....	.....	- 0,2	+ 10,4
(Actions et parts)	(+ 0,7)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(- 0,2)	(- 0,1)	.....	(+ 0,4)	
Total ...	+92,5	+ 0,2	...	+ 3,0	- 0,3	+ 1,1	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 1,6	- 1,1	+10,4	+108,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Réserves de sécurité sociale	+ 8,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 8,1
	Réserves mathématiques	+24,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 24,2
	Divers	-29,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,8	- 29,9
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(...)	(...)	(-)	(+ 0,1)
Total ...	+ 3,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	+ 2,4
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	+ 1,3	.....	—	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 2,0
	Argent à très court terme (francs belges)	+ 0,2	.....	.....	.....	- 2,9	- 0,2	.....	- 0,7	.....	+ 0,3	.....	+ 3,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,8	.....	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,3	.....	+ 7,1
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+16,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 16,6
	Autres dépôts à un an au plus	+ 2,9	+ 1,2	.....	+ 0,9	- 0,7	+ 1,2	- 0,4	.....	+ 0,1	+ 1,2	- 0,7	+ 5,7
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 3,1	.....	.....	.....	.....	.....	- 1,2	.....	+ 0,1	- 1,2	- 0,2	+ 0,6
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+38,3	.....	.....	+ 0,2	- 0,4	+ 7,1	+ 1,9	.....	+ 5,6	- 1,3	- 0,4	+ 51,0
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	- 0,6	+ 1,1	+ 1,9	.....	+ 7,4	- 1,0	- 0,5	+ 8,0
	Divers	- 5,3	.....	+ 4,9	.....	.....	.....	2,3	.....	+ 0,1	.....	+ 0,4	+ 8,4
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+57,1	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,7	- 1,7	+ 5,1	+ 5,8	...	+14,5	- 2,1	(...)	+ 8,1	+ 94,6	
Secteurs indétrimés et ajustements (12)	.....	.....	+ 3,5	.....	.....	- 0,5	- 3,1	+10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	.....
	Total des créances	+445,8	+ 4,8	+ 7,1	+12,6	+19,1	+123,6	+261,1	- 4,1	+111,0	- 2,6	+95,1	+30,1	+1103,6

1 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6)+(7)+ (13)+(14)
1. Entreprises privées et particuliers	78,0	8,1	8,6	...	80,0	174,7	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	1.331,7	0,8	1.512,8
2. Organismes publics d'exploitation	55,2	2,5	7,6	0,8	0,4	66,5	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	145,6	8,8	232,0
3. Etat (Trésor)	228,7	7,2	—	7,9	10,8	254,6	14,6	390,6	16,0	149,4	86,4	53,1	695,5	28,4	993,1
4. Secteur public non compris ailleurs	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	73,4	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	350,0	0,4	424,1
5. Sécurité sociale	99,8	...	3,6	...	0,4	103,8	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	15,6	12,8	143,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	517,0	28,2	26,8	9,2	91,8	673,0	42,4	977,2	22,2	609,6	271,5	657,9	2.538,4	51,2	3.305,0
7. Etranger	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	51,4	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	982,5	3,1	1.037,7
8. Organismes principalement moné- taires	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	1.135,4	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	149,1	76,3	2.160,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	...	—	2,8	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	23,0	0,6	26,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	677,9	5,0	3,5	...	0,9	21,3	2,6	28,3	19,0	730,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	389,1	...	0,4	...	...	389,5	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	443,5	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	205,4	32,8	692,9
13. Total des intermédiaires financiers	2.514,0	13,8	29,0	59,7	32,6	2.649,1	816,4	194,7	4,6	113,4	70,4	22,7	405,8	131,0	4.002,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	13,0	...	...	8,2	21,2	.....	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	106,3	—	127,5
15. Total des créances	3.046,8	60,3	84,2	69,0	134,4	3.394,7	859,5	2.195,8	28,7	752,4	358,6	697,5	4.033,0	185,3	8.472,5
Solde des créances et des dettes ...	+1.534,0	- 171,7	- 908,9	- 355,1	- 8,6	+ 89,7	- 178,2	+ 34,9	+ 2,2	+ 22,2	- 33,2	+ 4,6	+ 30,7	+ 57,8	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1976

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	84,0	7,9	8,8	...	88,3	189,0	3,8	563,3	—	444,4	132,7	381,4	1.521,8	3,9	1.718,5
2. Organismes publics d'exploitation	60,4	2,5	9,1	0,8	0,2	73,0	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	154,9	13,9	252,9
3. Etat (Trésor)	264,5	6,8	—	8,6	24,2	304,1	23,9	449,9	15,2	162,0	96,6	62,6	786,3	34,5	1.148,8
4. Secteur public non compris ailleurs	67,4	10,1	8,1	0,5	0,2	86,3	0,2	75,3	3,4	63,1	13,2	237,9	392,9	0,6	480,0
5. Sécurité sociale	85,2	...	1,6	...	0,4	87,2	11,2	10,9	...	5,1	5,2	0,4	21,6	6,8	126,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	561,5	27,3	27,6	9,9	113,3	739,6	50,2	1.138,9	20,4	704,5	264,1	749,6	2.877,5	59,7	3.727,0
7. Etranger	13,6	5,5	26,8	0,1	1,8	47,8	0,5	1.009,4	...	9,9	5,5	12,5	1.037,3	0,5	1.086,1
8. Organismes principalement monétaires	1.233,0	6,6	1,7	41,9	2,6	1.285,8	863,9	155,3	...	19,4	3,3	4,1	182,1	86,1	2.417,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,2	—	3,0	0,6	13,9	—	4,4	—	0,3	18,6	0,4	22,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	747,9	2,6	0,6	11,8	10,3	773,2	6,1	4,3	...	1,6	22,9	1,5	30,3	29,4	839,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	392,2	...	0,4	...	...	392,6	...	...	...	...	...	...	...	1,6	394,2
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	436,5	6,6	28,4	17,6	17,6	506,7	16,3	62,9	1,8	97,2	45,1	16,6	223,6	40,9	787,5
13. Total des intermédiaires financiers	2.809,6	15,8	33,9	71,5	30,5	2.961,3	886,9	236,4	1,8	122,6	71,3	22,5	454,6	158,4	4.461,2
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	16,5	...	...	7,7	24,2	...	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	124,3	—	148,5
15. Total des créances	3.384,7	65,1	88,3	81,5	153,3	3.772,9	937,6	2.457,0	24,7	863,5	356,0	792,5	4.493,7	218,6	9.422,8
Solde des créances et des dettes ...	+1.666,2	- 187,8	-1.060,5	- 398,5	+ 26,5	+ 45,9	- 148,5	+ 39,1	+ 2,1	+ 24,5	- 38,2	+ 5,0	+ 32,5	+ 70,1	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1976

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 6,0	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,3	+ 14,3	+ 41,7	+ 88,4	—	+ 68,2	- 14,4	+ 47,9	+ 190,1	+ 3,1	+ 249,2
2. Organismes publics d'exploitation	+ 5,2	...	+ 1,5	...	- 0,2	+ 6,5	...	+ 5,1	...	+ 3,0	+ 0,7	+ 0,5	+ 9,3	+ 5,1	+ 20,9
3. Etat (Trésor)	+ 35,8	- 0,4	—	+ 0,7	+ 13,5	+ 49,6	+ 12,4	+ 59,3	- 0,8	+ 12,6	+ 10,2	+ 9,5	+ 90,8	+ 6,1	+ 158,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 12,1	- 0,3	+ 1,0	+ 0,1	...	+ 12,9	...	+ 6,6	- 1,0	+ 6,0	- 3,1	+ 34,3	+ 42,8	+ 0,2	+ 55,9
5. Sécurité sociale	+ 12,0	...	- 2,0	...	...	+ 10,0	+ 0,4	+ 2,3	...	+ 5,0	- 0,8	- 0,5	+ 6,0	- 6,0	+ 10,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 71,1	- 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 21,6	+ 93,3	+ 54,5	+ 161,7	- 1,8	+ 94,8	- 7,4	+ 91,7	+ 339,0	+ 8,5	+ 495,3
7. Etranger	+ 79,0	+ 0,2	+ 1,5	...	...	+ 80,7	- 0,2	+ 47,6	...	+ 2,1	- 0,5	+ 3,5	+ 52,7	- 5,7	+ 127,5
8. Organismes principalement monétaires	+ 142,9	+ 0,6	...	+ 6,9	...	+ 150,4	+ 65,7	+ 33,2	- 2,8	- 0,2	+ 1,4	+ 1,4	+ 33,0	+ 9,8	+ 258,9
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,9	—	- 5,8	—	- 0,5	- 4,4	- 0,2	- 3,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 92,5	+ 0,2	...	+ 3,0	- 0,3	+ 95,4	+ 1,1	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 1,6	- 1,1	+ 2,0	+ 10,4	+ 108,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 3,2	...	...	...	...	+ 3,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	+ 2,4
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 57,1	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,7	- 1,7	+ 63,2	+ 5,1	+ 5,8	...	+ 14,5	- 2,1	...	+ 18,2	+ 8,1	+ 94,6
13. Total des intermédiaires financiers	+ 295,7	+ 2,0	+ 4,9	+ 11,8	- 2,0	+ 312,4	+ 72,4	+ 41,7	- 2,8	+ 9,2	+ 0,9	- 0,2	+ 48,8	+ 27,3	+ 460,9
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	+ 3,5	...	...	- 0,5	+ 3,0	- 3,1	+ 10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	+ 20,0	—	+ 19,9
15. Total des créances	+ 445,8	+ 4,8	+ 7,1	+ 12,6	+ 19,1	+ 489,4	+ 123,6	+ 261,1	- 4,1	+ 111,0	- 2,6	+ 95,1	+ 460,5	+ 30,1	+ 1.103,6
Solde des créances et des dettes ...	+ 196,6	- 16,1	- 151,8	- 43,3	+ 8,7	- 5,9	- 3,9	+ 2,2	- 0,2	+ 2,1	- 5,0	+ 0,5	- 0,4	+ 10,2	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) =	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9		Divers 12
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obliga- tions 8	Fonds des Rentés 10	Autres inter- médiaires financiers 11	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes princi- pale- ment monétaires 6	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes princi- pale- ment monétaires 7				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6) à (14)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1969	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	- 35,9
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	- 45,6
1971 (ancienne série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 49,0
1971 (nouvelle série) 13	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	- 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	- 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	- 45,1
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	- 47,4
1976 Juin	692,1	437,0	100,1	28,7	1.257,9	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	- 54,1
Septembre	661,2	470,7	102,7	30,0	1.264,6	115,5	455,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	- 72,8
Décembre	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	13,9	64,1	- 53,9
1977 Mars	689,5	498,7	118,6	37,1	1.343,9	147,9	475,9	81,7	558,3	576,9	48,7	19,1	71,3	- 59,0
Juin	732,2	500,7	123,7	30,7	1.387,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	26,1	71,3	- 80,7
Septembre	722,7	511,7	131,4	28,8	1.394,6	118,0	507,0	90,1	606,2	618,1	55,8	3,6	82,6	- 68,7
Décembre	748,9	529,6	135,4	35,8	1.449,7	122,8	482,9	99,8	654,0	670,3	57,3	10,6	92,5	- 70,2
1978 Mars	752,0	556,4	139,3	32,3	1.480,0	128,5	p520,2	106,1	638,2	653,2	p 60,0	5,9	96,2	p- 75,1
Juin	796,4	554,0	147,4	31,4	1.529,2	109,1	p532,3	90,1	669,8	691,9	p 62,7	42,5	92,3	p- 69,6
Septembre	780,0	p 573,1	151,2	32,1	p1.536,4	83,2	p526,8	104,5	p 691,9	p 712,4	p 60,8	34,5	p 96,6	p- 61,9

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentés à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5
2. F.M.I. — Participation	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7
— Droits de tirage spéciaux	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1
— Autres	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,5	0,7	0,2	0,4
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	13,7	5,9	12,0	13,9	20,0	8,8	10,5	19,8	p 25,5
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,1	94,2	99,9	105,5	101,2	108,2	110,7	98,6	106,1
b) en francs belges	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	144,4	168,3	196,3	222,6	232,2	256,1	235,2	238,4	252,0	257,2	258,1	250,4	249,8	241,7	p254,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	2,5	2,3	2,2	2,6	2,4	2,8	2,6	2,3	2,0
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8	...	2,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	13,2	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	20,6	20,5	29,3	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3	4,2	4,2
— autres	34,0	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	4,5	6,3	7,9	5,2	...	5,4	1,2	3,4	4,1	7,7	2,5	3,1	10,1	12,1
b) effets commerciaux	3,2	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	26,2	11,4	19,2	20,8	32,0	17,4	10,7	30,1	p41,5
c) avances	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	...	0,4	...	0,4	...	0,1	0,4	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	2,5	...	...	2,9	3,6	13,0	14,8	...	10,2	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,6	0,1	0,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	55,9	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	12,1	13,9	14,6	15,8	15,2	24,8	59,7	65,2	65,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	345,8	376,7	374,2	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XI^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).
² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	3,3	3,3	3,2	4,8	3,7	3,9	4,4	5,0	5,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	3,4	3,4	3,3	4,9	27,2	4,0	4,5	32,6	32,7	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets ²	5,0	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	7,7	8,1	8,7	7,4	8,0	8,2	10,6	8,4	p 9,2	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1	0,1	p 0,4	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	183,2	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	299,5	293,9	321,5	316,3	327,4	320,5	348,9	337,9	p350,7	
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	1,2	0,7	0,7	0,9	0,5	0,5	0,7	0,5	0,8	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	65,1	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	37,2	39,1	42,5	44,5	43,3	46,2	47,1	51,7	p 64,6	
TOTAL DU PASSIF ...	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	345,3	376,7	374,2	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78	30-9-78	31-10-78	30-11-78	31-12-78	31-1-79
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	72,5
2. F.M.I. — Participation	26,7	26,7	24,7	21,7	21,6	21,0	20,4	19,7	19,7	19,7	19,7	19,4	19,4
— Prêts	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	0,7	0,7	0,7	0,7
— Droits de tirage spéciaux	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	24,7
— Autres	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,5	9,4	9,4
3. Accords internationaux	0,2	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,5	0,2	0,5	0,2	0,4	0,6
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	4,9	4,9	4,9	3,3	3,3	3,3	—	—	—	—	—
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	13,2	14,8	8,8	11,2	16,8	10,5	14,5	19,0	19,8	24,7	20,7	p 25,5	p 21,6
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	102,8	104,7	108,2	111,4	111,8	110,7	92,4	86,5	98,6	106,5	105,4	106,1	107,2
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	252,7	256,5	250,4	253,0	259,3	249,8	234,7	232,4	241,7	254,2	248,6	p254,1	p256,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,6	2,6	2,8	2,7	2,7	2,6	2,4	2,5	2,3	2,1	2,1	2,0	2,0
c) sur les banques de dépôts	4,0	0,1	...	0,2	...	4,8	...	1,4	...	2,3	...	2,1	0,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	33,9	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,9
— autres	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	6,5	4,6	2,5	3,9	4,1	3,1	3,6	11,5	10,1	14,5	10,5	12,1	9,4
b) effets commerciaux	22,7	20,9	17,4	22,4	18,9	10,7	17,6	29,8	30,1	38,3	29,3	p 41,5	p 32,1
c) avances	0,3	...	...	...	...	0,1	...	0,4	0,4	...	0,3	0,1	...
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	0,2	0,1	...	...	0,6	...	2,3	0,1	1,1	0,8	0,7	...
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,9	16,3	24,8	22,1	30,3	59,7	57,6	48,4	65,2	57,2	63,0	65,4	60,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	385,3	382,6	379,4	385,7	396,6	412,7	397,3	410,0	431,2	451,0	435,9	458,8	442,0

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balances des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78	30-9-78	31-10-78	30-11-78	31-12-78	31-1-79
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	13,5	5,3	...	...	...	...	...	16,3	27,5	39,5	26,9	26,7	20,2
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,6	3,6	3,9	4,1	5,0	4,4	4,8	5,3	5,0	3,9	4,2	5,9	4,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	17,2	9,0	4,0	4,2	5,1	4,5	4,9	21,7	32,6	43,5	31,2	32,7	24,9
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	8,7	8,6	8,2	9,0	9,2	10,6	8,5	8,5	8,4	9,2	p 9,2	p 9,2	p 9,2
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,3	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	p ...	p 0,4	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	315,1	317,5	320,5	326,9	333,9	348,9	340,8	336,3	337,9	335,3	p333,6	p350,7	p339,5
— monnaie scripturale ⁵	0,6	1,0	0,5	0,5	1,3	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,8	1,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,7	46,2	46,2	45,0	47,0	47,1	42,5	43,0	51,7	62,3	p 61,3	p 64,6	p 67,2
TOTAL DU PASSIF ...	385,3	382,6	379,4	385,7	396,6	412,7	397,3	410,0	431,2	451,0	435,9	458,8	442,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif ¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...	1,0	
8. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...	1,0	
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	1,0	0,3	0,8	1,4	1,4	0,1	0,7	0,4	0,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire .....	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	
b) sur les organismes publics	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,4	0,2	8,8	0,4	
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	0,1	0,5	...	...	3,3	1,4	...	1,7	0,7	0,6	0,2	...	0,4	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à un an au plus	55,4	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	75,9	77,5	81,8	83,9	81,2	80,3	88,0	89,3	p 79,2	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,9	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	10,1	10,0	10,1	10,4	10,5	10,3	p 10,1	p 10,6	p 11,0	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :																
a) à un an au plus	10,6	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	18,8	28,3	22,8	26,2	25,3	35,7	36,4	19,7	34,5	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	0,9	0,1	0,2	...	0,7	3,0	0,3	1,4	1,5	...	1,8	1,4	0,3	...	2,1	
b) effets commerciaux	0,7	0,2	0,2	...	1,9	3,6	0,9	1,7	1,7	...	1,2	1,7	0,7	...	0,6	
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	p 0,3	p 0,4	p 0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur les Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	2,9	0,4	...	0,1	0,6	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,3	0,6	...	...	0,1	0,9	...	...	...	...	0,2	0,4	...	1,0	
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	1,5	8,8 ⁶	7,3	11,1	14,0	18,1	24,1	23,1	15,8	13,6	20,1	19,7	p 16,7	p 26,4	p 27,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	80,6	89,0 ⁶	101,2	104,7	114,0	131,8	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4	158,7	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations). Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,6 et pour le total de l'actif à 84,8.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	31-12-77	81-3-78	80-6-78	30-9-78
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,3	0,5	...	0,2	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	0,5	...	0,2	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...	...
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7	0,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	2,5	2,5	2,3	2,2	2,7	2,5	2,8	2,6	2,3
b) envers les organismes publics	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,3	0,1	8,8	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,2	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	5,0	6,2	7,0	1,9	4,2	6,4	5,2	1,5	6,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	7,5	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	11,1	11,3	11,2	11,5	11,5	11,7	11,6	11,9	12,0
— monnaie scripturale	50,1	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	77,8	81,1	85,6	91,6	86,0	86,0	89,7	86,7	85,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	12,3	19,6 ⁵	21,8	27,6	31,5	35,9	39,4	43,1	29,8	29,9	37,4	44,3	44,8	44,2	51,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	1,1	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	...	...	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres															
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	80,6	89,0 ⁵	101,2	104,7	114,0	131,8	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4	158,7

1 O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

2 Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-8-78	80-6-78	80-9-78
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	35,1	36,8	37,5
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	12,6	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	17,5	16,6	21,3	19,1	16,3	19,3	21,3	22,9	16,9
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	198,1	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	647,5	656,7	693,2	714,6	759,3	803,8	821,1	872,2	955,0
b) en francs belges	20,8	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7	77,6
Total des créances sur l'étranger ...	246,1	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	761,8	773,8	815,2	829,5	877,7	940,2	952,5	1.014,6	1.087,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,0	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	7,2	7,6	8,0	8,6	7,3	7,9	8,1	10,2	8,3
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	7,1	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	5,1	6,2	9,1	1,9	4,2	6,4	5,1	1,4	6,7
c) sur les banques de dépôts	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	132,8	135,5	160,7	147,9	154,2	165,9	169,7	160,7	p 180,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,0	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	28,5	28,7	42,1	40,1	37,1	11,6	29,7	26,2	23,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	73,7	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	251,2	247,0	255,5	268,2	286,2	282,6	294,1	307,8	p 314,8
— autres	33,8	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	27,5	24,9	23,9	25,2	20,9	19,4	19,2	19,2	p 19,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	3,1	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	11,2	12,7	11,2	10,3	10,5	9,1	8,8	8,2	p 8,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	29,4	31,8	32,9	38,3	37,8	36,8	41,7	41,6	p 40,4
— autres	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	18,4	19,8	p 20,1
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	6,3	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	17,0	11,9	16,5	16,2	12,2	9,9	14,8	16,4	9,5
b) effets commerciaux	91,6	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	135,7	136,2	146,8	147,7	142,0	148,6	153,3	159,1	p 146,2
c) avances	113,7	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	357,7	371,7	379,2	405,1	424,0	452,2	449,0	480,4	p 492,9
d) autres créances à un an au plus	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	3,8	1,4	p 0,5
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	14,5	15,4	15,1	15,2	21,7	16,0	15,9	20,8	p 19,8
— autres	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	23,8	22,8	25,1	30,5	30,7	39,4	39,6	39,8	p 39,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,4	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	14,9	10,2	6,0	11,3	6,3	0,4	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...
— autres	3,6	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	10,3	13,6	9,5	9,8	10,0	8,8	8,4	9,2	9,5
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	27,3	31,8	31,6	31,5	37,4	37,2	40,9	39,9	49,5	51,3	57,9	68,9	71,8	71,3	p 71,6
— autres	6,0	4,6	5,2	8,2	9,9	10,5	12,6	12,3	11,6	13,0	15,0	15,1	15,3	14,5	p 14,1
D. Autres	68,6	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	140,2	139,1	144,9	143,2	139,9	157,6	p 154,3	p 160,6	p 165,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.039,9	2.064,0	2.184,7	2.232,4	2.314,1	2.415,9	2.473,5	2.583,3	2.679,3

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX. Balance des Paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78	80-9-78
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8
b) en francs belges ¹	50,2	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	173,6	179,9	183,7	193,6	214,8	207,2	206,1	219,4	199,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	286,7	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	841,0	860,5	903,8	931,0	1.011,7	1.049,2	1.071,4	1.150,8	1.213,9
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	1,7	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,5	0,1	0,5	...	0,1	3,3	1,4	2,2	1,8	0,7	0,6	0,2	...	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5
— autres	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	132,7	135,4	160,6	147,8	154,1	165,6	169,4	160,3	180,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	124,5	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	241,2	248,1	268,6	278,1	271,6	278,6	284,9	303,1	293,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,6	0,6	0,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,2	306,4	316,4	322,5
— autres dépôts	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	224,7	236,0	240,0	228,1	231,1	231,5	250,1	237,5	250,7
— à plus d'un an :															
— dépôts	14,4	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4
— bons de caisse et obligations	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	11,4	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	2,5	...	0,7	0,7	...	...	...	...	2,7	...	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	...	2,5	...	3,4	0,6	0,7	...	3,5	...
D. Autres	106,5	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	216,3	191,1	194,6	209,7	200,1	219,3	218,3	226,8	233,9
TOTAL DU PASSIF ...	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.039,9	2.064,0	2.184,7	2.232,4	2.314,1	2.415,9	2.473,5	2.583,3	2.679,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-8-78	80-6-78	80-9-78	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	
2. F.M.I. — Participation	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	
— Droits de tirage spéciaux	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	
— Autres	—	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,6	0,7	0,2	
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	...	
6. Obligations	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	35,1	36,8	37,5	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	18,0	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	33,0	30,6	28,7	31,1	30,6	40,2	31,5	33,4	37,7	
8. Autres :																
a) en monnaies étrangères	237,1	270,3	349,4	467,3	578,1	703,3	712,0	740,8	787,4	814,5	864,8	905,0	929,3	982,9	1.053,6	
b) en francs belges	21,0	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7	77,6	
Total des créances sur l'étranger ...	394,0	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	979,5	1.009,3	1.055,1	1.081,5	1.135,3	1.199,2	1.204,4	1.264,4	1.329,7	(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	5,3	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,7	8,3	9,3	10,4	9,2	8,4	9,3	11,0	9,5	(1)
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,9	0,1	
b) sur les organismes publics	7,8	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	9,4	9,8	11,5	4,8	7,6	10,2	8,1	12,8	9,4	
c) sur les banques de dépôts	27,6	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	137,8	137,0	160,7	154,8	155,1	166,5	169,9	165,5	181,3	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	96,6	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	125,0	126,8	144,5	144,5	147,6	128,9	154,7	152,5	139,7	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	82,9	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	264,6	260,2	269,4	282,4	300,5	296,7	308,5	322,7	330,0	(7)
— autres	67,8	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	65,8	63,0	62,0	63,3	59,0	57,3	57,1	57,1	57,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	13,7	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	30,0	41,0	34,0	36,5	35,8	44,8	45,2	27,9	43,3	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	30,5	32,9	34,0	39,4	38,9	37,9	42,8	42,7	41,5	(8)
— autres	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	18,4	19,8	20,1	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	24,7	18,7	19,2	19,6	18,1	19,0	17,6	19,5	21,7	(9)
b) effets commerciaux	95,5	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	160,9	164,1	159,9	166,9	164,0	182,3	171,5	169,8	176,9	(9)
c) avances	113,9	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	357,9	372,1	379,2	405,5	424,0	452,6	449,0	480,5	493,3	(9)
d) autres créances à un an au plus	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	3,8	1,4	0,5	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	7,2	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	15,3	16,3	16,0	16,1	22,4	16,7	16,6	21,6	20,6	(11)
— autres	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	23,8	22,8	25,1	30,5	30,7	39,4	39,6	39,8	39,8	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes ⁴ : à un an au plus	6,4	4,4	11,0	9,6	10,8	12,0	40,0	13,9	19,0	26,1	6,3	10,6	—	—	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...	(13)
— autres	3,8	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	12,1	13,6	9,7	10,0	10,0	9,0	8,9	9,8	10,6	(13)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	27,5	32,1	31,9	31,8	37,7	37,5	41,2	40,2	49,8	51,6	58,2	69,2	72,0	71,5	71,8	(13)
— autres	6,1	4,7	5,3	8,3	10,0	10,6	12,7	12,4	11,7	13,1	15,0	15,1	15,3	14,5	14,1	(13)
D. Autres	126,0	134,7 ⁶	123,2	148,4	168,1	174,9	186,2	174,3	174,6	171,4	175,8	192,5	195,7	246,7	258,2	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.113,1	1.266,7 ⁶	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	3.269,2	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 180,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	31-12-77	81-8-78	80-6-78	80-9-78	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	19,0	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8	
b) en francs belges ¹	52,5	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	177,5	183,2	187,0	196,9	220,2	210,9	210,5	223,8	204,1	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	289,3	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	864,0	863,9	907,2	934,4	1.017,2	1.076,4	1.075,9	1.155,3	1.246,5	(6)
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	5,4	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	7,9	8,1	8,7	9,2	7,9	8,4	8,7	11,3	8,9	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	4,2	2,6	2,3	7,4	2,9	2,5	2,8	7,4	2,3	
b) envers les organismes publics	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	5,1	2,5	2,3	2,5	1,5	1,9	0,3	9,6	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	7,7	21,3	14,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	
— autres	36,0	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	137,8	142,3	167,7	149,7	158,5	172,5	174,6	161,9	187,2	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	190,7	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	303,1	310,8	305,1	333,0	327,8	339,1	332,1	360,8	349,9	(1)
— monnaie scripturale ³	175,0	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	319,4	330,4	354,9	370,4	358,5	365,1	375,1	390,5	378,9	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴ :	12,3	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	39,5	43,2	30,1	30,0	37,6	44,7	45,4	44,8	51,8	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,2	306,4	316,4	322,5	(2)
— autres dépôts	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	224,7	236,0	240,0	228,1	231,1	231,5	250,1	237,5	250,7	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	14,4	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4	(3)
— bons de caisse et obligations	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	11,4	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes ⁶	1,1	...	2,5	...	0,7	2,8	...	...	...	...	2,7	...	—	—	—	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	4,0	11,8	5,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	(13)
— autres ⁷	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	...	2,5	...	3,4	0,6	0,7	...	3,5	...	(13)
D. Autres	171,6	179,4 ⁸	175,1	201,3	213,0	222,2	259,1	228,3	233,7	252,2	244,6	262,6	264,8	273,9	285,6	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	1.113,1	1.266,7 ⁸	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	3.269,2	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

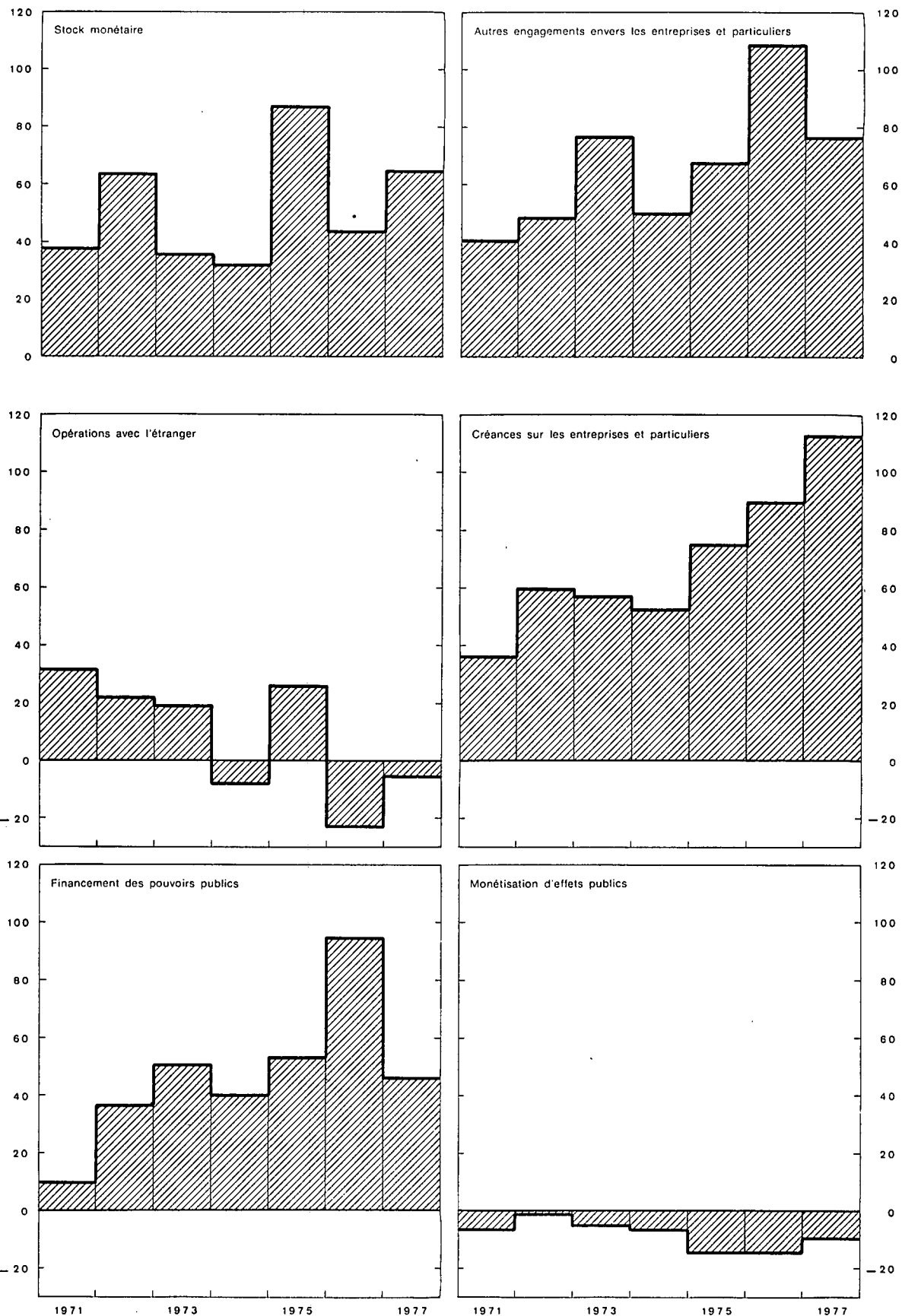
⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁷ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁸ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(8)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1970	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+ 24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 4,3	+ 6,5	+ 0,8	- 0,8	+ 8,6	- 6,3
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+ 35,0	+ 1,5	+ 3,0	- 1,2	+ 2,3	+ 4,7	- 1,2	- 2,8	+ 4,7	+ 0,5
1972	+64,2 ¹⁰	+39,8	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,2 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	+152,9	-23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+64,8	+39,8	+32,0	+ 4,4	+141,0	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+41,0	+14,8	-21,0	+ 0,8	+29,1	-17,9
1976 3 ^e trimestre	-30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	+ 6,7	-15,4	+ 21,7	+ 0,5	- 0,8	+ 6,3	+12,8	- 2,7	- 3,1	...	+ 1,2	-13,8
4 ^e trimestre	+22,9	+19,2	+ 0,6	+ 1,4	+ 44,1	+17,5	+ 18,7	+ 5,5	- 0,8	- 7,3	-17,4	+13,0	- 4,6	+ 4,2	- 2,3	+17,6
1977 1 ^{er} trimestre	+ 5,4	+ 8,8	+15,3	+ 5,7	+ 35,2	+ 1,6	+ 8,5	+ 0,7	- 0,9	- 5,1	+41,7	- 2,8	- 2,8	- 6,6	+ 7,4	- 6,5
2 ^e trimestre	+42,7	+ 2,1	+ 5,0	- 6,4	+ 43,4	- 0,6	+ 30,9	+ 1,7	- 2,5	+ 2,8	+26,6	+ 7,4	- 2,7	...	- 0,3	-19,9
3 ^e trimestre	- 9,5	+11,0	+ 7,7	- 1,9	+ 7,3	-15,1	+ 10,2	+ 6,1	- 5,2	+ 3,9	-12,0	- 0,4	- 2,7	...	+11,2	+11,3
4 ^e trimestre	+26,2	+17,9	+ 4,0	+ 7,0	+ 55,1	+ 8,2	+ 52,3	+ 1,7	- 0,6	- 4,5	-15,3	+10,6	-12,9	+ 7,5	+10,9	- 2,8
1978 1 ^{er} trimestre	+ 3,1	+26,8	+ 3,9	- 3,5	+ 30,3	- 8,1	- 17,1	p+ 2,9	- 2,8	+ 1,3	p+58,0	+ 6,6	p- 6,2	- 7,8	+ 3,4	p+ 0,1
2 ^e trimestre	+44,4	- 2,5	+ 8,2	- 0,9	+ 49,2	-14,4	+ 38,6	p+ 3,2	+ 1,9	- 6,9	p+48,0	-16,0	p- 6,9	+ 5,5	- 2,9	p- 0,9
3 ^e trimestre	-16,4	p+19,1	+ 3,8	+ 0,7	p+ 7,2	p-35,3	p+ 20,6	p- 0,6	+ 5,4	+ 1,5	p+ 8,1	p+15,5	p-11,3	- 1,1	p+ 4,6	p- 0,2

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

- 1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
- 2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
- 3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
- 4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
- 5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
- 6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
- 7 Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
- 8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
- 9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

- 10 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
- 11 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- 12 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- 13 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,8 milliard).
- 14 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
- 15 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général ^{(10) = (8) + (9)}
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total ^{(8) = (3) + (7)}		
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total ^{(7) = (4) + (6)}			
1969	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) ⁷	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976 Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978 Janvier	11,6	323,8	325,6	0,6	92,7	273,0	366,3	691,9	40,2	732,1
Février	11,6	326,1	328,5	1,0	93,0	268,5	362,5	691,0	42,8	733,8
Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,8	284,8	375,1	706,6	45,4	752,0
Avril	11,6	335,9	338,0	0,5	95,1	279,9	375,5	713,5	33,2	746,7
Mai	11,8	343,1	345,1	1,3	91,7	289,5	382,5	727,6	46,3	773,9
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,9	303,0	390,6	751,6	44,8	796,4
Juillet	11,9	349,3	351,8	0,5	93,5	293,5	387,5	739,3	35,5	774,8
Août	11,9	344,8	347,9	0,5	94,7	286,8	382,0	729,9	39,2	769,1
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	51,8	780,0
Octobre	12,0	344,5	346,6	0,6	88,1	272,3	361,0	707,6	57,5	765,1
Novembre	12,0	342,8	345,5	0,6	86,5	274,7	361,8	707,3	52,2	759,5
Décembre	12,2	359,9	360,9	p 0,8	p 80,8	p 291,6	p 373,2	p 734,1	p 51,3	p 785,4

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principa- lement monétaires	Auprès des autres intermé- diaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969	188,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série)	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) 3	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976 Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	45,4	6,0	51,4	799,5
Juin	355,8	386,1	61,2	447,3	803,1	44,8	16,2	61,0	864,1
Septembre	344,7	376,9	57,6	434,5	779,2	50,8	8,7	59,5	838,7

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Colonne (8) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII · 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations							Variations	
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁵ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁶ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁷	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁸
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres 4				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)	
1970	143,1	- 38,3	104,8	+11,4	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	- 32,0	132,5	+17,5	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	-13,6	+12,8	-10,5	- 0,1	+ 0,8	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	-21,4	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974	228,9	- 96,4	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+22,0	- 3,6	...	- 0,7	+26,3	+ 2,3	+24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	...	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4
1977	231,0	-108,2	122,8	- 2,3	-18,8	-21,1	- 6,0	...	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1976 3 ^e trimestre ..	194,7	- 79,2	115,5	-35,1	+16,9	-18,2	- 2,0	...	- 0,8	-15,4	+ 5,1	-13,1
4 ^e trimestre ..	231,8	- 86,3	145,5	+30,3	- 5,2	+25,1	+ 8,4	...	- 0,8	+17,5	- 0,3	+24,8
1977 1 ^{er} trimestre ..	235,0	- 87,1	147,9	+ 2,4	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	...	- 0,9	+ 1,6	+ 9,6	+11,6
2 ^e trimestre ..	248,7	-101,6	147,1	+13,0	-13,8	- 0,8	+ 2,3	...	- 2,5	- 0,6	- 5,9	- 6,7
3 ^e trimestre ..	252,3	-134,3	118,0	+ 3,5	-31,8	-28,3	- 8,0	...	- 5,2	-15,1	+ 7,9	-20,4
4 ^e trimestre ..	231,0	-108,2	122,8	-21,2	+27,2	+ 6,0	- 1,6	...	- 0,6	+ 8,2	+ 1,6	+ 7,6
1978 1 ^{er} trimestre ..	246,4	-117,9	128,5	+13,4	-12,6	+ 0,8	+11,6	...	- 2,7	- 8,1	p+ 4,7	p+ 5,5
2 ^e trimestre ..	245,3	-136,2	109,1	+ 1,1	-14,2	-13,1	- 0,6	...	+ 1,9	-14,4	p- 4,1	p-17,2
3 ^e trimestre ..	209,1	-125,9	83,2	-28,8	+10,8	-18,0	+11,9	...	+ 5,4	-35,3	p+ 2,1	p-15,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (8), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (11), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

5 Crédits mobilisés auprès des banques belges.

6 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

7 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

8 Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

	Montants à fin de période						Variations après ajustement statistique ⁵				
	Réserves de change					Total (6) = (1) à (5)	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations (7)	Avoirs extérieurs nets (8) = (6) + (7)	Réserves de change (9)	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations (10)	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶ (11) = (9) + (10)
	Encaisse en or (1)	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ² (2)	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.O.O.M. (3)	Monnaies étrangères au comptant ³ (4)	Francs belges au comptant ⁴ (5)						
1971	77,2	50,3	—	35,0	- 3,8	158,7	5,8	164,5	+13,6	+ 3,9	+17,5
1972	75,4	52,0	—	52,4	- 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	3,5	75,9	- 3,5	202,2	16,9	219,1	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	...	95,1	- 3,4	216,8	12,0	228,8	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	...	90,8	- 3,4	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	- 26,7	106,5	- 6,0	195,9	p 25,5	p 221,4	p-15,9	p+ 5,4	p-10,5
1976 4 ^e trimestre	71,8	58,9	...	90,7	- 3,3	218,1	13,7	231,8	+31,5	- 1,2	+30,3
1977 1 ^{er} trimestre	72,1	59,3	...	101,1	- 3,4	229,1	5,9	235,0	+10,2	- 7,8	+ 2,4
2 ^e trimestre	72,1	60,8	...	107,1	- 3,3	236,7	12,0	248,7	+ 6,9	+ 6,1	+13,0
3 ^e trimestre	72,1	58,7	...	112,5	- 4,9	238,4	13,9	252,3	+ 1,6	+ 1,9	+ 3,5
4 ^e trimestre	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-27,3	+ 6,1	-21,2
1978 1 ^{er} trimestre	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+24,6	-11,2	+13,4
2 ^e trimestre	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	10,5	245,3	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
3 ^e trimestre	72,3	50,8	- 27,5	98,8	- 5,1	189,3	19,8	209,1	-38,0	+ 9,2	-28,8
4 ^e trimestre	72,5	49,6	- 26,7	106,5	- 6,0	195,9	p 25,5	p 221,4	p- 1,9	p+ 5,7	p+ 3,8
1978 Janvier	72,3	57,7	- 13,5	109,5	- 3,7	222,3	13,2	235,5	+10,0	- 6,8	+ 3,2
Février	72,3	57,7	- 5,3	111,7	- 3,7	232,7	14,8	247,5	+ 8,9	+ 1,6	+10,5
Mars	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+ 5,7	- 6,0	- 0,3
Avril	72,3	52,7	...	116,8	- 4,2	237,6	11,2	248,8	+ 1,5	+ 2,4	+ 3,9
Mai	72,3	52,9	...	117,3	- 5,1	237,4	16,8	254,2	- 0,8	+ 5,6	+ 4,8
Juin	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	10,5	245,3	- 1,3	- 6,3	- 7,6
Juillet	72,3	51,5	...	96,4	- 4,9	215,3	14,5	229,8	-14,8	+ 3,9	-10,9
Août	72,3	50,8	- 16,3	90,2	- 5,4	191,6	19,0	210,6	-23,9	+ 4,5	-19,4
Septembre	72,3	50,8	- 27,5	98,8	- 5,1	189,3	19,8	209,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5
Octobre	72,3	50,2	- 39,5	107,0	- 3,9	186,1	24,7	210,8	-13,7	+ 4,9	- 8,8
Novembre	72,3	50,0	- 26,9	105,6	- 4,3	196,7	20,7	217,4	+12,8	- 3,9	+ 8,9
Décembre	72,5	49,6	- 26,7	106,5	- 6,0	195,9	p 25,5	p 221,4	p- 1,0	p+ 4,7	p+ 3,7
1979 Janvier	72,5	54,1	- 20,2	107,8	- 4,6	209,6	p 21,6	p 231,2			

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1971 et 1972. b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge en 1971, de la réévaluation du franc suisse en 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et c) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (8) + (10)
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)			Crédits de caisses 4	Autres (9)		
1969	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976 Juin	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	75,6	153,2	5,2	234,0	761,2
Septembre	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	79,0	153,9	7,6	240,5	789,5
Décembre	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 Mars	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	79,6	164,5	10,7	254,8	830,9
Juin	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	85,8	179,6	11,0	276,4	883,3
Septembre	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,2	180,5	9,5	273,2	891,1
Décembre ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 Mars	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1
Juin	50,5	99,4	94,3	28,1	419,2	691,5	95,2	196,5	16,0	307,7	999,2
Septembre ⁵	55,5	102,0	96,1	31,9	426,5	712,0	98,8	208,3	9,2	316,3	1.028,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1950, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédites accordées à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) + (8)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1969	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 ³	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1
Décembre	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1
Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,7	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1
Décembre ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2
Juin	26,2	184,9	480,4	691,5	9,8	25,8	35,6	16,4	159,1	480,4	655,9	0,1
Septembre ³	29,4	189,5	493,1	712,0	19,9	43,4	63,3	9,5	146,1	493,1	648,7	...

B. Crédits à l'étranger

1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	8,4	32,5	40,9	22,8	44,2	199,8	266,8	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	15,7	29,6	45,3	17,1	42,7	211,2	271,0	5,1

C. Total

1969	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 ³	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6
Décembre	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3
Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3
Décembre ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7
Juin	57,4	261,6	680,2	999,2	18,2	58,3	76,5	39,2	203,3	680,2	922,7	2,3
Septembre ³	62,2	261,8	704,3	1.028,3	35,6	73,0	108,6	26,6	188,8	704,3	919,7	5,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1987, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976 Juin	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	3,1	9,5	12,6	3,1	9,8	0,1	13,0	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	10,1	28,7	38,8	10,1	28,9	0,4	39,4	1,2
B. Crédits à l'étranger											
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Juin	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
Septembre	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...
Décembre	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 Mars	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...
Juin	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...
Septembre	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...
Décembre ¹	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 Mars	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...
Juin	...	...	...	5,3	5,3	10,6	5,3	5,3	...	10,6	...
Septembre ¹	...	...	...	11,6	8,2	19,8	11,6	8,2	...	19,8	...
C. Total											
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976 Juin	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	8,4	14,8	23,2	8,4	15,1	0,1	23,6	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	21,7	36,9	58,6	21,7	37,1	0,4	59,2	1,2

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1970.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires 2	
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) =	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1969	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 ³	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Juin	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1
Décembre	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1
Juin	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0
Décembre ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
Juin	26,2	185,2	480,5	691,9	6,7	16,3	23,0	19,5	168,9	480,5	668,9	0,9
Septembre ³	29,4	189,7	493,5	712,6	7,7	14,1	21,8	21,7	175,6	493,5	690,8	1,2

B. Crédits à l'étranger

1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	3,1	27,2	30,3	28,1	49,5	199,8	277,4	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	3,7	21,2	24,9	29,1	51,1	211,2	291,4	5,1

C. Total

1969	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 ³	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Juin	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre	61,2	213,8	515,3	790,3	8,8	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6
Décembre	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3
Juin	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2
Décembre ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7
Juin	57,4	261,9	680,3	999,6	9,8	43,5	53,3	47,6	218,4	680,3	946,3	3,1
Septembre ³	62,2	262,0	704,7	1.028,9	11,4	35,3	46,7	50,8	226,7	704,7	982,2	6,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriquer	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre	1977 81 décembre	1978 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	19,4
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	1,5	0,7
Droits de tirage spéciaux	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0	120,3	112,7
Monnaies étrangères	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2	106,1
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10,7	0,3	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,4
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...	11,9
Effets de commerce	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7	79,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8	14,2
Banques .....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1	2,0
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	16,0
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,0
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2	9,2
Fonds publics	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1	6,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1	10,3
Comptes transitoires	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9	1,2	1,5
	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8
PASSIF									
Billets en circulation	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4	359,9
Comptes courants et divers :									
Trésor public { compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	2,9
Banques en Belgique	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4
Entreprises et particuliers	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8	0,7
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9	1,1
Valeurs à payer	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0	3,3
Accords internationaux	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	2,5	2,4
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6	342,6	370,7
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ² :									
Belgique	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—	0,4
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	...	...	16,2
Caisse de Pensions du Personnel	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1	10,3
Comptes transitoires	2,9	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5	14,5	16,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2	1,3
Réserve extraordinaire	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7	3,4
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0
Bénéfice net à répartir	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.
² Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1977 7 novembre	1978 6 novembre	1977 5 décembre	1978 4 décembre	1978 9 janvier	1979 8 janvier	1978 6 février	1979 5 février
ACTIF								
Encaisse en or	72,1	72,3	72,1	72,3	72,3	72,5	72,3	72,5
Fonds Monétaire International :								
Participation	27,7	19,6	27,3	19,6	26,7	19,4	26,7	19,4
Prêts	1,4	0,7	1,4	0,7	1,5	0,7	1,5	0,7
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	19,8	20,1	19,8	24,6	19,8	24,6
Monnaies étrangères	105,8	106,6	100,0	105,4	101,2	106,3	103,0	106,4
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux	0,5	0,2	0,7	0,2	0,5	...	0,2	0,4
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,7	9,5	9,7	9,4	9,7	9,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	...	6,5	...	6,5	...	6,5	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	...	12,2	...	12,2	...	11,6	...	11,6
Effets de commerce	42,4	77,2	45,3	64,5	56,4	78,9	46,7	65,1
Avances sur nantissement	12,3	16,4	0,1	8,2	9,5	14,9	0,4	19,8
Effets publics ¹ :								
Effets publics belges	12,1	37,0	37,0	37,0	36,5	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ²	...	12,2	...	23,7	...	14,8	2,7	11,0
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,7	2,1	2,6	2,1	2,4	2,0	2,5	2,0
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	...	0,4	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	6,1	6,5	6,1	6,5	6,1	6,5	6,5	7,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	8,5	10,0	8,5	10,0	8,9	10,3	9,7	10,9
Divers	4,9	7,1	9,9	7,3	7,3	7,8	3,0	7,9
Compte d'ordre :	373,3	450,5	389,9	439,9	406,0	456,9	388,8	446,2
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	14,5	11,5	13,8	24,2	19,9	23,3	19,2	22,3
PASSIF								
Billets en circulation	324,1	346,9	327,6	347,5	332,4	356,9	329,0	353,4
Comptes courants :								
Trésor public, compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,8	0,6	0,9	1,0	0,8	1,3	0,8	1,5
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,5	3,7	2,4	1,8	2,2	5,0	2,6	3,6
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	2,7	2,1	2,6	2,1	2,4	2,0	2,5	2,0
Autres accords	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	...	0,3	...
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7	10,2	14,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	0,3	...	0,1
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	...	16,2	...	16,2	...	16,2	...	16,2
Caisse de Pensions du Personnel	8,5	10,0	8,5	10,0	8,9	10,3	9,7	10,9
Divers	19,2	17,2	19,5	17,5	20,0	17,6	15,6	16,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	5,7	6,1	5,7	6,1	5,7	6,1	6,1	6,8
Compte d'ordre :	373,3	450,5	389,9	439,9	406,0	456,9	388,8	446,2
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	14,5	11,5	13,8	24,2	19,9	23,3	19,2	22,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Le montant maximum du portefeuille d'effets publics est fixé actuellement à 38 milliards 250 millions de francs, dont 37 milliards pour les effets publics belges et 1 milliard 250 millions pour les effets publics luxembourgeois. (Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. Le montant cumulé maximum du concours octroyé sous ces deux formes est actuellement fixé à 30 milliards. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1976 4 ^e trimestre	1.112	167,8	73,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1977 1 ^{er} trimestre	1.110	197,8	77,9	294,0	568,1	278,3	568,1	1.708,7	96
2 ^e trimestre	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
3 ^e trimestre	1.112	191,2	78,1	292,0	527,3	302,7	527,3	1.649,4	95
4 ^e trimestre	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1978 1 ^{er} trimestre	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 ^e trimestre	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
3 ^e trimestre	1.107	193,1	80,3	314,8	582,3	324,3	582,3	1.803,7	96
4 ^e trimestre	1.111	204,1	77,0	325,9	586,2	306,0	586,2	1.804,3	96
1977 Décembre	1.112	200,2	80,7	332,6	605,6	338,0	605,6	1.881,8	96
1978 Janvier	1.112	184,0	77,3	317,3	609,5	311,8	609,5	1.848,1	96
Février	1.111	183,9	81,7	325,7	656,1	284,1	656,1	1.922,1	96
Mars	1.109	225,4	80,7	304,7	592,7	342,6	592,7	1.832,6	96
Avril	1.107	201,3	81,8	297,8	541,6	236,2	541,6	1.617,1	96
Mai	1.106	261,3	90,7	381,3	711,1	453,0	711,1	2.256,6	96
Juin	1.106	185,9	81,2	339,9	595,4	318,2	595,4	1.848,9	95
Juillet	1.106	222,3	81,7	354,7	635,0	374,6	635,0	1.999,3	96
Août	1.107	182,9	79,7	292,7	548,3	296,8	548,3	1.686,1	96
Septembre	1.109	174,2	79,4	296,9	563,5	301,5	563,5	1.725,4	96
Octobre	1.110	199,0	75,6	337,2	608,8	297,5	608,8	1.852,3	96
Novembre	1.111	221,8	77,4	313,3	593,7	350,3	593,7	1.851,0	96
Décembre	1.111	191,4	78,1	327,2	556,2	270,1	556,2	1.709,7	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-B).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1977	1978
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	25,5	10,6	11,0	11,7	10,2	10,4	11,7	13,7
Prêts au jour le jour	26,9	21,5	27,2	32,4	38,4	44,3	32,4	42,3
Banquiers	336,0	393,9	473,3	592,9	578,6	745,0	592,9	745,0
Maison-mère, succursales et filiales	143,4	162,1	161,5	197,3	197,8	228,2	197,3	210,4
Autres valeurs à recevoir à court terme	26,7	29,3	31,5	36,0	36,2	35,0	36,0	35,0
Portefeuille-effets	183,1	209,5	250,8	216,7	221,1	245,8	216,7	244,3
a) Effets publics	32,0	40,0	65,3	20,8	29,7	46,1	20,8	37,4
b) Effets commerciaux *	151,1	169,5	185,5	195,9	191,4	199,7	195,9	206,9
Reports et avances sur titres	1,4	1,8	3,5	5,4	5,6	3,8	5,4	3,1
Débiteurs par acceptations	52,2	56,3	54,9	61,9	59,1	64,7	61,9	64,7
Débiteurs divers	358,0	461,0	533,7	645,5	630,4	720,9	645,5	731,2
Valeurs mobilières	386,0	412,2	433,7	521,7	516,9	571,6	521,7	570,5
a) Fonds publics belges	320,4	356,2	382,1	470,0	465,9	514,8	470,0	514,9
b) Autres titres d'emprunt	64,8	54,8	50,6	50,8	50,0	56,0	50,8	54,9
c) Actions et parts de sociétés	0,6	1,0	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,6
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	2,0	1,8	1,9
Participations	12,6	12,6	12,5	14,3	13,1	14,6	14,3	14,4
a) Filiales	5,0	4,9	4,7	5,4	4,9	5,3	5,4	5,2
b) Autres participations	7,6	7,7	7,8	8,9	8,2	9,3	8,9	9,2
Frais de constitution et de premier établissement	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	1,1
Immeubles	11,2	14,0	16,7	19,8	19,9	21,7	19,8	20,9
Participations dans les filiales immobilières	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	1,4	0,7	1,4
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,6	2,1	2,5	2,8	3,0	3,6	2,8	3,3
Divers	49,6	44,1	48,3	54,9	50,3	58,8	54,9	71,8
Total de l'actif ...	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.383,8	2.772,6	2.416,5	2.775,1
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	42,9	40,6	60,3	80,3	72,6	83,4	80,3	89,9
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	2,3	1,6	3,1	2,1	2,0	1,4	2,1	3,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

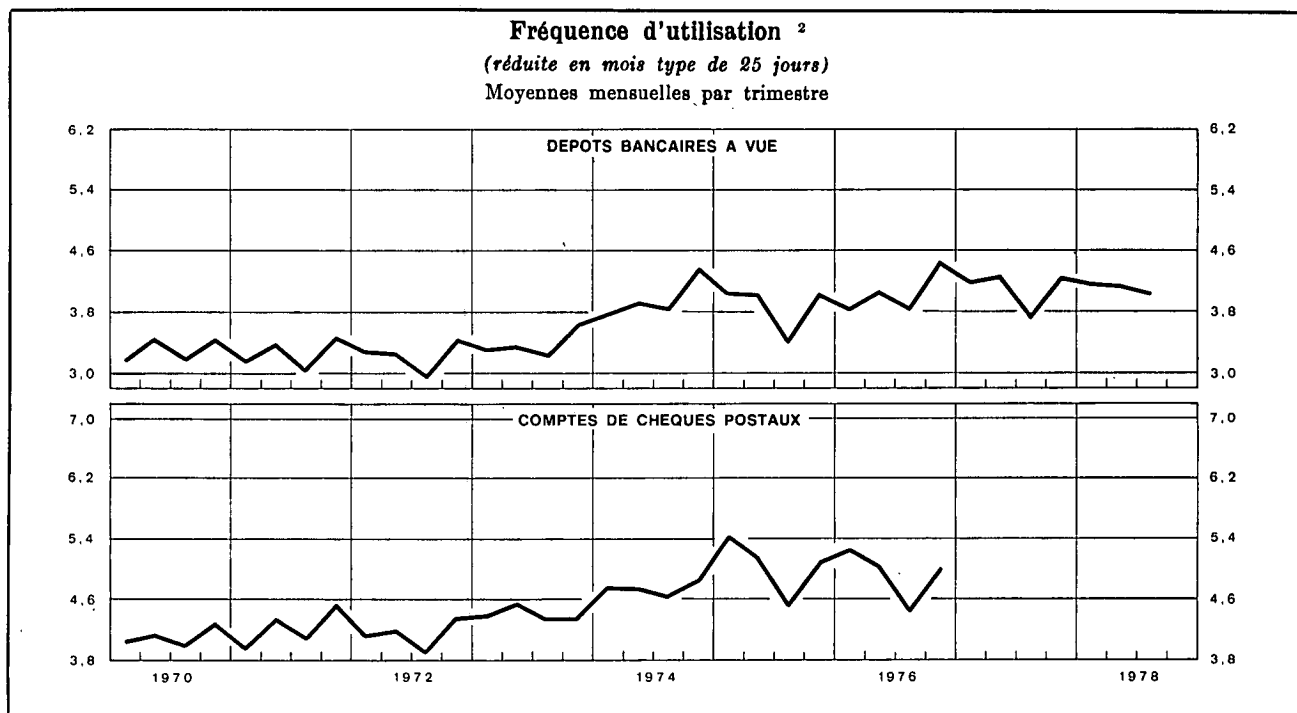
Passif

Rubriques	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1977	1978
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,4	2,4	2,9	2,9	1,8	10,2	2,9	5,9
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,9	2,1	2,4	2,5	1,5	1,9	2,5	3,1
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	0,3	0,5	0,4	0,3	8,3	0,4	2,8
Emprunts au jour le jour	43,9	36,7	40,0	38,0	59,0	53,3	38,0	59,8
a) Couverts par des sûretés réelles	8,5	4,7	8,7	7,7	5,8	3,7	7,7	6,7
b) Non couverts par des sûretés réelles	35,4	32,0	31,3	30,3	53,2	49,6	30,3	53,1
Banquiers	599,5	673,0	731,8	910,1	886,7	1.108,2	910,1	1.103,2
Maison-mère, succursales et filiales	86,7	99,5	101,7	130,0	139,5	152,5	130,0	143,0
Acceptations	52,2	56,3	54,9	61,9	59,1	64,7	61,9	64,7
Autres valeurs à payer à court terme	9,3	13,8	14,4	20,6	15,9	22,7	20,6	26,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	6,3	2,7	3,0	4,8	3,7	4,9	4,8	4,6
Dépôts et comptes courants	665,8	783,0	916,0	1.004,0	972,4	1.074,0	1.004,0	1.083,3
a) A vue	221,2	268,7	292,1	330,3	318,1	327,9	330,3	348,3
b) A un mois au plus	74,3	77,4	111,0	111,7	110,4	119,1	111,7	113,8
c) A plus d'un mois	169,0	177,0	221,3	220,3	216,6	257,6	220,3	238,4
d) A plus d'un an	19,9	17,7	15,2	17,3	17,3	19,1	17,3	19,0
e) A plus de deux ans	14,9	17,7	18,2	20,7	20,8	20,0	20,7	20,0
f) Carnets de dépôts	170,5	221,8	255,6	300,2	285,6	326,2	300,2	339,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	2,7	2,6	3,5	3,6	4,1	3,5	4,0
Obligations et bons de caisse	47,2	54,8	70,3	100,6	98,5	118,4	100,6	120,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Divers	49,9	50,9	63,5	70,6	77,2	84,2	70,6	84,0
Total de l'exigible ...	1.564,9	1.774,8	2.000,0	2.345,0	2.315,3	2.694,6	2.345,0	2.696,5
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,6	8,4	9,0	6,5	6,2	8,1	6,5	8,9
Non exigible :								
Capital	27,2	28,1	31,0	37,0	35,5	39,6	37,0	39,5
Fonds indisponible par prime d'émission	5,7	3,2	3,1	4,6	3,5	4,6	4,6	4,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	2,0	1,8	1,9
Réserve disponible	12,2	12,0	13,3	15,4	15,3	17,0	15,4	17,0
Autres réserves	— ²	4,8	5,1	5,1	5,1	5,4	5,1	5,5
Provisions	1,6	0,8	0,8	1,1	1,1	1,3	1,1	1,1
Total du non exigible ...	48,2	50,4	55,0	65,0	62,3	69,9	65,0	69,7
Total du passif ...	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.383,8	2.772,6	2.416,5	2.775,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Au 31 décembre 1974, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1970	325,7	207,3	533,0	3,86	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.....
1976 3 ^e trimestre	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
4 ^e trimestre	905,5	460,4	1.365,9	4,54	4,48	5,00
1977 1 ^{er} trimestre	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	.....
2 ^e trimestre	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	.....
3 ^e trimestre	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
4 ^e trimestre	986,2	509,2	1.495,4	4,34	4,28	.....
1978 1 ^{er} trimestre	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	.....
2 ^e trimestre	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	.....
3 ^e trimestre	973,2	497,1	1.470,3	4,03	3,93	.....
1977 Novembre	924,4	519,0	1.443,4	3,96	4,12	.....
Décembre	1.103,8	507,7	1.611,5	4,84	4,65	.....
1978 Janvier	966,3	523,7	1.490,0	4,09	4,09	.....
Février	957,6	619,5	1.577,1	3,98	4,14	.....
Mars	1.004,4	511,7	1.516,1	4,48	4,30	.....
Avril	953,2	462,5	1.415,7	3,91	3,91	.....
Mai	1.033,6	686,4	1.720,0	4,16	4,34	.....
Juin	1.064,9	524,9	1.589,8	4,31	4,15	.....
Juillet	1.048,4	543,1	1.591,5	4,14	4,14	.....
Août	941,1	465,5	1.406,6	4,00	3,85	.....
Septembre	930,0	482,7	1.412,7	3,96	3,81	.....
Octobre	1.045,5	496,6	1.542,1	4,55	4,38	.....
Novembre	1.019,9	547,1	1.567,0	4,25	4,43	.....

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...	
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...	
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	
1974	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9	
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976 Mars	18,6	6,0	6,6	...	...	21,6	...	5,9	
Juin	17,0	6,0	9,6	0,6	...	24,8	...	4,8	
Septembre	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5	
Décembre	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	
1977 Janvier	14,3	6,0	8,4	...	...	18,6	...	6,7	
Février	13,9	6,0	6,2	...	...	20,9	1,8	...	
Mars	14,0	6,0	16,4	...	...	19,8	...	13,1	
Avril	13,4	6,0	10,4	...	...	21,9	...	4,3	
Mai	14,3	6,0	28,8	...	...	22,0	8,4	15,0	
Juin	12,7	6,0	22,0	...	...	22,5	...	14,8	
Juillet	12,7	—	11,1	...	1,9	21,7	...	...	...
Août	13,3	—	10,0	...	...	19,1	...	...	...
Septembre	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...	...
Octobre	13,5	—	...	...	14,6	12,1	...	12,5	...
Novembre	13,4	—	0,6	...	...	10,4	...	...	...
Décembre	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

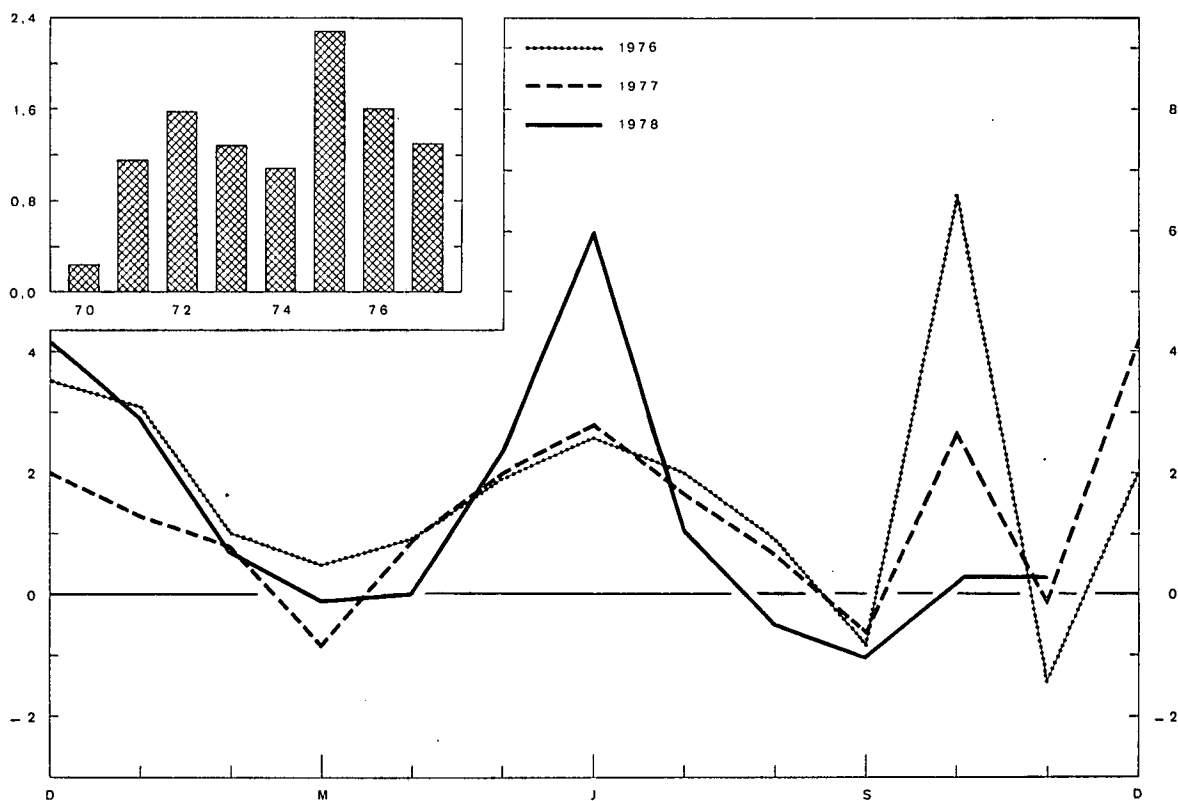
5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements
(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts 1			Solde 4	Bons d'épargne 2	Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
				à fin de période		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1976 3 ^e trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
1976 4 ^e trimestre	87,4	80,2	7,2	319,5	49,5	369,0
1977 1 ^{er} trimestre	86,3	85,0	1,3	320,8	54,5	375,3
1977 2 ^e trimestre	96,3	90,6	5,7	326,5	58,1	384,6
1977 3 ^e trimestre	89,4	87,6	1,8	328,3	62,6	390,9
1977 4 ^e trimestre	99,3	92,5	6,8	348,9	65,4	414,3
1978 1 ^{er} trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
1978 2 ^e trimestre	122,7	114,3	8,4	360,7	74,0	434,7
1978 3 ^e trimestre	118,9	119,2	- 0,3	360,4	76,1	436,5
1977 Novembre	29,5	29,6	- 0,1	330,9	64,9	395,8
1977 Décembre	35,0	30,8	4,2	348,9	65,4	414,3
1978 Janvier	37,7	34,9	2,8	351,7	66,6	418,3
1978 Février	33,4	32,7	0,7	352,4	67,9	420,3
1978 Mars	37,1	37,2	- 0,1	352,3	70,3	422,6
1978 Avril	34,3	34,3	...	352,3	72,1	424,4
1978 Mai	40,4	38,0	2,4	354,7	73,3	428,0
1978 Juin	48,0	42,0	6,0	360,7	74,0	434,7
1978 Juillet	40,6	39,5	1,1	361,8	74,6	436,4
1978 Août	37,4	37,9	- 0,5	361,3	75,6	436,9
1978 Septembre	40,9	41,8	- 0,9	360,4	76,1	436,5
1978 Octobre	46,1	45,8	0,3	360,7	77,1	437,8
1978 Novembre	42,2	41,9	0,3	361,0	77,8	438,8

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1977, les intérêts capitalisés s'élèvent à 18,8 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9
Avances à l'industrie	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7
Crédit agricole	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4
Acceptations bancaires	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8
Prêts au jour le jour	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6
Total ...	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3
Prêts hypothécaires	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8
Crédit agricole	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2
Total ...	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7
Valeurs échues du portefeuille	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—
Divers	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1
Total de l'actif ...	194,8	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7
Etablissements publics et autres	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1
Total ...	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8
Dépôts en comptes courants ²	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7
Fonds de développement des universités libres	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4
Divers	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7
Total du passif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.F.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : OGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	13,9	} 23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0
Réserves mathématiques ²	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Fonds de réserve	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total ...	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : OGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Total ...	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2
Fonds de réserve et de répartition	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8
Total ...	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8	50,1	59,6
2. garantis par banques et organismes financiers .	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7
3. dont le risque est à charge de l'Institution	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3	66,9	66,7
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3	13,0	14,9
Placements divers à court terme	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4
Divers	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1	7,4	9,2
Total de l'actif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

PASSIF

Obligations	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5
Bons de caisse	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4
Divers	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9	22,2	22,9
Total du passif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficulté, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 oct.	1978 31 oct.	1977 30 nov.	1978 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	3,0	1,5	1,7	2,3	1,4	1,6	1,2	1,4
Prêts au jour le jour	0,4	1,0	1,3	1,2	0,7	0,4	0,7	0,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	7,7	11,9	10,7	8,2	6,2	5,1	6,3	6,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,7	1,8	2,1	2,3	2,1	2,4	2,2	2,6
Effets de commerce et factures	3,6	2,1	3,4	4,0	4,2	4,4	4,1	4,4
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	16,5	21,0	30,9	38,3	37,5	43,0	37,8	43,1
Portefeuille-titres et participations	103,0	131,7	151,0	172,3	169,3	191,3	169,8	190,5
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(1,8)	(1,6)	(1,9)	(0,6)	(0,5)	(1,3)	(0,3)	(1,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(37,2)	(48,9)	(58,1)	(66,7)	(66,4)	(79,2)	(66,9)	(78,8)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(51,3)	(61,8)	(70,2)	(82,9)	(81,0)	(88,3)	(81,2)	(87,7)
c) Obligations de sociétés belges	(8,0)	(13,2)	(14,4)	(15,5)	(14,9)	(16,0)	(15,0)	(16,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(2,4)	(3,1)	(3,3)	(3,8)	(3,5)	(4,1)	(3,6)	(4,2)
e) Autres valeurs	(2,3)	(3,1)	(3,1)	(2,8)	(3,0)	(2,4)	(2,8)	(2,4)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	127,3	143,4	166,7	186,2	182,1	210,0	184,4	212,7
Actionnaires ou sociétaires	1,9	2,4	3,1	3,4	3,3	3,4	3,4	3,4
Débiteurs divers	0,9	1,4	2,0	2,9	2,5	2,6	2,4	2,7
Divers	1,0	1,1	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Total du disponible et réalisable ...	267,0	319,3	373,5	421,7	409,9	464,7	412,8	468,5
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,1	—
Immeubles et terrains	3,3	3,0	3,5	4,0	3,8	4,4	3,9	4,4
Leasing immobilier	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Leasing mobilier	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	—	—
Total de l'immobilisé ...	4,1	4,5	5,1	5,6	5,5	6,1	5,6	6,1
Comptes transitoires ¹	6,3	8,3	9,7	12,0	11,6	13,3	13,1	14,9
Total de l'actif ...	277,4	332,1	388,3	439,3	427,0	484,1	431,5	489,5
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	256,9	306,9	359,8	405,9	394,1	447,8	396,3	451,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	253,4	302,6	354,5	399,7	387,8	439,7	390,0	443,6

¹ Y compris les comptes de résultat.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 oct.	1978 31 oct.	1977 30 nov.	1978 30 nov.
Fonds d'épargne :								
Visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais ¹ :								
a) n'excédant pas deux ans		219,8	255,7	282,0	265,5	303,7	266,9	306,2
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...		20,5	24,6	28,3	27,9	30,8	28,1	30,9
c) de cinq ans ou plus		61,1	71,9	85,3	84,2	92,6	84,8	93,7
Visés à l'article 23, § 5, de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—
Total des fonds d'épargne ...	251,8	301,5	352,2	395,6	377,6	427,1	379,8	430,8
Réserves techniques	1,1	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution	2,5	2,8	3,1	3,4	3,3	3,7	3,3	3,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,4	0,5	0,6	0,8	0,1	0,2	0,1	0,2
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	...	...	...	...	0,4	1,0	0,2	0,2
b) auprès de la Banque Nationale .....	...	...	...	...	...	0,2	—	0,9
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	0,1	0,2	0,7	1,1	1,3	1,6	1,2	1,4
Acceptations en circulation	—	—	—	—	—	—	—	—
Réescompteurs .....	...	...	...	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5
Mobilisation d'Actifs	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Autres engagements à un mois maximum	0,5	0,9	1,1	1,4	0,6	0,5	0,5	0,5
Créditeurs divers	1,1	1,2	1,0	1,3	1,0	1,2	1,1	1,5
Provisions pour charges	0,5	1,2	2,5	3,3	2,2	2,5	2,3	2,6
Divers	1,0	1,1	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Total de l'exigible ...	259,5	311,0	363,0	409,1	388,8	440,3	390,6	444,0
Fonds propres :								
a) capital	5,6	6,5	7,6	8,0	7,9	8,4	7,9	8,4
b) réserve légale	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
c) autres réserves	6,2	6,6	7,1	7,8	7,7	8,7	7,8	8,7
Comptes de redressements d'actifs	0,4	0,8	1,2	1,9	1,2	1,9	1,2	1,9
Comptes transitoires ²	5,2	6,7	8,8	11,8	20,7	24,1	23,3	25,8
Total du passif ...	277,4	332,1	388,3	439,3	427,0	484,1	431,5	489,5

¹ Au 31 décembre 1974 :

Dépôts inférieurs à 2 ans	155,6
Dépôts à 2 ans et plus	31,8
Obligations et bons de caisse	64,1

² Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (À fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (5) + (8) = (9)	créditeurs (12)	débiteurs (13)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)								
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1976 3 ^e trimestre	20,6	11,9	1,8	2,3	16,0	0,4	13,8	14,2	22,4	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4	
4 ^e trimestre	22,4	10,1	1,2	3,1	14,4	0,6	16,0	16,6	20,2	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7	
1977 1 ^{er} trimestre	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8	
2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2	
3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8	
4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3	
1978 1 ^{er} trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2	
2 ^e trimestre	21,1	8,2	1,5	2,2	11,9	0,5	10,5	11,0	22,0	.....	29,6	10,6	31,3	75,8
3 ^e trimestre	22,0	9,1	2,4	3,8	15,3	0,5	14,1	14,6	22,7	.....	30,6	10,0	34,5	76,4
1977 Septembre	19,8	2,5	0,6	1,3	4,4	0,2	4,4	4,6	19,6	297,1	27,6	7,2	31,0	18,3	
Octobre	19,6	3,0	0,7	1,6	5,3	0,8	4,2	5,0	19,9	296,3	27,7	6,7	33,0	22,3	
Novembre	19,9	4,0	0,5	2,5	7,0	1,2	5,0	6,2	20,7	299,4	25,8	12,7	26,5	22,3	
Décembre	20,7	3,7	0,6	1,3	5,6	0,4	5,5	5,9	20,4	303,0	26,1	13,6	25,8	23,7	
1978 Janvier	20,4	3,6	0,5	0,8	4,9	0,1	4,1	4,2	21,1	303,1	25,6	10,7	31,0	38,6	
Février	21,1	3,6	0,6	3,7	7,9	0,2	7,3	7,5	21,5	307,1	25,6	11,2	30,8	22,7	
Mars	21,5	3,7	0,5	1,0	5,2	0,3	5,3	5,6	21,1	311,4	27,6	11,1	29,2	24,9	
Avril	21,1	2,5	0,7	0,8	4,0	0,2	2,7	2,9	22,2	311,5	27,7	8,8	31,4	32,7	
Mai	22,2	2,7	0,4	0,9	4,0	0,2	3,9	4,1	22,1	314,4	28,1	11,9	30,7	26,3	
Juin	22,1	3,0	0,4	0,5	3,9	0,1	3,9	4,0	22,0	.....	29,6	11,0	31,8	16,8
Juillet	22,0	3,5	1,1	1,6	6,2	0,2	6,0	6,2	22,0	318,7	28,3	10,0	38,8	37,9	
Août	22,0	2,2	0,6	1,1	3,9	0,2	4,2	4,4	21,5	.....	31,0	10,7	32,6	20,8
Septembre	21,5	3,4	0,7	1,1	5,2	0,1	3,9	4,0	22,7	.....	30,6	9,2	32,0	17,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
ACTIF									
Immeubles	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7
Prêts hypothécaires	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4
Prêts sur polices	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	8,4	8,2	21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3
Titres des organismes parastataux de crédit	8,1	8,2							
Titres des autres organismes parastataux	2,5	2,5							
Titres des provinces et communes	2,3	1,9							
Valeurs étrangères	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5
Obligations de sociétés belges	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1
Actions de sociétés belges	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3
Total des valeurs mobilières ...	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...
Réserves mathématiques ¹	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9

Sociétés étrangères

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
ACTIF									
Immeubles	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8
Prêts hypothécaires	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7
Prêts sur polices	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	5,0	5,0	8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2
Titres des organismes parastataux de crédit	1,5	1,5							
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,1							
Titres des provinces et communes	0,5	0,4							
Valeurs étrangères	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5
Actions de sociétés belges	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4
Total des valeurs mobilières ...	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...
Réserves mathématiques ¹	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total (6) = (1) + (4) + (5)		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	
1970	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 160,6	+ 163,5
1971	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 208,0	+ 215,7
1972	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 279,8	+ 286,5
1973	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 285,7	+ 301,2
1974	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	+ 300,0	+ 309,2
1975	+ 5,4	- 0,9	+ 0,3	- 0,6	- 0,7	+ 4,1	p+ 381,8	p+ 385,9
1976	+ 8,8	- 1,5	- 0,3	- 1,8	+ 1,8	+ 8,8	p+ 467,5	p+ 476,3
1977	- 1,2	+ 4,4	+ 0,2	+ 4,6	- 0,3	+ 3,1	p+ 466,4	p+ 469,5
1976 3 ^o trimestre	- 2,1	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 1,6	- 4,5	p+ 78,9	p+ 74,4
4 ^o trimestre	+ 4,6	+ 2,3	- 0,1	+ 2,2	...	+ 6,8	p+ 112,8	p+ 119,6
1977 1 ^{er} trimestre	- 13,5	+ 14,4	+ 0,2	+ 14,6	- 0,1	+ 1,0	p+ 138,8	p+ 139,8
2 ^o trimestre	+ 2,4	+ 0,8	...	+ 0,8	- 0,2	+ 3,0	p+ 135,8	p+ 138,8
3 ^o trimestre	+ 4,2	- 13,3	...	- 13,3	+ 0,2	- 8,9	p+ 85,2	p+ 76,3
4 ^o trimestre	+ 5,7	+ 2,5	...	+ 2,5	- 0,2	+ 8,0	p+ 106,6	p+ 114,6
1978 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 14,0	- 0,1	+ 13,9	- 0,4	+ 15,7	p+ 134,7	p+ 150,4
2 ^o trimestre	+ 9,6	- 11,2	...	- 11,2	+ 0,2	- 1,4	p+ 176,3	p+ 174,9
3 ^o trimestre	- 1,5	+ 1,3	...	+ 1,3	- 0,2	- 0,4	p+ 65,1	p+ 64,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (⁹) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (⁴) = (1) à (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (⁷) = (5) + (6)		
1970	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 11,6	+160,6
1971	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 6,9	+208,0
1972	+ 64,7	+103,6	+ 62,0	+230,3	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,4	+279,8
1973	+ 31,9	+139,3	+ 81,3	+252,5	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	+ 2,3	+285,7
1974	+ 34,4	+141,3	+ 96,7	+272,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	- 0,5	+300,0
1975	+ 91,9	+126,1	p+112,8	p+330,8	+ 8,0	+ 31,8	+ 39,8	p+ 11,2	p+381,8
1976	+ 37,2	+197,8	p+151,5	p+386,5	+ 12,0	+ 14,1	+ 26,1	p+ 54,9	p+467,5
1977	+ 73,1	+113,4	p+230,3	p+416,8	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	p+ 14,0	p+466,4
1976 3 ^e trimestre	- 27,0	+ 49,7	p+ 29,2	p+ 51,9	+ 6,5	+ 1,8	+ 8,3	p+ 18,7	p+ 78,9
4 ^e trimestre	+ 15,3	+ 69,9	p+ 37,5	p+122,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,3	p- 15,2	p+112,8
1977 1 ^{er} trimestre	+ 24,8	+ 22,1	p+ 75,3	p+122,2	+ 3,1	+ 2,3	+ 5,4	p+ 11,2	p+138,8
2 ^e trimestre	+ 45,4	+ 3,9	p+ 70,3	p+119,6	- 1,4	+ 6,2	+ 4,8	p+ 11,4	p+135,8
3 ^e trimestre	- 14,5	+ 24,4	p+ 60,2	p+ 70,1	+ 2,2	+ 3,9	+ 6,1	p+ 9,0	p+ 85,2
4 ^e trimestre	+ 17,4	+ 63,0	p+ 24,5	p+104,9	+ 15,0	+ 4,3	+ 19,3	p- 17,6	p+106,6
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,9	+ 66,0	p+ 63,1	p+135,0	- 13,5	+ 3,9	- 9,6	p+ 9,3	p+134,7
2 ^e trimestre	+ 55,0	+ 14,6	p+ 53,3	p+122,9	+ 8,3	+ 2,2	+ 10,5	p+ 42,9	p+176,3
3 ^e trimestre	- 23,9	+ 34,9	p+ 33,9	p+ 44,9	+ 7,1	+ 4,9	+ 12,0	p+ 8,2	p+ 65,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵							(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1970	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,2	+139,3	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,8
1974	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,4	+141,3	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,4
1975	+136,7	- 3,0	+ 9,7	+ 1,8	+145,2	+ 42,2	- 19,1	+126,1	+ 5,5	+ 2,5	+ 8,0	+134,1
1976	+106,0	+ 69,4	+ 4,6	- 4,2	+175,8	+ 87,8	+ 22,0	+197,8	+ 8,4	+ 3,6	+ 12,0	+209,8
1977	+102,9	- 1,0	+ 5,1	+ 1,1	+108,1	+ 39,1	+ 5,3	+113,4	+ 4,4	+ 14,5	+ 18,9	+132,3
1976 3 ^e trimestre	+ 12,0	+ 32,5	- 0,7	- 0,1	+ 43,7	+ 34,6	+ 6,0	+ 49,7	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,5	+ 56,2
4 ^e trimestre	+ 47,9	+ 16,4	+ 2,5	- 4,8	+ 62,0	+ 18,6	+ 7,9	+ 69,9	+ 1,3	- 0,5	+ 0,8	+ 70,7
1977 1 ^{er} trimestre	+ 2,4	+ 14,4	- 2,4	+ 2,8	+ 17,2	+ 9,0	+ 4,9	+ 22,1	+ 5,7	- 2,6	+ 3,1	+ 25,2
2 ^e trimestre	+ 23,7	- 17,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 7,8	+ 1,6	- 3,9	+ 3,9	- 6,4	+ 5,0	- 1,4	+ 2,5
3 ^e trimestre	+ 15,1	+ 2,7	+ 3,2	- 0,5	+ 20,5	+ 12,5	+ 3,9	+ 24,4	- 1,9	+ 4,1	+ 2,2	+ 26,6
4 ^e trimestre	+ 61,7	- 0,4	+ 3,3	- 2,0	+ 62,6	+ 16,0	+ 0,4	+ 63,0	+ 7,0	+ 8,0	+ 15,0	+ 78,0
1978 1 ^{er} trimestre	+ 17,7	+ 31,9	+ 0,7	+ 4,2	+ 54,5	+ 26,7	+ 11,5	+ 66,0	- 3,5	- 10,0	- 13,5	+ 52,5
2 ^e trimestre	+ 18,7	- 18,6	+ 7,2	- 0,7	+ 6,6	- 1,0	+ 8,0	+ 14,6	- 0,9	+ 9,2	+ 8,3	+ 22,9
3 ^e trimestre	+ 14,1	+ 18,7	+ 2,2	- 0,4	+ 34,6	+ 20,5	+ 0,3	+ 34,9	+ 0,7	+ 6,4	+ 7,1	+ 42,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XY - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1969	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975	678,6	241,0	69,8	7,8	997,2	394,3	23,0	1.020,2
1976 Juin	724,7	261,5	72,6	8,5	1.067,3	428,9	28,8	1.096,1
Septembre	736,7	294,0	71,9	8,4	1.111,0	463,5	30,1	1.141,1
Décembre	784,6	310,4	74,4	3,6	1.173,0	482,1	31,4	1.204,4
1977 Mars	787,0	324,8	72,0	6,4	1.190,2	491,1	37,1	1.227,3
Juin	810,7	307,1	73,0	7,2	1.198,0	492,7	30,7	1.228,7
Septembre	825,8	309,8	76,2	6,7	1.218,5	505,2	28,8	1.247,3
Décembre	887,5	309,4	79,5	4,7	1.281,1	521,2	35,8	1.316,9
1978 Mars	905,2	341,3	80,2	8,9	1.335,6	547,9	32,3	1.367,9
Juin	923,9	322,7	87,4	8,2	1.342,2	546,9	31,4	1.373,6
Septembre	938,0	341,4	89,6	7,8	1.376,8	567,4	32,1	1.408,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (8)	Total (4) = (1) + (2) + (8)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970	+ 47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	.....	.....	+14,4	+ 70,4
1971	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	.....	.....	+21,6	+ 90,0
1972	+ 52,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 62,0	.....	.....	+33,3	+ 95,3
1973	+ 75,5	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,3	+ 7,1	+18,3	+25,4	+106,7
1974	+ 91,2	- 1,1	+ 6,6	+ 96,7	+13,0	+ 2,0	+15,0	+111,7
1975	p+ 95,5	+12,8	+ 4,5	p+112,8	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+144,6
1976	p+146,2	+ 3,1	+ 2,2	p+151,5	+13,5	+ 0,6	+14,1	p+165,6
1977	p+213,2	+ 7,1	+10,0	p+230,3	+17,7	- 1,0	+16,7	p+247,0
1976 3 ^e trimestre	p+ 28,4	+ 0,3	+ 0,5	p+ 29,2	+ 2,6	- 0,8	+ 1,8	p+ 31,0
4 ^e trimestre	p+ 36,2	+ 0,6	+ 0,7	p+ 37,5	+ 3,3	+ 1,2	+ 4,5	p+ 42,0
1977 1 ^{er} trimestre	p+ 69,0	+ 2,7	+ 3,6	p+ 75,3	+ 2,4	- 0,1	+ 2,3	p+ 77,6
2 ^e trimestre	p+ 65,5	- 0,1	+ 4,9	p+ 70,3	+ 6,8	- 0,6	+ 6,2	p+ 76,5
3 ^e trimestre	p+ 56,9	+ 3,3	...	p+ 60,2	+ 4,4	- 0,5	+ 3,9	p+ 64,1
4 ^e trimestre	p+ 21,8	+ 1,2	+ 1,5	p+ 24,5	+ 4,1	+ 0,2	+ 4,3	p+ 28,8
1978 1 ^{er} trimestre	p+ 64,6	- 1,6	+ 0,1	p+ 63,1	+ 3,2	+ 0,7	+ 3,9	p+ 67,0
2 ^e trimestre	p+ 42,0	+ 1,6	+ 9,7	p+ 53,3	+ 1,7	+ 0,5	+ 2,2	p+ 55,5
3 ^e trimestre	p+ 33,3	+ 0,6	...	p+ 33,9	+ 4,7	+ 0,2	+ 4,9	p+ 38,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²**

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1)+(2)+(8) +(5)+(7)	(11) = (4)+(6) +(8)+(9)		(12) = (10)+(11)
1970	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+108,1
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+162,3	+ 46,1	+208,4
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,0	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+140,3	+ 53,3	+193,6
1975	+ 33,1	+ 8,3	+ 87,7	+ 16,8	+ 76,4	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+242,6	+ 65,9	+308,5
1976	+ 16,8	+ 7,2	+107,2	+ 14,1	+ 54,2	+ 46,9	+ 35,8	+ 13,7	+ 3,8	+221,2	+ 78,5	+299,7
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,0	+ 31,8	+ 51,8	p+ 87,5	+ 25,7	+ 18,2	p+ 3,9	+185,9	p+141,4	p+327,3
1976 3 ^e trimestre	- 8,4	- 3,0	+ 18,6	+ 2,8	+ 7,2	+ 11,9	+ 3,6	+ 3,1	+ 1,1	+ 18,0	+ 18,9	+ 36,9
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,1	+ 26,6	+ 2,1	+ 26,2	+ 8,8	+ 15,3	+ 4,1	+ 0,8	+ 78,5	+ 15,8	+ 94,3
1977 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+ 3,8	+ 37,7	+ 15,3	+ 15,5	p+ 37,3	- 3,5	+ 5,9	p+ 1,0	+ 47,7	p+ 59,5	p+107,2
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 5,7	+ 4,4	+ 5,1	+ 1,8	p+ 20,3	+ 8,9	+ 4,7	p+ 1,0	+ 46,9	p+ 31,1	p+ 78,0
3 ^e trimestre	- 4,0	- 4,8	+ 3,9	+ 7,7	+ 4,9	p+ 22,7	+ 4,0	+ 5,1	p+ 1,0	+ 4,0	p+ 36,5	p+ 40,5
4 ^e trimestre	+ 10,6	- 0,2	+ 31,0	+ 3,7	+ 29,6	p+ 7,2	+ 16,3	+ 2,5	p+ 0,9	+ 87,3	p+ 14,3	p+101,6
1978 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 3,3	+ 29,7	+ 3,9	+ 24,7	p+ 12,0	+ 5,7	+ 3,8	p+ 1,0	+ 56,8	p+ 20,7	p+ 77,5
2 ^e trimestre	+ 28,8	- 2,9	+ 16,1	+ 7,8	+ 10,2	p+ 10,8	+ 8,5	+ 3,7	p+ 1,1	+ 60,7	p+ 23,4	p+ 84,1
3 ^e trimestre	- 11,6	+ 0,9	+ 11,4	+ 3,4	+ 5,0	p+ 7,4	+ 5,6	+ 2,0	p+ 0,9	+ 11,3	p+ 13,7	p+ 25,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publiques	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1969	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,3	1.034,2
1970	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,6	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,1	1.893,7
1975	278,8	83,3	650,2	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.652,2	550,0	2.202,2
1976 Juin	296,7	90,4	712,2	97,8	454,8	379,8	222,8	98,9	17,3	1.776,9	593,8	2.370,7
Septembre	288,3	87,4	730,8	100,6	462,0	391,7	226,4	102,0	18,4	1.794,9	612,7	2.407,6
Décembre	295,6	90,5	757,4	102,7	488,2	400,5	241,7	106,1	19,2	1.873,4	628,5	2.501,9
1977 Mars	289,8	94,3	795,1	118,0	503,7	p 437,8	238,2	112,0	p 20,2	1.921,1	p 688,0	p 2.609,1
Juin	315,9	100,0	799,5	123,1	505,5	p 458,1	247,1	116,7	p 21,2	1.968,0	p 719,1	p 2.687,1
Septembre	311,9	95,2	803,4	130,8	510,4	p 480,8	251,1	121,8	p 22,2	1.972,0	p 755,6	p 2.727,6
Décembre	322,5	95,0	834,4	134,5	540,0	p 488,0	267,4	124,3	p 23,1	2.059,3	p 769,9	p 2.829,2
1978 Mars	315,9	98,3	864,1	138,4	564,7	p 500,0	273,1	128,1	p 24,1	2.116,1	p 790,6	p 2.906,7
Juin	344,7	95,4	880,2	146,2	574,9	p 510,8	281,6	131,8	p 25,2	2.176,8	p 814,0	p 2.990,8
Septembre	333,1	96,3	891,6	149,6	579,9	p 518,2	287,2	133,8	p 26,1	2.188,1	p 827,7	p 3.015,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (0) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (6) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (8) = (1) - (2) (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	p 1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,3
	p 1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	p 1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
	p 1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,8	1,4	23,4	44,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	p 1976	—	2,1	- 2,1	33,1	31,0	11,4	5,2	6,2	37,2
	p 1977	39,5	3,7	35,8	62,2	98,0	17,4	5,1	12,3	110,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	3,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	p 1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1
	p 1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	- 1,1	54,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	p 1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,3	3,8	2,5	18,4
	p 1977	6,0	6,7	- 0,7	—	- 0,7	18,2	2,6	15,6	14,9
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	p 1976	196,0	87,3	108,7	61,2	169,9	28,6	16,7	11,9	181,8
	p 1977	270,3	81,8	188,5	99,2	287,7	64,5	22,1	42,4	330,1

¹ Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,3; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 8,5; en 1975 : 16,9; en 1976 : 53,0 et en 1977 : 42,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1970, 1971, 1972; 1973, 1974, 1975, 1976 et 1977 : « Intermédiaires financiers publics » : 3,9, 3,7, 1,0, 0,7, 0,6, 7,0, - 4,9 et - 2,0 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 5,9, 4,9, 3,7, 3,7, 4,5, 4,7, 1,9 et 2,2 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la C.G.E.R.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement pour le porteur ³		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁴	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	—	10,10
						139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁴	100,00	6 ou 10 ans	42.000	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	—	8,69
						175.100			
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	—	10,24
						196.000			
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 ⁵	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	—	8,98
						270.300			
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33.000 ⁶	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63.000	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23.000	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59.000	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5.000	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4.000	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30.000	—	8,95
						280.000			
1979	Janvier	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65.500	—	9,14
	Février	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10.000	—	9,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 16.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 25.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Septembre ...	751,4	14,7	134,2	75,4	976,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Décembre	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977 Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Septembre ...	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978 Janvier	859,6	6,3	183,5	90,3	1.139,7	2,6	...	2,6	1.142,3	118,9	1.261,2	0,1	1.261,3
Février	914,0	6,4	181,4	86,3	1.188,1	2,6	...	2,6	1.190,7	118,3	1.309,0	0,1	1.309,1
Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
Avril	907,3	6,2	216,0	90,6	1.220,1	2,5	...	2,5	1.222,6	125,8	1.348,4	0,1	1.348,5
Mai	954,4	6,2	220,1	86,5	1.267,2	2,4	...	2,4	1.269,6	125,2	1.394,8	0,1	1.394,9
Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
Juillet	946,8	6,2	244,9	85,6	1.283,5	2,3	...	2,3	1.285,8	123,6	1.409,4	0,1	1.409,5
Août	943,2	6,2	262,4	86,6	1.298,4	2,3	...	2,3	1.300,7	122,9	1.423,6	0,1	1.423,7
Septembre ...	989,3	6,1	232,2	79,0	1.306,6	2,2	7,6	9,8	1.316,4	122,1	1.438,5	0,1	1.438,6
Octobre	985,0	5,9	219,8	81,8	1.292,5	2,1	12,5	14,6	1.307,1	121,5	1.428,6	0,1	1.428,7
Novembre	980,9	5,9	238,2	78,4	1.303,4	2,1	12,5	14,6	1.318,0	121,1	1.439,1	...	1.439,1
Décembre	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	...	1.426,9

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer			Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 6
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 5	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	- 0,3	- 0,1 ⁷	+ 33,8	...	+ 33,8
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	- 0,2	- 0,5 ⁸	+ 63,7	...	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	- 2,1	+ 2,8 ⁹	+ 51,1	...	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1
1977	+ 170,1	- 0,1	+ 170,0	+ 2,6	...	...	+ 167,4	...	+ 167,4
1978	+ 198,3	- 0,1	+ 198,2	+ 15,4	...	...	+ 182,8	...	+ 182,8

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

6 La colonne (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

7 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluations du franc suisse : + 0,3; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

8 B.I.R.D.

9 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ces actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 3
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1970	360,8	43,5	—	62,5	222,3	689,1	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	254,7	803,5	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁴	275,3	932,9 ⁴	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁴	308,4	1.053,5 ⁴	—
1974	611,1	71,2	—	124,4 ⁴	357,7	1.164,4 ⁴	—
1975	705,3	72,1	—	126,9 ⁴	400,2	1.304,5 ⁴	—
1976	788,7	88,0	—	139,0 ⁴	458,9	1.474,6 ⁴	—
1977 p	923,8	87,3	—	157,8 ⁴	593,7	1.762,6 ⁴	—

Titres non accessibles à tout placeur

1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,7	167,9	—
1972	78,1	26,2	2,4	21,4	55,8	183,9	—
1973	76,1	27,1	1,6	23,4	59,8	188,0	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	62,5	204,3	—
1975	77,8	35,4	4,1	29,6	74,7	221,6	—
1976	72,5	38,5	11,2	30,8	81,4	234,4	—
1977 p	65,4	54,1	15,3	47,9	93,7	276,4	—

Total

1970	431,7	62,9	3,3	79,8	262,0	839,7	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	302,4	971,4	10,3
1972	576,3	84,2	2,4	122,8 ⁴	331,1	1.116,8 ⁴	—
1973	636,6	90,8	1,6	144,3 ⁴	368,2	1.241,5 ⁴	—
1974	691,2	102,1	3,2	152,0 ⁴	420,2	1.368,7 ⁴	—
1975	783,1	107,5	4,1	156,5 ⁴	474,9	1.526,1 ⁴	—
1976	861,2	126,5	11,2	169,8 ⁴	540,3	1.709,0 ⁴	—
1977 p	989,2	141,4	15,3	205,7 ⁴	687,4	2.039,0 ⁴	—

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur¹

1970	359,1	4,7	2,9	8,9	127,4	6,0	68,9	92,8	18,4	689,1
1971	395,3	5,1	2,6	11,2	169,6	8,2	85,3	96,0	30,2	803,5
1972 ⁴	434,2	6,2	2,7	12,7	210,2	15,2	110,7	102,9	38,1	932,9
1973 ⁴	477,6	6,6	3,0	14,7	253,8	15,7	129,3	111,4	41,4	1.053,5
1974 ⁴	529,3	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,4	43,6	1.164,4
1975 ⁴	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976 ⁴	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977 ⁴	837,1	8,7	6,6	14,8	418,5	17,5	238,1	153,1	68,2	1.762,6

Titres non accessibles à tout placeur

1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,1	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	167,9
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	78,8	—	48,4	32,5	11,9	183,9
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	79,9	—	51,8	32,7	11,6	188,0
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,0	204,3
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	11,0	0,3	0,2	3,0	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,4
1977	10,9	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	31,0	276,4

Total

1970	368,5	5,1	3,2	11,3	195,2	6,0	99,9	127,1	23,4	839,7
1971	404,4	5,4	2,9	14,0	242,1	8,2	125,5	129,8	39,1	971,4
1972 ⁴	443,2	6,5	2,9	15,5	289,0	15,2	159,1	135,4	50,0	1.116,8
1973 ⁴	486,0	6,8	3,2	17,9	333,7	15,7	181,1	144,1	53,0	1.241,5
1974 ⁴	538,0	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.368,7
1975 ⁴	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976 ⁴	702,9	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.709,0
1977 ⁴	848,0	9,0	6,8	17,5	529,1	17,5	329,4	182,5	99,2	2.039,0

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes parastatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

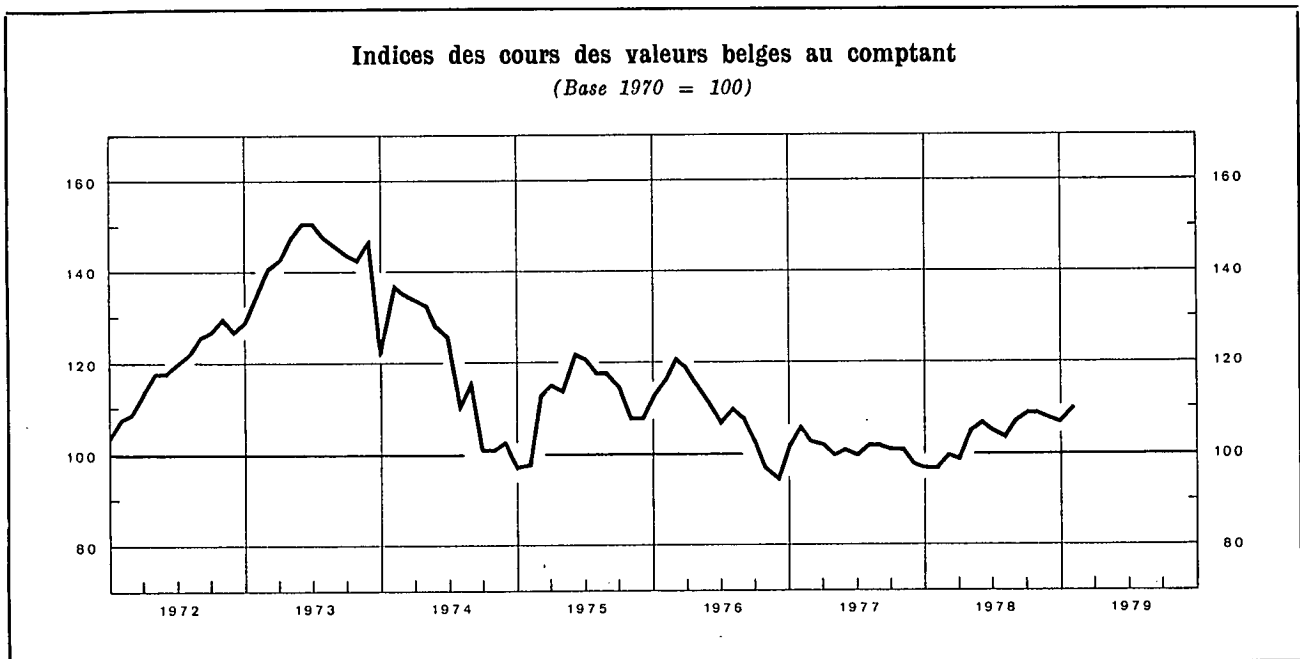
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

**XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE
ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS
ET TAUX DE RENDEMENT**



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges					Valeurs étrangères 5			
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Indices des cours 3			Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles		Au comptant	A terme
		Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1970 = 100)					(p.c.)		(Base 1970 = 100)		
1971		109	111	104	5,2	5,9		104	102
1972		121	125	118	4,1	3,9		113	110
1973		143	148	142	3,8	3,7		117	111
1974	105	118	119	122	5,3	5,4	80	98	96
1975	100	114	114	115	5,8 ⁶	5,8 ⁶	105	100	96
1976	102	109	105	107	5,5	4,9	128	102	97
1977	89	101	97	92	5,9	5,4	77	92	89
1978	93	105	99	91	6,0	5,8	73	96	89
1976 4 ^e trimestre	99	98	94	94	5,6	4,8	92	89	85
1977 1 ^{er} trimestre	91	103	99	97	5,5	4,8	90	93	90
2 ^e trimestre	101	100	97	94	5,8	5,1	84	92	89
3 ^e trimestre	78	102	97	92	6,0	5,6	66	93	89
4 ^e trimestre	85	98	94	85	6,2	6,0	68	91	87
1978 1 ^{er} trimestre	76	99	94	82	6,2	6,1	51	86	81
2 ^e trimestre	109	106	101	90	6,0	5,8	75	92	87
3 ^e trimestre	88	107	101	96	5,9	5,6	89	104	97
4 ^e trimestre	100	108	100	96	6,0	5,8	75	100	92
1978 Janvier	76	97	92	82	6,3	6,1	51	88	83
Février	78	100	96	81	6,3	6,2	45	86	82
Mars	74	99	94	82	6,2	6,1	58	85	79
Avril	125	105	101	88	5,8	5,6	74	86	81
Mai	116	107	103	91	6,0	5,8	85	91	86
Juin	86	105	101	91	6,2	6,1	67	96	91
Juillet	75	104	99	91	6,0	5,8	75	95	89
Août	85	107	100	94	5,8	5,5	101	106	99
Septembre	104	109	103	100	5,8	5,4	91	109	103
Octobre	117	109	103	100	6,1	5,9	91	109	102
Novembre	90	108	100	95	5,9	5,7	68	97	88
Décembre	92	107	98	94	5,9	5,8	67	98	90
1979 Janvier		110	103	97	5,6	5,8		98	91

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

2 Obligations de sociétés et actions uniquement.

3 Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

4 Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

5 Y compris les valeurs zairoises.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	...	2,5	0,1	47,1	2,6

Sociétés financières et immobilières ⁵

1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4

Industries des fabrications métalliques

1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.396	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4

Métallurgie du fer

1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1

Industrie textile

1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	...	4,5	0,1	43,0	2,6
Industrie du charbon									
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970	15.539	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	2,1
	6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	4,3
	9 premiers mois	15.732	395,3	236,7	58,0	10,0	6,4
	12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	9,7
1974	1 ^{er} mois	206	5,4	2,4	0,9	0,4	0,7
	2 premiers mois	489	18,8	14,7	4,8	0,7	1,5
	3 premiers mois	2.174	55,7	38,9	12,5	1,3	2,4
	4 premiers mois	5.571	132,4	82,2	25,3	3,6	3,2
	5 premiers mois	10.851	294,9	174,5	50,6	7,4	4,2
	6 premiers mois	15.049	389,3	242,3	67,7	9,6	5,0
	7 premiers mois	15.903	405,0	250,8	69,8	10,4	6,0
	8 premiers mois	16.188	408,2	253,3	70,9	10,5	6,5
	9 premiers mois	16.701	413,4	258,6	72,1	10,9	7,3
	10 premiers mois	17.253	422,1	268,0	74,4	11,2	8,1
	11 premiers mois	17.634	429,2	274,3	75,9	11,4	8,9
	12 mois	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	11,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974 1 ^{er} mois	6	0,8	1,4	...	0,6	...	...
2 premiers mois	8	0,8	1,4	...	0,6	...	0,2
3 premiers mois	18	1,0	1,6	...	0,7	...	0,2
4 premiers mois	32	1,3	1,9	0,1	0,7	0,1	0,2
5 premiers mois	77	29,0	22,5	6,3	0,8	3,7	0,3
6 premiers mois	142	36,5	28,8	7,3	1,1	4,2	0,3
7 premiers mois	161	39,4	30,5	7,4	1,2	4,3	0,3
8 premiers mois	163	39,8	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
9 premiers mois	167	39,9	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
10 premiers mois	178	41,1	31,5	7,6	1,2	4,4	0,3
11 premiers mois	183	41,4	32,0	7,6	1,2	4,4	0,3
12 mois	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3

C. — Total général ⁴

1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974 1 ^{er} mois	212	6,2	3,8	0,9	1,0	0,3	0,7
2 premiers mois	497	19,6	16,1	4,8	1,3	2,0	1,7
3 premiers mois	2.192	56,7	40,5	12,5	2,0	5,9	2,6
4 premiers mois	5.603	133,7	84,1	25,4	4,3	11,5	3,4
5 premiers mois	10.928	323,9	197,0	56,9	8,2	28,4	4,5
6 premiers mois	15.191	425,8	271,1	75,0	10,7	36,5	5,3
7 premiers mois	16.064	444,4	281,3	77,2	11,6	37,4	6,3
8 premiers mois	16.351	448,0	284,2	78,4	11,7	37,7	6,8
9 premiers mois	16.868	453,3	289,5	79,6	12,1	38,1	7,6
10 premiers mois	17.431	463,2	299,5	82,0	12,4	38,9	8,4
11 premiers mois	17.817	470,6	306,3	83,5	12,6	39,4	9,2
12 mois	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	p 36,6	39,1
1974	49,5	p 22,3	p 13,3	p 3,9	p 9,4	p 9,6	p 19,0	p 41,3	p 45,0
1975	39,4	p 20,7							

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	p ...	p 0,1	p -0,1	p ...	p -0,1	p 0,1	p 0,1
1975	0,2	p ...							

C. — Total général

1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	p 36,8	39,3
1974	50,1	p 22,5	p 13,3	p 4,0	p 9,3	p 9,6	p 18,9	p 41,4	p 45,1
1975	39,6	p 20,7							

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8)=(6)+(7)
1975	39,6	17,7	p 24,7	p 42,4	...	...	p ...	p ...
1976 9 premiers mois ... p	29,6	13,6	4,5	18,1	1,2	...	...	...
12 mois	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 3 premiers mois ... p	14,7	6,5	1,2	7,7	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	35,8	18,2	1,3	19,5	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	53,7	32,8	2,6	35,4	...	...	...	...
12 mois	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 3 premiers mois ... p	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	27,1	16,8	4,0	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	41,1	26,4	4,4	30,8	0,3	0,3	...	0,3
1977 Novembre	4,5	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Décembre	27,9	12,1	5,2	17,3	...	...	...	...
1978 Janvier	3,6	2,9	2,0	4,9	...	...	...	...
Février	2,1	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Mars	6,1	2,5	1,7	4,2	...	...	...	...
Avril	4,3	2,9	0,2	3,1	...	...	...	...
Mai	6,6	4,9	...	4,9	...	...	...	...
Juin	4,4	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...
Juillet	7,6	6,4	0,4	6,8	0,3	0,3	...	0,3
Août	1,3	0,6	...	0,6	...	...	...	...
Septembre	5,1	2,6	...	2,6	...	...	...	...
Octobre	4,0	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...
Novembre	3,4	1,7	...	1,7	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1970	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 ⁵ p	1,6	0,3	725,7	727,6	345,9	153,9	261,0	247,3	1,6	1.009,7	1.737,3	85,3
1976 Juin	1,2	0,4	569,0	570,6	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,0	69,1
Septembre .	1,2	0,4	591,1	592,7	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,8	1.451,5	68,3
Décembre ..	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 Mars	1,3	0,4	623,9	625,6	318,8	135,1	240,3	225,3	1,4	920,9	1.546,5	70,2
Juin	1,3	0,4	656,3	658,0	328,1	142,5	247,1	233,7	1,1	952,5	1.610,5	75,7
Septembre .	0,6	0,3	672,9	673,8	337,0	149,1	254,1	241,4	1,2	982,8	1.656,6	81,5
Décembre ⁵ p	1,6	0,3	725,7	727,6	345,9	153,9	261,0	247,3	1,6	1.009,7	1.737,3	85,3
1978 Mars ... p	1,1	0,3	711,8	713,2	356,2	159,6	269,5	254,1	1,2	1.040,6	1.753,8	89,9
Juin ... p	0,8	0,3	753,5	754,6	366,0	167,7	281,3	266,4	1,3	1.082,7	1.837,3	95,1
Sept. ⁵ . p	1,0	0,3	772,0	773,3	374,2	174,1	286,1	274,0	1,9	1.110,3	1.883,6	95,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1976 4 ^o trimestre	14,3
1977 1 ^{er} trimestre	14,3
2 ^o trimestre	15,7
3 ^o trimestre	16,5
4 ^o trimestre	18,3
1978 1 ^{er} trimestre	18,7
2 ^o trimestre	19,3
3 ^o trimestre	19,8
4 ^o trimestre	21,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.o. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. —

Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS ¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL ² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	14,1	17,5	12,3	13,8
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	10,6	9,5	5,1	5,4
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :				
Alimentation, boissons et tabac	99,5	116,3	56,0	62,0
Textile, habillement et cuir	66,0	72,1	38,6	40,9
Industrie chimique ⁴	144,1	153,7	71,5	75,7
Métallurgie de base	138,1	149,6	91,9	101,0
Fabrications métalliques	230,6	254,0	118,6	132,5
Produits minéraux non métalliques et bois	66,1	71,9	41,0	46,1
Papier, carton et imprimerie	30,6	31,1	18,3	19,7
Pétrole	59,6	62,6	25,9	29,1
Diamant et orfèvrerie	19,7	26,0	13,5	18,1
Autres	1,4	1,5	0,9	1,1
Construction et affaires immobilières. travaux de génie civil	74,6	84,9	42,7	49,1
Production et distribution d'énergie et d'eau	31,8	31,9	20,9	21,3
Autres services :				
Commerce de gros non spécialisé	38,4	41,2	19,2	19,5
Commerce de détail	43,2	50,2	24,1	29,1
Transports, entrepôts et communications	55,2	65,9	40,0	43,5
Services financiers ⁵	68,7	77,9	33,1	36,0
Autres services aux entreprises ⁶	28,4	29,6	17,7	18,6
Autres services aux particuliers ⁷	49,5	69,9	39,0	50,1
Total ...	1.270,2	1.417,3	730,3	812,6

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
Communauté Economique Européenne	95,8	120,2	53,3	65,0
Royaume-Uni	21,7	32,4	14,5	19,7
République Fédérale d'Allemagne	20,4	30,5	9,7	15,7
France	18,1	21,2	7,1	7,9
Pays-Bas	17,2	18,3	8,6	8,3
Italie	7,5	6,6	6,8	5,3
Luxembourg	5,3	5,0	2,7	2,8
Danemark	3,9	4,8	2,9	3,9
Irlande	1,7	1,4	1,0	1,4
Autres pays d'Europe	53,4	64,3	36,4	48,1
dont : Espagne	12,8	14,2	11,3	13,0
Suisse	12,6	13,6	3,6	5,9
Norvège	10,8	9,5	8,6	7,5
Suède	9,7	15,3	7,2	12,6
Etats-Unis et Canada	22,2	22,1	9,7	6,9
Pays exportateurs de pétrole	17,0	26,3	9,5	17,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental	46,7	53,2	37,7	41,7
dont : Brésil	23,3	26,2	20,3	22,8
Mexique	10,3	11,6	8,2	9,5
Autres pays d'Afrique	28,4	33,6	19,4	22,1
dont : Afrique du Sud	8,7	7,2	7,3	6,0
République du Zaïre	7,5	6,9	4,4	5,3
Australie et Nouvelle Zélande	4,6	7,7	3,5	3,7
Autres pays d'Asie	5,8	9,1	3,1	5,3
Total ...	273,9	336,5	172,6	210,3

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1)+(2)+(3) ou (4) + (5)+(6)+(7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1976 4 ^e trimestre	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1977 1 ^{er} trimestre	7,3	0,8	3,5	4,5	0,2	5,5	1,4	11,6
2 ^e trimestre	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
3 ^e trimestre	6,6	0,4	3,4	4,9	0,1	4,0	1,4	10,4
4 ^e trimestre	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1978 1 ^{er} trimestre	7,4	1,7	3,6	5,3	...	6,0	1,4	12,7
2 ^e trimestre	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
3 ^e trimestre	6,6	...	3,8	4,8	...	3,7	1,9	10,4
4 ^e trimestre	6,7	0,1	4,0	5,2	...	3,8	1,8	10,8
1978 Janvier	5,6	0,1	3,7	5,9	...	1,9	1,6	9,4
Février	9,3	2,9	3,9	4,2	...	10,5	1,4	16,1
Mars	7,4	2,2	3,4	5,8	...	6,2	1,0	13,0
Avril	6,5	3,3	3,1	5,7	0,2	5,1	1,9	12,9
Mai	7,5	1,4	4,2	4,5	0,4	6,5	1,7	13,1
Juin	6,8	...	3,9	5,1	0,2	4,2	1,2	10,7
Juillet	8,1	...	4,8	4,8	...	5,5	2,6	12,9
Août	5,6	0,1	2,8	5,0	0,1	1,8	1,6	8,5
Septembre	6,0	...	3,8	4,5	...	3,9	1,4	9,8
Octobre	5,8	...	2,9	4,6	...	1,4	2,7	8,7
Novembre	6,0	0,3	4,4	5,1	...	4,3	1,3	10,7
Décembre	8,2	...	4,7	5,8	...	5,8	1,3	12,9
1979 Janvier	8,2	...	3,0	4,3	...	5,5	1,4	11,2

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I. et le Crédit Communal de Belgique.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	38,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1976 3 ^e trimestre	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4
4 ^e trimestre	192,8	2,4	29,5	43,3	268,0
1977 1 ^{er} trimestre	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 ^e trimestre	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2
3 ^e trimestre	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0
4 ^e trimestre	193,8	6,3	41,4	42,4	283,9
1978 1 ^{er} trimestre	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 ^e trimestre	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9
3 ^e trimestre	207,6	7,4	40,2	44,1	299,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au r'escompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XYIII - 3a. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977)										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés 2			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés (3)	Effets non visés réescomptés (4)	Total (5) = (3) + (4)				
<i>(milliards de francs)</i>											
1970	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Juin	4,50	32,1			2,6	25,6	28,2	3,9			—
		Sous-plafond A 3 (2a)	Sous-plafond B 3 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 3 (3a)	Sous-plafond B 3 (3b)	Total (8) = (3a) + (3b)	Sous-plafond A 3 (4a) = (2a) - (3a)	Sous-plafond B 3 (4b) = (2b) - (3b)	Total (4) = (4a) + (4b) = (2) - (8)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1	10,3	34,4	14,8	6,3	21,1	9,3	4,0	13,3	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Septembre	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Les encours imputés comprennent les effets réescomptables effectivement mobilisés dans le cadre des plafonds auprès de la B.N.B. ou à l'entremise de l'I.R.G. Ils comprennent également, jusqu'au 7 juillet 1974, les effets visés, réescomptés ou non, ayant maximum deux ans à courir (y compris les effets visés ou certifiés Creditexport, dont les conditions d'imputation ont été modifiées à diverses reprises).

3 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A) ;

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1^{er} février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1^{er} avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafond A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir ;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

XVIII - 3b. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	
1977 Novembre	—	—	64,1	—	—	42,2	—	—	21,9	31,9
Décembre	—	—	64,1	—	—	50,9	—	—	13,2	31,9
1978 Janvier	—	—	64,1	—	—	36,1	—	—	28,0	31,9
Février	—	—	64,1	—	—	39,7	—	—	24,4	31,9
Mars	—	—	66,6	—	—	33,7	—	—	32,9	33,1
Avril	—	—	66,6	—	—	42,9	—	—	23,7	33,1
Mai	—	—	66,6	—	—	44,2	—	—	22,4	33,1
Juin	—	—	67,8	—	—	31,1	—	—	36,7	33,6
Juillet	—	—	67,8	—	—	42,2	—	—	25,6	33,6
Août	—	—	67,8	—	—	48,5	—	—	19,3	33,6
Septembre ...	—	—	69,9	—	—	52,5	—	—	17,4	34,3
Octobre	52,4	17,5	69,9	47,9	14,1	62,0	4,5	3,4	7,9	34,3
Novembre	52,5	17,5	70,0	46,5	14,3	60,8	6,0	3,2	9,2	34,3
Décembre	54,2	18,0	72,2	49,6	14,3	63,9	4,6	3,7	8,3	34,9
1979 Janvier	54,2	18,1	72,3	47,7	6,8	54,5	6,5	11,3	17,8	34,9

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se

terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération pour la détermination des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977 ...	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² A partir du 12 octobre 1978, le plafond de chaque intermédiaire financier est utilisable à concurrence de :
— 75 p.e. pour le réescompte, soit auprès de la B.N.B. au taux d'escompte officiel de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions

d'éligibilité de la B.N.B. et échéant dans les 120 jours (sous-plafond A);
— 25 p.e. pour le réescompte auprès de l'I.R.G., au taux fixé par cette institution, d'effets des mêmes catégories qui ne seraient plus imputables sur le sous-plafond A, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

XVIII - 3c. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT ET DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	

I. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

1977	Novembre	—	—	9,5	—	—	2,3	—	—	7,2	29,6
	Décembre	—	—	9,5	—	—	2,3	—	—	7,2	29,6
1978	Janvier	—	—	9,5	—	—	2,1	—	—	7,4	29,6
	Février	—	—	9,5	—	—	1,5	—	—	8,0	29,6
	Mars	—	—	10,0	—	—	1,0	—	—	9,0	31,0
	Avril	—	—	10,0	—	—	1,0	—	—	9,0	31,0
	Mai	—	—	10,0	—	—	0,9	—	—	9,1	31,0
	Juin	—	—	10,2	—	—	0,8	—	—	9,4	31,8
	Juillet	—	—	10,2	—	—	2,1	—	—	8,1	31,8
	Août	—	—	10,2	—	—	1,9	—	—	8,3	31,8
	Septembre	—	—	8,6	—	—	0,5	—	—	8,1	32,6
	Octobre	7,8	2,6	10,4	2,3	0,5	2,8	5,5	2,1	7,6	32,6
	Novembre	7,8	2,6	10,4	3,1	0,8	3,9	4,7	1,8	6,5	32,6
	Décembre	8,1	2,7	10,8	3,4	0,9	4,3	4,7	1,8	6,5	33,1
1979	Janvier	8,1	2,7	10,8	4,0	0,7	4,7	4,1	2,0	6,1	33,1

II. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

1977	Novembre	—	—	3,8	—	—	0,4	—	—	3,4	12,7
	Décembre	—	—	3,8	—	—	0,4	—	—	3,4	12,7
1978	Janvier	—	—	3,8	—	—	0,2	—	—	3,6	12,7
	Février	—	—	3,8	—	—	0,2	—	—	3,6	12,7
	Mars	—	—	3,9	—	—	0,1	—	—	3,8	13,4
	Avril	—	—	3,9	—	—	...	—	—	3,9	13,4
	Mai	—	—	3,9	—	—	...	—	—	3,9	13,4
	Juin	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
	Juillet	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
	Août	—	—	4,1	—	—	0,1	—	—	4,0	13,8
	Septembre	—	—	4,3	—	—	0,6	—	—	3,7	14,2
	Octobre	3,2	1,1	4,3	0,5	...	0,5	2,7	1,1	3,8	14,2
	Novembre	3,2	1,1	4,3	0,5	...	0,5	2,7	1,1	3,8	14,2
	Décembre	3,4	1,1	4,5	0,5	...	0,5	2,9	1,1	4,0	14,6
1979	Janvier	3,4	1,1	4,5	0,8	...	0,8	2,6	1,1	3,7	14,6

¹ Voir note 1 du tableau XVIII-3b.

² Voir note 2 du tableau XVIII-3b.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1,

janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique », XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — L^e année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 874 jours 3	Autres effets publics 4
Taux en vigueur au 31-12-1970 ...	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50
23 septembre	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00
2 mars	4,00	5,00		5,00	
23 novembre	4,50	5,50		5,50	
21 décembre	5,00	6,00		6,00	
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00	
5 juillet	6,00	7,50		7,50	
2 août	6,50	8,00		8,00	
4 octobre	7,00	8,50		8,50	
29 novembre	7,75	8,50		8,50	
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50	
	5	5		6	
8 juillet	8,75	9,50		9,50	
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00	
13 mars	7,50	8,00		8,00	
24 avril	7,00	7,50		7,50	
29 mai		6,50		6,50	
21 août		6,00		6,00	
1976 18 mars		7,00		7,00	
23 juillet		8,00		8,00	
13 août		9,00		9,00	
1 ^{er} octobre		9,00		12,50	
20 octobre		9,00		12,00	
18 novembre		9,00		11,00	
9 décembre		9,00		10,00	
1977 6 janvier		8,00		8,00	
17 février		7,00		7,00	
5 mai		6,50		6,50	
23 juin		6,00		6,00	
2 décembre		7,00		7,00	
14 décembre		9,00		9,00	
1978 5 janvier		8,50		8,50	
19 janvier		7,50		7,50	
2 février		6,50		6,50	
16 mars		6,00		6,00	
30 mars		5,50		5,50	
27 juillet		6,00		6,00	
12 octobre		6,00		8,50	
1979 18 janvier		6,00		8,00	
1 ^{er} février		6,00		7,50	

1 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

2 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

3 Quotité maximum : 95 p.c.

4 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, du

23 juillet au 19 décembre 1976 et à partir du 12 octobre 1978, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-8).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE ¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputée sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1976 ...	—	10,50	1974 Juillet	9,05
1977 6 janvier	—	8,50	Août	9,11
17 février	—	7,25	Septembre	9,14
5 mai	—	6,75	Octobre	9,07
23 juin	—	6,25	Novembre	9,12
2 décembre	—	7,25	Décembre	9,18
14 décembre	—	9,25	1975 Janvier	8,66
1978 5 janvier	—	8,75	Février	8,26
19 janvier	—	7,75	Mars	7,54
2 février	—	6,75	Avril	7,01
16 mars	—	6,25	Mai	6,51
30 mars	—	5,75	Juin	6,50
27 juillet	—	6,25	Juillet	6,50
12 octobre	8,50	9,30	Août	6,00
13 octobre	8,50	9,55	Septembre	5,64
16 octobre	8,50	9,30	Octobre	6,00
17 octobre	8,50	9,45	Novembre	6,00
18 octobre	8,50	9,70	Décembre	5,73
19 octobre	8,50	10,10	1976 Janvier	6,01
20 octobre	8,50	10,30	Février	6,05
23 octobre	8,50	10,35	Mars	7,80
24 octobre	8,50	10,25	Avril	7,67
25 octobre	8,50	10,40	Mai	7,19
26 octobre	8,50	11,05	Juin	7,09
27 octobre	8,50	10,70	Juillet	7,77
2 novembre	8,50	10,25	Août	10,16
3 novembre	8,50	10,20	Septembre	10,42
6 novembre	8,50	9,95	Octobre	11,02
7 novembre	8,50	9,75	Novembre	9,77
8 novembre	8,50	9,45	Décembre	9,06
9 novembre	8,50	9,35	1977 Janvier	8,00
10 novembre	8,50	9,25	Février	7,00
13 novembre	8,50	9,00	Mars	7,00
14 novembre	8,50	8,85	Avril	7,03
15 novembre	8,50	8,70	Mai	6,51
17 novembre	8,50	8,90	Juin	6,03
20 novembre	8,50	8,95	Juillet	6,00
21 novembre	8,50	9,55	Août	6,01
23 novembre	8,50	9,60	Septembre	6,01
24 novembre	8,50	9,50	Octobre	5,75
28 novembre	8,50	9,60	Novembre	6,00
29 novembre	8,50	9,70	Décembre	7,73
30 novembre	8,50	9,55	1978 Janvier	7,27
4 décembre	8,50	9,60	Février	6,46
5 décembre	8,50	9,75	Mars	5,51
6 décembre	8,50	9,50	Avril	5,50
1979 18 janvier	8,00	8,50	Mai	5,50
1 ^{er} février	7,50	8,00	Juin	5,50
			Juillet	5,69
			Août	5,95
			Septembre	6,02
			Octobre	7,00
			Novembre	6,44
			Décembre	6,89
			1979 Janvier	6,34

¹ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents

taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1969	7,40	—	—	1969	8,50	8,75	8,75
1970	6,00 ⁴	—	—	1970	6,50	6,75	7,00
1971 Septembre 24	4,30 ⁴	—	—	1971 Septembre 24	4,10	4,50	4,70
1971	4,45 ⁴	—	—	1971	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14	3,20 ⁴	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 ⁴	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 ⁴	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13	5,90	8,10	—	1974	10,00	10,50	10,90
Mars 5	—	6,75	—	1975	*	5,70	5,80
Mars	6,90	9,10	6,70	1976 Février 12	*	8,10	8,10
Juin	6,90	6,90	6,70	Mars 4	7,00	7,00	7,00
Septembre	8,90	11,75	8,75	Mars	*	11,25	*
Octobre 4	—	13,50	—	Juin	8,25	8,60	8,80
Décembre	8,90	—	8,75	Septembre	13,40	13,40	13,10
1977 Mars	6,75	—	6,75	Octobre 15	15,55	*	15,00
Juin	5,75	—	5,75	Décembre	9,60	9,65	9,65
Septembre	5,75	—	5,75	1977 Mars	6,50	6,80	7,00
Octobre 12	5,55	—	5,55	Juin	6,00	6,25	6,35
Décembre	8,75	—	8,75	Septembre	5,70	5,80	5,90
1978 Janvier	7,25	—	7,25	Novembre 15	6,50	6,75	6,75
Février	6,25	—	6,25	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
Mars	5,25 ⁵	—	5,25	Décembre	9,50	9,50	9,50
Avril	5,25 ⁵	—	5,25	1978 Janvier	7,30	7,30	7,50
Mai	5,25 ⁵	—	5,25	Février	6,40	6,50	6,60
Juin	5,25 ⁵	—	5,25	Mars	5,15	5,35	5,60
Juillet	5,75 ⁵	—	5,75	Avril	5,15	5,30	5,50
Août	5,75 ⁵	—	5,75	Mai	5,15	5,30	5,50
Septembre	5,75 ⁵	—	5,75	Juin	5,10	5,30	5,50
Octobre	5,90	8,50	5,90	Juillet	5,60	5,90	6,10
Novembre	5,90	8,50	5,90	Août	6,40	6,60	6,80
Décembre	5,90	8,50	5,90	Septembre	6,65	6,85	7,00
1979 Janvier	5,90	7,75	5,90	Octobre	10,20	10,20	10,10
				Novembre	9,00	9,00	9,30
				Décembre	9,50	9,50	9,50

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-8).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

⁵ Taux pour les opérations de 81 à 120 jours.

* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes 1
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1978	5,17
1976 4 ^e trimestre	10,15
1977 1 ^{er} trimestre	6,07
2 ^e trimestre	5,97
3 ^e trimestre	4,75
4 ^e trimestre	5,04
1978 1 ^{er} trimestre	5,32
2 ^e trimestre	3,89
3 ^e trimestre	4,54
4 ^e trimestre	6,89
1978 Janvier	7,56
Février	4,12
Mars	4,64
Avril	4,04
Mai	3,63
Juin	4,06
Juillet	3,85
Août	5,06
Septembre	4,93
Octobre	7,41
Novembre	6,96
Décembre	6,45
1979 Janvier	6,33

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats du Fonds des Rentes 3 (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13				
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 11 déc.	*	*	8,10
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1974 10 déc.	*	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1975 9 déc.	6,75	*	*
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1976 14 déc.	10,75	*	10,50
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1977 8 mars	8,00	8,25	8,50
1976 4 ^e trim.	10,00	10,00	10,00	10,50	12,69	14 juin	7,65	7,75	8,00
1977 1 ^{er} trim.	6,75	7,00	7,25	7,75	8,35	13 sept.	6,75	7,00	7,25
2 ^e trim.	6,25	6,50	6,75	7,00	7,51	13 déc.	7,75	*	*
3 ^e trim.	5,75	6,00	6,25	6,25	6,62	1978 14 fév.	7,25	*	7,75
4 ^e trim.	8,75	9,00	9,25	9,50	7,06	14 mars	7,25	7,50	7,75
1978 1 ^{er} trim.	5,25	5,50	5,75	6,50	7,69	11 avril	6,00	*	6,75
2 ^e trim.	5,25	5,50	5,75	6,00	5,84	9 mai	6,00	6,25	*
3 ^e trim.	7,00	7,25	7,50	7,50	6,78	13 juin	6,25	*	*
4 ^e trim.	9,50	9,50	9,25	9,25	9,26	11 juill.	6,50	*	*
1978 Janv.	7,60	7,65	7,75	8,00	8,32	8 août	*	*	*
Févr.	6,50	6,50	6,75	7,00	7,00	12 sept.	7,40	7,55	7,70
Mars	5,25	5,50	5,75	6,50	6,84	10 oct.	7,90	*	8,00
Avril	5,25	5,40	5,60	5,75	5,81	14 nov.	8,50	8,50	*
Mai	5,25	5,40	5,60	5,75	5,75	12 déc.	*	*	*
Juin	5,25	5,50	5,75	6,00	5,95	1979 9 janv.	*	*	*
Juillet	5,90	6,15	6,35	6,25	6,25	13 févr.	8,35	*	*
Août	6,75	6,90	7,00	7,10	7,12				
Sept.	7,00	7,25	7,50	7,50	7,27				
Oct.	10,25	10,25	10,00	9,75	9,34				
Nov.	9,25	9,00	8,75	8,75	9,12				
Déc.	9,50	9,50	9,25	9,25	9,25				
1979 Janv.	8,00	8,25	8,50	8,75	8,99				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1961 (*Moniteur belge* du 28 mars 1961, p. 3233).

3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains parasétatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1973	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 ^{er} janvier	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1976 Octobre	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
1977 Janvier	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Avril	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Juillet	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Octobre	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Février	8,79	8,63	8,71	8,90	9,69	8,75
Mars	8,66	8,51	8,54	8,72	9,50	8,60
Avril	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Mai	8,19	8,19	8,25	8,46	9,08	8,27
Juin	8,24	8,22	8,22	8,46	9,23	8,26
Juillet	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Août	8,40	8,22	8,25	8,51	9,34	8,33
Septembre	8,64	8,47	8,45	8,78	9,59	8,56
Octobre	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68	8,54
Novembre	8,77	8,53	8,62	8,96	9,79	8,70
Décembre	8,66	8,55	8,69	8,94	9,89	8,70
1979 Janvier	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
Février	8,68	8,66	9,05	9,08	9,34	8,84

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier ...	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placés institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1975 .		3,50		6,00		8,00		11,25		9,00		4,50		9,00		3,00
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet ...					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre .			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars							10	11,00								
Mars							18	10,50								
Mars							31	9,50								
Avril							7	9,25								
Avril							15	9,00			18	4,50				
Avril							22	8,75								
Avril							29	8,25								
Mai							13	8,00					9	7,50		
Juin									13	16,00	6	3,50				
Juillet ...															15	1,50
Août							5	7,50								
Août			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								
Octobre ...							7	5,50								
Octobre ...			26	6,00			14	5,00								
Novembre .							25	7,00								
Décembre ..	16	3,00									11	4,50				
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								
Février ...															27	1,00
Mars													9	8,00		
Avril							11	7,50			17	4,00	4	8,50		
Mai			11	7,00			5	8,75								
Mai							12	9,00								
Juin							8	10,00								
Juillet ...			3	7,25							26	4,50	26	9,00		
Août			21	7,75												
Septembre .			22	8,00												
Septembre .			16	8,50					4	13,50	26	5,50	12	9,50		
Octobre ...			31	9,50							13	6,50 ⁶	16	10,25		
Octobre ...																
Novembre ..							9	12,50						6	10,75	
1979 Janvier ...														3	11,25	
Février ...							8	14,00								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au rachat à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au rachat pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandse Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 7,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 8 décembre	1978 7 décembre	1978 5 janvier	1979 4 janvier
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	92.854	110.255	104.556	124.258	110.125	136.956
Or	35.230	63.168	63.661	78.842	73.357	83.619	78.842	93.670
Disponibilités à vue à l'étranger	7.324	4.856	8.973	10.813	9.996	6.752	10.818	9.972
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}	342	176	44	—	—	—	—	—
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	6.944	10.697	13.382	12.189	19.219	20.175	15.614	14.853
Créances sur le Trésor	110	71	171	17	81	181	317	411
Monnaies divisionnaires	134	43	487	521	212	178	182	246
Comptes courants postaux	6.700	9.650	11.495	10.050	17.418	17.893	13.457	12.140
Concours au Trésor Public ³	—	933	1.229	1.601	1.508	1.923	1.658	2.056
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁴	111.710	68.745	80.872	84.059	68.000	69.286	75.301	97.641
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	14.032	18.262	26.059	34.086	32.664	40.626	36.302	41.686
Effets escomptés ⁵	81.785	38.035	36.926	29.601	25.633	16.159	20.452	38.103
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁵	58	40	46	48	47	53	54	50
Avances sur titres	15.835	12.408	17.841	20.324	9.656	12.448	18.493	16.802
Effets en cours de recouvrement	2.600	3.304	4.165	3.958	3.203	3.504	3.131	3.603
Divers	164.150	182.844	191.273	210.461	194.978	217.223	204.171	253.053
Total ...	164.150	182.844	191.273	210.461	194.978	217.223	204.171	253.053

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	115.405	121.002	118.487	127.949	120.427	129.821
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	7.522	5.090	5.080	5.116	4.967	7.145
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	513	792	685	1.010	670	2.131
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2.694	2.540	2.794	2.773	2.780	2.721	2.772	3.731
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	1.381	3.352	4.215	1.525	1.615	1.385	1.525	1.283
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	1	5.252	...	1	1	18.801
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	47.720	12.767	15.435	12.154	11.080	12.786	10.309	13.479
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	44.801	10.175	12.783	9.862	8.965	10.414	8.255	10.844
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	2.652	2.292	2.115	2.372	2.054	2.635
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	43.997	59.053	53.566	63.831	59.053	73.822
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.368	1.444	1.444	1.538	1.444	1.538
Divers	10.162	7.006	7.545	6.466	5.321	6.002	7.970	8.447
Total ...	164.150	182.844	191.273	210.461	194.978	217.223	204.171	253.053

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire .. 2.487 3.348 4.945 4.912 4.357 2.734 4.294 2.594
Acquisition de droits de tirage spéciaux .. 1.123 1.280 1.906 1.935 1.938 1.604 1.335 2.649
Autres opérations .. 3.714 228 2.722 5.166 4.301 2.414 5.189 4.729

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum du concours au Trésor public .. 23.400 26.350 21.350 20.050 20.050 22.140 20.050 22.140
dont : non rémunérés .. 13.400 16.350 11.350 10.050 10.050 12.140 10.050 12.140

⁴ Loi du 27 décembre 1974.

⁵ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics ..	2.682	20.328	26.812	16.960	18.944	13.971	16.017	19.419
Obligations ..	21	15	14	9	9	4	9	4
Bons à moyen terme ..	5.037	699	1.203	1.771	2.118	142	1.741	471
Crédits à moyen terme ..	21.957	22.208	29.284	31.951	33.973	40.730	37.167	42.700
— Prêts spéciaux à la construction ..	90	26	68	68	68	16	68	16
— Crédits à l'exportation ..	14.033	18.262	26.059	31.086	32.664	40.626	36.302	42.686
— Autres crédits ..	10.834	3.920	3.156	797	1.241	88	797	88
Crédits à court terme ..	63.120	13.047	5.673	9.996	3.253	1.938	1.820	18.105
— Crédits à l'exportation ..	11.401	4.005	1.542	5.131	1.529	647	819	10.570
— Autres crédits ..	51.719	9.042	4.131	4.865	1.724	1.291	1.001	7.535

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1974 February 28	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1977 December 7	1978 December 6	1978 January 4	1979 January 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.513	4.625	5.234	5.540	7.028	7.899	7.075	7.897
Other Securities	1.076	739	805	1.224	836	1.015	914	967
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	7.875	8.925	8.000	8.875

Notes Issued :								
In Circulation	4.573	5.355	6.042	6.758	7.847	8.904	7.974	8.868
In Banking Department	27	20	8	17	28	21	26	7
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	7.875	8.925	8.000	8.875

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.645	1.017	1.243	833	1.679	1.774	1.588	1.773
Advances and Other Accounts	155	452	274	641	238	208	452	209
Premises, Equipment and Other Securities	188	132	157	257	153	169	153	170
Notes	27	20	8	17	28	21	26	7
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	2.098	2.172	2.219	2.159

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	82	64	85	112	28	25	27	28
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	1.368	936	980	712	1.171	1.105	1.185	1.099
Bankers Deposits	250	217	228	372	287	357	313	358
Reserves and Other Accounts	300	389	374	537	597	670	679	659
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	2.098	2.172	2.219	2.159

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1974 December 31	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1977 December 7	1978 December 6	1978 January 4	1979 January 10
ASSETS								
Gold certificate account	11.652	11.599	11.598	11.718	11.658	11.640	11.719	11.624
Special Drawing Rights certificate account	400	500	1.200	1.250	1.200	1.300	1.250	1.300
Coin	240	347	364	282	291	272	276	265
Discounts and advances	298	229	25	265	588	588	1.096	759
Acceptances :								
Bought outright	579	741	196	...	...	...	...	...
Held under repurchase agreement	430	385	795	954	294	...	624	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	4.702	6.072	6.794	8.004	7.329	7.899	8.004	7.892
Held under repurchase agreement	511	118	278	451	50	...	226	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	36.765	37.207	38.571	41.561	39.428	37.011	41.485	35.513
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	40.009	43.989	47.972	50.509	49.616	54.855	50.509	54.855
Bonds	3.284	5.521	6.725	8.848	8.741	12.465	8.848	12.465
Total bought outright ...	80.058	86.717	93.268	100.918	97.785	104.361	100.842	102.833
Held under repurchase agreement	443	1.217	3.753	1.901	629	...	1.010	...
Total U.S. Government securities ...	80.501	87.934	97.021	102.819	98.414	104.361	101.852	102.833
Total loans and securities	87.011	95.479	105.109	112.493	106.675	112.848	111.802	111.484
Cash items in process of collection	8.312	9.210	7.835	9.617	11.400	15.343	12.426	16.269
Bank premises	263	319	363	378	380	398	377	396
Operating equipment	—	13	25	—	—	—	—	—
Other assets	2.932	2.980	2.790	2.064	1.834	2.066	2.011	3.868
Total assets ...	110.810	120.447	129.284	137.802	133.438	143.867	139.861	145.206
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	70.916	77.159	83.727	93.153	91.812	101.462	93.233	102.137
Deposits :								
Member bank reserves	25.825	26.097	25.158	26.870	26.826	28.636	27.204	28.759
U.S. Treasurer - general account	3.113	7.285	10.393	7.114	4.276	2.169	6.790	2.286
Foreign	418	353	352	379	244	367	376	234
Other	1.275	1.090	1.357	1.187	690	553	737	653
Total deposits :	30.631	34.825	37.260	35.550	32.036	31.725	35.107	31.932
Deferred availability cash items	6.328	5.495	5.234	5.807	6.266	6.884	8.215	6.792
Other liabilities and accrued dividends ...	1.141	1.110	1.097	1.234	1.150	1.516	1.168	1.956
Total liabilities ...	109.016	118.589	127.318	135.744	131.264	141.587	137.723	142.817
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	897	929	983	1.029	1.025	1.075	1.030	1.079
Surplus	897	929	983	1.029	983	1.029	1.029	1.078
Other capital accounts .....	...	...	...	...	166	176	79	232
Total liabilities and capital accounts ...	110.810	120.447	129.284	137.802	133.438	143.867	139.861	145.206
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	981	...	...	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1974 dicembre	1975 dicembre	1976 dicembre	1977 dicembre	1977 agosto	1978 agosto	1977 settembre	1978 settembre
ATTIVO								
Oro	1.804	1.804	6.429	7.697	6.982	8.601	7.179	9.529
Cassa ¹	107	255	441	333	236	430	153	421
Portafoglio	156	13	17	23	24	47	21	52
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.178	1.216	1.259	1.309	1.292	1.347	1.294	1.346
Anticipazioni ³	3.058	769	1.018	988	614	425	735	1.025
Attività verso l'estero in valuta	6	3	4	13	5	4	5	10
Ufficio italiano dei cambi	7.696	9.538	9.744	13.222	11.898	16.527	11.618	16.254
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	10.677	18.226	28.027	25.435	23.253	25.535	23.157	25.878
Certificati di credito del Tesoro	1.748	40	17	432	705	202	489	192
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	556	682	825	985	1.013	1.178	1.014	1.182
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	...	...	...	...	...
C/c servizio tesoreria	2.962	3.522	5.216	4.796	6.746	4.038	6.124	2.342
Servizi diversi per conto dello Stato	747	64	92	71	87	36	88	36
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	317	515	1.240	3.500	2.764	2.734	2.541	2.671
Spese	508	1.061	1.808	...	1.121	1.345	1.145	1.373
Totale attivo ...	31.859	38.047	56.476	58.804	56.740	62.449	55.563	62.311
PASSIVO								
Circolazione dei biglietti ⁶	11.190	12.921	14.590	16.508	14.557	16.866	14.390	16.762
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ...	178	134	89	106	78	100	80	87
Conti correnti liberi ⁸	547	2.040	718	876	456	410	281	110
Conti correnti vincolati	6.639	11.682	16.748	20.412	19.572	24.457	19.729	24.598
Conti speciali	1.748	51	50	867	1.041	450	987	434
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7.743	7.825	9.439	7.737	8.769	5.820	7.975	5.424
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	165	...	42	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato	171	116	917	611	127	282	132	279
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	91	145	130	412	28	29	23	22
Fondi accantonati	845	1.179	6.342	7.895	6.903	8.813	7.101	9.741
Partite varie	1.955	758	5.438	3.180	3.910	3.663	3.537	3.263
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	37	49	60	74	72	88	72	88
Fondo di riserva straordinario	37	47	60	76	73	91	73	91
Rendite	543	1.100	1.853	50	1.154	1.380	1.183	1.412
Utile netto da ripartire	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	31.859	38.047	56.476	58.804	56.740	62.449	55.563	62.311
Depositanti di titoli e valori	20.708	18.222	86.119	31.382	28.153	34.696	27.812	35.962
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	24	22	35	28	30	37	29	35
2 » aziende di credito	734	757	784	815	804	839	805	838
istituti speciali	444	459	475	494	488	508	489	508
3 » aziende di credito	1.953	746	1.011	699	610	420	729	1.020
istituti speciali	10	18	7	10	4	5	6	5
altri	1	...	...	...	...	...	...	...
anticipazioni a scadenza fissa	1.094	5	...	279	...	...	...	...
4 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p'c Tesoro } a breve ...	6.162	9.915	17.648	8.066	10.551	4.289	9.649	4.016
altri	4.072	7.971	10.056	17.068	12.384	20.965	13.189	21.587
5 » titoli di stato e oblig. p'c Tesoro ...	325	443	535	701	716	862	716	862
6 » biglietti presso il Tesoro	11	13	15	16	15	17	...	...
7 » vaglia cambiari	57	75	89	106	77	99	77	87
8 » aziende di credito	491	1.380	293	850	426	396	249	71
istituti speciali	43	638	399	15	19	5	21	5
9 » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende di credito	338	239	306	283	287	271	287	268
istituti speciali	3.747	3.241	3.839	3.310	3.654	2.963	3.545	2.819
altri enti non statali	97	102	88	...	44	...	44	...

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1977 7. Dez.	1978 7. Dez.	1978 7. Jan.	1979 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	71.805	74.614	76.656	80.970	83.921	107.093	81.630	103.854
Gold	14.002	14.002	14.002	14.065	14.034	14.065	14.066	17.082
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	8.055	9.309	10.650	8.595	9.329	11.902	8.552	11.682
Devisen und Sorten	49.748	51.303	52.004	58.310	60.558	81.126	59.012	75.090
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	11.636	11.804	11.848	9.256	10.589	4.742	9.256	4.397
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	15.516	8.521	19.517	19.588	15.686	19.745	16.161	20.088
Inlandswechsel	12.305	5.910	12.185	12.400	13.620	16.674	14.309	18.174
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Auslandswechsel	877	903	1.223	1.629	1.682	1.751	1.602	1.643
Lombardforderungen	2.334	1.703	6.109	5.559	384	1.320	250	271
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.915	9.044	10.479	9.588	13.669	12.399	9.099	8.975
Kassenkredite (Buchkredite)	1.232	361	1.796	905	4.986	3.716	416	292
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	469	7.953	1.419	693	676	4.364	691	4.194
Deutsche Scheidemünzen	423	946	720	810	790	703	834	714
Postcheckguthaben	647	358	271	999	234	177	197	295
Sonstige Aktiva	7.115	8.139	4.546	6.518	5.385	5.459	3.918	5.120
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition	14.004	8.931	7.489	10.925	3.045	6.598	10.925	14.184
Ingesamt ...	131.530	130.310	132.945	139.347	133.995	161.280	132.711	161.821

PASSIVA

Banknotenumlauf	50.273	55.143	59.038	65.567	66.756	75.986	65.371	74.373
Einlagen von Kreditinstituten	46.504	44.591	51.298	52.491	47.532	52.942	48.086	55.416
auf Girokonten	46.483	44.563	51.270	52.464	47.501	52.911	48.060	55.390
sonstige	21	28	28	27	31	31	26	26
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	11.742	8.256	2.939	2.120	2.750	3.301	2.522	2.526
Bund	139	2.291	272	296	257	99	62	86
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	163	358	304	150	285	253	474	443
Länder	643	2.106	2.094	1.630	2.178	2.921	1.963	1.966
Andere öffentliche Einleger	44	46	59	44	30	28	23	31
Sondereinlagen	10.753	3.455	210	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.739	2.502	2.588	3.905	2.410	2.854	2.337	2.787
Bundesbahn	5	5	4	7	4	6	5	5
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	2.227	1.962	2.070	3.419	1.840	2.259	1.849	2.240
Sonstiger Einleger	507	535	514	479	566	589	483	542
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	127	256	58	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren	8.867	4.173	6.476	5.366	5.894	13.780	5.469	13.162
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	1.284	840	1.097	489	684	3.786	626	4.223
Einlagen ausländischer Einleger	1.268	828	779	475	673	3.779	607	4.183
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	306	...	...	...	...	...
Sonstige	16	12	12	14	11	7	19	40
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.600	1.665	1.489	1.387	1.489	1.387	1.387	1.826
Rückstellungen	1.485	1.670	1.835	1.885	1.885	1.945	1.885	1.945
Sonstige Passiva	5.690	9.995	4.738	4.748	3.206	3.910	3.639	4.174
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	929	929	1.099	1.099	1.099	1.099	1.099	1.099
Ingesamt ...	131.530	130.310	132.945	139.347	133.995	161.280	132.711	161.821

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 7 décembre	1978 6 décembre	1978 6 janvier	1979 5 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.893	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises	11.571	14.706	20.426	20.514	16.032	28.324	18.725	29.454
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	5.403	5.403	5.222	3.949	4.054	2.171	3.914	1.981
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	2.210	1.712	926	1.252	376	220	347	236
Bons du Trésor de la Confédération ...	484	227	375	267	...	...	...	...
Avances sur nantissement	700	200	157	198	22	23	19	10
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	...	...	2	...	2
autres	92	3	64	559	567	360	542	346
Correspondants en Suisse	167	136	160	172	56	40	31	71
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	622	622	—	—	—	—	—	—
Pertes sur les réserves de devises au 31-12-1978	—	—	—	—	—	—	—	2.593
Autres postes de l'actif	94	64	65	106	92	131	76	74
Total ...	33.236	34.966	39.299	38.921	33.103	43.175	35.558	46.671

PASSIF

Fonds propres	66	67	68	69	69	70	69	70
Billets en circulation	19.436	19.128	19.731	20.397	19.452	20.906	19.670	21.620
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	9.505	11.479	12.644	13.623	6.999	12.584	10.370	16.331
Autres engagements à vue	862	1.817	4.005	2.707	2.472	4.060	2.222	4.444
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	348	165	246	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	247	380	955	772	1.889	3.404	1.889	3.404
Comptes spéciaux ¹	986	...	...	...	...	...	...	...
Autres postes du passif	1.786	1.930	1.650	1.353	2.222	2.151	1.338	802
Total ...	33.236	34.966	39.299	38.921	33.103	43.175	35.558	46.671

¹ Dépassement du taux d'accroissement des crédits.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1977 30 novembre	1978 30 novembre	1978 31 janvier	1979 31 janvier
I. Or	5.045	4.886	5.072	4.869	4.999	4.961
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	98	61	34	42	46	63
III. Bons du Trésor	280	1.294	277	1.302	280	1.289
IV. Dépôts à terme et avances	50.625	55.359	49.199	52.549	50.550	56.235
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	...	3	...	...	...	...
b) à plus de 3 mois .....	...	...	...	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	35.667	40.014	32.620	38.064	34.765	36.497
b) à plus de 3 mois	14.958	15.342	16.579	14.485	15.785	19.738
V. Titres à terme	2.481	3.644	2.452	3.676	2.515	4.146
a) à 3 mois au maximum	2.130	3.152	2.029	2.679	2.214	2.692
b) à plus de 3 mois	351	492	423	997	301	1.454
VI. Divers	946	1.058	924	1.043	975	1.054
<i>Total de l'actif</i> ...	59.475	66.302	57.958	63.481	59.365	67.748

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1977 30 novembre	1978 30 novembre	1978 31 janvier	1979 31 janvier
I. Capital :						
Actions libérées de 25 p.c.	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	1.072	1.192	1.072	1.192	1.072	1.192
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	472	520	472	520	472	520
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	495	567	495	567	495	567
III. Dépôts (or)	3.824	3.834	3.917	3.822	3.793	3.913
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.464	3.738	3.245	3.635	3.433	3.818
b) à 3 mois au maximum	241	63	468	154	241	62
c) à plus de 3 mois	86	—	171	—	86	—
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	7	33	33	33
b) à plus de 3 mois	—	—	26	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies)	53.541	60.083	51.977	57.325	53.429	61.431
1. Banques centrales :						
a) à vue	508	668	620	557	651	831
b) à 3 mois au maximum	41.601	47.682	39.229	44.312	39.984	47.860
c) à plus de 3 mois	10.731	9.863	11.352	10.885	11.766	11.131
2. Autres déposants :						
a) à vue	60	91	48	42	38	44
b) à 3 mois au maximum	615	683	679	613	898	416
c) à plus de 3 mois	26	1.096	49	916	92	1.149
Y. Divers	721	881	675	829	754	901
VI. Provisions	16	11	16	12	16	10
Total du passif ...	59.475	66.302	57.958	63.481	59.365	67.748

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture et pêche; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 15 décembre 1978

approuvant les statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie (Moniteur du 13 janvier 1979, p. 485).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1978

relatif à la conversion du franc-or prévue à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM), à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) et à la Convention additionnelle à la CIV (CAV) (Moniteur du 11 janvier 1979, p. 326). (Voir aussi rubrique 9.)

Article 1^{er}. — En vue de la conversion en francs belges du franc-or prévue à l'article 57 § 1 de la CIM, à l'article 53 § 1 de la CIV et à l'article 21 de la Convention additionnelle à la CIV, il y a lieu d'appliquer la relation : un franc-or est égal à un tiers de droit de tirage spécial du Fonds Monétaire International.

La valeur du droit de tirage spécial en francs belges est celle qui est calculée quotidiennement par le Fonds Monétaire International et que celui-ci applique pour ses propres opérations et transactions.

Arrêté royal du 12 décembre 1978

portant de 17 à 20 milliards de francs la dotation du « Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes » (Moniteur du 18 janvier 1979, p. 636).

Arrêté royal du 15 décembre 1978

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 25 janvier 1979, p. 1062).

Article 1^{er}. — Le tableau en annexe de l'arrêté royal du 17 novembre 1977 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, est remplacé par le tableau en annexe du présent arrêté.

Annexe

TABLEAU

Echelle du maximum des taux de chargement pouvant être appliqués aux contrats de ventes, de prêts et de prêts personnels à tempérament :

Montants	Périodes de remboursement						
	Jusqu'à 6 mois	Plus de 6 à 9 mois	Plus de 9 à 12 mois	Plus de 12 à 15 mois	Plus de 15 à 18 mois	Plus de 18 à 24 mois	Plus de 24 mois
Jusqu'à 5.000 F	1,36	1,28	1,18	1,13	1,07	1,04	1,01
De 5.001 à 15.000 F	1,27	1,20	1,13	1,09	1,03	1,00	0,98
De 15.001 à 25.000 F	1,15	1,09	1,05	1,01	0,97	0,95	0,93
De 25.001 à 50.000 F	1,06	1,01	0,98	0,95	0,91	0,89	0,87
De 50.001 à 100.000 F	0,97	0,94	0,92	0,89	0,85	0,84	0,83
De 100.001 à 150.000 F	0,91	0,88	0,87	0,85	0,82	0,81	0,80
De 150.001 à 225.000 F	0,86	0,86	0,84	0,82	0,80	0,79	0,78
De 225.001 à 300.000 F	0,84	0,83	0,81	0,80	0,79	0,77	0,76
De 300.001 à 400.000 F	0,82	0,81	0,80	0,78	0,77	0,76	0,75
Plus de 400.000 F	0,80	0,79	0,78	0,77	0,76	0,75	0,74

Arrêté ministériel du 4 janvier 1979

portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1979 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 13 janvier 1979, p. 477).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier en 1979 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 4,5 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 3,5 p.c.

Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants-droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,25 p.c.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 15 décembre 1978

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 27 janvier 1979, p. 1199).

Article 1^{er}. — § 1^{er}. Dans l'intitulé du Chapitre I, section VIII, et dans l'article 48 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 mars 1969 et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 février 1976, le montant de 500.000 francs est remplacé par le montant de 750.000 francs.

§ 2. Le barème visé à l'article 48 du même arrêté royal et faisant l'objet de l'annexe I à cet arrêté royal, remplacée en dernier lieu par l'annexe I de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, est remplacé par le barème faisant l'objet de l'annexe I au présent arrêté.

Art. 2. — Les barèmes et les règles d'application y relatives visés à l'article 114 du même arrêté royal, et faisant l'objet de l'annexe III à cet arrêté royal, remplacée en dernier lieu par l'annexe II à l'arrêté royal du 25 février 1976, modifiée par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 décembre 1976, par l'article 19 de l'arrêté royal du 26 janvier 1977, par l'article 18 de l'arrêté royal du 16 mars 1977, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 mars 1977 et par l'article 4 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, sont remplacés par l'annexe II au présent arrêté.

Art. 3. — A l'arrêté royal du 16 mars 1977 modifiant, en matière de précompte mobilier et de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'article 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

» 2^o le 2^o, *b* est remplacé par la disposition suivante :

» *b*) le Fonds des Rentes, la Caisse nationale des Calamités, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, les caisses d'épargne relevant d'un établissement public autre que la Commission bancaire, ainsi que les associations sans but lucratif Bond van Grote en van Jonge Gezinnen et Ligue des Familles dans la mesure où elles accordent à leurs membres des prêts à taux réduit. »

2^o l'article 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. L'article 92 du même arrêté royal, remplacé en dernier lieu par l'article 2 de l'arrêté royal du 7 décembre 1966, est remplacé par la disposition suivante :

» Article 92. En ce qui concerne les produits de location, de l'affermage, de l'usage ou de la concession de tous biens mobiliers, les revenus ou profits mobiliers compris dans les produits de la sous-location ou de la cession de baux d'immeubles meublés ou de parties d'immeubles meublés et les produits de la location du droit de chasse, de pêche ou de tenderie, il est renoncé totalement à la perception du précompte mobilier, que ces produits, revenus ou profits soient alloués ou attribués en exécution de conventions conclues avant ou à partir du 1^{er} décembre 1962 et que les conventions conclues avant le 1^{er} décembre 1962 mettent ou non la taxe mobilière à charge du débiteur de ces produits, revenus ou profits, lorsque les bénéficiaires sont :

» a) des habitants du royaume assujettis à l'impôt des personnes physiques;

» b) des sociétés belges de personnes qui ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques dans le chef de leurs associés;

» c) des sociétés, associations, établissements ou organismes soumis à l'impôt des sociétés conformément aux articles 98 à 102 du Code des impôts sur les revenus;

» d) des organismes internationaux ou supranationaux visés à l'article 87, 2^o, c.

» 3^o Dans le texte français de l'article 12, 1^o, les mots « la renonciation totale ou partielle à la perception du précompte mobilier prévue soit à l'article 89, § 2, 9^o, soit à l'article 94, § 2, 1^o » sont remplacés par les mots « la renonciation totale à la perception du précompte mobilier prévue soit à l'article 89, § 2, 9^o, soit à l'article 94, § 2, 1^o. »

Art. 4. — Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 octobre 1978 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, l'intitulé suivant est inséré avant le texte de l'article 228 :

« SECTION IX. — Garanties réelles et cautions personnelles (Code des impôts sur les revenus, article 310, § 1^{er}, alinéa 2.) »

Art. 5. — Le présent arrêté est applicable :

1^o en ce qui concerne l'article 1^{er}, à partir de l'exercice d'imposition 1979;

2^o en ce qui concerne l'article 2, aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 1979;

3^o en ce qui concerne l'article 3, aux revenus d'origine belge attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} avril 1977 et aux revenus d'origine étrangère qui sont encaissés à partir de la même date;

4^o en ce qui concerne l'article 4, le 25 novembre 1978.

Arrêtés royal et ministériel du 12 janvier 1979

relatifs à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1979-1987 (Moniteur du 13 janvier 1979, pp. 475 et 476).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 9 p.c. 1979-1987 ».

Ces obligations portent intérêt au taux de 9 p.c. l'an à partir du 7 février 1979.

Les intérêts sont payables le 7 février des années 1980 à 1987.

Art. 3. — Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives sur le Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

.....

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 7 février 1987 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

.....

**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 9 p.c. 1979-1987 sera ouverte le 22 janvier 1979; elle sera close le 6 février 1979. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province, chez les banques et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public et caisses d'épargne privées établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 2. — Les obligations de l'emprunt pourront également être cédées ferme ou données en option.

Art. 3. — Le prix d'émission sera fixé au plus tard le 15 janvier 1979.

.....

Art. 7. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 8. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....

Arrêté ministériel du 15 janvier 1979

relatif à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1979-1987 (Moniteur du 18 janvier 1979, p. 673).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9 p.c. 1979-1987 est fixé à 99,25 p.c. de leur valeur nominale.

.....

5. — INDUSTRIE

Loi du 31 juillet 1978

portant approbation du Cinquième Accord international sur l'Etain, et des Annexes, faits à Genève le 21 juin 1975 (Moniteur du 18 janvier 1979, p. 600).

Arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978

modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises (Moniteur du 4 janvier 1979, p. 20).

Il s'agit pour l'essentiel de dispositions relatives à la centralisation des écritures et aux formalités du paraphe et du visa, principalement dans les cas où la comptabilité est tenue sur ordinateur.

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 28 décembre 1978

relatif au tarif des droits d'entrée perçus sur les marchandises relevant de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et originaires de la Suède, de l'Autriche et de la Norvège (Moniteur du 6 janvier 1979, p. 179).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1978

relatif à la conversion du franc-or prévue à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM), à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) et à la Convention additionnelle à la CIV (CAV) (Moniteur du 11 janvier 1979, p. 326). (Voir texte rubrique 2.)

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal n° 28 du 15 décembre 1978

relatif à la simplification et à la rationalisation de la structure financière des organismes d'allocations familiales (Moniteur du 12 janvier 1979, p. 400).

Cet arrêté a pour but de donner une destination aux fonds en possession des organismes d'allocations familiales et qui sont constitués par des cotisations encaissées auprès de leurs affiliés avant le 1^{er} avril 1957 pour la composition ou l'alimentation du Fonds de réserve. Ces fonds sont transférés à la réserve administrative des organismes d'allocations familiales.

En outre, en ce qui concerne les caisses de compensation libres et les caisses spéciales, les mesures suivantes sont prises :

- uniformisation du fonds de prévision et du fonds de réserve;*
- constitution d'un fonds de roulement pour le paiement des prestations familiales;*
- constitution d'un fonds distinct pour la couverture des frais d'administration;*
- donner une base légale incontestable pour la composition d'une réserve administrative.*

Enfin, en ce qui concerne le fonds de réserve ordinaire et le fonds de réserve des allocations familiales de vacances de l'Office national d'Allocations familiales pour travailleurs salariés, un nombre de dispositions techniques, complémentaires et non fondamentales sont prises, rendues nécessaires, d'une part, à la suite des modifications apportées au fonds de réserve ordinaire et, d'autre part, à la suite de la constitution d'un fonds de réserve des allocations familiales de vacances, par la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires.

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Loi du 20 novembre 1978

portant approbation de l'Accord entre la Communauté économique européenne (C.E.E.) et la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, Etats membres de cette Communauté (Etats membres), d'une part, et l'Association internationale de Développement (Association), d'autre part, relatif à un programme d'action spéciale de ladite Association, signé à Bruxelles le 2 mai 1978 (Moniteur du 27 janvier 1979, p. 1158).

Décision du Conseil du 18 décembre 1978 (79/19/CEE)

arrêtant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant les orientations de politique économique pour l'année 1979 (Journal officiel du 12 janvier 1979, n° L 8, p. 16).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1979. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

VAN LANDEGHEM, P.F.

L'organisation de la statistique officielle en Belgique.

(In : Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 12, décembre 1978, pp. 1169-1180.)

BELG. 44

PRADES, F.G. e.a.

La conjoncture belge : bilan et perspectives (1).

(In : Institut de Recherches Economiques — Service de conjoncture, Louvain-la-Neuve, décembre 1978, pp. 1-39.)

BELG. 87

307.362. - 339.12 - 339.325.1

KRAVIS, I.B. a.o.

International Comparisons of Real Product and Purchasing Power.

Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1978, IX + 264 p.

331.31 - 338.046.2 - 368.40

332.10 - 332.71

GOETHALS, H.

Het sociale luik van de anti-crisiswet.

(In : Ondernemen, Brussel, n° 12, december 1978, blz. 513-518.)

BELG. 48

330.52 - 380.22 - 332.691.

332.621.0 - 380.3 - 332.630. - 339.312.3

333.830. - 338.013. - 338.40

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANÇAISE.

L'économie demain : marché, plan et concertation ou anarchie, rigidité et corporatisme ?

*(3^e congrès des économistes belges de langue française, Namur, les 17 et 18 novembre 1978.)**Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1978, div. pp.*

332.18

MAGREZ-SONG, G.

La réforme des conseils d'entreprise et des comités de sécurité en vue des élections sociales de 1979.

(In : Journal des Tribunaux du Travail, Bruxelles, n° 173, 15 décembre 1978, pp. 341-346.)

331.061.

DE ROO, D.

Analyse Post-Mortem de 12 années de prévisions macro-économiques au Dulbéa.

(In : Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 80, 1978, pp. 473-494.)

BELG. 44 E

332.832. - 368.43

BONBLED, P.

La réglementation nouvelle relative à la pré-pension : un délai de préavis réduit (A.R. 10 août 1978).

(In : Journal des Tribunaux du Travail, Bruxelles, n° 172, 30 novembre 1978, pp. 325-326.)

333.101.

333.138.1

DOUCH, N.

The Belgian Banking System.

(In : *The Bankers' Magazine*, London, No. 1617, December 1978, pp. 37-40.)

G.B. 4

Les fonds communs de placement.

(In : *Bulletin financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles*, n° 41, 8 décembre 1978, pp. 1-4.)

BELG. 34 A

333.103.

333.139.2 - 347.734.

GRISIUS, H.

EUREX, ein computergesteuertes Informations-Handels- und Abwicklungssystem für Eurobons.

(In : *Cahiers économiques, Luxembourg*, n° 3, 1978, pp. 7-13.)

LUX. 5

WITTERWULGHE, R. et PHILIPPE, D.

Le protocole bancaire, un code de comportement.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles*, n° 5, novembre 1978, pp. 347-358.)

BELG. 131 A

333.110. - 333.78 - 333.846.0

333.432.8

LE BOURVA, J.

Le lit de Procuste ? Réflexions sur l'annonce de leurs objectifs par les autorités monétaires.

(In : *Euro Coopération, Paris*, n° 21, 1978, pp. 5-30.)

GEN. 5 A

VOLCKER, P.

The Political Economy of the Dollar.

(In : *The Banker, London*, No. 635, January 1979, pp. 41-51.)

G.B. 3

333.112.0 - 333.101.

333.450. - 333.451.7

Une banque publique, pourquoi ? et comment ?

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles*, n° 5, novembre 1978, pp. 359-368.)

BELG. 131 A

SOLNIK, B.

International Parity Conditions and Exchange Risk.

(In : *Journal of Banking and Finance, Amsterdam*, No. 3, October 1978, pp. 281-293.)

GEN. 10 E

ALLEN, W.A. and ENOCH, C.A.

Some Recent Evidence on Short-Run Exchange Rate Behaviour.

(In : *The Manchester School of Economic and Social Studies, Manchester, No. 4, December 1978, pp. 364-391.*)

G.B. 34

LEVY, H. and SARNAT, M.

Exchange Rate Risk and the Optimal Diversification of Foreign Currency Holdings.

(In : *Journal of Money, Credit and Banking, Columbus, No. 4, November 1978, pp. 453-463.*)

U.S.A. 29 D

333.451.6 - 382.50

333.451.7 - 333.451.2

HOOPER, P. and KOHLHAGEN, S.W.

The Effect of Exchange Rate Uncertainty on the Prices and Volume of International Trade.

(In : *Journal of International Economics, Amsterdam, No. 4, November 1978, pp. 483-511.*)

GEN. 10 A

The Management of Foreign Exchange Risk.

London, Euromoney Publications, 1978, 200 p.

333.451.6

333.602. - 333.613.

Les taux de change flottants : une expérience peu concluante.

(In : *Bulletin financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 40, 1^{er} décembre 1978, pp. 1-5.*)

BELG. 34 A

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1978.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 47, 15 décembre 1978, pp. 1-7.*)

BELG. 33

333.451.7

333.602. - 333.613.

AGMON, T. and ARAD, R.

Exchange Risk and Unanticipated Changes in Exchange Rates.

(In : *Journal of Banking and Finance, Amsterdam, No. 3, October 1978, pp. 269-280.*)

GEN. 10 E

Les marchés internationaux des actions en 1978.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 49, 29 décembre 1978, pp. 1-6.*)

BELG. 33

333.646. - 347.731.

333.830. - 339.311.5

Het misbruik van voorwetenschap inzake effectenhandel.

(Referaten en discussieverslagen van de studiedag gehouden te Antwerpen op 28 april 1977.)

Brussel, C.E.D.-Samsom, 1978, 136 blz.

Evolution des taux d'intérêt et rendement de dividende.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 42, 10 novembre 1978, pp. 1-5.*)

BELG. 33

333.662.

333.841. - 333.451.6

Le marché des euro-émissions en 1978.

(In : *Bulletin financier de la Kredietbank, S.A. Luxembourgeoise, Luxembourg, 22 décembre 1978, 7 p.*)

LUX. 3

CLAASSEN, E.-M.

Weltinflation.

München, Verlag Franz Vahlen, 1978, 196 S.

333.712.3 - 368.611.

333.841. - 335.60

VAN DEN BOSCH, A.

Le financement à court, moyen et long terme des exportations.

Bruxelles, Fabrimetal, 4^e édit., 1978, V+94 p. + annexes.

WINIECKI, J.

Sources of Inflation in the Western Economies.

(In : *Economie, Tilburg, n^{rs} 11-12, augustus-september 1978, blz. 675-690.*)

NED. 5

333.741. - 333.601. - 333.830.
333.451.0 - 382.242.4

334.150.0 - 334.151.0 - 334.151.20

VANES, F.R. en VERHEIRSTRÆTEN, A.

De geld- en kapitaalmarkt. 1.

Leuven, Uitg. Acco, 4^e herz. uitg., 1978, XXIV+461 blz.

COLLEGE D'EUROPE.

Une communauté à douze ? L'impact du nouvel élargissement sur les Communautés européennes.

(Semaine de Bruges, 1978.)

(Cahiers de Bruges, 37.)

Bruges, De Tempel, 1978, X+442 p.

DEVELLE, M.

Problèmes de la monnaie européenne.

(In : *Banque, Paris*, n° 379, décembre 1978, pp. 1343-1350.)

FR. 6

SALIN, P.

Quel système monétaire pour l'Europe ?

(In : *Banque, Paris*, n° 379, décembre 1978, pp. 1335-1342.)

FR. 6

334.151.20 - 334.151.25

334.151.20

One Money for Europe.

London, The Macmillan Press Ltd., 1978, XIV+224 p.

TUGENDHAT, Chr.

Towards a Common Market in Banking.

(In : *Journal of the Institute of Bankers, London*, No. 6, December 1978, pp. 196-199.)

G.B. 29

334.151.20

334.151.20

The Problem of EMS.

(In : *The Banker, London*, No. 635, January 1979, pp. 21-29.)

G.B. 3

VAUBEL, R.

Why EMS may make Inflation Worse.

(In : *Euromoney, London*, December 1978, pp. 139-142.)

G.B. 20 A

334.151.20 - 334.151.25 - 382.22

334.151.4 - 336.81 - 336.830.

REITSMA, A.J.

Europese monetaire integratie en monetaire theorie, alternatieve wegen.

(In : *Economie, Tilburg*, n^{rs} 11-12, augustus-september 1978, blz. 627-649.)

NED. 5

BERNADINI, G.

Les interventions financières communautaires : essai de bilan.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris*, n° 221, novembre 1978, pp. 492-504.)

FR. 58

334.151.4 - 334.151.51 - 334.151.6
336.830.

336.52

Subvention im Gemeinsamen Markt.

Köln, Carl Heymanns Verlag, 1978, VII+424 S.

PREUDHOMME, Cl.

Aperçu synthétique de la situation financière des communes en 1977 et en 1978.

(In : *Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 126, octobre 1978, pp. 231-248.*)

BELG. 61 A

336.211. - 336.223.

336.830. - 336.834.

SANDFORD, C.T.

Evolution de l'imposition des patrimoines dans différents pays.

(In : *Economie et Statistique, Paris, n° 105, novembre 1978, pp. 11-23.*)

FR. 33 A

HEYVAERT, Ch.-H.

Sauvetage managerial ou financier des entreprises.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1978, pp. 339-346.*)

BELG. 131 A

336.225.

337.553.

AUTENNE, J.

Analyse de la loi du 27 décembre 1977 adaptant le Code belge de la T.V.A. à la sixième directive de la C.E.E.

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5061, 9 décembre 1978, pp. 693-706.*)

KRUIJTBOOSCH, E.D.J.

Le Benelux. Son importance pour le Tiers Monde.

(In : *Benelux, Bruxelles, n° 4, 1978, pp. 12-16.*)

BELG. 18 A-I

336.52

338.012.

Les finances communales en Belgique.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 2, 12 janvier 1979, pp. 1-5.*)

BELG. 33

RAY, G.F. and WALSH, G.M.

The European Energy Outlook to 1985.

(In : *National Institute Economic Review, London, No. 86, November 1978, pp. 65-73.*)

G.B. 19 B

338.013.

338.047.

CUDDY, J.D.A.

Indexation in International Commodity Arrangements.

(In : *Journal of World Trade Law*, Geneva, No. 6, November-December 1978, pp. 501-513.)

GEN. 10 D

MASSET, Th.

Fondements économiques et sociaux de l'initiative industrielle publique.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique*, Bruxelles, n°5, novembre 1978, pp. 309-316.)

BELG. 131 A

338.013.

338.047.

Les marchés commerciaux en 1978.

(In : *Bulletin hebdomadaire - Kredietbank*, Bruxelles, n°46, 8 décembre 1978, pp. 1-6.)

BELG. 33

VANDEPUTTE, R.

La philosophie des rapports entre l'Etat et les entreprises.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique*, Bruxelles, n°5, novembre 1978, pp. 301-307.)

BELG. 131 A

338.046.0

338.40

de BRABANDER, B. and VANLOMMEL, E.

Economies of Scale, Minimum Optimal Plant Size and Effectiveness of Market Structure in Belgian Industry Anno 1970.

(In : *European Economic Review*, Brussels, No. 4, December 1978, pp. 363-377.)

GEN. 5 B

TINDEMANS, L.

Open brief aan Gaston Eyskens.

Tielt, Lannoo, 1978, 176 blz.

338.047.

338.732.

MARCHAND, M. et TULKENS, H.

Quels sens donner aux prix publics ?

(In : *Bulletin de l'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, n°s 52-53, novembre 1978, pp. 52-61.)

BELG. 33 Z

DE MIDDELEER, M.

La régulation des échanges — Le cas du gaz naturel.

(In : *Bulletin de l'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, n°s 52-53, novembre 1978, pp. 35-51.)

BELG. 33 Z

338.751.1

339.311.5

ENGLER, B.

Le marché sidérurgique américain et la pénétration européenne. Données et procédures.

(In : *Revue du Marché Commun*, Paris, n° 221, novembre 1978, pp. 505-515.)

FR. 58

MORELLE, B. e.a.

Les returns sur les actions belges cotées en Bourse de Bruxelles (1969-1977).

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 80, 1978, pp. 449-470.)

BELG. 44 E

339.0 - 368.40

339.312.3 - 333.712.1

VAN HAUWAERT, F.

Les comptes sociaux européens.

(In : *Bulletin de Statistique*, Bruxelles, n° 11, novembre 1978, pp. 1091-1108.)

BELG. 44

FREUNDLIEB, K.

Le rôle des banques dans le financement des investissements en Belgique.

(In : *Euro Coopération*, Paris, n° 21, 1978, pp. 31-46.)

GEN. 5 A

339.112.0

347.720.1

PRAET, P. et VUCHELEN, J.

Estimation de séries trimestrielles du patrimoine des particuliers en Belgique (1960-1976).

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 80, 1978, pp. 497-531.)

BELG. 44 E

VAN DEN BULCKE, D.

De rol van de multinationale ondernemingen in de Europese Gemeenschap.

(In : *Ondernemen*, Brussel, n° 12, december 1978, blz. 501-505.)

BELG. 48

339.21

347.737. - 347.764.

DEKEYSER-MEULDERS, D.

Comparaison entre différents indices mesurant l'inégalité de la répartition des revenus.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 80, 1978, pp. 533-543.)

BELG. 44 E

VANDEPUTTE, R.

Inleiding tot het verzekeringsrecht.

Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitg., 1978, XIV + 394 blz.

347.754.

380.3 - 333.139.3 - 333.78
347.733.

BLANPAIN, R.

Wet betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Antwerpen, Kluwer, 1978, VI + 426 blz.

DE GRAUWE, P.

Bureaucratische controles en het economisch systeem.

(In : Lewense Economische Standpunten, Leuven, n° 8, september 1978, blz. 1-13.)

BELG. 92

347.754.

380.3

GOETHALS, H.

Een nieuwe wet betreffende de arbeidsovereenkomsten.

(In : Ondernemen, Brussel, n° 11, november 1978, blz. 451-457.)

BELG. 48

DE MEESTER, J.-Cl. e.a.

Quelques observations sur le fonctionnement de la commission pour la régulation des prix.

(In : Bulletin de l'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, n°s 52-53, novembre 1978, pp. 26-34.)

BELG. 33 Z

347.754.

380.3

TAQUET, M. et WANTIEZ, C.

La loi sur les contrats de travail.

(In : Journal des Tribunaux du Travail, Bruxelles, n° 171, 15 novembre 1978, pp. 305-312.)

SACRE, R.

Politique des prix et réglementation des prix.

(In : Bulletin de l'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, n°s 52-53, novembre 1978, pp. 4-25.)

BELG. 33 Z

351.721.

381.52

CAPRON, H. et KRUSEMAN, J.-L.

Caractéristiques économiques des modes de dévolution des marchés publics.

(In : Bulletin de l'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, n°s 52-53, novembre 1978, pp. 62-96.)

BELG. 33 Z

Le secteur de la grande distribution en Europe.

(In : Bulletin Financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 37, 10 novembre 1978, pp. 1-4; n° 42, 15 décembre 1978, pp. 1-6.)

BELG. 34 A

CURRIE, D.A. and KATZ, E.

Some Monetary Implications of International Transfers.

(In : *The Manchester School of Economic and Social Studies, Manchester, No. 4, December 1978, pp. 343-359.*)

G.B. 34

Orientation à l'exportation des différentes provinces et régions en 1975.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 12, décembre 1978, pp. 1181-1214.*)

BELG. 44

382.242.4

657.33

LLEWELLYN, D.T.

The Eurocurrency Markets and World Credit.

(In : *The Banker, London, No. 635, January 1979, pp. 61-69.*)

G.B. 3

Comptabilité d'inflation.

(In : *Paribas Belgique présente, Bruxelles, n° 4, 1978, 19 p.*)

BELG. 64 E

382.254. - 382.242.4

657.42

SHORT, G.D. and WHITE, B.B.

International Bank Lending : A Guided Tour through the Data.

(In : *Federal Reserve Bank of New York — Quarterly Review, New York, No. 3, 1978, pp. 39-46.*)

U.S.A. 32

TAYLOR, M.

The EEC Moves Towards Harmonising Banks' Annual Accounts.

(In : *The Banker, London, No. 633, November 1978, pp. 35-38.*)

G.B. 3

382.254.

93

STEINBERG, E.B. and YAGER, J.A.

New Means of Financing International Needs.

Washington, The Brookings Institution, 1978, XIII+256 p.

ARNAÛD-AMELLER, P.

Chronologie internationale de l'année 1977.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 6, novembre-décembre 1978, pp. 1040-1050.*)

FR. 52

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{	Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
